

## Démocratisation « à la hussarde » à Séoul

La démocratisation vient-elle de marquer un point important en Corée du Sud ? On peut l'espérer après l'accord intervenu le mercredi 2 septembre entre les autorités de Séoul et les dirigeants de l'opposition sur le contenu et le calendrier de la libéralisation de la société. Bien qu'il faille rester prudent, c'est la nouvelle la plus encourageante en provenance de la péninsule depuis bien longtemps. Le député désigné du président Chun Doo Hwan, M. Roh Tae Woo, et le dirigeant du principal parti d'opposition, M. Kim Young Sam, ont scellé cet accord à l'issue de leur première rencontre sérieuse depuis les affrontements entre étudiants et policiers au printemps.

Si le processus envisagé est respecté, une nouvelle Constitution garantissant un certain nombre de libertés, y compris syndicales, sera soumise au Parlement dans les prochaines semaines avant de faire l'objet d'un référendum d'ici à la fin du mois d'octobre. Une élection présidentielle pourrait ainsi se tenir avant le 20 décembre.

Certes, des points de désaccord subsistent. L'un porte sur la date des élections législatives qui devront suivre le scrutin présidentiel. Le chef du parti au pouvoir souhaite qu'elles interviennent avant même que le président Chun passe la main, comme il l'a promis en février. M. Kim, en raison des dissensions au sein de l'opposition, préférerait différer la consultation, de manière qu'elle suive la prise de fonctions du nouveau chef de l'Etat. Autre pomme de discorde, la question des prisonniers politiques. M. Roh a rejeté l'idée d'une commission mixte au sein de laquelle le pouvoir et l'opposition négocieraient le sort des quelque quatre cents personnes encore détenues. M. Kim et son parti se sont toutefois entendus pour que les discussions se poursuivent, à ce sujet, au niveau des conseillers.

Malgré ces ombres, l'accord est significatif d'une étonnante évolution du climat politique après trois décennies de dictature militaire. M. Roh montre qu'il est disposé à tenir ses engagements ; à l'origine, ceux-ci avaient suscité, pour des raisons évidentes après les timides essais de démocratisation des années précédentes, des doutes tant en Corée qu'à l'étranger.

A moins d'un an de l'ouverture des Jeux olympiques, la part du calcul politique n'est évidemment pas à écarter dans cette démocratisation « à la hussarde » engagée par Séoul. L'accord intervient à la veille d'une rentrée universitaire qui s'annonçait houleuse. En outre, l'agitation ouvrière du mois d'août, un temps retombée, donne des signes de résurgence. La pire chose, pour le gouvernement sud-coréen, serait une conjugaison de revendications ouvrières justifiées avec un regain d'agitation sous l'impulsion de l'aile radicale du mouvement étudiant, sensible, par dépit envers le régime, aux sirènes du maréchal Kim Il Sung.

Il reste à la démocratisation bien des obstacles à franchir en Corée du Sud. Les assurances réitérées par M. Chun sur la neutralité de l'armée, en particulier, ne sont pas une garantie à toute épreuve. Il n'empêche que les Sud-Coréens ont, cette fois, des raisons d'espérer.

## Le sommet de Québec

### Le Canada en première ligne pour défendre la francophonie

Les quarante et un chefs de délégations du sommet francophone de Québec ont adopté, mercredi 2 septembre, huit résolutions sur l'aide aux pays défavorisés. Le Canada, en annonçant qu'il annule la dette de sept pays africains francophones, a adopté une position en flèche. Il manifeste ainsi qu'il ne veut pas laisser la France jouer un rôle trop dominant dans la défense de la francophonie.

La première journée du sommet francophone a été marquée par une concurrence sourde entre la France et le Canada. C'est ainsi que si M. Mitterrand a longuement insisté sur l'aide aux pays les plus défavorisés, le premier ministre canadien, M. Mulroney, a surpris l'auditoire en annonçant que son pays effaçait la dette de sept pays africains, ce qui représente 324 millions de dollars canadiens. Les pays bénéficiaires sont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Gabon, Madagascar, le Sénégal et le Zaïre.

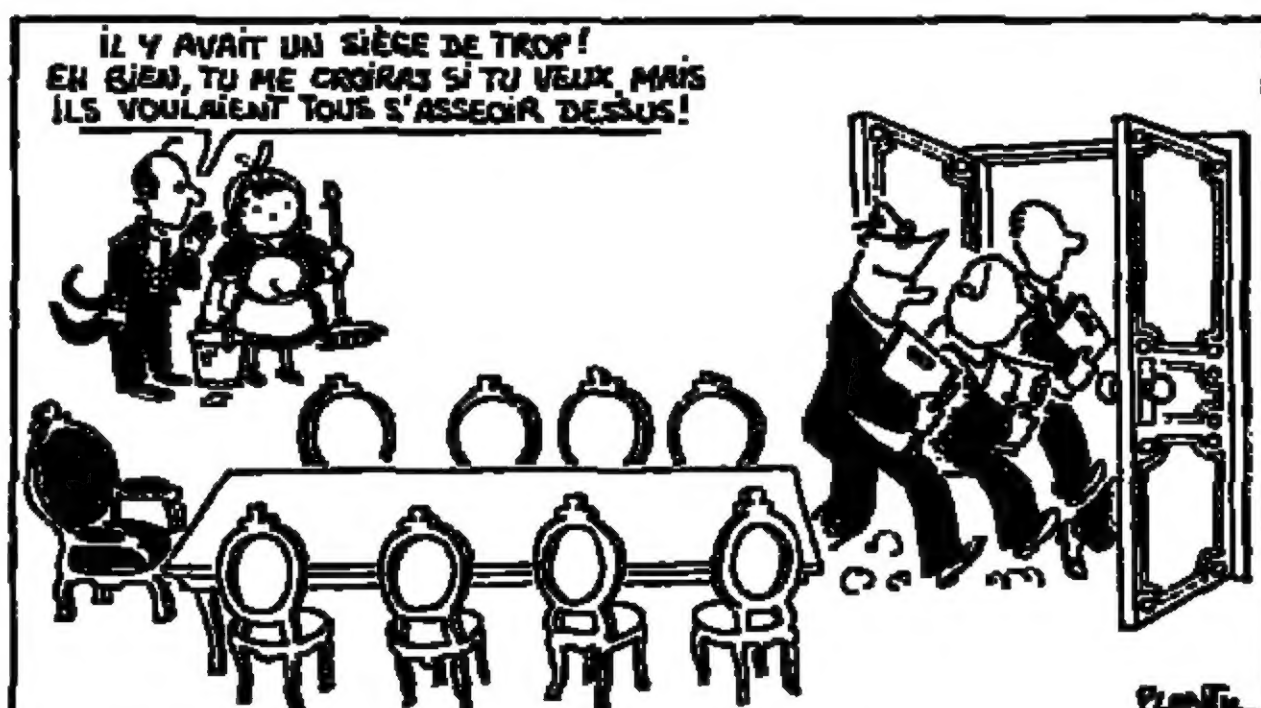
Sur le Proche-Orient, les chefs d'Etat et de gouvernement francophones - à l'exception du Canada - sont convaincus que la paix dans cette région ne saurait être réalisée que par une « solution globale (...) et par la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien et notamment des droits élémentaire et légitime à l'autodétermination ».

La création d'une caisse autonome de contribution volontaire pour aider à la reconstruction du Liban a été décidée. Un autre fonds

volontaire doit être ouvert en faveur de l'éducation au Tchad.

(Lire nos Informations page 3.)

## Conseil de cabinet à Matignon



M. Chirac a réuni son gouvernement jeudi 3 septembre en conseil de cabinet. M. Mitterrand étant au Québec, il n'y a pas eu de conseil des ministres.

(Lire nos Informations page 32.)

## Mise en garde de la CFTD au gouvernement

### M. Edmond Maire dénonce les « ravages » du libéralisme

Dans sa conférence de presse de « rentrée », le jeudi 3 septembre, M. Edmond Maire s'en est pris vivement au gouvernement et au patronat. Le secrétaire général de la CFTD a dénoncé les « ravages » de la « loi du plus fort du libéralisme économique ». Cette mise en garde intervient au moment où les fédérations de fonctionnaires haussent le ton et s'apprêtent à annoncer des actions.

M. Edmond Maire a prononcé un réquisitoire en règle contre la politique économique et sociale du gouvernement : « La modernisation est actuellement recherchée n'importe comment, sans les salariés et souvent contre eux. »

Trop souvent, a-t-il ajouté, les dirigeants économiques et politiques « se refusent à la concertation et à la négociation, se laissent entraîner dans une dérive antisyndicale, font preuve de passivité ». Quant au parti de M. Chirac de « retrouver un dynamisme économique », il est « largement perdu ».

M. Maire a également dénoncé « la carence du patronat ». Les principales revendications du CNPF ayant été satisfaites par le gouvernement, l'ennemi économique n'a nullement disparu. « M. Périot, a-t-il poursuivi, ne dit pas la vérité quand il prétend que les entreprises ne peuvent pas améliorer leur participation au financement de la protection sociale. Comme si la situation financière des entreprises ne s'était pas nettement améliorée depuis deux ans ! »

(Lire page 28 l'article de MICHEL NOBLECOURT.)

## Les investissements étrangers aux Etats-Unis

### Le défi européen

par Bruno Dethomas

Il y a juste vingt ans, Jean-Jacques Servan-Schreiber publiait le *Défi américain*. « En parlant de l'examen assez prosaïque de l'investissement américain en Europe », écrivait-il en 1967, on découvre un univers économique qui s'affaïsse - le nôtre, - des structures politiques et mentales - les nôtres - qui cèdent devant la poussée extérieure, les prémices d'une faillite historique, la nôtre. »

Si l'on voulait une preuve du danger de l'extrapolation, une certitude que l'économie n'est pas linéaire, la tendance actuelle au développement des investissements étrangers aux Etats-Unis apporterait à coup sûr. La liste des prises de contrôle de sociétés américaines par des firmes étrangères - avec l'accord des dirigeants ou sous forme d'offres d'achat - est, il est vrai, impressionnante.

La Grande-Bretagne, traditionnellement le principal investisseur européen outre-Atlantique, a ainsi depuis deux ans enregistré l'achat par la British Petroleum des 45 % de la Standard Oil qu'elle ne possédait pas, et des opérations d'Unilever sur Chesebrough-Pond, de Hanson Trust sur le groupe industriel Kidde, d'ICI sur Stauffer Chemicals, de Grand Metropolitan sur Hobbie, du cinquième mondial du travail temporaire Blue Arrow sur Manpower, pour des transactions qui dépassaient à chaque fois 1 milliard de dollars. Et si le prix en était moindre, l'acquisition par les britanniques au début de l'été de la firme Smith and Wesson, célèbre fabricant d'armes depuis cent trente-cinq ans, n'en a pas moins paru comme un symbole aux yeux des Américains.

La France même, pays plus frileux qui ne décline que la huitième place des investisseurs aux Etats-Unis, a pourtant défrayé la chronique depuis un an : rachat des gaz industriels de Big Three par l'Air liquide en août 1986, puis de la branche agrochimique d'Union Carbide par Rhône-Poulenc ; ce fut ensuite l'acquisition par le groupe français Yves Saint-Laurent de Charles de Ritz du laboratoire américain

Quibb, puis la CGE qui reprit l'activité télécommunication d'ITT avant que Bull ne prenne sa revanche sur l'histoire en absorbant l'informatique de Honeywell. Enfin, le mois dernier, Thomson céda à General Electric 80,1 % de la Compagnie générale de radiologie et une certaine somme d'argent en échange de 80,1 % du département électronique grand public de la firme américaine.

Longtemps principale source des investissements directs internationaux, les Etats-Unis sont en fait devenus importateurs nets d'investissements depuis le début de la décennie, ce qui traduit à la fois l'augmentation sensible des investissements directs aux Etats-Unis et le recul des investissements américains à l'étranger. De 6,6 milliards de dollars entre 1975 et 1979, le volume annuel moyen des investissements directs étrangers aux Etats-Unis a atteint 16,6 milliards entre 1980 et 1983.

Et si la poussée de fièvre du billet vert en 1984-1985 a quelque peu ralenti la tendance, en 1986, les investissements étrangers fai-

saient un nouveau bond (+ 13,4 %) pour atteindre 24,7 milliards et porter les actifs possédés par des étrangers à 209,3 milliards de dollars, soit plus du double de ce qu'ils étaient au début de la décennie. Les Britanniques accroissent ainsi leurs intérêts aux Etats-Unis de 7,8 milliards de dollars, les Néerlandais de 5,8 milliards, tandis que les Japonais occupent la troisième place avec 4,1 milliards et un total cumulé de 24 milliards de dollars.

Encore faut-il souligner que là où les Européens procèdent souvent par rachat d'entreprises, les Japonais préfèrent minimiser les conflits par l'implantation d'usines nouvelles ce qui leur permet de mettre en place leur propre technologie et leurs méthodes de contrôle de qualité. Dans les trois derniers mois, des firmes japonaises produisant aussi bien des équipements de laboratoires que des batteries automobiles ont annoncé leur volonté de construire des usines outre-Pacifique.

(Lire la suite page 29.)

## L'exposition Chagall à Moscou

### Changement de « couleur »

Une grande exposition Chagall s'est ouverte mercredi 2 septembre à Moscou.

Ce n'est pas vraiment une première, mais l'événement n'en fait pas moins date en URSS. Marc Chagall, lui-même, avait pu se rendre à Moscou en 1973. C'était à l'invitation de celle qui était à l'époque ministre soviétique de la culture, cette même M<sup>me</sup> Fourtseva, décédée depuis, qui, quelques années plus tôt, qualifiait le peintre de « magnifique artiste », mais dont les toiles ne pouvaient être exposées dans les musées soviétiques... faute de place.

Chagall lui-même ne semblait pas avoir gardé un souvenir impérissable de cette expérience. Quelque temps avant sa mort, il confiait en effet qu'à M<sup>me</sup> Fourtseva, qui lui demandait pourquoi il ne souhaitait pas rester en URSS, il avait répondu : « A cause de la couleur. »

Les temps ont changé, et Chagall trouverait sans doute un peu plus de « couleur » à un pays dont tout indique qu'il est lancé dans une entreprise inédite de rénovation. A la différence de celle de

1973, au demeurant, l'exposition qui s'est ouverte le mercredi 2 septembre au musée Pouchkine doit accueillir un plus large public et non seulement une élite restreinte. Pouvait-il en être autrement en un temps où la culture est invitée à servir la politique de « transparence » de M. Gorbatchev, où la « perestroïka » des consciences doit accompagner celle de la vie économique et politique ?

Toutes les ambiguïtés qui, de longue date, entouraient l'attitude des autorités soviétiques envers l'enfant juif de Vitebsk sont-elles pour autant levées ? Pas tout à fait, à en croire Andreï Voznesenski, qui, signalait mercredi qu'à Vitebsk on n'avait nulle intention de transformer en musée la maison natale de Chagall. Transparence ou pas, les ressentiments ont la vie dure envers l'artiste qui s'avisa un jour de 1918 de décorer sa ville d'immenses toiles qui, observées à l'époque, n'avaient que peu à voir avec le marxisme et le léninisme. - A. J.



## Jean Baudrillard

### COOL MEMORIES

Journal  
1980-1985

ÉDITIONS GALLÉE

## Le Monde

### DES LIVRES

■ La rentrée romanesque : Angelo Rinaldi, Tahar Ben Jelloun, Marie Redonnet, Claude Tardat, Viviane Forrester, André Hodeir, Denis Belloc.

■ Histoire littéraire : l'abbé Prévost grandeur nature.

■ La chronique de Nicole Zand : les deux vies de Fernando Isaac Cardoso.

■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « le Français et les Siècles », de Claude Hagege.

Pages 13 à 19



# Débats

## Les nouveaux démagogues

C'est en vertu d'une incroyable confusion que les hommes politiques courtisent la jeunesse

par ALAIN FINKIELKRAUT

SÉDUIRE la jeunesse : depuis le mouvement étudiant de décembre, ce mot d'ordre régit le comportement de la gauche comme celui de la majorité. A voir la surenchère démagogique dont le concert de Madonna vient d'être l'objet, on est même enclin à penser que les adolescents seront les arbitres de la prochaine échéance présidentielle. Certes, le vote à dix-huit ans fait qu'on entre le plus souvent dans la citoyenneté avant d'entrer dans la vie active et avant de passer par d'autres expériences et d'autres déterminations. L'homogénéité de son groupe d'âge. Et les candidats au pouvoir démocratique se doivent de prendre en compte les aspirations de tous les groupes qui composent la collectivité dont ils sollicitent les suffrages. Ce qui se justifie beaucoup moins, en revanche, c'est d'offrir aux jeunes un grand spectacle son et lumière en réponse à leurs manifestations d'il y a quelques mois et en compensation de la bonne université qu'ils n'auront jamais.

Au lieu de s'adresser à la raison de ces nouveaux électeurs en leur présentant la meilleure argumentation possible, au lieu encore de leur parler le langage de l'intérêt, on cherche à satisfaire leurs appétits les plus frivoles comme s'ils n'avaient pas d'intellect, mais seulement des convulsions et qu'ils n'étaient rien de plus que des machines à vivre. On traite ainsi en mineurs ceux-là mêmes dont on acclame l'accession bruyante à la majorité politique.

Reste que, si l'on veut être tout à fait juste, ce cynisme gouvernemental mérite les circonstances atténuantes. Envisageons un instant que M. Chirac ait fait

comme le loi l'y oblige et qu'il se soit incliné devant l'arrêté d'interdiction pris par le maire de Sceaux à l'encontre du concert de Madonna. Il aurait dû alors choisir un lieu qui puisse accueillir 120 000 personnes en toute sécurité et sans risquer d'être durablement abîmé par la présence d'une aussi énorme foule. De tels endroits existent, mais les organisateurs, ivres de leur puissance et mus par des considérations exclusivement commerciales, avaient prévu : ce sera Sceaux ou rien. A voir la manière unanimement méprisante dont la presse a interprété les scrupules écologiques du maire de Sceaux, on peut parier en toute certitude que l'épreuve de force aurait tourné à la déconfiture du gouvernement : le premier ministre aurait été accusé de persister dans sa haine viscérale de la jeunesse et de sa culture, on aurait dit qu'il censure Madonna parce qu'elle a coutume de jeter sa petite culotte à ses admirateurs, et comme de la persécution des petites culottes au rejet des étrangers il n'y a qu'un pas, tout devenait possible...

En 1984, cent mille personnes étaient dans la rue pour défendre la liberté, c'est-à-dire le droit que s'était arrogé NRJ (l'organisateur du concert Madonna) d'imposer à une puissance quatre-vingts fois supérieure à celle qu'autorisait la loi, gênant ainsi l'audition de France-Musique et de France-Culture, ces radios pour vieillards. C'était avant le « Printemps de décembre » et les manifestations contre la réforme du code de la nation-

lité. Comme le dit la publicité du dernier disque de Michael Jackson : « Il y a des choses contre lesquelles on ne peut rien ». Echaudé, le premier ministre sait que l'alliance actuelle du show-business, de la presse et de la jeunesse fait partie de ces choses, et, pour n'être pas, cette fois, dépassé par les événements, il a décidé d'en prendre carrément l'initiative. Coup sur coup, il a donc annoncé la baisse de la TVA sur les disques, promis une chaîne musicale, présenté sa fille comme le porte-parole officiel du lobby jeune à Matignon, autorisé illégalement la tenue du concert dans le parc de Sceaux et obligé tous ses ministres quarantaines et branchés à être présents, avec le sourire, au spectacle de la nouvelle idole planétaire : « Amusez-vous, les jeunes, et demain, votez pour moi ».

### Mimes de l'âge bête

Tant d'efforts vont-ils être récompensés ? Nul ne peut encore le dire, mais au cas où cette grande offensive de charme échouerait, on peut être sûr, d'ores et déjà, que les thuriféraires de l'individualisme démocratique s'extasieront de voir le peuple adolescent faire chanter les hommes politiques et poursuivre ses objectifs particuliers sans égard pour les autres enjeux, exactement comme, hier, les marxistes les plus sectaires glorifiaient sous le nom d'autonomie l'indifférence supposée de la classe ouvrière pour l'intérêt

général ou les valeurs universelles.

Ce raisonnement ne serait que détestable s'il ne s'accompagnait d'une ode à la sensibilité éthique et antiraciste de la jeunesse contemporaine. Pour les nouveaux démagogues, en effet, les jeunes incarnent à la fois la Vie et la Vertu. Bondissants comme le panthère de radio NRJ, impulsifs comme Béatrice Dalle dans 37° 2 le matin, ils constituent aussi et d'un seul tenant une « génération morale ». L'expérience du siècle aurait dû nous prémunir contre cette incroyable confusion : c'est au nom de la vie, impétueuse et fauve, qu'ont été renversés naguère les principes fondamentaux de la civilisation. Soit, en effet, nous sommes une pure force qui va, sans considération pour autre chose que ses propres besoins et son propre dynamisme, soit nous sommes des sujets capables de morale. Mais nul ne peut se prévaloir d'être les deux à la fois.

C'est pourquoi, de Jack Lang saluant les victoires successives remportées par l'« invincible armée des sympathisants du rock », au chef du gouvernement recevant pompeusement Madonna à l'hôtel Matignon, en passant par les diverses « bandes » qui peuplent la majorité, le spectacle des hommes politiques transmués en mimes et en courtisans de l'âge bête n'est pas seulement grotesque : il décourage un peu plus les jeunes de s'arracher à l'image d'eux-mêmes que leur tend constamment la société publicitaire : celle de la vie, dans son immédiateté vorace et triomphante.

## Le balancier des deux Allemagnes

Pour la première fois, un chef de l'Etat est-allemand est reçu en RFA. Les Français observent...

par ALFRED GROSSER

A la veille du voyage d'Erich Honecker en RFA, deux craintes peuvent exister en France. Négligeons-en une : il s'agirait d'une avancée vers un grand Etat allemand réuni. En réalité, tout progrès dans les relations interallemandes et toute évolution du régime vers plus de tolérance à l'égard de ses citoyens passent par une consolidation de la République démocratique allemande. Le protocole prévu pour l'accueil à Bonn va pleinement dans ce sens.

L'autre crainte concerne l'attitude ouest-allemande à l'égard du pays communiste qu'est la RDA et face au communisme en général. Il existe en effet des causes d'inquiétude, mais il faut les examiner seulement après avoir pris conscience de l'étonnante évolution des attitudes françaises : il y a aujourd'hui chez nous une intensité et une diffusion de l'antisovietisme et de l'anticommunisme qui traduisent au moins deux renversements idéologiques. A gauche, les anciens compagnons de route et les jeunes d'antan séduits par le Parti ont disparu ou se sont convertis en passionnés des libertés, qualifiées naguère de bourgeoises. 1968 a cassé le pouvoir séducteur des « crapules staliennes ». A droite, on ne peut plus se permettre de traiter l'URSS en partenaire potentiel, maintenant qu'un président socialiste, malgré la présence de ministres communistes ou à cause d'elle, s'est fait le champion des droits de l'homme face au régime soviétique. Si Valéry Giscard d'Estaing redevenait président, il ne pourrait pas dire aux Russes, comme lors de son interview télévisée de 1977 : « Les Etats ont le droit de choisir en toute liberté la forme particulière de leur organisation politique, économique et sociale. Vous choisissez librement la votre. Nous choisissons librement la nôtre ».

Voilà une formule que Helmut Kohl n'utilisera pas en recevant le maître de l'autre Etat allemand. Un chancelier social-démocrate n'y aurait pas davantage recours. Mais ils auraient une tentation du même ordre : négliger des différences fondamentales pour désenrayer la route d'un rapprochement. Voilà peu de temps encore, seules quelques personnalités en pointe du SPD voyaient en Erich Honecker un patriote allemand, par ailleurs communiste. Face à Honecker ou à d'autres dirigeants de la RDA, ils ne négligeaient jamais le fait que l'oppression des frères ne devrait tout de même pas être considérée comme un frère et encore moins traité comme tel. Or, il y a quelques semaines, l'ancien chancelier Schmidt a écrit dans *Die Zeit* que c'est un frère qu'il s'agit d'accueillir en septembre.

Assurément, Erich Honecker est un Allemand et même un Allemand de l'Ouest : en venant en

Sarre, il veut retrouver son lieu de naissance et la région de ses combats politiques. Notamment de son combat anti-hitlérien, mené comme responsable des jeunes communistes jusqu'à son arrestation en 1937 et sa condamnation à dix années de prison. En 1937, alors que, le Parti communiste français avait pu soutenir le gouvernement de Front populaire grâce au virage que Staline avait fait effectuer au Komintern deux ans auparavant. A une époque où le PC allemand était clandestin et persécuté par l'antibolchevisme nazi.

Il a fallu longtemps à l'immense majorité des Allemands pour se dégager de cet antibolchevisme-là, pour jeter sur les communistes un regard non systématiquement soupçonneux sur leur contribution à la chute de la République de Weimar et pour leur participation à l'établissement d'un régime impitoyable dans la zone d'occupation soviétique. En 1976 encore, le président de la République, Walter Scheel, faisait preuve de courage en déclarant : « On ne peut pas comprendre la RDA quand on n'a aucune idée de ce qu'a été la résistance des communistes contre Hitler ».

### « Systèmes » et régimes

Aujourd'hui, chez beaucoup d'Allemands, notamment dans les Eglises protestantes, au SPD et dans les grands hebdomadaires politiques, le balancier a été trop loin dans l'autre sens. Hier, on se refusait à regarder sereinement les réalités de la RDA. Maintenant, on parle volontiers de préjugés et d'acceptables « images » (propagandistes) d'ennemi (« Feindbilder ») à propos de données fort précises sur l'oppression maintenue. On évoque volontiers les différences entre « systèmes sociaux » pour n'avoir pas trop à comparer les régimes politiques. Et on évoque la confrontation des blocs et des idéologies pour n'avoir pas à prononcer clairement des condamnations au nom de la liberté.

Il est vrai que condamner tout le temps, c'est renoncer au dialogue, c'est s'interdire de contribuer à l'intensification d'une évolution incontestablement amorcée en RDA comme en URSS. La ligne de conduite des dirigeants allemands et du milieu politique n'est pas facile à trouver et à tenir. Encore peut-on, de France, s'inquiéter ou s'indigner quand on perçoit naïveté ou mauvaise foi. A condition de ne pas accepter chez nous d'autres discours simplificateurs qui, au nom du combat contre l'oppression politique, présentent nos sociétés occidentales comme des modèles de justice.

## Au Courrier du Monde

### FIDÉLITÉ

#### La fin de Marc Bloch

On sait gré à l'un de vos lecteurs d'avoir évoqué, récemment, la mémoire de Marc Bloch.

Glorieux combattant des deux guerres, professeur de renommée internationale, l'un des esprits les plus curieux dont la France peut s'enorgueillir ; fidèle à son idéal de liberté et de dignité, parlant de sa condition de juif dont il ne peut « tirer ni orgueil ni honte », mais parlant aussi admirablement de la France : « J'y suis né, j'ai bu aux sources de sa culture, j'ai fait bien son passé, je ne respire rien que son ciel et je me suis efforcé de la défendre de mon mieux ».

Entré de bonne heure dans la Résistance, arrêté et torturé à Lyon par la Gestapo, il fut fusillé à Trévioux le 16 juin 1944. Ce que l'on connaît moins et que

G. Altman rappelle dans l'avant-propos du livre de Marc Bloch *Etrange Défaite*, ce sont les circonstances de son exécution.

A côté de lui, un gosse de seize ans, également condamné à mort, angoissé, s'adressa à Marc Bloch : « Ça va faire mal, monsieur ? » M. Bloch lui serra affectueusement le bras et lui dit seulement : « Mais non, cela ne fait pas mal. » C'est lui qui tomba le premier en criant : « Vive la France ! »

Celui qui avait écrit et enseigné l'histoire pendant plus de trente ans avait souhaité que sur sa pierre tombale ne figurassent que ces deux mots : « Dilecti veritatem ».

JEAN ROLLET  
(Alger).

### HONNEUR

#### Les résistants allemands

On ne rendra jamais assez hommage à ceux qui comme Hubert Beuve-Méry et Paul Teitgen ont dénoncé les tortures en Algérie. Ils risquaient la répression contre le général, la colonie, l'attentat.

Jean-Marc Théolleyre affirme que dans l'Allemagne nazie on ne put jamais rien constater de semblable. Je crois que depuis 1933 les contestataires rejoignaient les camps de concentration. Jusqu'en 1943 la population en était assurée à 70 %. Les Allemands et les Autrichiens. De plus il y eut la contestation clandestine par voie de tracts et de chaînes épiistolaires. Faut-il citer le réseau La Rose blanche fondé par Hans et Sophie Scholl ? Hans Scholl, étudiant en médecine, revenant du front de l'Est dénonça dans un tract le début de l'holocauste en Pologne. Avec sa sœur et dix camarades, il laissa sa tête sur le billot à Munich, au début de 1944.

Admirable résistance, si l'on imagine aujourd'hui la mise en condition du peuple par un Hitler paraissant jouir, jusqu'en 1939 de la caution des démocrates résistants (Rhénanie, Anschluss, Munich). Le cas de l'infant Barbie, doit, à mon avis, être l'occasion de citer les Allemands qui ont sauvé l'honneur, et l'on ne les connaît pas tous.

PAUL CHARVET,  
(Luc-en-Diois.)

### LANGAGE

#### Ratonnades ?

Le terme de « ratonnades » est quelquefois utilisé par les journalistes à propos d'événements qui deviennent tristement de plus en plus courants. Les mots traduisent les faits. Or que veut-il dire exactement ? Et d'où nous vient-il ?

Ce raccourci verbal à effet de cible a des origines argotiques et coloniales, quand nous n'étions pas à cours de mots racistes. Pendant la guerre d'Algérie, une lettre de protestation avait été signée par des personnalités françaises et musulmanes contre l'utilisation des mots « ratonnades » et « ratissages » qualifiant certaines opérations, les premières civiles et les secondes militaires. L'emploi de ce mot dans les médias aujourd'hui me paraît dangereux. Quel aplatissement de l'identité de celui qui est poursuivi, pourchassé et quelquefois atrocement assassiné après ce qu'il faut plus justement appeler la chasse à l'homme maghrébin avec des méthodes dignes d'un Ku Klux Klan en germe ! Certains passent simplement à la violence en actes après

que d'autres les incitent avec la violence de leurs médiocres slogans. Si vous sachiez ce que l'on entend le lendemain dans les cafés ! Mot pour mot, Mesdames et Messieurs les journalistes, vos petites phrases sont reprises en cœur et servent au départ d'envoies revanchards et franchouillards. Le pouvoir médiatique est trop grand aujourd'hui pour que certains mots ne soient pas mis sous surveillance à cause de leur possible néfaste influence. Le racisme commence bien par des mots.

AUGUSTIN BARBARA  
(Saint-Herblain).

### GAMBETTA

#### Se soumettre... et rectifier

Comment aurait réagi Gambetta ? C'est lui, et non Clemenceau, qui a prononcé le mot fameux : « Se soumettre ou se démettre » (*Le Monde* « Dossier et documents » n° 144. Introduction au dossier sur la présidence de la République) le 15 août 1877 à Lille, en parlant de Mac-Mahon, président de la République.

ANNE WACHSMANN  
(Strasbourg).

AU SOMMAIRE DE SEPTEMBRE

**Le Monde DES PHILATELISTES**

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les timbres français de la rentrée.
- Exotisme : les Seychelles et le Dahomey.
- Rencontre avec le poste : M. Guy Lormand.
- Thématique : les championnats.

**LE MONDE DES PHILATELISTES**

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 520 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wozniak

Rédacteur en chef : Daniel Varner

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-96-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

2 - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

**Le Monde**

TÉLÉMATIQUE

Composé 3615 - Tape LEMONDE

**Le Monde**

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur MONDPUB 206 136 F

هذا من الأصل





# Le balancier à deux Allemagnes

Pour la première fois,  
le chef de l'Etat est-allemand  
en RFA. Les Français observent.

par ALFRED GROSSER

Le chef d'Etat d'Allemagne, Helmut Kohl, est arrivé à Paris, en France, pour la première fois. Il est le premier chancelier allemand à se rendre en France. Les Français observent son comportement. Helmut Kohl est un homme d'Etat expérimenté. Il a été chancelier de la République fédérale d'Allemagne pendant plusieurs années. Sa visite en France est considérée comme un événement important dans les relations franco-allemandes.

## « Systemes » et regimes

Après la conférence de Paris, les dirigeants allemands ont discuté de la situation en Allemagne. Ils ont souligné l'importance de la coopération entre les deux Allemagnes. Les dirigeants ont également discuté de la situation en Europe et de la nécessité d'une réforme institutionnelle.

## Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie.

# Etranger

Le sommet de Québec

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

Le Canada veut jouer un rôle grandissant dans la défense de la francophonie

## 37 pays, 40 drapeaux 43 délégations

Exactement comme lors du  
premier sommet francophone à  
Paris, en février 1985, 18 chefs  
d'Etat et 12 chefs de gouverne-  
ment assistent à la conférence  
de Québec mais ce ne sont pas  
toujours les mêmes. Parmi les  
grands absents qui étaient à  
Paris, on relève le nom du pré-  
sident Houphouët-Boigny de  
Côte d'Ivoire et celui du premier  
ministre tunisien. En revanche,  
le Bénin ou la Guinée, repré-  
sentés au niveau ministériel l'an  
passé, le sont cette année à  
celui des présidents. Quant à la  
France, elle a eu à Québec une  
double délégation (totalisant  
143 personnes) jusqu'au départ  
de M. Chirac, mercredi 2 sep-  
tembre. M. Mitterrand est  
accompagné de deux ministres,  
MM. Raymond (affaires étran-  
gères) et Aurillac (coopération),  
et de la secrétaire d'Etat à la  
francophonie, M<sup>me</sup> Michaux-  
Chevry.

Le seul Etat manquant par  
rapport au premier sommet est  
le Vanuatu. Depuis lors, le cli-  
mat s'est encore détérioré entre  
Paris et Port-Vila à propos de  
la Nouvelle-Calédonie.

Le total des délégations (43)  
reste supérieur néanmoins à  
celui de la conférence de Paris.  
Le nombre d'invités d'hon-  
neur (dix aussi « spéciaux »)

étant passé de un à trois, car à  
la Louisiane sont venus s'ajou-  
ter le Val d'Aoste (Italie) et les  
« Francos » de Nouvelle-  
Angleterre (le Monde du 2 sep-  
tembre). Cependant, outre  
l'étendard de la francophonie  
créé à l'occasion du sommet de  
Québec (un cercle de cinq cou-  
leurs symbolisant, sur fond  
bleu, les cinq continents), ne  
flottent sur la capitale provin-  
ciale que cinquante drapeaux, les  
« invités spéciaux » n'ayant pas  
droit de hisser leur fanion.

Enfin, compte tenu des trois  
représentations canadiennes  
(Canada fédéral, Québec et  
Nouveau-Brunswick) et des  
deux délégations belges  
(Royaume de Belgique et  
Wallonie-Bruxelles), ce sont en  
définitive trente-sept Etats qui  
se trouvent réunis à Québec.  
Deux d'entre eux ont demandé  
à ne bénéficier que du statut  
d'observateur, le Laos et la  
Suisse. Les principaux pays ou  
communautés utilisant le fran-  
çais qui n'étaient pas à Paris et  
ne se trouvent pas non plus à  
Québec sont, pour des raisons  
diverses, l'Algérie, le Cameroun,  
le Cambodge et les  
50 000 franco-pôndichériens  
(Inde).

J.-P. P.-H.

## Le discours le plus inattendu

Le discours le plus inattendu de la  
première journée de la conférence a  
sans doute été celui du maréchal  
Mobutu. Le président zairais, qui  
est à la tête d'un pays de 35 millions  
d'habitants dont 10 % seulement  
parlent français, mais qui a la voca-

tion de devenir un jour la « première  
nation francophone » après la  
France, a presque élevé la langue  
française à un rang mystique.

Evocant les colonisateurs belges  
qui ont introduit le français dans son  
pays, le président Mobutu a exalté  
cette « chance exceptionnelle ». Il a  
souligné son « adhésion totale à la  
francophonie, parfaitement compa-  
tible avec notre démarche récusant  
toute forme d'aliénation culturelle  
et même instrument de reconquête  
de notre identité propre. (...) Cette  
langue désormais partie intégrante  
de notre système authentique de  
vivre, sentir et penser ».

Nul doute que de telles paroles  
aient plu aux militants linguisti-  
ques québécois comme les jeunes  
membres de la Société saint-Jean-  
Baptiste qui trouvent que, dans la  
vision fédérale, « francophonie se  
prononce de plus en plus souvent  
fricophonie ». Devançant en quel-  
que sorte leur objection, le premier  
ministre canadien, M. Mulroney,  
avait même annoncé des remises  
de lettres d'admission, avait indiqué,  
dans son allocution d'ouverture, en  
dépit de la présence au sommet de  
plusieurs autocrates, que « la pro-  
motion des droits de la personne ne  
saurait être sacrifiée aux impératifs  
du développement ».

Malgré consolation cependant  
que cette allusion pour les exilés du  
Vietnam ou du Burundi qui ont  
manifesté pacifiquement, avec force  
panacées, au passage des chefs de  
délégation de leurs pays respectifs.  
Sans oublier ces immigrés cambod-  
giens qui ont regretté que le prince  
Norodom Sihanouk n'ait pas, en  
dehors de tout contexte politique,  
été invité au sommet à l'instar de  
l'ancien président Senghor du Sénégal,  
en tant que l'un des fondateurs  
du mouvement francophone il y a un  
quart de siècle.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

★ Le Monde vient de publier un  
numéro spécial des *Dossiers et  
Documents* de douze pages sur la francopho-  
nie, en vente seulement par correspon-  
dance (13 francs, port compris).

(1) Un dollar canadien vaut environ  
5 francs.

● RECTIFICATIF. — Une erreur  
de transmission a fait écrire dans le  
reportage de Jean-Pierre Peroncel-  
Hugoz sur les « Francos » de  
Nouvelle-Angleterre (*le Monde* du  
2 septembre) que le roman *l'Héritage*,  
de l'écrivain américain Robert  
Perroult, avait été publié en France,  
alors qu'il l'a été aux Etats-Unis.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
remarquer que le français avait  
été à l'origine de valeurs telles  
que « la liberté, les droits de  
l'homme ou la révolution. Que  
ce soit qu'il s'agit de libérer  
des hommes, ce sont autant de  
mots qui ont forgé des idées »,  
a-t-il conclu.

Le chef de l'Etat a enfin fait  
rem



## Proche-Orient

## La guerre du Golfe

- L'Iran poursuit ses attaques contre des navires marchands
- Les assureurs augmentent les primes de 50 %

La marine iranienne a de nouveau frappé, jeudi 3 septembre, dans le Golfe, prenant pour cible, cette fois-ci, un pétrolier japonais chargé de brut iranien. Le *Nissin Maru* (180 200 tonnes), venait de prendre livraison de son pétrole dans l'île iranienne de Sirik lorsque des vedettes rapides l'ont attaqué. Touché par trois roquettes, le pétrolier a mis le cap sur l'île de Fujairah (Émirats arabes unis), dans le golfe d'Oman. Peu après, ce fut au tour d'un cargo italien d'être victime d'une attaque par des vedettes rapides. Cette attaque a fait deux blessés parmi les membres d'équipage.

L'Irak, qui avait pris l'initiative, le samedi 29 août, de rompre une trêve de six semaines dans le Golfe,

n'est pas non plus resté inactif, lançant mercredi soir une attaque contre un pétrolier. Sept attaques seulement ont toutefois été confirmées et cinq navires identifiés par des sources indépendantes.

Ce regain de violence — huit navires étrangers ont été attaqués depuis lundi par les vedettes iraniennes — a eu pour première conséquence une augmentation de 50 % des primes d'assurance des bateaux naviguant dans le Golfe. Les Lloyd's de Londres ont annoncé mercredi que cette augmentation avait été décidée « à la lumière des récents incidents » dans la région.

A terre, les deux belligérants ont, parallèlement, intensifié leurs bom-

bardeaux. Bagdad faisait état de raids aériens contre de nouveaux objectifs industriels iraniens et l'Irak recourait à l'artillerie. Selon les autorités irakiennes, des bombardements iraniens contre des zones résidentielles de Bassorah (sud de l'Irak) auraient fait vingt-six morts et cent blessés parmi la population civile.

## M. de Cuelar invité à Téhéran

Pendant ce temps, la diplomatie iranienne. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU apparaissent divisés sur l'attitude à adopter. Américains et Britanniques se montrent pressés de mettre fin aux affrontements. Washington ayant sommé Téhéran de répondre rapidement et affirmativement aux appels de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu. Les Soviétiques se montrent plutôt partisans de laisser davantage de temps à l'Irak avant d'en venir — comme le voudraient les États-Unis — à l'application de sanctions.

Les Iraniens ont apparemment réussi à gagner encore un peu de temps. Ils viennent, d'une part, de réaffirmer qu'ils n'ont pas formellement rejeté la résolution 598, par laquelle le Conseil de sécurité invitait les belligérants à arrêter les combats, consentant à y trouver certains éléments positifs. D'autre part, après avoir affirmé qu'il dominerait une réponse « définitive » à la fin de cette semaine, le gouvernement iranien a invité le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, à Téhéran, du 10 au 13 septembre pour discuter de tous les aspects du conflit Irak-Iran. « Nous ne voulons pas perdre de temps », a assuré le premier ministre iranien, M. Hussein Moussavi, mais nous voulons parler (à M. Pérez de Cuellar) honnêtement.

Les autorités de Bagdad ont, pour leur part, protesté contre la façon dont Londres avait exprimé mardi son mécontentement face à la reprise de la guerre du Golfe par l'Irak. Le chargé d'affaires britannique à Bagdad a été convoqué au ministère des affaires étrangères. Cette convocation est une réponse à celle dont avait fait l'objet mardi le chargé d'affaires d'Irak en Grande-Bretagne.

Tout en sommant Téhéran d'accepter un cessez-le-feu, les États-Unis ont également pressé sur l'Irak pour que ce pays interrompe ses raids sur des objectifs pétroliers iraniens, indiquant-on de source américaine. Toutefois, l'agence UPI, citant des sources au sein du gouvernement américain, affirme que l'Irak bénéficie de renseignements recueillis par les avions radar AWACS basés en Arabie Saoudite. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

## SYRIE

- Retour de l'ambassadeur américain
- Annonce de la prochaine libération des otages allemands

L'ambassadeur des États-Unis en Syrie, M. William Eagleton, a repris mercredi 2 septembre son poste à Damas, onze mois après avoir été rappelé par Washington. Deux responsables américains avaient annoncé la semaine dernière la décision de renvoyer M. Eagleton à Damas, afin d'améliorer les relations entre la Syrie et les États-Unis. Le rappel de l'ambassadeur avait été décidé en octobre 1986 à la suite des accusations de la justice britannique envers Damas pour son rôle dans une tentative d'attentat contre un avion israélien à Londres. Washington avait également imposé des sanctions contre la Syrie, qui continue de figurer sur la liste des États accusés par Washington de soutenir le terrorisme.

## Informations contradictoires sur le sort de M. Terry Waite

Deux informations contradictoires sur le sort de l'émissaire de l'Église anglicane, M. Terry Waite, enlevé au Liban il y a près de neuf mois, ont été diffusées mercredi 2 septembre.

A Madrid, le quotidien espagnol indépendant *El País*, qui cite des sources militaires iraniennes, déclare que M. Waite, quarante-sept ans, a été emmené au camp de Salabab, près de Qom, après son enlèvement le 20 janvier et qu'il est mort dans ce camp d'une crise cardiaque. Son corps a été transporté à Beyrouth dans un cercueil par un appareil iranien.

Selon le quotidien madrilène, le vice-ministre iranien des affaires étrangères chargé des affaires libé-

Les Américains avaient pris soin de souligner que le retour de M. Eagleton avait été décidé avant la libération, le 18 août, du journaliste américain Charles Glass, enlevé deux mois plus tôt au Liban dans une région sous contrôle syrien, et qu'il ne fallait pas y voir une récompense accordée aux Syriens pour leurs efforts en vue de la libération des otages américains au Liban.

D'autre part, l'agence syrienne Sana a annoncé mercredi que les deux otages ouest-allemands détenus au Liban allaient être bientôt libérés. « Nous nous attendons à ce qu'ils soient bientôt libérés. Nous avons déployé et continuons à déployer des efforts intenses auprès de tous les partis au Liban, depuis

le début de leur détention », a déclaré un responsable de l'agence syrienne citée par l'agence, qui a, fait inhabituel, diffusé sa dépêche par téléphone aux bureaux de Beyrouth de plusieurs agences de presse étrangères.

Cette annonce intervient quelques jours après la visite qu'a effectuée la semaine dernière à Damas le directeur des affaires du Proche-Orient au ministère ouest-allemand des affaires étrangères, M. Heinz Fiedler. Celui-ci se trouve actuellement à Amman, en compagnie du ministre de la coopération de RFA, M. Hans Klein.

MM. Rudolf Cordes, cinquante-cinq ans, et Alfred Schmidt, quarante-sept ans, ont été enlevés à Beyrouth-ouest en janvier 1987, après l'arrestation à Francfort d'un chite libanais, membre présumé des intégristes pro-iraniens du Hezbollah. — (AFP, Reuter.)

## Visite à Damas du roi Hussein

Le roi Hussein de Jordanie, accompagné de son premier ministre, M. Zeid Rifai, a effectué, mardi 1<sup>er</sup> septembre, une visite à Damas, où il a eu des entretiens avec le président Hafez el-Assad.

Cette seconde visite du roi Hussein à Damas en quatre mois s'inscrit vraisemblablement dans le cadre des efforts jordaniens en vue de réconcilier la Syrie et l'Irak, avant un éventuel sommet arabe sur la situation dans le Golfe.

Le 27 avril, les présidents syrien et irakien s'étaient rencontrés en Jordanie, en présence du roi Hussein. — (AFP, Reuter.)

## Asie

## CHINE : la préparation du treizième congrès du PC

## Après marchandages

Levant l'incertitude qui planait sur la date du XIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois, l'agence officielle Chine nouvelle a annoncé, le mercredi 2 septembre, qu'il se tiendrait à partir du 25 octobre. Si la confirmation de M. Zhao Ziyang comme secrétaire général du PCC paraît acquise, l'équilibre des forces et des générations au sein des organes dirigeants fait toujours l'objet de sérieux marchandages. « Des dirigeants âgés se retireront de leurs postes de direction et des camarades jeunes ou d'âge moyen seront élus au comité central. Plusieurs dirigeants âgés, comme Deng Xiaoping, ont exprimé leur intention de quitter le Politburo et son comité permanent », écrit le *China Daily*. L'âge moyen au sommet « sera considérablement abaissé » et « le noyau du comité central devrait être composé de quinquagénaires, même s'il reste un certain nombre de sexagénaires ». Le « départ » de M. Deng — qui n'en conservera pas moins la haute main sur la direction du pays et de l'armée —, avant tout, pour but de forcer des « conserva-

teurs » âgés à faire de même. On ne sait toujours pas jusqu'à quel point il sera entendu.

Les indications les plus récentes laissent penser que les « conservateurs » ont repris de l'influence. Le limogeage au début de la semaine de M. Wang Zhaoguo, le plus jeune membre du secrétariat, qui a été découvert par M. Deng et était un protégé de l'ancien secrétaire général Hu Yaobang, confirme cette tendance. Il y a deux ans, on voyait encore en lui un des futurs membres du Politburo. M. Wang a été muté comme vice-gouverneur de la province méridionale du Fujian.

D'autre part, des « fuites » dont le *South China Morning Post*, de Hongkong, vient de se faire l'écho, et qu'il faut prendre avec prudence, vont aussi dans le sens de ce réajustement : des deux candidats les plus en vue pour le poste de premier ministre — actuellement détenu par M. Zhao Ziyang — ce serait le plus « conservateur », M. Li Peng, qui l'emporterait. Le plus « réformiste », M. Wan Li, devrait se contenter de la position honorifique de président de la République.

PÉKIN  
de notre correspondant

En annonçant que les dirigeants sont en train d'examiner la quatrième version du projet de résolution qui sera adopté, l'hebdomadaire *Perspectives* avait récemment fourni à l'opinion publique chinoise la première information officielle depuis longtemps sur la préparation du congrès. *Perspectives* citait aussi une « petite phrase » de M. Zhao Ziyang, secrétaire général par intérim du PC et premier ministre, à qui certains reprochaient de se baigner par mauvais temps sur la plage de Beidahe où s'est tenu pendant un mois un congrès de dirigeants : « Il est très intéressant de nager au milieu du vent et des vagues ».

Après les années de stabilité, troublées au début de 1987 par la crise qui culmina avec le limogeage du secrétaire général du PC, M. Hu Yaobang — jugé trop libéral, — le printemps avait vu le retour en force des réformistes et de leur chef de file, M. Zhao. Les conservateurs, sur la défensive, semblaient réduits à jouer les utilités, ayant même échoué à faire élire leurs fils comme délégués au congrès.

Or la discrétion des médias sur la préparation du congrès indique que tout n'est pas si évident. Les réformistes, pourtant soutenus par M. Deng Xiaoping, ont remporté une victoire fragile. Après avoir repris le contrôle des médias et de la propagande, mis publiquement en garde contre les risques de dérapage « gauchiste », et affirmé qu'il n'y

aurait plus de purges d'intellectuels dans le parti, ils ont dû accepter, au début du mois d'août, plusieurs expulsions. Et d'autres listes seraient en préparation.

Etait-ce vraiment là un cadeau offert à des conservateurs sur le déclin ? Après avoir couronné le des sous l'usage, les deux chefs de file de l'orthodoxie néo-maoïste, l'ancien secrétaire du Grand Timonier, M. Hu Qiaomu, et M. Deng Liqun, ont repris l'offensive. Ils s'efforcent d'éliminer, de neutraliser ou d'individer assez de partisans des réformes pour rééquilibrer en leur faveur le prochain Parlement du parti, en s'appuyant sur les éléments les plus conservateurs dans l'armée, l'appareil et les provinces. Parallèlement, ils exploitent, semble-t-il, les inquiétudes et le mécontentement de la population face à la hausse des prix et à la corruption de l'administration, en les portant au compte des réformes économiques.

## Des abus de toutes sortes

Ces dernières semaines, la presse a publié de nombreux articles sur des abus de toutes sortes : vols, détournement de fonds, pillage de biens publics, extorsions, meurtres, trafics, affaires de meurtres et pornographie... Si les gens avertis y ont décelé le reflet des luttes pour le contrôle du parti à la veille du congrès, le grand public a certainement été sensible à ce débailage.

La majorité de la population a largement profité des réformes écono-

miques introduites par M. Deng. Même si les bénéfices n'en ont pas été équitablement répartis, le niveau de vie a augmenté plus rapidement que l'inflation. La corruption transparaissait moins autrefois, avant tout parce qu'il y avait moins de profits et parce que les médias étaient plus discrets. Beaucoup de Chinois sont toutefois sensibles à ces abus et écouteraient certainement d'une oreille sympathique ceux qui leur promettaient un bon coup de balai, sans penser que cela pourrait nuire aux réformes, au contraire.

Le terrain est donc propice à une contre-offensive conservatrice se nourrissant paradoxalement d'informations fournies par une presse disposant d'un peu plus d'autonomie que jadis. Pourtant, beaucoup de gens savent que les censeurs qui fustigent le progrès au nom de la morale ont parfois des enfants et des proches corrompus sans scrupules. Ce sont les « princes héritiers », les « hélicoptères », surnom que leur a donné la population en raison de la rapidité de leur ascension. Par exemple, le fils de M. Hu Qiaomu, le « père la Pédure » du Politburo, aurait été l'objet d'une enquête l'an dernier pour affaires douteuses. L'ordre avait été signé par M. Hu Yaobang. Après le limogeage de ce dernier, auquel M. Hu Qiaomu n'avait pas été étranger, ce « prince héritier » a été blanchi.

La « retraite » formelle de M. Deng ne mettra pas un terme aux marchandages sur les hommes et les textes, sources d'un nouveau pessimisme.

PATRICE DE BEER.

## TIMOR-ORIENTAL

## Divers témoignages font état de graves violations des droits de l'homme par l'armée indonésienne

GENÈVE  
de notre correspondant

Selon les divers témoignages entendus à la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU qui se tient depuis le 10 août et jusqu'au 4 septembre (le *Monde* du 15 août), la situation au Timor oriental, annexé par l'Indonésie en 1975, ne cesse d'être alarmante. La sous-commission a d'ailleurs adopté d'un projet de résolution déposé par un expert britannique, M. Benjamin Whitaker, qui demande, entre autres, que les autorités indonésiennes permettent au moins aux organisations humanitaires de mener à bien leurs activités sur ce territoire. Car, lorsqu'elles n'y sont pas carrément interdites, ces organisations rencontrent de grosses difficultés pour opérer dans cette région isolée.

Le représentant de l'Organisation non gouvernementale Pax Christi a affirmé que « depuis plusieurs semaines, on assiste à une nouvelle offensive des troupes indonésiennes. Les cas de massacres, de tortures, de disparitions et d'écroulements sombres sont nombreux ». Il a également attiré l'attention de la sous-commission sur « les graves

violations des droits de l'homme dans d'autres territoires contrôlés par les forces indonésiennes, notamment en Irian-Jaya et dans les îles Moluques ».

## 25 000 soldats

Luiza Pereira, représentante de Pax Romana, mouvement international des intellectuels catholiques, a affirmé que, selon un récent rapport, à la fin de février, en représailles contre une action de résistance menée en décembre 1986, le chef d'une unité — le commandant du bataillon Zipur 9 — fit rassembler la population d'une localité, Ilomar, devant le poste administratif et fit froidement massacrer par ses soldats dix-sept Timorais après avoir proféré des menaces de mort « au cas où quelqu'un oserait verser une larme ou montrer le plus petit signe de désaccord ».

Selon la même source, 25 000 soldats indonésiens sont stationnés au Timor-Oriental, où la population est étroitement contrôlée et se voit imposer une culture et une langue étrangères. L'armée d'occupation mobiliserait hommes, femmes et enfants pour labourer des rizières et fouler la terre « jusqu'à ce qu'elle

soit bien empiétée ». Auparavant, seuls les buffes accomplissaient cette corvée... Les femmes seraient assujetties à un travail gratuit par roulement dans les maisons des occupants, tandis que les plus jeunes, celles qui ont de quinze à vingt-cinq ans, sont obligées de « recevoir » chez elles les soldats et les agents des autorités indonésiennes. La guerre et les violations systématiques des droits de l'homme ne pourraient cesser que « quand un acte d'autodétermination aura lieu au Timor-Oriental », conclut Pax Romana.

ISABELLE VICINIAC.

**JAMBOREE MONDIAL 1937 et 1947**  
recherche  
badges et insignes  
Bernard R. MILLER, 685 West End Ave.  
New-York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

**Le Monde**  
dossiers et documents

## LA GUERRE D'ALGERIE

L'histoire d'une tragédie à travers les articles les plus significatifs du *Monde*. La chronologie des événements. Le portrait des principaux protagonistes.

14 F chez votre marchand de journaux

**Le Monde**  
sur minitel  
**LA BOURSE MONTE :**  
CONSULTER VOTRE PORTEFEUILLE  
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.  
**3615 TAPEZ LEMONDE**

هنا من لاجل



reprise congrès du PC

## handages

«... Agis à faire de même. On ne sait tou-  
jours pas jusqu'à quel point il sera entendu.  
Les initiatives les plus récentes laissent  
croire que les « conservateurs » ont repris le  
dessus. Le linéage au début de la  
révolution de Wang Zhaoguo, le plus jeune  
des dirigeants, qui a été découvert par  
le régime et était un protégé de l'ancien secré-  
taire général Hu Yaobang, confirme cette ten-  
sion. Il y a deux ans, on voyait encore en lui  
un des jeunes membres du Politburo. M. Wang  
est maintenant vice-gouverneur de la pro-  
vince autonome de Fujian.

Une part des « fakes » dont le South  
China Morning Post, de Hongkong, vient de se  
faire l'écho, et qu'il faut prendre avec prudence,  
consiste dans le sens de ce réajustement : les  
deux courants les plus en vue pour le poste de  
premier secrétaire — actuellement dévolu par  
le régime à Li Peng — ce serait le plus « conserva-  
teur », Li Li Peng, qui l'emporterait. Le plus  
« réformateur », M. Wan Li, devrait se contenter  
du poste honorifique de président de la  
République.

La situation est donc complexe, au  
moins, puisque l'absence de  
la Chine.

Li Li Peng, en outre, a une  
expérience de la vie politique  
et de la gestion de la Chine.  
Il a été vice-président du  
Comité central du P.C. et  
vice-président du Conseil  
d'État. Il a également été  
vice-président du Comité  
national de la planification  
économique. Il a été aussi  
vice-président du Comité  
national de la science et  
de la technologie.

Li Li Peng est un homme  
de confiance. Il a été  
vice-président du Comité  
central du P.C. et vice-  
président du Conseil d'État.  
Il a également été vice-  
président du Comité national  
de la planification écono-  
mique. Il a été aussi vice-  
président du Comité national  
de la science et de la tech-  
nologie.

La situation est donc complexe, au  
moins, puisque l'absence de  
la Chine.

Li Li Peng, en outre, a une  
expérience de la vie politique  
et de la gestion de la Chine.  
Il a été vice-président du  
Comité central du P.C. et  
vice-président du Conseil  
d'État. Il a également été  
vice-président du Comité  
national de la planification  
économique. Il a été aussi  
vice-président du Comité  
national de la science et  
de la technologie.

Li Li Peng est un homme  
de confiance. Il a été  
vice-président du Comité  
central du P.C. et vice-  
président du Conseil d'État.  
Il a également été vice-  
président du Comité national  
de la planification écono-  
mique. Il a été aussi vice-  
président du Comité national  
de la science et de la tech-  
nologie.

PATRICE DE BEER

## ORIENTAL

### état de graves violations par l'armée indonésienne

Les forces armées indonésiennes ont commis de graves violations des droits de l'homme dans les provinces de Sumatra, Kalimantan et Irian Jaya.

Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

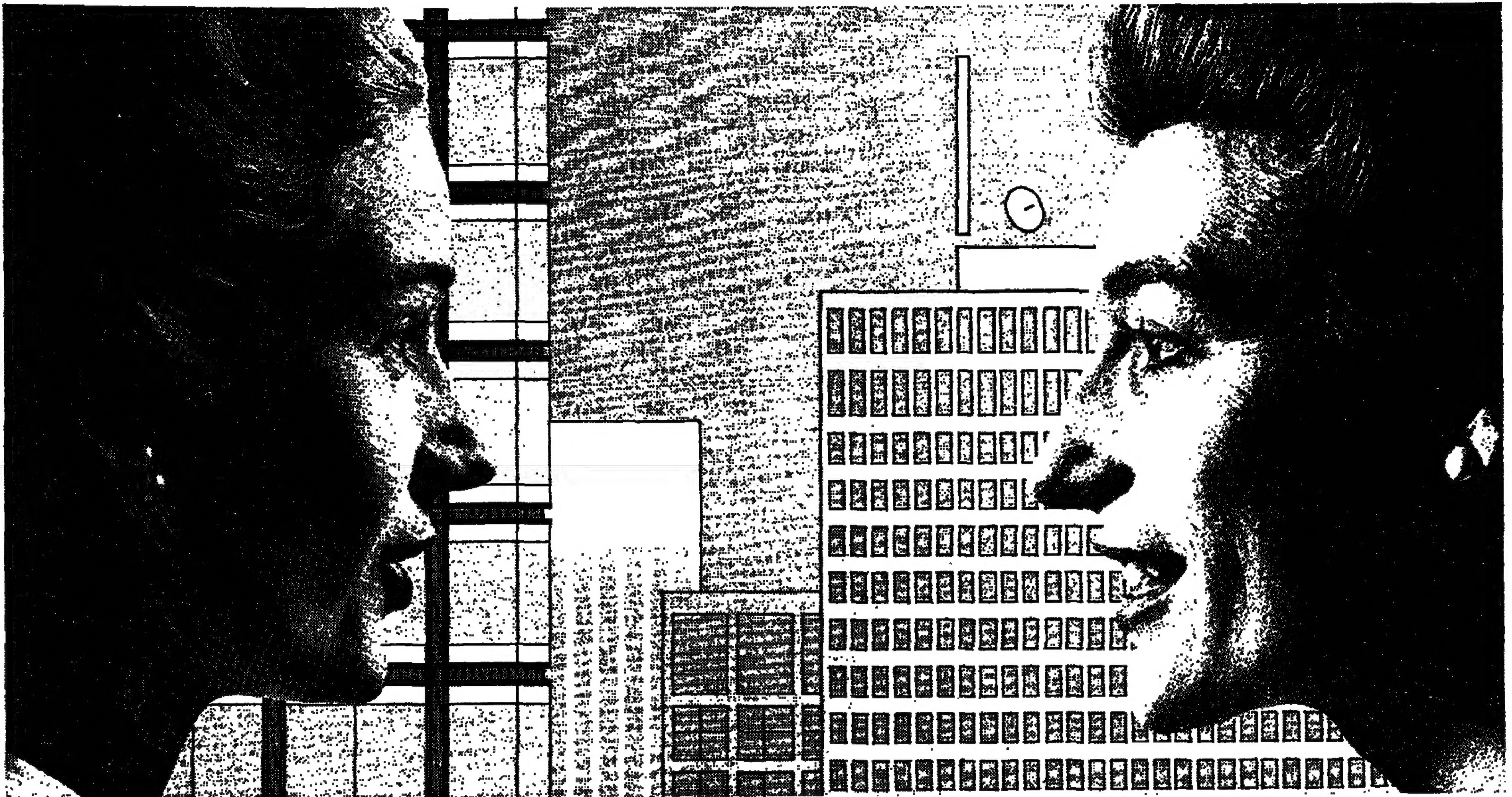
Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

Les violations des droits de l'homme ont été constatées par des observateurs indépendants. Les forces armées indonésiennes ont été accusées de torture, de meurtres et de déplacements forcés de population.

## LE MONDE, POINT DE RENCONTRE DES GRANDES AMBITIONS.



Aujourd'hui plus que jamais, c'est l'efficacité qui prime. Il ne suffit plus d'être bon. Il faut être le meilleur. Pour sortir de l'ombre et réaliser ses ambitions, l'entreprise doit savoir choisir ses cadres : dynamiques, efficaces, disponibles, en un mot, performants. Quand il n'y a pas de temps à perdre, que le défi est quotidien, le plus court chemin d'une entreprise compétitive à un homme de talent passe par Le Monde. C'est parce que Le Monde est le point de rencontre des grandes ambitions qu'il est le premier journal d'offres d'emploi encadrées.

PREMIER JOURNAL D'OFFRES D'EMPLOI DES CADRES

**Le Monde**

**JAMBOREE MONDIALE 1987 et 1987**  
hedges et insignes  
Boulevard de la République  
Paris 12

**Le Monde**  
document et document  
**LA GUERRE D'ALGERIE**  
L'histoire d'une guerre  
qui a marqué le monde  
de 1954 à 1962  
14 F



## Amériques

HAÏTI : l'épiscopat catholique condamne la politisation

## Une église menacée d'éclatement

PORT-AU-PRINCE  
correspondance

Étroitement mêlée à la crise qui secoue la République caribéenne, l'Église catholique d'Haïti est menacée d'éclatement. La hiérarchie, majoritairement conservatrice, vient, en effet, de sommer l'île par une lettre pastorale conduite par le Père Jean-Bertrand Aristide de se soumettre. « L'expression « église populaire » n'est pas acceptable », affirme la conférence épiscopale d'Haïti dans un long document, diffusé le mercredi 2 septembre. Par cette expression, « on introduit nécessairement dans l'Église la lutte de classes, l'acceptation de la violence et une certaine radicalisation politique », poursuivent les dix évêques haïtiens. Un peu plus loin, la conférence épiscopale met en garde les fidèles « contre la tentation de récupération des communautés de base à des fins politiques ».

Les laïcs doivent s'organiser, concède le document, « mais ils ne peuvent utiliser les communautés de base comme instruments de leurs revendications politiques et sociales ». Rejetant le capitalisme libéral et le communisme athée, les évêques repoussent également le socialisme qu'a publiquement pré-

le Père Aristide : « Quant au socialisme, il y en a cinquante formes différentes, mais la plupart sont inspirées par des idéologies incompatibles avec la foi ». Afin de définir « une foi intermédiaire, qui respecte à la fois les droits de la personne et de la communauté », et soit adaptée aux valeurs culturelles et spirituelles du pays, la conférence épiscopale invite enfin tous les Haïtiens à un « effort de créativité ».

Ce texte, signé par l'ensemble des évêques, y compris Mgr. Willy Romelus, l'évêque de Jérémie (au sud-ouest d'Haïti) qui avait lancé le fameux mot d'ordre « arracher manioc » (en finir avec le CNG et l'ordre macoute), a provoqué la consternation chez les partisans de la « ti legliz » (les adeptes de la théologie de la libération). « Ce document illustre l'opportunisme de la hiérarchie conservatrice, qui se range aux côtés du CNG, pensant que l'opération « arracher manioc » a échoué. Pire, les évêques porteront la responsabilité des crimes contre les religieux engagés, notamment dans les campagnes », commente avec amertume un laïc membre d'une communauté de base.

Le standard de Radio Soleil, la radio catholique, a reçu toute la journée de mercredi des appels scan-

dalisés : « Les évêques donnent carte blanche au gouvernement pour continuer à tuer », s'insurge une auditrice. Plus modéré, un religieux, qui préfère garder l'anonymat « pour ne pas mettre d'huile sur le feu », explique : « Ce texte aurait eu une certaine valeur il y a quatre ou cinq ans. Aujourd'hui, il n'aborde pas les vrais problèmes, il ne traite que d'affaires internes à l'Église. » Quant à Mgr. Romelus, il a signé par discipline, mais il ne tardera pas à préciser sa position. Le document réaffirme d'ailleurs l'autonomie de chaque diocèse, « ajoute ce religieux proche de l'évêque de Jérémie ».

## « Être populaire ou ne pas être »

Directement visés par le document, les Pères Jean-Bertrand Aristide, Antoine Adrien, William Smarth et Jean-Marie Vincent, les quatre prêtres victimes d'une tentative d'assassinat, le dimanche 23 août, à la sortie de Saint-Marc (à une centaine de kilomètres au nord de la capitale), se concertaient mercredi soir. Une réponse publique consommerait le schisme. Mais ces prêtres, comme beaucoup d'autres, sont trop engagés dans la lutte contre le CNG et l'injustice sociale pour y renoncer sous la pression des évêques. « L'Église doit être populaire ou ne pas être », avait affirmé le Père Jean-Marie Vincent lors de la messe qu'il avait célébrée, lundi dernier, en l'église du Sacré-Cœur, au centre de la capitale avec quinze autres prêtres.

Tout l'office avait été placé sous le signe de l'opération « arracher manioc ». Quant au Père Aristide, devenu au cours des dernières semaines l'homme le plus populaire du pays, il est plus engagé que nul autre du fait de ses prises de positions en faveur d'un changement radical. Frère d'apparence, ce salésien âgé de trente-quatre ans jouit d'un ascendant extraordinaire sur tous les laïcs pour-compte des bidonvilles et des campagnes. Orateur hors du commun, il a su trouver un langage poétique, à la manière d'un Prévert créole, qui déclenche l'enthousiasme des fidèles. « Le socialisme est la seule voie qui permette à chacun de pouvoir se nour-

rir, de trouver justice, liberté et respect. Sans le socialisme, nous sommes condamnés à mourir comme des chiens, sous les coups de l'impérialisme et de ses lapins locaux », déclarait le Père Aristide, le 20 août dernier, après que la hiérarchie religieuse eut renoncé à l'éloigner de sa paroisse.

La grève de la faim d'un groupe de jeunes gens dans la cathédrale de Port-au-Prince avait fait reculer les autorités ecclésiastiques. C'est encore une fois sur la pression de la base que comptent les prêtres militants dans l'épreuve de force qui s'annonce. Mais la partie est délicate. « Le Père Aristide est un prophète et les prophètes sont liés par leur parole », explique M. Lasnec Hurbon, sociologue chercheur au CNRS et lui-même prêtre défrôqué. De fait, le prophétisme révolutionnaire du Père Aristide s'accompagne de manœuvres politiques par lesquelles l'opposition et la hiérarchie catholique souhaiteraient dénouer la crise.

Aussi populaire soit-il, le mot d'ordre « arracher manioc » bute sur un obstacle incontournable : le CNG ne veut pas partir et il jouit de l'appui de l'armée, dont l'unité est confortée par les bénéfices de la contrebande. En attisant le conflit avec la « ti legliz », la hiérarchie prend toutefois un risque grave.

Les sectes protestantes (plus de cinq cents à travers le pays), généralement subventionnées par des financements nord-américains, chassent sur les mêmes terres que les prêtres progressistes. Alors que le vaudon est en crise depuis la chute de la dictature duvaliériste qui l'avait habilement utilisé, les sectes protestantes ne cessent de gagner du terrain. Violentement anti-communistes, elles influencent déjà plus de 30 % de la population, surtout dans les quartiers pauvres et les campagnes où elles distribuent des vivres en même temps qu'elles propagent une vision du monde simplifiée mais cohérente. Un schisme plus ou moins larvé entre la hiérarchie catholique et la « ti legliz », ne pourrait qu'affaiblir l'Église dans son ensemble et accélérer la poussée des sectes protestantes.

JEAN-MICHEL CAROTT.

## Afrique

TUNISIE : le procès des intégristes

## Un dialogue de sourds

TUNIS  
de notre correspondant

M. Hachemi Zamel a une façon particulière de conduire les débats de la Cour de sûreté de l'État. On a pu le constater lors de l'audience du mercredi 2 septembre, qui a été consacrée à l'interrogatoire des deux premiers accusés dans le procès du Mouvement de la tendance islamique (MTI).

Le bonhomme n'est qu'apparent. M. Zamel, à l'évidence, se sent plus à l'aise dans une partition d'inquisiteur que dans son rôle de président. Il ne questionne pas véritablement les prévenus mais leur assure, sous forme d'affirmations, des chefs d'accusation retenus contre eux, les interrompant au détour de chaque phrase, n'accepte que difficilement, sans masquer son irritation, les interventions de la défense (1) et, vulgaire à l'excès, n'hésite pas à l'occasion à couper la parole au ministre public s'il considère que ses questions chevauchent les siennes. Apparemment, M. Zamel ne s'est pas tout à fait départi de ses habitudes fonctionnelles de procureur général.

## Au grand jour

Cette attitude ne facilite pas un déroulement rapide des débats. Mais, si elle peut les gêner, elle n'empêche pas non plus les accusés de s'exprimer tout à fait librement en dépit des insistantes interruptions dont ils sont l'objet. Mercredi, MM. Jamaledine Gouader, ingénieur principal agronome, et Mabrouk Ziani, professeur d'éducation religieuse et civique, tous deux membres du conseil consultatif du MTI, ont donné la preuve séparément, chacun pendant quelque trois heures (2).

Dans des dépositions quasi identiques, tous deux ont nié, sans être toujours convaincus, les faits qui leur sont reprochés. Certes, ils reconnaissent appartenir au MTI, « dont l'ambition est d'occuper sur la scène tunisienne la même place que les autres partis d'opposition pour propager l'idéologie islamique ». Les documents saisis appa- rant au soulèvement populaire et au renversement du régime ? Ils ne constituent qu'un débat d'idées et non la position officielle du Mouvement. Les attentats, la violence ? Le MTI, qui prône le dialogue, les a toujours dénoncés. Les manifesta-

tions ? De simples marches motivées par les arrestations des dirigeants du Mouvement.

Les relations avec l'Iran ? Elles ne dépassaient pas le stade de quelques voyages, chacun étant libre de se déplacer à l'étranger. Le maintien d'une organisation non reconnue ? Le MTI agissait au grand jour, publiait des communiqués dans la presse, ses dirigeants étaient reçus jusqu'à dans les ambassades occidentales et même par l'ancien premier ministre (M. Mohamed Mzali), signe que le gouvernement tolérait son existence.

Durant l'audition de M. Gouader, le président Zamel lui a demandé son « opinion » sur le régime tunisien, sur le code du statut personnel consacrant l'émancipation de la femme et sur le code de la presse, qui fait l'objet de maintes critiques dans tous les milieux. Mais celui-ci a évité le piège, il est vrai assez gros, en rétorquant qu'il ne comprenait pas pour s'exprimer sur ces questions.

Jeudi étant férié en Tunisie en raison de la célébration de l'anniversaire de la première arrestation du président Bourguiba par les autorités du protectorat français le 3 septembre 1934, les interrogatoires des accusés ne devaient reprendre que vendredi matin. Au rythme auquel se déroulent les débats, on conçoit mal que le procès puisse se terminer avant au moins une dizaine de jours.

MICHEL DEURÉ.

(1) M. Nouar Farhat, du Caire, a été déposé comme observateur au procès par l'Union des avocats arabes, et M. Smah Ouassou, du barreau d'Alger, est venu se joindre aux avocats tunisiens.

(2) Chaque interrogatoire se déroule hors la présence des autres accusés.

● Afrique du Sud : la police tue un membre présumé de l'ANC. — La police sud-africaine a tué un Noir dans un quartier blanc de Johannesburg, a annoncé jeudi 3 septembre un porte-parole. Alors que les policiers avaient arrêté une voiture à un barrage routier et la fouillaient, mercredi, un des occupants du véhicule a lancé une grenade qui a explosé. Il a été abattu, mais trois autres personnes se sont enfuies. L'homme, qui n'a pas été identifié, serait un activiste du Congrès national africain. — (Reuters.)

## MEXIQUE

## « Merci de votre visite, monsieur le président »

Peu de temps avant de prononcer, le mardi 1<sup>er</sup> septembre, son discours annuel sur l'état de la nation, le président mexicain Miguel de la Madrid s'était rendu quelques jours dans le nord du pays pour un « voyage d'inspection ».

TIJUANA  
de notre envoyé spécial

« Gracias, señor presidente, por su visita. » Devenu itzanie au fil des étapes, le long de la frontière entre les États-Unis et le Mexique, le slogan finit par tourner à l'obsession. Une omniprésence qui traduit en demi-teintes comme un malaise inexprimé parce qu'inexprimable, une manière d'exorcisme. Il est partout, aussi présent que le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel, au pouvoir), grand maître d'œuvre de ces cérémonies d'accueil et d'accompagnement. Pourquoi tant de remerciements durant ce voyage d'inspection de quatre jours et quel crédit accorder à cette remarque à l'unanimité ? Il est dans l'ordre des choses au Mexique que chaque président laisse son empreinte dans une œuvre quelconque, une initiative spectaculaire ou un geste de grand retentissement qui aura marqué son règne à la tête du pays.

Autrefois, Lazaro Cardenas avait lié son nom à la nationalisation du pétrole. Naguera, Miguel Aleman avait été le promoteur privilégié d'Acapulco. Plus récemment, Luis Echeverria s'est distingué grâce au traité de Tlatelolco sur la désucléarisation de l'Amérique latine, et José Lopez Portillo en nationalisant les banques à la veille de quitter le pouvoir. M. de la Madrid a lancé, en juillet 1983, un programme de développement de la frontière nord, visant à « préserver l'identité culturelle des zones frontalières, la sauvegarde des valeurs de la nationalité et l'encouragement des expressions artistiques et intellectuelles de chacun des États et localités limitrophes dans le cadre du Plan national de développement et du programme national d'éducation, de culture, de loisirs et des sports ». Vaste ambition.

Quatre ans plus tard, avec un groupe restreint de proches collaborateurs, le président de la Madrid se rendait donc sur les lieux mêmes de l'action, en quête d'éventuels résultats et pour se rendre compte personnellement des progrès accomplis. Naturellement, côté jardin, la machine est parfaitement bien huilée — pour le PRI, plus de soixante ans de pouvoir sans interruption ni véritable opposition, cela suffit à asséoir des habitudes et à masquer les imperfections. Au sommet de la pyramide, seul le principal protagoniste change tous les six ans, alors que demeurent les rouages, la pompe et l'apparat.

Autant de masques qui travestissent la réalité et renvoient à l'homme qui incarne passagèrement ce pouvoir démiurgique. Tapie rouge, garde d'honneur, salut au drapeau, hymne national, tribune pour un tribun parfois fatigué — et, en face, à chaque escale, la meute des photographes, la bousculade des micros, la foule sagement alignée et solidement encadrée, les meneurs de chorégraphie font fuser « spontanément » les applaudissements sur fond de cellophane géante. Merci, monsieur le président. Et M. le président d'écouter — un peu, — de promettre — beaucoup, — de passer — rapidement, — et de réaffirmer son optimisme — à toute épreuve — pour l'avenir de cette zone frontalière.

## Côté court...

Côté cour, les fissures et les lézards apparaissent avec une agressivité croissante à mesure que l'on s'éloigne du faite de la pyramide. Un coup d'œil oblique du haut d'une tribune découvre l'équilibre bancal d'une maison de guinguette bâtie sur un socle de béton, le regard happé au passage sont plus les, comme vidés par une longue attente sous un soleil de plomb.

A Ciudad-Juarez, une ville réputée pour sa pugnacité et ses rancœurs contre le PRI, où les habitants n'hésitent pas à descendre de temps à autre dans la rue quand décidément la fraude électorale est trop voyante, la manipulation officielle est évidente. Côté jardin, rien de particulier à signaler : le rituel est respecté, expédié en vitesse.

Côté cour, personne parmi les officiels n'a rien vu. Des mécoments, il y en avait partout, et si nombreux qu'ils avaient bloqué le pont sur lequel devait passer le convoi présidentiel, qui a dû emprunter des hélicoptères. Le filé policier était plus resserré autour de la grande place, et la nervosité des gardes du corps plus perceptible.

« Merci, monsieur le président. » Durant la visite de quelques heures, ça et là, le long de la frontière septentrionale, les Mexicains du Nord ont eu brièvement le sentiment qu'ils n'étaient pas entièrement délaissés, abandonnés à l'influence « néfaste » si brillamment dénoncée par un chœur touchant l'unanimité, au loin l'bas, dans la mégapole qui sert de capitale. Enfin, du moins ceux qui l'auront entendue les harangues du haut d'une tribune ou qui auront partagé — privilégié — l'honneur de sa table. Sinon, de quoi le remerciaient-ils avec une constance si remarquable qu'elle en deviendrait presque suspecte aux yeux d'un observateur étranger ?

JEAN-CLAUDE BUNHER.

## Europe

ESPAGNE

## Madrid reste prudent sur les tentatives de dialogue avec l'ETA

MADRID  
de notre correspondant

Les milieux officiels espagnols s'efforcent de ne pas encourager un optimisme injustifié et de ramener les choses à leurs proportions après la reconnaissance par le gouvernement qu'un « dialogue » existait avec l'ETA militaire (le Monde du 1<sup>er</sup> septembre).

Deux partis d'opposition ont demandé le 2 septembre que le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, se présente devant le Par-

lement pour exposer l'attitude officielle à ce propos. On souligne dans les milieux gouvernementaux que les contacts sont bien moins avancés qu'il n'y paraît. Une seule conversation, précise-t-on, a eu lieu jusqu'ici en Algérie durant la première quinzaine d'août entre le dirigeant de l'ETA militaire Eugenio Escrivete, dit « Antxon », et une délégation du ministère espagnol de l'intérieur dirigée par M. Jesus Martinez Torres, commissaire général à l'information.

La proposition présentée à Antxon, insiste-t-on dans les milieux

gouvernementaux, reste strictement identique à celle publiquement formulée à plusieurs reprises par les autorités. Elle repose sur la réinsertion dans la société de tous les membres de l'ETA disposés à abandonner les armes et non compromis dans ce qu'on appelle en Espagne des « délits de sang ». Les autres seraient exilés durant quelques années, en Amérique latine ou en Algérie. On affirme de source gouvernementale que les interlocuteurs d'Antxon ont réaffirmé le refus du gouvernement de toute négociation sur les deux grandes revendications politiques de l'ETA : la reconnais-

sance du droit à l'autodétermination et l'intégration de la Navarre dans la communauté autonome basque.

Cette proposition est semblable à celle formulée en 1986 lors du « dialogue » entamé également en Algérie avec un autre dirigeant de l'ETA, Domingo Iturbe, dit « Txomin », et rapidement interrompu par la mort de ce dernier dans un accident de voiture en février dernier. Cette offre jusqu'ici rejetée par les indépendantistes est-elle aujourd'hui susceptible d'un meilleur accueil ? On table à cet égard sur la lassitude qui se ferait jour dans un secteur de l'ETA, celui des membres de l'organisation aujourd'hui en prison.

Qu'un dialogue puisse être entamé avec Antxon, hier encore considéré comme l'un des dirigeants du secteur le plus radical de l'ETA, montre que la situation a commencé à évoluer, souligne-t-on en particulier, toujours dans les milieux gouvernementaux. On affirme à cet égard que c'est Antxon lui-même, alors exilé en Equateur, qui aurait suggéré aux Espagnols son transfert en Algérie afin de participer aux tentatives de dialogue en cours. C'est accompagné d'un officier de la garde civile qu'il a effectué en juillet le trajet entre les deux pays.

On craint cependant que, en se prononçant ouvertement en faveur d'un « adieu aux armes », Engenio Escrivete ne soit rapidement dévoué comme interlocuteur représentatif et écarté par les représentants du secteur « dur » de l'ETA. On n'exclut pas que ces derniers ne tentent de commettre prochainement un attentat particulièrement sanglant susceptible de couper court à toutes les velléités de dialogue.

THIERRY MALINIAC.

ITALIE : après la prise d'otages de l'île d'Elbe

## Le gouvernement Gorla sort renforcé de l'issue heureuse de la mutinerie

ROME  
de notre correspondant

Né d'un compromis fragile entre la démocratie chrétienne et le Parti socialiste, le gouvernement du nouveau premier ministre démocrate chrétien M. Giovanni Gorla, auquel les commentateurs politiques prédisent qu'il ne passera pas l'automne, a franchi sans encombre sa première épreuve. De l'avis général, il a accompli un « sans faute » face à la mutinerie de l'île d'Elbe. Le mérite en revient cependant surtout au ministre socialiste de la justice, M. Giuliano Vassalli.

Cet éminent juriste septuagénaire a su conduire fermement la négociation en résistant aux pressions du « parti de l'hélicoptère », conduit par le maire de Porto-Azzurro, le démocrate chrétien Maurizio Papi,

qui demandait qu'on laisse les mutins partir avec leurs otages.

M. Papi a été accusé d'avoir contribué à durcir la position des mutins, qui pouvaient suivre sa campagne à la télévision. Il a été suspendu, le mardi 2 septembre, de ses fonctions, pour un mois, par le préfet de Livourne, pour avoir « manqué à ses devoirs pendant les dramatiques événements de la péninsule ».

Le ministre de la justice a su innover audacieusement, en acceptant — fait sans précédent en Italie — qu'un représentant d'Amnesty International participe à la dernière phase des pourparlers et garantisse aux mutins le respect de l'accord conclu.

Ce dernier se réduit, à peu de chose, selon le délégué d'Amnesty : pas de mesures de rétorsion contre

les rebelles, pas de transfert hors de la région de Livourne, procédure accélérée pour juger la prise d'otages, permissions de sortir pour de graves raisons de famille, régime de semi-liberté pour Mario Tolu, le plus âgé des mutins, qui doit purger encore dix-neuf ans de réclusion, enfin travail à l'extérieur du pénitencier. Les trois derniers points représentent de simples possibilités, qui feront l'objet d'une décision de la magistrature, après le procès.

Apparu solidaire, le gouvernement Gorla a amélioré son image à la veille d'une rentrée politique difficile. Le ministre de la justice a tenu personnellement à rendre hommage au premier ministre — une personnalité jusqu'à présent effacée — qui, a-t-il dit, « a dirigé le comité de crise d'une manière exemplaire ». — (Interim.)

مكتبة ابن خلدون



**NIGÉRIE : le procès des intégristes  
en dialogue de sourds**

De simples marcheurs pour les intégristes du mouvement. Les relations avec l'islam ne dépassant pas le stade de quelques voyages, chacun étant en déplacement à l'étranger. Le mouvement organisationnel n'est pas le même. Le MTI agitait au grand public des communiqués de presse, ses dirigeants étaient présents dans les ambassades, les ministères et même par l'intermédiaire du ministre (M. Mohamed Mamour) que le gouvernement n'a pas voulu entendre.

Durant l'audition de M. G. G. le président Zacher a eu une conversation avec le régime nigréen, sur le code du statut personnel consacrant l'émancipation des femmes et sur le code de la famille qui fait l'objet de maintes discussions dans tous les milieux. M. G. G. a dit le pègre, il est venu sans un rétroviseur qui ne compare pas pour s'exprimer sur ces questions.

Jeddi étant fier en Tunisie, son de la célébration de l'anniversaire de la première arrestation, président Bourguiba par les tribunaux de protection française le 1934, les interrogatoires, les procès, ne devaient pas être interrompus par un régime qui se déroule dans le débat, en ce moment que le procès passe de la main avant au moins une dizaine de jours.

MICHEL DEURE

(1) M. Nour Farhat, de l'Assemblée nationale, a été élu député de la région de l'Est. M. Nour Farhat, de l'Assemblée nationale, a été élu député de la région de l'Est. M. Nour Farhat, de l'Assemblée nationale, a été élu député de la région de l'Est.

(2) Chaque interrogatoire se fait en présence des autres députés.

Depuis son départ de la capitale, les députés n'ont pas cessé de se réunir. Les députés n'ont pas cessé de se réunir. Les députés n'ont pas cessé de se réunir.

**Les centristes en université d'été  
Premières salves contre le RPR**

**HOURTIN**  
de notre envoyé spécial

Qui sera que la campagne présidentielle ne résume pas, dans la campagne, les premières salves ? Depuis le début de leur université d'été à Hourtin (Gironde), les responsables du CDS ne cessent de marquer leur différence. Ils font valoir leur spécificité bariste, tout en invoquant constamment - exercice à combiner - leur loyauté et leur solidarité vis-à-vis du gouvernement.

Après M. Jean Lecanuet, le président de l'UDF, qui n'avait guère pris de gants pour engager le fer avec le RPR, le mercredi 2 septembre, MM. Jacques Barrot et Charles Millon sont revenus à la charge. Mécaniquement, le secrétaire général du CDS s'est employé, dans une défense et illustration du barisme, à dénoncer une à une les mines posées subrepticement par les chiraquiens derrière les lignes UDF.

Il faut continuer l'œuvre entreprise, proclament les dirigeants du RPR. Réponse sans appel de M. Barrot : « 1988 ne peut se résumer à un simple prolongement de 1986. Une élection présidentielle ne se limite pas à un test de contrôle pour une majorité issue des législatives. » Vient, du côté de la rue de Rivoli, ferrer les baristes par un contrat budgétaire triennal ? Imite : « Tout ceux qui, dans le prochain budget, préviennent M. Barrot, pourront engager l'Etat au-delà de 1988 se heurtent à la fois au droit et au bon sens. Le bon sens interdit de lier par avance le futur président de la République. » Vient-on le RPR ironiser sur l'âge du président de la République et prompt à gonfler certaines « affaires » ? Peine perdue. « Ne croyons pas séduire les électeurs avec un « remake » de cinéma politique traditionnel, estime M. Barrot, un film du genre Réglement de comptes à OK-Coral, où les seules mutations sont le simplisme, le manichéisme et l'anathème. Désabusés, les électeurs changeront vite de chaîne. » Peut-on soupçonner le RPR de négocier en sous-main avec le Front national ? Le voilà montré du doigt. « L'extrême droite, avertit M. Barrot, serait aujourd'hui confortée par des tractations d'état-major. Ce serait la consécration de la proportionnelle. Nous

avons toujours refusé et nous refusons toujours de telles tractations. » Le RPR, enfin, se propose-t-il de présenter aux Français un catalogue de mesures ponctuelles ou catégorielles ? Funeste bévue. « Un projet présidentiel, rappelle M. Barrot, ce n'est pas un programme électoral. Un projet pour 1988 doit être simple, accessible, pour mobiliser les Français. »

En un mot comme en cent, le secrétaire général du CDS a tenté de démontrer que avant de gouverner autrement après le mois de mai 1988, les baristes peuvent faire campagne autrement. Tel fut aussi l'essentiel du propos du président des réseaux REEL, M. Charles Millon. Revenant le décalage grandissant et à ses yeux inquiétant entre l'opinion des Français et les déclarations des responsables politiques, le député de l'Ain a plaidé contre le travers manichéen qui consiste à opposer, comme l'a fait M. Jacques Toubon, « la France tricolore » et « la France rouge ». Pour lui,

il importe que la future campagne présidentielle « ne s'embourbe pas », que l'on remplace « les meetings de préaux et les salles surchauffées » par un véritable débat de fond sur les grands enjeux qui s'offrent au pays. « Pas question de transformer l'élection présidentielle, a souligné M. Millon, en une élection pour donner quinze à un gouvernement. Il faut donner aux Français des raisons d'espérer et non pas seulement une approche comptable. »

Ce discours était visiblement destiné à rassurer les dirigeants du Parti républicain, soucieux de ne pas escamoter le débat d'idées. Et puis, autre façon de se distinguer, M. Millon, comme M. Barrot, ont particulièrement insisté sur les capacités de rassemblement de son candidat. « Nous ne voulons pas, a rappelé le premier, d'une stratégie de coalition pour défendre des intérêts qu'ils soient. Lorsqu'on pose de manière forte, claire et évidente ses convictions, ses orientations, son projet pour la France, ce sont, ce sont les

autres qui seront obligés de se placer par rapport à notre projet. » Et M. Barrot de surcroît : « C'est par la victoire du Parti socialiste que passe la véritable ouverture. Qui mieux qu'un président fidèle à son camp, mais libre des attaches partitiques, pourrait élargir le chantier ? Qui, avec lui, mieux que le CDS, pourrait accueillir la venue des femmes et des hommes issus d'un socialisme sans avenir ? »

Enfin, comme si cela n'était pas suffisant, M. Barrot, en se défendant bien sûr de se livrer à une quelconque étude comparative, définit avec gourmandise les qualités du « candidat de son cœur ». « Un homme qui convient à son temps [...]. Un homme de lucidité, de caractère et de constance ». Les oreilles de M. Chirac durent encore siffler. Mais il est vrai que le « parler vrai » est aussi l'un des premiers slogans de ces universités des jeunes centristes.

DANIEL CARTON.

**Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale  
M. André Giraud a-t-il « affaibli »  
M. Hissène Habré ?**

En se désolidarisant totalement de l'offensive lancée début août par les forces tchadiennes contre Aozou, le gouvernement français a-t-il envoyé involontairement au colonel Kadhaï un « feu vert » pour la reconquête de cette localité du nord du Tchad ? C'est une des questions qui ont été posées mercredi 2 septembre à l'Assemblée nationale lors de l'audition, par la commission de la défense nationale, du ministre de la défense, M. André Giraud. Ce dernier a dû faire face à une certaine grogne dans les rangs des commissaires de la majorité et du FN, les communistes socialistes appuyant, quant à eux, une attitude arrêtée avec l'aval de l'Elysée.

Dans les coulisses, le député RPR, M. Jacques Baumel (Hauts-de-Seine), membre de la commission, était particulièrement catégorique, estimant que le gouvernement, en insistant « spectaculairement » sur son non-engagement aux côtés de N'Djamena dans cette opération, avait « affaibli » le président Habré. « Si des avions français avaient été envoyés au-dessous d'Aozou, la position n'aurait pas été reprise par les Libyens. Cette protection aérienne aurait été déterminante », a indiqué M. Baumel.

Pour l'occasion, M. Giraud a voulu faire œuvre pédagogique. Cartes et tableaux en couleurs à l'appui, le ministre a expliqué que techniquement, il était impossible d'appuyer les forces tchadiennes. Au passage, il a rappelé devant un auditoire dense - parmi lequel MM. Jean-Claude Gaudin (UDF), Paul Quilès (PS), Pierre Joxe (PS) - que si la France ne contestait pas la légitimité des revendications du gouvernement tchadien sur Aozou, elle était favorable à ce qu'une médiation internationale tente de mettre un terme à ce différend entre Tripoli et N'Djamena.

S'agissant du montage militaire qu'il aurait fallu faire, dans l'hypothèse d'un soutien africain français, le ministre a assuré que, en l'état actuel (la piste d'Abéché ne sera terminée que dans quelques jours), un tel montage aurait été impossible ; et ce d'autant que les combats devaient se dérouler « sous le nez des Libyens », alors que les avions français se seraient retrouvés à des centaines de kilomètres de leur base. M. Giraud a précisé que la France avait tenté en vain de dissuader le président Habré de se lancer dans cette opération hasardeuse : la position géographique de la bande d'Aozou et la topographie rendant la localité d'Aozou particulièrement difficile à tenir. Dès lors, la France devait bien marquer qu'elle n'était pas impliquée, a expliqué en substance M. Giraud. « La suite des événements a prouvé que nous avions eu raison. Je n'ai pas fait une bataille d'Aozou. »

P.S.

**PROPOS ET DÉBATS**

**M. Philippe Vasseur :  
prématuré**

La porte-parole du Parti républicain, M. Philippe Vasseur, a indiqué, mercredi 2 septembre, que le ministre de la culture, M. François Léotard, fera connaître sa décision sur l'éventualité d'une candidature à la présidence de la République « lorsque le jury sera appelé à l'appréciation de la majorité ». « En tout état de cause, a ajouté M. Vasseur, ni les supputations prématurées, ni les fausses confidences n'influenceront le comportement de François Léotard qui prendra sa décision dans la sérénité la plus totale. »

Mais nul n'est prophète en son pays. M. Alain Madelin, sord à ce rappel à l'ordre de M. Vasseur, s'est écrié, le même jour, au micro de RMC à des « supputations ». Le ministre de l'Industrie a estimé, à propos de M. Léotard, que « la situation politique actuelle ne se prêtait peut-être

**M. André Rossinot :  
pas de précipitation**

« Rien ne sert de courir, il faut soutenir à point », a lancé mercredi, à ses partenaires de l'UDF, M. André Rossinot, président du Parti radical. Le ministre des relations avec le Parlement a mis en garde l'UDF contre toute « précipitation ». « L'UDF doit faire primer la comparaison des idées et des projets, a-t-il déclaré. Pas de chèques en blanc. »

**M. Alain Lamassoure :**  
génant

M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, a déclaré, mercredi 2 septembre, que ce qui était « gênant » ce n'était pas « l'âge de François Mitterrand », mais « l'âge de ses idées ». Ouvrant l'université d'été des Jeunes Giscardiens

**M. André Rossinot :  
pas de précipitation**

« Rien ne sert de courir, il faut soutenir à point », a lancé mercredi, à ses partenaires de l'UDF, M. André Rossinot, président du Parti radical. Le ministre des relations avec le Parlement a mis en garde l'UDF contre toute « précipitation ». « L'UDF doit faire primer la comparaison des idées et des projets, a-t-il déclaré. Pas de chèques en blanc. »

**M. Alain Lamassoure :**  
génant

M. Alain Lamassoure, député UDF des Pyrénées-Atlantiques, a déclaré, mercredi 2 septembre, que ce qui était « gênant » ce n'était pas « l'âge de François Mitterrand », mais « l'âge de ses idées ». Ouvrant l'université d'été des Jeunes Giscardiens

qui se déroule aux Arcs, en Savoie, du 2 au 5 septembre, M. Lamassoure a également estimé que le socialisme à la française « a été conçu en fonction de la France de 1936 et non pas, comme on l'a vu, de celle de 1981, ni a fortiori de celle de 1988 ».

● M. Benhamou succède à M. Chouraqui à l'Assemblée européenne. — M. Nicole Chouraqui, député européen (RPR), adjoint au maire de Paris, décédé le 31 août, est remplacé à l'Assemblée des Communautés européennes par M. Gérard Benhamou, adjoint au maire (rad.) de Nancy, chargé des affaires culturelles.

[Né le 9 décembre 1947, M. Gérard Benhamou, chirurgien-dentiste, adhère au Parti radical-socialiste en 1970. Responsable technique de la campagne de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber lors des élections législatives de 1973, en Meurthe-et-Moselle, il est élu, lors des élections municipales de 1983, sur la liste d'union de l'opposition conduite par M. André Rossinot (rad.) à Nancy.

**rudement  
ogue avec l'ETA**

rudement, mais soigneusement. Les gendarmes ont été très efficaces pour les opérations de maintien de l'ordre. Les gendarmes ont été très efficaces pour les opérations de maintien de l'ordre. Les gendarmes ont été très efficaces pour les opérations de maintien de l'ordre.

Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre.

Qu'en est-il ? Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre.

Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre.

Qu'en est-il ? Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre.

Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre. Cette proposition est une véritable déclaration de guerre.

**LA 3 ÇA SAUTE AUX YEUX.**



**FR3**  
LE RELIEF DE LA VIE.



## Politique

## La campagne pour le référendum en Nouvelle-Calédonie

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a réaffirmé, le mercredi 2 septembre, que le mouvement indépendantiste ne participerait plus à aucune des prochaines échéances électorales prévues en Nouvelle-Calédonie, à l'exception d'un « vrai référendum ». « Le référendum du 13 septembre, l'élection présidentielle, le futur statut d'autonomie interne, tout cela ne nous concerne pas », a-t-il souligné, à Hienghène, la commune dont il est le maire, au cours d'une réunion regroupant quelque deux cents militants. Nous nous réservons pour voter lors d'un référendum que nous aurons discuté et accepté. Il a également répété que les indépendantistes boycotteraient les nouvelles institutions régionales prévues par le

ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, après la consultation du 13 septembre.

A Nouméa, le numéro deux du FLNKS, M. Yelwés Yelwés, a souligné : « Nous tenons à l'amitié du peuple français. Notre combat est un combat de l'homme pour sa dignité. Nous sommes les indigènes de ce pays et nous voulons être reconnus au niveau de la nationalité comme au niveau du droit à la patrie. Nous ne sommes pas des anti-Français. C'est parce que nous tenons à l'amitié de la France que nous voulons que soient réglés au plus tôt les problèmes de décolonisation. »

Le FLNKS a fait savoir, par ailleurs, que ses dirigeants se réuniront, le samedi 5 septembre, près de Païta, pour arrêter « les formes

d'action à mettre en œuvre jusqu'au référendum et le jour même de la consultation ».

Pour sa part, le sénateur RPR du territoire, M. Dick Ukeiwé, a affirmé, dans le cadre de la campagne officielle à la radio et à la télévision, que le scrutin du 13 septembre constituerait « un nouveau combat pour la liberté ». « Ce qui est en jeu, a-t-il déclaré, ce sont tous les acquis sociaux et politiques, mais aussi la certitude, inscrite dans les intentions du gouvernement de Jacques Chirac et dans les actes du ministre des DOM-TOM, Bernard Pons, depuis le 16 mars 1986, d'un avenir de progrès, de développement, où chaque communauté sera partie prenante et où chaque tendance sera conviée à participer à la gestion et à l'organisation de notre collectivité. »

## M. Marchais juge M. Raimond « indigne de représenter la France »

Au cours du point de presse hebdomadaire du PCF, le mercredi 2 septembre à Paris, M. Georges Marchais a demandé la démission du ministre des affaires étrangères. Estimant que M. Jean-Bernard Raimond était « indigne de représenter la France au plan international », en raison de ses déclarations « déshonorantes pour la France et pour lui » concernant M. Pierre-André Albertini (1). « Aucun gouvernement, mis à part celui d'Afrique du Sud, ne peut voir en M. Raimond un représentant de la France des droits de l'homme », a ajouté le secrétaire général.

Affirmant que la droite n'a jamais « montré aussi cyniquement son caractère de classe », M. Marchais a mis l'accent sur la « vocation unitaire » du PCF avec le PS tout en précisant : « Il n'y a évidemment pas d'accord possible entre nos deux partis » compte tenu des choix politiques pratiqués par les dirigeants socialistes. En conséquence, il a lancé un appel aux électeurs socialistes dont « beaucoup, c'est certain, a-t-il dit, éprouvent une profonde déception ».

« A eux comme à toutes les victimes de cette politique », croyons et non croyons, français et indigènes, adultes et jeunes, nous tendons fraternellement la main, a dit le député du Val-de-Marne. Nous leur disons : n'attendons pas pour nous battre ensemble ; rassemblons-nous, unissons-nous luttions ensemble pour faire reculer la politique d'austérité. Selon M. Marchais, « c'est sous le signe de l'union et de l'offensive que les communistes engagent cette rentrée ».

Concernant le président du Front national et l'élection présidentielle, M. Marchais a estimé qu'« à l'arrivée, Le Pen sera très loin derrière André Lajoinie ». Il a réaffirmé que le débat télévisé, le 21 septembre sur la Cinq, entre les deux hommes avait fait l'objet de discussions au sein de la direction du PCF, « certains camarades disant qu'il ne faut pas faire de publicité à Le Pen ». M. Marchais, qui est lui-même favorable à cette « confrontation ».

(1) M. Raimond a déclaré récemment que le jeune coopérant français, condamné à quatre ans de prison au Tchad, « ne s'est pas comporté comme il aurait dû se comporter ».

## Objectif 89

ET de trois ! En mois d'un mois, M. Georges Marchais a effectué trois rentrées politiques, ce qui fait courir au secrétaire général du PCF et à son parti un danger de banalisation. Le 9 août, retour de vacances, il est au « Forum RMC-PS » pour dire que les conditions d'un accord avec le PS « n'existent pas ». Le 31 août, il est à RTL pour révéler qu'il préfère qu'un président de « gauche » soit élu. Le 2 septembre, il s'est fait le chantre de l'union avec le PS, qui est pourtant un partenaire programmatique impossible. L'intérêt du principal dirigeant d'une formation politique pour les médias est légitime, mais il paraît bien étrange quand ce même dirigeant n'est pas le candidat de son parti pour l'élection présidentielle. Il conduit même des communistes à se demander si M. Marchais ne s'appuie pas consciencieusement à couper l'herbe sous les pieds de M. Lajoinie, lequel de l'avis même du secrétaire général, ne sera pas présent au second tour de 1988.

OLIVIER BIFFAUD.

## Querelle chez les indépendantistes

## La contre-attaque d'un évincé

NOUMÉA de notre envoyé spécial

Il faut prendre la rue Gérard-de-Nerval à droite, puis la rue Charles-Baudelaire. Yann Céron Uregel, « ministre des relations extérieures » fraîchement démis du « gouvernement provisoire de Kanaky », accueille ses visiteurs en pantoufles dans un paisible pavillon d'un lotissement de la banlieue de Nouméa. Le grand organisateur des « stages d'entraînement » en Libye des militants du FLNKS est honorablement connu de ses voisins qui indiquent aimablement le chemin aux visiteurs. Depuis quelques jours, deux inspecteurs des renseignements généraux sont affectés à sa surveillance. Cohabitation des plus harmonieuses : M. Uregel connaît de longue date le père de l'un d'entre eux.

« Ces deux inspecteurs représentant mon premier contact avec les services de police français », s'amuse M. Uregel, « répliquant ainsi à certains de ses adversaires au sein du FLNKS qui insinuent à présent qu'il serait « manipulé » par les services français. A l'évidence, M. Uregel n'accepte pas sa toute récente évincement de son poste « ministériel » par ses camarades, au motif que les stratégies libyennes seraient en contradiction avec la nouvelle stratégie non violente du FLNKS. Une évincement qui est pourtant l'aboutissement d'une lutte d'influence de

plusieurs mois entre MM. Uregel et Tjibaou, ce dernier ayant grignolé morceau par morceau les prérogatives de son « ministre ». Au point que deux délégations rivales du FLNKS furent récemment envoyées à Fidji, l'une conduite par M. Tjibaou, l'autre par M. Uregel, chacune ignorant le programme de sa concurrente. « Jean-Marie Tjibaou est bien sûr assis au congrès du PS à Lille et personne ne le lui a reproché », accuse M. Uregel.

A deux reprises, des groupes d'une quinzaine de jeunes Kanaks se sont rendus en Libye. La première fois quelques semaines avant les élections de novembre 1984 qui devaient marquer le début de l'insurrection kanak. La seconde « tournée » séjourne actuellement en Libye et devrait rentrer dans les prochains jours. Quant à M. Uregel lui-même qui dirige le FULK, un des mouvements associés au sein du FLNKS, il s'est rendu à plusieurs reprises à Tripoli pour des conférences internationales mais n'a « jamais pu discuter » avec le colonel Kadhafi : « Il est trop occupé ».

Au programme de ces stages, assure M. Uregel, figurent exclusivement des cours d'organisation politique : « Nous pensons qu'après le référendum le gouvernement de Kanaky va être dissous. Il nous faut donc apprendre à nous organiser sans parti ni gouvernement. La Jamahyria libyenne nous fournit un bon modèle pour cela. »

Certains créneaux de l'emploi du temps des « stagiaires » n'ont pas été employés à des activités « musclées » incluant des séances d'entraînement physique intensif comme semblent l'attester certains témoignages ? M. Uregel le dément mollement, tout en objectant que « ici on envoie bien nos jeunes en France faire leur service militaire pour apprendre à manier les armes. Pourquoi à ceux-là ne leur dit-on rien ? »

Non sans impatience le ministre destitué fourbit sa défense en dressant un bilan des succès diplomatiques remportés par son « ministère » auprès des pays du Forum du Pacifique où des pays non alignés au congrès de Harare, offensive ayant abouti en décembre dernier à la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des pays à décoloniser de l'ONU.

Mais la meilleure défense étant encore l'attaque, il accuse : « Depuis que le FLNKS participe aux institutions, il est devenu trop proche des banques et du monde des affaires. Cela nous conduit à trop nous soucier de notre image. » Autant d'arguments qui devraient résonner lors de la convention que le FLNKS compte réunir samedi dans les environs de Nouméa et au cours de laquelle M. Uregel devrait se défendre. « Devant le peuple », comme il le souhaite lui-même. DANIEL SCHNEIDERMAN.

## Un représentant du pape à Nouméa

Regroupant les trois quarts de la communauté protestante de Nouvelle-Calédonie, l'Eglise évangélique a pris position contre le référendum du 13 septembre : « Le peuple kanak n'accepte pas d'être mis à mort sur l'autel d'une fausse démocratie », vient de déclarer son président, le pasteur Saïali Passa.

Composée à 85 % de Mélanésiens, avec une forte concentration dans les îles Loyauté et sur la côte est, l'Eglise évangélique « proteste contre une utilisation immorale des règles démocratiques ». « La définition du corps électoral ne reconnaît pas les droits supérieurs du peuple kanak. »

Cette consultation étant organisée par les colonisateurs contre les colonisés, poursuivraient les responsables protestants, il n'y a pas de véritable référendum au sens démocratique du terme. Le choix proposé est une offre fautive, puisque les voix du peuple kanak ne peuvent pas avoir de portée décisive. En outre, l'indépendance étant présentée comme une rupture avec la France, cette offre est un chantage.

L'Eglise évangélique appelle toutes les Eglises du territoire à une journée de jeûne et de prière le 6 septembre. L'Eglise catholique, qui représente 62 % de la population néo-calédonienne, composée majoritairement d'Européens, ne s'est pas prononcée sur le référendum. Mais le cardinal Bernardin Gantin, préfet de la congrégation romaine des évêques, proche du pape, et l'une des personnalités les plus influentes de la curie romaine, se trouve en ce moment à Nouméa.

## A « L'heure de vérité »

M<sup>me</sup> Barzach se prononce pour une réforme rapide du code de la nationalité

M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre de la santé, qui était, le mercredi soir 2 septembre, l'invitée de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, s'est prononcée pour une réforme du code de la nationalité avant l'élection présidentielle, exprimant ainsi « son sentiment personnel ». M<sup>me</sup> Barzach a également souligné la nécessité d'une politique « d'intégration » à l'égard des immigrés et d'une attitude « claire et nette contre l'immigration clandestine ».

Selon le sondage de la SOFRES M<sup>me</sup> Barzach a réussi la troisième meilleure performance de ces émissions : elle est passée de 44 % à 66 % de

bonnes opinions (seuls MM. Harlem Désir et Raymond Barre avaient fait mieux). Elle s'est montrée convaincante sur les thèmes éthiques et moraux, mais beaucoup moins sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme.

A l'issue de l'émission, la CGT a estimé que la « démagogie » avait atteint « des records », tandis que le PS a jugé que le ministre de la santé avait présenté deux visages, « celui de l'ouverture sur les problèmes de société, celui de la droite militante en défendant le secteur privé à l'hôpital et une politique d'injustice sociale ».

France. Il y a quelques mois, M<sup>me</sup> Barzach déclarait que quarante ou cinquante seraient suffisants. Résolument hostile à la pratique des « mères porteuses », le ministre de la santé a indiqué qu'une plainte a été déposée contre une association qui, en France, joue les intermédiaires moyennant finances. « Le Conseil d'Etat se prononcera sur ce sujet dans quelques semaines, et je pense que cela servira de référence. »

Reconnaissant, à propos de l'adoption que « des ouvertures vers l'étranger sont nécessaires », M<sup>me</sup> Barzach a précisé qu'elle aurait, dans l'année qui vient, les moyens de doubler le nombre d'enfants adoptables.

## Alcool et tabac

Dans le Monde, du 3 septembre, les professeurs Jean Bernard et Maurice Tobiana estimaient « indispensable » « une véritable réglementation de la publicité » en faveur de la consommation de tabac. S'abritant derrière les impératifs d'une décision qui sera prise à l'échelon ministériel, M<sup>me</sup> Barzach s'est refusée à prendre position contre une telle publicité à laquelle est opposé, depuis de longues années, le Comité national contre le tabagisme et dont tous les spécialistes savent qu'elle a un énorme impact sur les jeunes. Ceux-là mêmes dont M<sup>me</sup> Barzach précise qu'ils seront demain les sujets qui rencontreront les plus grandes difficultés pour se désintoxiquer du tabac.

L'attitude de M<sup>me</sup> Barzach dans le domaine du tabac rejoint celle qu'elle avait prise ces dernières semaines à propos des boissons alcoolisées. Favorable, après bien des hésitations, à une interdiction de la publicité pour la bière sur les chaînes de télévision, elle avait défendu l'autorisation de cette même publicité sur les ondes radio-phoniques, dans les salles de cinéma ou sur les affiches publiques. Or M<sup>me</sup> Barzach a elle-même appelé à « L'heure de vérité » que le principal risque auquel sont aujourd'hui confrontés les jeunes est celui d'un alcoolisme à la bière. Cette contradiction flagrante n'a pas échappé à une majorité de téléspectateurs.

J.-Y. N.

## La mort de Pierre Billecocq

M. Pierre Billecocq, ancien député et ancien secrétaire d'Etat, est décédé le 15 août, mais l'annonce de sa mort n'a été rendue publique que le mercredi 2 septembre. Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Jean-le-Vieux (Ain).

Né le 11 juillet 1921 à La Spezia (Italie), Pierre Billecocq, diplômé de l'Ecole libre de sciences politiques, ancien élève de l'ENA, entre au ministère des finances en 1948. Il y demeure jusqu'à sa nomination, comme attaché, en 1957, au cabinet de M. Pierre Pflimlin, ministre des finances puis président du Conseil. De 1959 à 1962, il est conseiller auprès de l'ambassade de France au Maroc, avant d'occuper les fonctions de secrétaire général de la société Béglin jusqu'en 1966. Membre de la section du Plan et des investissements du Conseil économique et social de 1964 à 1966, il est nommé, en 1966, délégué général de l'Association pour l'expansion industrielle de la région Nord-Pas-de-Calais, avant de devenir, en 1967, commissaire à la conversion industrielle de cette région.

Elu, le 30 juin 1968, député (UDR) de la deuxième circonscription du Nord (Lille-Sud et Sud-Ouest), il abandonne son siège le 22 juillet 1969 pour devenir secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education nationale. Conseiller général du canton de Lille-Nord de 1970 à 1973, maire de La Madeleine depuis 1971, il est nommé en 1972, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères chargé de la coopération. Elu le 11 mars 1973 député de la troisième circonscription du Nord (Lille-Nord et Nord-Est), il retourne au gouvernement, deux mois plus tard, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports et le demeure jusqu'en 1974. En 1976, il entre dans le groupe Euzenat-Schneider comme président-directeur général de la société Spie-Capag, puis de 1979 à 1983, de la Société Speichim. Il était, depuis 1980, conseiller à la présidence de ce groupe.

Les intentions de vote selon IPSOS. — L'hebdomadaire VSD publie un sondage IPSOS qui fait apparaître M. François Mitterrand vainqueur de la consultation présidentielle dans tous les cas de figure (54 % contre 46 % à M. Barre, 56 % contre 44 % à M. Chirac).

## Formation en Gestion d'Entreprise

Avant, il n'y avait que des écoles de gestion. Maintenant, il y a l'ECADE.

La différence ? Elle est simple : L'ECADE est une business school. L'une des plus anciennes d'Europe. Depuis plus de trente ans, elle a formé des milliers de managers.

Aujourd'hui, l'ECADE crée un nouveau programme de première formation en gestion, intitulé tout simplement... Formation en Gestion d'Entreprise.

Un programme destiné à des étudiants sans expérience professionnelle, mais conçu comme un programme de management : enseignement concret, travail intensif, milieu international, chargés de cours praticiens des affaires.

Objectif : vous donner en 9 mois tout ce qu'il vous faut pour réussir facilement votre entrée dans la vie active à un poste réellement intéressant, avec en poche un diplôme de valeur.

Pourquoi ? Parce que vous n'avez pas de temps à perdre. Et aussi, parce qu'il vaut mieux prendre tout de suite les bonnes habitudes : celles du monde des affaires, celles de vos futurs employeurs !

Formation en Gestion d'Entreprise, c'est naturellement un programme complet traitant de tous les domaines fondamentaux de la gestion. Mais c'est aussi une préparation méthodologique minutieuse à vos futures responsabilités. Parce que, même pour une première formation, l'ECADE continue de penser « formation de managers ».

Formation en Gestion d'Entreprise vous est ouvert si vous êtes véritablement motivé par

des études courtes, mais intensives, si vous pensez qu'il vaut la peine de fournir maintenant un gros effort... pour gagner deux bonnes années sur les filières classiques de gestion.

Pour en savoir plus et recevoir sans engagement un dossier d'information sur le programme Formation en Gestion d'Entreprise, retournez le coupon ci-dessous à :

**ECADE**  
Ecole d'Administration  
et de Direction  
des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. (021) 221.511

Faites-moi parvenir sans engagement un dossier d'information sur le programme Formation en Gestion d'Entreprise.

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Age \_\_\_\_\_  
Niveau d'études \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_  
Localité \_\_\_\_\_  
Pays \_\_\_\_\_

Dates du programme : 12 octobre 87 / 25 juin 88 — Coût du programme : FS 25'000.- — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac)

سكنا من الحفل



**archais joga M. Raimond  
e de représenter la France.**

ne de même heu-  
 re, le journaliste  
 M. Georges  
 a la direction  
 des nouvelles  
 politiques. Ré-  
 dacteur de l'«  
 Journal de l'Indus-  
 trie », il a été  
 « collaborateur  
 du Progrès et  
 du Travail » et  
 est M. Pierre-  
 (1) « Mais pour-  
 quoi s'agit-il d'af-  
 faires ? »  
 « Je suis en  
 possession de la  
 liste des noms », a  
 répondu.

« J'ai vu le journal  
 publiquement », a  
 dit M. Marchais  
 à la commission  
 au 17 mai en-  
 suite, nous nous  
 sommes tous choi-  
 sés par nos diri-  
 gés. En conséquence,  
 nous nous sommes  
 séparés. Mais, en-  
 suite, nous nous  
 sommes tous choi-  
 sés par nos diri-

« A eux comme  
 lignes de cette po-  
 litique et non cro-  
 pées, nous avons  
 pris, nous avons  
 donné l'initiative  
 du député du Val-  
 de-Marne, nous  
 leur avons donné  
 nous même l'entre-  
 prise, nous nous  
 sommes mis en  
 ligne pour faire  
 d'actualité ».

« C'est sous le signe  
 de l'offensive que  
 nous nous sommes  
 engagés cette nuit ».

Concernant le pro-  
 gramme national et l'effec-  
 tion M. Marchais a  
 dit : Le Parti sera  
 André Laroche. «  
 Le débat relatif au  
 sur la Cinquième  
 avait fait l'objet de  
 dans la direction  
 dans l'ensemble de  
 pour faire le pro-  
 gramme national  
 M. Marchais a  
 rabbin et cette

(1) M. Raymond  
 nous que le com-  
 mandant à qu'on  
 les. « Je suis par  
 dans la direction

f 89

[illegible]

## tion en Gestion d'Entreprise

**Avant, il n'y avait  
des écoles de gestion.  
Maintenant, il y a l'ECADE.**

1. The first sample  
 was taken from the  
 top of the pile  
 and was found to  
 be very light  
 and on analysis it

**ECADE** est  
un organisme de pro-  
fessionnel du public et  
de l'enseignement. Forme  
et d'élaboration.  
Leur objectif est de  
la séquence pour  
pour les personnes  
de la gestion des  
affaires, ainsi que  
des affaires, char-  
gées des affaires.

Pour en savoir plus,  
vous pouvez aller à  
l'adresse suivante :  
Ecole d'Administration  
et de Direction  
à l'Université de  
Montréal.

**ECADE**  
Ecole d'Administration  
et de Direction

1964-1965

**X**

[illegible]

An terme d'un an et demi de fonctionnement, la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette, à Paris, présente un bilan qui n'est pas satisfaisant », dit le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, interrogé sur Antenne 2 le 22 août, c'est-à-dire le 2 septembre. La Cité coûte trop cher, selon lui, « à cause des erreurs de jeunesse, liées à des données de départ qui n'étaient pas précises avec un grand motif ». Le départ du président, M. Maurice Lévy, le 7 septembre, jour de ses soixante-cinq ans, fournira sans doute au ministre l'occasion de redéfinir les missions de musée.

Une nouvelle tourmente se lève-t-elle à La Villette, menaçant la monumentale et ambitieuse Cité des sciences et de l'industrie ? Il nous suffit que le ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade annonce au début du mois d'août, à quelques journalistes avoir reçu un rapport aux conclusions « terrifiantes », pour que l'on soupçonne le pire. Au moment même où le musée du futur est prêt à se rassembler de pouvoir prendre son succès, le projet de l'« espace de la science » de l'avenir, toujours pas désigné. Admiré par certains, critiqué par d'autres, le président sortant avait conçu le projet du musée et le dirigeait depuis novembre 1983.

Il était normal qu'en prévision de cette succession la nouvelle majorité élue en mars 1986 veuille procéder à un bilan de la Cité. D'autant que la Cour des comptes avait stigmatisé le flou artistique et le laxisme de la gestion de l'établissement public, condamné les énormes dépenses faites pour des études superflues et inutilisées, et les importantes sommes consacrées à des missions pas toujours justifiées.

Dans leur rapport remis en juin 1986, les censeurs de la rue Cambon n'avaient-ils pas déjà tout dit ? Que cache donc le texte remis au ministre par M. (Pierre Consigny,

**inspecteur général des finances ? Pourquoi ses destinataires le gardent-ils si jalousement secret, comme le sont d'ailleurs les conclusions des deux cabinets d'audit qui ont servi de base à sa rédaction ?**

M. Lévy lui-même dit que « rien saurait de précis sur tout cela ». Tout juste a-t-il « eu plusieurs entretiens » avec M. Consigny et sait-il que les cabinets consultés appelés à le recousser se sont penchés, « un sur les aspects comptables et financiers de l'établissement », l'autre sur les « stratégies et orientations futures de la Cifé », et que le rapport de l'inspecteur général des finances est, lui, « essentiellement qualitatif ».

Ce dernier, dit M. Lévy, constate notamment que « la structure d'exploitation de l'établissement n'est pas parfaitement adaptée à la situation », que son système d'exploitation « de même que certaines règles qui gouvernent la gestion de la Cifé - devraient être modifiées ».

## Une « folie » sans soutiens

Sans doute M. Castagné s'est-il aussi interrogé sur le poids financier de la Cité dont les 600 millions de frais de fonctionnement annuels sont à 80 % supportés par l'Etat. Ce n'eût pourtant pas démesuré, selon le président sortant. « On ne reproche pas au Centre Pompidou ou au Louvre d'être subventionnés à 90 % par l'Etat, dit-il. On ne reproche pas à Beaubourg son budget, qui est de 400 millions, dit-il. Ce n'est pas à la Cité de faire la différence entre un volume trois-fois plus grand et qu'elle a des besoins en maintenance et en sécurité beaucoup plus élevés du fait de ses nombreux équipements techniques ». Et, au-delà des querelles de chiffres (1), on pourrait trouverait-on « normal » que le budget national prenne en charge la culture antique et classique, la culture scientifique et technique, demande M. Lévy. « Il faut savoir si l'on considère que la sensibilisation du public à la science, à la technologie et à l'avenir économique de la

**France est ou non important, et si cela mérite que le contribuable y consacre de l'argent. »**

**Mais si tant de voix s'élèvent pour accuser la Cité d'être une folie coûteuse, c'est peut-être aussi parce que, contrairement aux autres musées nationaux de prestige, elle souffre de ne pas être soutenue par les hommes politiques. Mis en œuvre par M. Valéry Giscard d'Estaing, le projet d'installer un musée scientifique et technique sur les débris des abattoirs de La Villette (2) a été ensuite « récupéré »**

Antenne 2) d'appareils temporairement arrêtés pour révision... « C'est trop », reconnaît M. Lévy, ajoutant toutefois que les pannes affectent surtout les ateliers les plus récemment ouverts. Ce serait le prix à payer pour le *« défi »* qu'il a lancé en voulant dès le départ placer le musée sous la bannière de l'interactivité. On ne manipule pas incessamment et sans dépais des ordinateurs ou des écrans vidéo, lesquels sont d'ailleurs pour la plupart des *« prototypes »* construits tout spécialement pour La Villette. L'expérience

**Un gouffre financier ?  
A la veille de son départ,  
M. Maurice Lévy tente de dissiper  
des rumeurs alarmantes.**

par les socialistes, qui en ont fait un des grands chantiers du président Mitterrand. Le gouvernement Chirac a ainsi hérité d'un établissement qu'il a continué de financer, sans pour autant lui manifester un énorme intérêt. Ne pouvant être totalement revendiqué par aucune des grandes familles politiques, la Cité n'est fermement appuyée par aucune d'entre elles. M. Valade ne dit d'ailleurs pas autre chose lorsque, rendant hommage à M. Lévy, il ajoute que « cet homme remarquable a souvent travaillé dans des conditions difficiles et sans grandes instructions ».

Les visiteurs, eux, sont en droit de réclamer que les équipements exposés fonctionnent, ce qui est loin d'être toujours le cas. M. Lévy ne le nie pas et constate qu'il a actuellement « 15 à 20 % (et non « 59 % » comme l'a dit M. Valade à

**ÉTUDES SECONDAIRES**

**INSTITUT**  
*Valoreuse*  
**et LAUHANNE**

Programme de la S  
Préparation pour un  
ambiant  
COURS  
INTERNAT - EXTERNAT POUR J  
Tél. : 19-41/21 32

a déjà prouvé qu'avec une bonne maintenance le taux de panne « pouvait tomber au-dessous de 10 % ». Mais cela demande une « organisation technique adéquate » que son président n'a pu mettre en place que tardivement. « C'est maintenant chose faite, et tout devrait pouvoir rentrer dans l'ordre », assure-t-il.

Malgré toutes les critiques faites au musée, qu'il accepte d'ailleurs pour la plupart, M. Lévy part avec le sentiment d'une « mission accomplie ». « Le concept de la Cité est valable », dit-il, citant pour preuve de réussite les 4,5 millions d'entrées enregistrées depuis l'ouverture, il y a dix-huit mois, les 125 millions de ressources propres accumulées en 1987, le succès de la Géode, dont les sièges sont à 95 % occupés, ou le carnet de réservations du Centre

**COURS COMPLETS**  
du Lycée Français  
à la Terminale  
ou au Baccalauréat (A, B, C, D)  
enseignement individualisé, dans une  
éprouvante et un cadre agréable.  
ETÉ : Rattrapages, sports  
JUNES GENS ET JEUNES FILLES  
10-36 ou 32-08-77

international de conférences plein jusqu'à l'été 1983. Certes, « il reste encore quelques problèmes à résoudre », puisqu'il faut améliorer l'organisation technique et surtout tenter d'augmenter les ressources de la Cité, qui pourraient, à terme, « couvrir 30 % » des frais de fonctionnement de l'établissement.

Encore faudrait-il engager une politique active de promotion auprès du public - « opération forcément très longue » - pour accroître le nombre des visiteurs. Favoriser aussi davantage la « location d'espaces » à des organismes de recherches ou à des entreprises, et, enfin, « valoriser les produits de la culture », le fait par exemple de créer, avec l'aide de professionnels de l'édition et de la distribution, une filiale chargée de vendre les documents papier ou audiovisuels créés à La Villette ; le projet « est prêt » et n'attend plus pour être lancé que l'accord du conseil d'administration et des ministères de tutelle ».

## Une « société d'ingénierie culturelle » ?

M. Lévy dit encore avoir « *réfléchi* » à la possibilité de fonder, avec des partenaires, une « *société d'ingénierie culturelle* » qui proposerait le savoir-faire du musée parisien à d'autres villes françaises ou étrangères intéressées. La Cité pourrait encore s'associer à des fabricants de jeux pour diffuser les jouets et objets à caractère scientifique utilisant les logiques ou autres matériaux qu'elle a créés, sous-traiter la gestion du Centre international des conférences, etc.

Les idées ne manquent pas. Il apprendra au successeur de M. Lévy d'en choisir quelques-unes et de les appliquer. Sera-t-il, comme « personnalité du monde des sciences et des techniques », choisi à « un niveau suffisamment haut » ? M. Valade, à Antenne 2, a dit vouloir « un gestionnaire ». Quoi qu'il en soit, le ministre a affirmé à plusieurs reprises qu'il n'était pas question de supprimer cette « extraordinaire vitrine que beaucoup de pays

nous envie», mais il convient, selon lui, de redéfinir une « philosophie de son mode de fonctionnement » et de préciser ses objectifs afin de savoir si l'on veut « y montrer la science française, les réalisations de l'industrie nationale, ou y faire de la valorisation ». Il faudra décider vite, cet « immense vaisseau » ayant besoin d'un commandant et d'un cap précis, sous peine de dérive.

**ELISABETH GORDON.**

(1) Cité des sciences et de l'industrie : budget annuel de fonctionnement de 600 millions de francs, huit cent soixante-quinze personnes (plus cent vingt-sept pour la maintenance et le gardiennage, sous-traité) ; Centre Pompidou : 28 millions de francs (subventionnés à 95 % par l'Etat), sept cent quatre-vingt-quatre personnes (sans compter les personnels de la bibliothèque et de l'IRCAM et une partie des employés à la maintenance) ; Musée d'Orsay : 70 millions de francs, six cent trente personnes au total.

(2) En décembre 1958, le conseil municipal de Paris approuve la reconstruction, sur place, des abattoirs de La Villette, dont les travaux devaient être achevés en 1970. Mais le coût de l'ouvrage, au départ estimé à 250 millions de francs, atteint dix ans plus tard 1 milliard de francs. Les travaux ne seront jamais achevés et, en mars 1974, le gouvernement décide de renoncer au projet. Le « scandale des abattoirs » aura représenté une « perte sèche » de 950 millions de francs (valeur 1971) pour la collectivité, selon les sénateurs.

## RELIGIONS

● **Deux nominations à l'archevêché de Paris.** — L'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger, a nommé le 1<sup>er</sup> septembre, attaché de relations publiques et rédacteur en chef de l'hebdomadaire diocésain *Paris Notre-Dame*, M<sup>re</sup> Janick Arbois-Charrier, ancienne collaboratrice de *Témoignage chrétien*, du *Monde* et de *Télérama*. Parallèlement, M. Etie Marchéchal, qui était chargé des émissions religieuses de *Radio-Notre-Dame*, devient directeur de la radio de l'archevêché de Paris, en remplacement de M. Olivier Joy, entré à l'*Express*.

## ÉTUDES SECONDAIRES COMPLÈTES

**INSTITUT**  
*Valerouse*  
100 LAUSANNE

Programmes du Lycée Français  
de la Sixième à la Terminale  
Préparation au Baccalauréat (A, B, C, D)  
per un enseignement individualisé, dans une  
ambiance épanouissante et un cadre agréable.  
COURS D'ÉTÉ : Rattrapages, sports

**INTERNAT - EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES**  
Tél. : 19-41/21 32-10-36 ou 32-08-77

# LA 3 CA SAUTE AUX YEUX.



**FR3**  
LE RELIEF DE LA VIE.

EQUATEUR



## Société

## L'enquête sur l'assassinat en Corse du gendarme Aznar Gérard Pellier, qui s'accuse de complicité, sera examiné par des psychiatres

Jamais sans doute les enquêteurs n'auraient envisagé une hypothèse aussi échevelée. Jamais ils n'auraient soupçonné Gérard Pellier, ancien légionnaire d'origine corse, d'avoir été mêlé à l'assassinat, le 4 août, au sud de Bastia, du gendarme Guy Aznar. Ils auraient pu suspecter tous les militaires connus ou clandestins de l'ex-FLNC, fouiller les maquis corse, faire tourner les ordinateurs de la violence dans l'île. Jamais ils n'auraient pensé à ce soldat perdu de trente-quatre ans, reconverti dans l'escroquerie à la petite semaine.

Aujourd'hui encore, presque une semaine après le premier interrogatoire, on a du mal à croire à leur chance tant les informations fournies par Gérard Pellier sont importantes, tant ses aveux ont été rapides et spontanés.

Le nom de l'ancien légionnaire s'est retrouvé dans le dossier par simple routine, presque par hasard, parce que, après la mort du gendarme, on a vérifié dans les ports et les aéroports les identités de ceux qui venaient de quitter la Corse. Gérard Pellier figurait sur la liste sous son patronyme officiel. On a sorti sa fiche. On a alors appris qu'il avait été libéré de la maison d'arrêt de Bastia le 20 juillet, à la fin d'une courte peine pour escroquerie et chèque volé. Une autre vérification a permis de découvrir qu'il avait occupé une chambre dans un hôtel de cette même ville, s'offrant des vacances à la plage et des promenades dans la campagne. Simple comme la routine.

Il a été arrêté sans difficulté à Monaco. Apparemment, il ne se cachait pas. Stupéfaits, les gendarmes ont écouté son étrange récit :

C'était bien lui, Gérard Pellier, qui avait patiemment repéré les lieux de l'attentat du 4 août, sans toutefois savoir ce qu'il allait s'y perpétrer. Lui qui avait pris langue avec des membres de l'ex-FLNC après avoir été mis en contact durant sa détention avec des nationalistes incarcérés. Lui encore qui, selon certaines informations, aurait accueilli le commando, le coup fait, dans sa chambre d'hôtel.

### Prudence et scepticisme

Comme on ne le croyait pas, comme les gendarmes restaient sceptiques, il a cité quelques noms de clandestins connus pour faire partie de la branche « dure » de l'ex-FLNC. Il a récité de mémoire des numéros d'immatriculation de voitures correspondant effectivement à des véhicules repérés par les policiers.

On a vérifié ses aveux. On a recoupé ses informations. Sans trouver la faille. Gérard Pellier a donc été inculpé le 29 août par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, de « complicité d'assassinat, complicité de tentative d'assassinat et d'association de malfaiteurs ».

Mais, avant de l'interroger sur le fond, le 8 septembre prochain, le magistrat a demandé que l'ancien légionnaire soit soumis à une expertise psychiatrique.

C'est assez dire la prudence des enquêteurs devant la personnalité et les déclarations de ce coupable toulé du ciel. Si l'a pas inventé sa participation à l'assassinat du gendarme Aznar, Gérard Pellier connaît des noms, des visages, cer-

tainement, en tout cas, les circonstances de l'attentat. S'il ment, s'il est le mythomane que certains enquêteurs croient « renifler », les gendarmes n'ont plus qu'à chercher, leur esprit déçu, une autre piste.

L'ex-FLNC, pour une fois prompt à la réaction, marquée déjà en Corse sa conviction : l'ex-légionnaire, le petit escroc, ne serait qu'un pantin manipulé par les gendarmes. A cette tête brûlée mais un peu vide, il aurait été aisé de faire reconnaître à l'importe quel militant.

M. Michel Legrand s'est donné, lui, le temps de la réflexion. Certaines informations fournies par Pellier auraient déjà été confirmées. Toutefois, les éléments matériels liant le légionnaire solitaire à l'ex-FLNC manquent encore. S'est-il vraiment vendu par « contrat » à des nationalistes incarcérés ? A-t-il été en poste en Corse pendant sa carrière militaire ? Appartient-il plutôt à la famille des baroudeurs bons tireurs, à celle des truands ou à celle des nafs ? Ces questions devront trouver réponse pour que la justice et les enquêteurs se fassent une religion.

De la biographie de Gérard Pellier on n'a guère encore retenu que des sies sur les plages de Bastia, en compagnie d'une jeune femme, quelques jours avant l'assassinat, une escroquerie minable et la participation du légionnaire en 1976, à Djibouti, à l'opération de libération de trente et un enfants pris en otage par le Front de libération de la côte des Somalis (FLCS). C'est trop peu, trop tôt, pour en faire le complice d'un commando corse.

Ph. Bg.

## De nouvelles expertises pourraient faire progresser l'instruction sur l'affaire Simone Weber

NANCY  
de notre correspondant

Les résultats d'expertise d'une peinture bleue pourraient aider à la fois à l'identification d'un tronc humain découvert dans la Marne à Poissy (Seine-et-Marne) le 15 septembre 1985 et à la progression de l'instruction d'un meurtre dont est soupçonnée Simone Weber, cinquante-six ans, détenue à la prison de Nancy depuis le 10 novembre 1985. La peinture bleue expertisée se trouvait sur le parpaing qui lestait la valise contenant le tronc humain de Poissy. « Analyser, tant spectroscopiquement que chimiquement, cette peinture est la même qu'une peinture bleue utilisée dans une maison que possède Simone Weber à Rosières-aux-Salines (Meurthe-et-Moselle) », résumait, le mardi 1<sup>er</sup> septembre, M. Joël Lagrange, avocat de la partie civile.

Mais ce résultat n'est qu'un élément parmi les dizaines d'expertises ordonnées par M. Gilbert Thiel, juge d'instruction chargé du dossier. « Toutes les peintures bleues ont la même composition chimique, cela ne prouve rien », rétorquait d'ailleurs, mercredi 2 septembre, M. François Robinet, un des avocats de la défense, en ajoutant : « Ce dossier ne va être désormais qu'une guerre d'expertises. Le juge en a déjà demandé une soixantaine depuis le début de l'enquête ».

L'une d'entre elles, effectuée sur le tronc humain de Poissy, laisse néanmoins apparaître une déformation particulière de deux vertèbres cervicales semblable à celle observée sur des radiographies du dossier médical de Bernard Hettier, disparu depuis le 22 juin 1985, ami de Simone Weber, qu'est inculpée de son assassinat. Une affaire éton-

nante puisqu'il s'agit d'un meurtre sans cadavre, le tronc humain de Poissy ne restant, malgré l'expertise de la peinture, nullement et formellement identifié.

L'affaire remonte à la fin du mois de juin 1985, lorsque Patricia et Dominique Hettier, ayant constaté la disparition de leur père, cinquante-cinq ans, préviennent les autorités judiciaires de Nancy. Une enquête de routine est entreprise, mais, très rapidement, le juge d'instruction découvre des éléments troublants.

**Simone Weber est inculpée d'assassinat. Le cadavre de sa victime n'a jamais été retrouvé. Des expertises de peinture bleue apporteront, peut-être, une réponse.**

Bernard Hettier a été aperçu la dernière fois, le 21 juin 1985, alors qu'il s'apprêtait à rentrer au domicile de son ex-amie Simone Weber. La veille, celle-ci avait loué une camionnette à béton qu'elle ne rendra pas, affirmant qu'on la lui avait dérobée. Or cette camionnette a été rapidement retrouvée au cours de l'enquête dans le coffre de sa voiture. De quoi intriguer plus d'un enquêteur, d'autant que les voisins de Simone Weber l'ont vue sortir de nombreux sacs poubelles dans les jours qui ont suivi la disparition de Bernard Hettier et qu'une carabine 22 long rifle avec silencieux a

été retrouvée lors de la perquisition de l'appartement de Simone Weber.

Mais il n'y a pas de cadavre, et M. Thiel entreprend alors une enquête rigoureuse jalonnée d'expertises. Simone Weber, pour sa part, nie tout en bloc. Mais, au fil de l'instruction, on découvre que cette maigre femme a un passé étonnant. En 1980, elle a ainsi fait un mariage fictif avec un septuagénaire de Rosières-aux-Salines, Marcel Fixart. Après avoir obtenu une dispense de bans, elle s'est mariée à Strasbourg avec un complice se faisant passer pour Marcel Fixart qui meurt quelques jours plus tard à Rosières, le 14 mai 1981, sans avoir jamais vu qu'il avait été marié. Faux mariage, mais aussi faux testament, et faux acte de vente de la maison du défunt, le tout au bénéfice de Simone Weber. Celle-ci est inculpée du meurtre de Marcel Fixart le 2 juin 1985.

La encore, le juge tente de réunir des preuves. Alors qu'elle l'a toujours nié, il apprend que Simone Weber, sous son nom de jeune fille, et avec une ordonnance falsifiée, avait acheté dans une pharmacie de Nancy suffisamment de digitale pour tuer un septuagénaire cardiaque, et cela peu avant la mort de Marcel Fixart. Mais, bien évidemment, une autopsie pratiquée cinq ans après la mort ne donne rien.

Avec la minuscule pugnace dont il est coutumier, le magistrat nancien a continué son enquête. Sur la foi d'un témoin affirmant avoir vu, près de Toul, Simone Weber s'arrêter longuement au bord du canal de la Marne au Rhin peu après la disparition de Bernard Hettier, le juge a fait vider la portion de canal concernée au début de cet été. Il y a découvert deux disques de trompette, qui pourraient, bien sûr, avoir servi à découper un corps. Ils sont en cours d'expertise, tout comme le parpaing taché de peinture bleue lestait la valise de Poissy.

En ce début de septembre, le dossier d'instruction de l'affaire est lourd de plus de 5 000 pages. Par huit fois, la chambre d'accusation de Nancy a refusé, ces derniers mois, la remise en liberté de Simone Weber. Mais il manque toujours un élément important, à savoir le corps complet de Bernard Hettier. Il n'est pas impossible qu'en le cherchant toujours le juge découvre des épisodes nouveaux de la vie de Simone Weber.

JEAN-LOUIS BEMER.

## MÉDECINE

### Trafic de sang humain en Belgique

BRUXELLES  
de notre correspondant

Au moins quinze chargements de sang humain d'une valeur de 21 millions de francs belges (environ 3 millions de francs français), en provenance d'Afrique du Sud et destinés à l'Allemagne fédérale, auraient transité à Bruxelles pour l'échec de sang bovin depuis avril 1985. L'arrestation, lundi 31 août, dans la capitale belge, de Jim Blair, quarante ans, un ancien footballeur d'origine écossaise, devrait permettre aux enquêteurs belges, qui avaient été avertis du trafic par une lettre anonyme au printemps dernier, d'éclaircir cette affaire et probablement de procéder à de nouvelles arrestations.

Jim Blair, accusé pour le moment de faux et de fraude fiscale, serait passé aux aveux et aurait reconnu être revenu en Belgique après avoir évolué en division nationale en 1974 pour s'occuper de ces livraisons délictueuses. Pour satisfaire les demandes croissantes des industriels allemands de la pharmacie et contourner les contrôles de plus en plus sévères imposés aux importations de sang humain en RFA - SIDA oblige -, les trafiquants belges importaient ce sang sous l'appellation de sang de bœuf (qui est aussi moins cher, donc nettement moins taxé que le sang humain).

Selon les premiers aveux de Jim Blair, une centaine de litres de sang auraient, ainsi, été acheminés en Allemagne fédérale mais on estime à Bruxelles que ces quantités en cause pourraient être bien plus importantes.

J.-A. F.

### Pour les étrangers et les « personnes à risques »

## L'Union soviétique décide le dépistage systématique du SIDA

Les modalités d'application du décret, adopté le mardi 25 août par le présidium du soviet suprême, sur les mesures destinées à lutter contre l'extension de l'épidémie de SIDA (le Monde du 27 août) ont été publiées le mercredi 2 septembre dans la *Meditsinskaja Gazeta* (la Gazette médicale). Leur caractère systématique et contraignant confirme l'inquiétude des autorités soviétiques, qui redoutent une dissémination rapide du virus dans la population.

Dorénavant, tous les donneurs de sang, tous les citoyens soviétiques séjournant plus d'un mois à l'étranger, les étrangers séjournant en URSS pour un séjour de plus de trois mois et venant de pays où l'Organisation mondiale de la santé a signalé des cas de SIDA, devront subir un test de dépistage. Pour le personnel des représentations diplomatiques et consulaires étrangères, les fonctionnaires d'organisations intergouvernementales, internationales et les représentants étrangers accrédités auprès des ministères soviétiques, le texte prévoit que cette mesure s'exercera sur la base d'accords bilatéraux en dans le cadre de conventions multilatérales.

D'autre part, plusieurs catégories de personnes dites à risques seront, elles aussi, soumises à un dépistage systématique et obligatoire : les receveurs de sang, les toxicomanes, les homosexuels, les prostituées, les citoyens soviétiques ou étrangers

ayant eu des contacts avec un malade ou un porteur sain.

On le voit, les autorités soviétiques ne prennent pas l'épidémie de SIDA à la légère. D'autant que le décret du 25 août prévoit que les citoyens étrangers et les apatrides pourront être expulsés d'Union soviétique s'ils se dérobent au test de dépistage et que « la transmission de la maladie par une personne qui se sait atteinte du SIDA est passible de huit ans de privation de liberté ».

Ces mesures rappellent celles prises récemment par les autorités bavaroises. Officiellement, le nombre de cas a décuplé en URSS au cours des huit derniers mois : dix-huit au 1<sup>er</sup> janvier dernier à cent trente (dont cent onze étrangers) le 19 août. Ces chiffres peu élevés, dans un pays d'environ deux cent quatre-vingts millions d'habitants, sont contestés par de nombreux experts occidentaux.

La presse soviétique commence à consacrer de nombreux articles à la maladie. Son attitude tranche nettement avec ce que l'on avait l'habitude de lire jusqu'à présent dans les journaux soviétiques qui, soit ignoraient purement et simplement la réalité de la maladie, soit en rendaient responsables les Etats-Unis.

Au mois d'avril dernier, le chirurgien général des Etats-Unis, M. Everett Koop, avait indiqué que toute coopération scientifique serait « impossible, tant que continuerait ces campagnes de désinfor-

mation ». Les Soviétiques ont-ils décidé d'abandonner ce type d'argumentation ? C'est, en tout cas, le vœu des scientifiques qui, comme le docteur Valentin Pokrovsky, le président de l'Académie des sciences médicales, ne croient pas que l'épidémie de SIDA soit due à des expérimentations militaires américaines.

Il reste que le dispositif mis en place en URSS pour lutter contre le SIDA va à l'encontre des recommandations formulées par l'OMS, peu favorable au dépistage systématique. A l'OMS, l'heure n'est point tant pas à la critique, le docteur Jonathan Mann, le responsable du programme anti-SIDA, a publié, le 1<sup>er</sup> septembre, un communiqué dans lequel il rappelle que l'Union soviétique est en complet accord avec le programme de l'OMS de lutte contre le SIDA. « Pendant ma récente visite en URSS, poursuit le docteur Mann, j'ai été impressionné par la position du ministre soviétique de la Santé : per de dépistage systématique du SIDA imposé aux touristes et aux hommes d'affaires et garantie apportée aux citoyens soviétiques soupçonnés de pouvoir continuer à vivre au sein même de la société, en travaillant et en vivant avec leur famille. » Le docteur Mann conclut : « Bien que, sur certains points, la position prise par certains Etats diffère des recommandations édictées par l'OMS, nous sommes certains que dans le temps ces différences tendront à s'atténuer. »

FRANCK NOUCH.

### Le box de pandore

TOULOUSE  
de notre correspondant

Nichée dans ses « valises d'organe », comme le dit joyeusement la publicité du département, Auch, capitale du Gers, n'avait de pandémie, d'organe, croyait-on, que pour ses canards gras et son armagnac. Auch, le SIDA, ça n'arrivait qu'aux autres : jusqu'à la comparaison de deux jeunes trafiquants de drogue désemparés devant le tribunal de grande instance de la ville. Assurés, tout un petit monde de greffiers, d'employés et de magistrats s'alarme et met en œuvre la procédure. Président et procureur, dont les fonctions ne s'arrêtent pas avec les temps résistés à la pression, décident alors de s'adresser à la DDASS pour faire désinfecter l'encainte. Le palais de justice en entier a été passé au vaporisateur, remplit d'un produit à base de formol. « Si cela ne fait pas de bien, cela ne peut pas faire de mal », explique M. Hervé Robin, le procureur de la République.

G. V.

### La délinquance au guichet

Colette B n'a pas été dénoncée par un adversaire politique et son affaire n'est pas une escroquerie de grande envergure. Elle fait partie de ces fonctionnaires jusqu'alors honnêtes, mais qui, un jour, pour diverses raisons, obéissent à la tentation de la corruption, pour vendre des cartes de séjour ou des permis de conduire.

Employée à la préfecture de police de Paris, Colette B était chargée de délivrer aux garagistes les cartes grises provisoires, ces immatriculations VW taxées à 47,80 F pièce. Quand un garage payait en espèces, elle oubliait parfois de remplir un reçu et conservait l'argent. En deux ans, elle aurait ainsi détourné près de 100 000 F et ces détournements auraient pu durer encore quelque temps si n'avait pas, pendant ses vacances, l'avait découvert des anomalies dans les carnets de cartes grises.

Mercrdis 2 septembre, Colette B est sortie en larmes du bureau de M. Jean-Pierre Getty, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, qui l'a placée sous mandat de dépôt, sous l'inculpation d'abus de confiance.

MAURICE PEYROT.

### Condamnations pour injures raciales à Châteauroux

Le tribunal correctionnel de Châteauroux (Indre) a condamné, le mercredi 2 septembre, pour injures raciales et outrages, à quatre mois de prison dont deux sans sursis, deux jeunes gens de vingt-huit ans, Patrick Martin et Joseph Joublet. Le 27 juin, ils avaient pris à partie, lors d'une manifestation publique, un officier de l'armée de terre, lançant à son passage : « C'est ça notre armée commandée par des Noirs ! ».

Après quoi Joseph Joublet avait lancé son chien contre le militaire qui fut légèrement mordu aux jambes. Les deux hommes devaient ensuite injurier les policiers qui étaient intervenus et les avaient interpellés. Partie civile dans cette affaire, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) a obtenu du tribunal le franc symbolique de dommages et intérêts qu'elle sollicitait.

Libération du « citoyen du monde » Gary Davis. — Condamné le 12 août à un mois de prison pour escroquerie par le tribunal d'Alberville (Savoie), le « citoyen du monde » Gary Davis a été libéré le mercredi 2 septembre, de la maison d'arrêt de Chambéry où il purgeait cette peine. Agé de soixante-six ans, Gary Davis se voyait reprocher d'avoir vendu par le biais de son association, la World Service Authority, des passeports de « citoyens du monde ». Pour des faits similaires, il avait été relaxé le 19 août par le tribunal d'Annecy (Haute-Savoie) (le Monde du 21 août).

### Méprise à Quimperlé

## Quand des syndicalistes sont pris pour des malfaiteurs

Dix militants parisiens de la CGT ont été interpellés, le mardi 1<sup>er</sup> septembre, et retenus quelques heures, à Quimperlé (Sud-Finistère), par les gendarmes qui croyaient avoir affaire à une bande de malfaiteurs. Les syndicalistes ont expliqué qu'ils devaient rencontrer les membres de la CGT d'une importante papeterie de Quimperlé. Ils ont été remis en liberté après trois heures de vérification d'identité.

### Hold-up à l'aéroport de Toulouse-Blagnac

## Trois convoyeurs de fonds blessés

Trois convoyeurs de fonds de la société Brinks ont été blessés au cours d'un hold-up commis mercredi soir 2 septembre dans la zone de fret de l'aéroport de Toulouse-Blagnac (Haute-Garonne) par six, sept ou huit malfaiteurs. L'attaque, qui n'a duré que quelques minutes, s'est produite au moment où un fourgon de la société s'apprêtait à transférer, comme cela se fait trois fois par semaine, d'importantes sommes d'argent dans un avion d'Air Inter.

Les agresseurs, masqués et armés de mitraillettes, sont arrivés à bord de trois voitures et ont délibérément ouvert le feu sur les employés de la société. Deux convoyeurs qui avaient déjà commencé le transbordement des sacs ont été fauchés par les rafales et gravement blessés aux jambes.

Les malfaiteurs ont alors obligé le chauffeur, resté au volant, à sortir de son véhicule. Après l'avoir assommé, ils se sont emparés des sacs contenant environ 25 millions de francs en devises, provenant de la principauté d'Andorre, et se sont enfuis à bord de leurs trois véhicules.

## Les parents d'enfants cancéreux seront hébergés près de l'institut Curie

« Les enfants atteints de cancer ont besoin de leurs parents pour guérir. » Partant de ce principe, la direction de l'institut Curie envisage d'ouvrir prochainement une « Maison des parents ». Il s'agit pour les responsables du service de cancérologie-pédiatrie (le professeur Jean-Louis Zucker et M<sup>me</sup> Françoise Rosenblatt) de rapprocher les enfants cancéreux hospitalisés de leur famille, en leur apportant un secours moral et matériel à un moment douloureux et souvent dramatique de leur existence. C'est un prolongement logique de la politique de courtoisie menée depuis dix ans par l'équipe soignante de ce service, alors que, dans la plupart des services de pédiatrie français, la présence des parents n'est ni souhaitée ni véritablement acceptée.

L'équipe de Curie a cherché à associer les parents aux différents aspects de la vie hospitalière (toilette, alimentation, réveil, coucher

et soins). « Cette collaboration est absolument capitale, explique M<sup>me</sup> Rosenblatt, surveillante de ce service car la rupture avec le milieu familial peut avoir des conséquences dramatiques. C'est pourquoi, aujourd'hui, nous voulons développer et organiser un réseau de soutien affectif et matériel des enfants et des familles. Notre « Maison des parents » aidera en particulier les familles des enfants qui habitent loin de Paris et pour lesquelles les déplacements et l'hébergement dans la capitale posent de gros problèmes. La prise en charge de la détresse est pour nous une priorité, et je n'ai pas honte, une fois de plus, d'avoir recours à la charité publique. »

Le projet de l'institut Curie impose, en effet, un financement exclusivement privé. Le lieu est retenu (un hôtel désaffecté de la rue Tournefort dans le cinquième arron-

dissement). Mais les fonds manquent. Sur les 10 millions de francs nécessaires (acquisition plus travaux), seuls 600 000 F sont actuellement disponibles et, en dépit de l'évidente dimension thérapeutique d'un tel projet, aucune prise en charge ne peut être assurée. Un appel au public sera donc prochainement lancé grâce à un « message de sollicitude » adressé à trois millions cinq cent mille foyers avec les concours des Postes et télécommunications (1). Si le public ne répond pas suffisamment, les responsables de l'institut Curie envisagent de faire appel au mécénat d'entreprise. Comme aux Etats-Unis, où une centaine de maisons de ce type ont pu être construites grâce au soutien de la société McDonald.

J.-Y. N.

(1) Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris. Tél. : 43-29-44-44. CCF 434 Paris.




هذا من لاجل



[illegible][illegible]

des schémas que comprendrait un enfant de 7 ans (vous avez un enfant de 7 ans?...), pour un prix que pourrait calculer son petit frère.

Monter un meuble pour descendre son prix, c'est une grande idée d'IKEA qui marche aussi pour les nouvelles idées...

**IKEA PARIS NORD II** : 2AC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE 21 PARIS NORD II TEL. 01.68.62.92.95 - LUN - A VEN : 12-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H  RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
**IKEA EVRY LISSES** : 21 LE CLOS AUX POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENNECY TEL. 01.64.97.66.66 - LUN - A VEN : 12-20 H - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H) - SAM. ET DIM. : 10-20 H  RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.  
**IKEA NANT** : (TPE CAL DU GRAND VIER, VAULE-EN-VELIN TEL. 20.70.20.20 - **IKEA VITROLLES** : EN 113 QUARTIER DU GRIPPON - VITROLLES TEL. 02.29.66.61.61 -  RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.



## Sports



## Les championnats du monde d'athlétisme

## Les petites moissons de l'Amérique

Jour de repos mercredi pour les deux du stade. Le pape, Jean-Paul II, en a profité pour recevoir dans sa résidence de Castel-Gandolfo deux champions du monde, trois ans après avoir été champion du monde d'athlétisme. Les responsables des équipes ont pour leur part tiré les conclusions des premières compétitions. Le grand enthousiasme américain d'Heideki et de Los Angeles — en l'absence des principaux pays de l'Est — a fait place à une certaine déception : les deux titres — Moses (400 m. haies) et Joyner (heptathlon) — en dix-huit épreuves sont une moisson sans rapport avec la fertilité du terroir athlétique

des Etats-Unis. En revanche, l'Afrique s'est facilement consolée de la disparition de la championne olympique Hailu et Moutawakel (400 m. haies) avec le retour en force dans le demi-fond des Kényans Kipkoech (10 000 m.) et Kouchellah (300 m.), retour qui devrait être conforté par le Marocain Aouita (5 000 m.) et le Nigérien Egbunike (400 m.). Comme d'habitude, les pays de l'Est ont assuré leur « trésorerie » avec les épreuves féminines : trois titres et neuf médailles au total pour l'URSS. La bonne sur-

prise provoquée par Jocelyne Villeton (marathon) ayant été effacée par les mauvais résultats de concurrents blessés — Caristan (110 m. haies), Morinière (100 m.), Marie-Rose (200 m.), Serge Elia (triple saut)... — une certaine nervosité, en partie provoquée par des déclarations intempestives de M. Bergelin, secrétaire d'Etat aux sports, a saisi l'équipe de France, mais cela stimulerait plutôt Gilles Quéval (200 m.), qui nous a confié aimer courir dans une ambiance orageuse.

A.G.

## 200 MÈTRES MASCULIN : Quenehervé en demi-finale

## Les espoirs d'un jeune sprinter

ROME de notre envoyé spécial

« Vous êtes en demi-finale des championnats du monde, trois ans seulement après avoir été champion pour la première fois des points. Comment le vivez-vous ? »

— Comme dans un rêve. J'ai du mal à réaliser. Il faut dire que j'ai brulé les étapes. Je n'ai découvert l'athlétisme qu'en passant le baccalauréat. J'avais pratiqué beaucoup de sports, mais jamais celui-ci. Les épreuves du bac me donnaient à choisir entre natation et athlétisme. Comme je ne nageais pas trop bien, j'ai préféré l'athlétisme. C'était

mon premier 100 mètres, je l'ai couru en 11 secondes avec des chaussures de tennis.

— Mais depuis, je me suis beaucoup entraîné pour arriver à 10 s 31 et 20 s 36 cette saison sur 100 mètres et 200 mètres. Pour développer ma puissance, j'ai découvert la musculation que je pratique avec les lanceurs du Racing. Ma présence ici est quand même la récompense de pas mal d'efforts.

— Avant la course à pied, vous avez été coureur cycliste sur piste. Est-ce que cela vous a servi ?

— Enormément. Mais davantage au niveau de la tête que des jambes. Lorsqu'il faut grimper des côtes à l'entraînement, rouler l'hiver comme été quelque soit le temps, le vélo est une formidable école de volonté. Pendant les deux années que j'ai pratiqué le cyclisme, j'ai appris la souffrance. Sur le stade, c'est plus facile.

Automobilisme  
Porsche se retire de la Formule 1

Après cinq années de collaboration avec McLaren, couronnées par deux titres mondiaux des constructeurs et trois titres des conducteurs pour l'Autrichien Niki Lauda et le Français Alain Prost, Porsche qui fournissait et assurait le développement de ses moteurs pour le compte de TAG (Techniques d'avant-garde), a annoncé officiellement, mercredi 2 septembre, son retrait de la Formule 1 à la fin de la saison. Les McLaren d'Alain Prost et du Brésilien Ayrton Senna seront équipées l'an prochain de moteurs Honda. La firme automobile allemande avait déjà fait part, fin juin, de son retrait du championnat du monde des voitures de sport. Prototypes après une septième victoire consécutive aux Vingt-Quatre Heures du Mans. Porsche qui vise à améliorer sa pénétration commerciale aux Etats-Unis, prépare une voiture pour les courses de Formule Indy (Indiansapolis) et prévoit, si un commanditaire se présente, préparer son retour en Formule 1 avec un moteur atmosphérique à partir de 1989.

supplémentaire. Je cours mieux quand je suis épuisé. C'est un peu pour provoquer sa réaction que j'ai levé le doigt à la manière de Menna lorsque j'ai gagné mon quart de finale.

— Quels sont vos ambitions pour l'avenir ?

— Les Jeux olympiques de Séoul bien sûr. Après, je ne sais pas. En 1988, j'aurai terminé mes études de marketing et de relations publiques à l'AFIS, (l'Association pour la formation du sportif de haut niveau) créée par l'escrimeur Philippe Riboud. Si je trouve un job intéressant dans la communication ou la publicité à ce moment-là, j'arrêterai peut-être la compétition. Le sport

n'est pas cent pour cent de ma vie. L'athlétisme me permet de faire des voyages et de vivre des moments merveilleux, mais ce n'est pas une fin en soi, ce n'est qu'un passage. Je n'ai pas l'intention de rester prisonnier du sport de haut niveau pendant dix ans.

— En dehors de mes études, j'aime sortir, aller au cinéma et lire. Actuellement je suis plongé dans le Prix d'excellence, un bouquin de marketing sur les secrets des entreprises américaines. C'est passionnant, mais il n'y a pas une ligne sur le secret des sprinters américains.

Propos recueillis par J.-J. BOZONNET.

## FOOTBALL : championnat de France

## Monaco se détache

Première division (Nouvelle journée)

*Nantes b. Marseille	1-0
*Cannes b. Monaco	1-1
*Toulon b. Paris-SG	1-0
*Bordeaux b. Nîmes	1-0
*Laval b. Montpellier	1-0
*Lille b. Metz	2-0
*Brest b. Metz	2-0
*Marseille b. Le Havre	2-0
*Nice b. Auxerre	1-0
*Saint-Etienne b. Lens	2-1

Classement. — 1. Monaco, 13 pts ; 2. Bordeaux et Paris-SG, 11 ; 4. Toulon, Marseilles, Nîmes et Saint-Etienne, 10 ; 5. Lille, Montpellier, Nîmes, Metz, Le Havre, Auxerre et Cannes, 8 ; 12. Laval et Brest, 7 ; 20. Lens, 6.

Deuxième division (Nouvelle journée)

*Socaux b. Tournai	1-0
*Lyon b. Châteauneuf	1-1
*Grenoble b. Montceau	1-1
*Clermont b. Alès	2-0
*Orléans b. Grenoble	1-1
*Nîmes b. Bastia	5-2

*Martigues b. Ajaccio	3-0
*Dijon et Le Puy	0-0
*Châteauneuf b. Istres	2-0

Classement. — 1. Socaux, 16 pts ; 2. Lyon, 14 ; 3. Montceau, 13 ; 4. Nîmes, Alès et Grenoble, 11 ; 7. Châteauneuf, 10.

GROUPE B

*Strasbourg et Dunkerque	1-1
*Rouen b. Caen	2-1
*Saint-Dizier et Quimper	1-1
*Valenciennes et Mulhouse	1-1
*Nancy et Reims	1-1
*Angers b. Lorient	2-0
*Abbeville b. Guingamp	1-0
*Metz b. Reims	0-0
*La Roche et Beauvais	1-1

Classement. — 1. Strasbourg, 15 ; 2. Rouen, 14 ; 3. Caen, 12 ; 4. Saint-Dizier, 11 ; 5. Angers, Mulhouse, Nancy et Abbeville, 10.

## TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

## Cash éliminé

Surprise, le mercredi 2 septembre à Flushing-Meadow, pour la deuxième journée des Internationaux des Etats-Unis : l'Australien Pat Cash, classé septième joueur mondial, a été battu par un petit protégé de Bjorn Borg, le Suédois Peter Lundgren. Pareille mésaventure a épargné les autres vedettes, même si le Suédois Stefan Edberg a rencontré quelque résistance face à l'Américain Derrick Rostagno.

Dans le camp français, Eric Winogradsky a obtenu sa qualification pour le deuxième tour. Isabelle Demongeot a fait de même chez les dames en sortant l'Argentine Mariana Perez-Roldan (6-2, 6-2) en revanche, Pascale Paradis et Catherine Tanvier ont été éliminées.

## Les résultats

## SIMPLES MESSIEURS

Premier tour (Entre parenthèses, la nationalité et le classement du joueur.)

Carlsson (Sué.) b. Jones (EU), 6-2, 6-1, 6-3 ; Kriek (EU) b. Drewett (Aus.), 6-1, 6-2, 6-1 ; Edberg (Sué.) b. Rostagno (EU), 6-3, 7-6 (7-0), 6-2 ; Wilander (Sué./3) b. Ross (EU), 6-1, 6-1, 6-1 ; Meier (Tch.) b. Novacek (Tch.), 6-3, 6-4, 7-6 (7/1) ; Cahill (Am.) b. Kuras (EU), 6-2, 7-5, 6-4 ; Flach (EU) b. Duncan (EU), 6-2, 7-6 (8/6), 6-0 ; Navratil (Tch.) b. de Palmer (EU), 4-6, 6-3, 1-6, 6-2, 7-5 ; Hasek (Sui.) b. Davis (EU), 6-2, 6-3, 2-6, 6-4, 6-4 ; Cammer (EU/6) b. Rive (EU), 6-1, 6-4, 6-4 ; Gomez (Eqn/9) b. Schapera (PB), 7-6 (7/1), 6-4, 7-5 ; Srebrer (Tch.) b. Matusewicz (EU), 6-7 (1/7), 7-6 (7/4), 7-5, 7-5 (7/2) ; Yano (Pac.) b. Hopman (EU) bat C. Tanvier (FR.), 7-6 (7/3), 6-1 ; S. Tanvier (FR.), 7-6 (7/3), 6-1 ; P. Tarabini (Arg.) bat P. Medrado (Bré.), 5-7, 6-1, 6-3 ; S. Hanika (RFA) bat K. Okamoto (Jap.), 6-0, 6-1 ; P. Huber (Aut.) bat C. McGregor (EU), 6-1, 6-4 ; R. Fairbank (Afr.) bat B. Gerken (EU), 1-6, 6-4, 6-2 ; E. Smylie (Aus.) bat E. Plaff (RFA), 6-4, 7-5 ; C. Benjamins (EU) bat M. Taves (EU), 6-3, 7-5 ; P. Shriver (EU) bat W. White (EU), 6-3, 6-3 ; M. Maleeva (Bul.) bat Kathy Jordan (EU), 7-5, 6-2 ; L. Golarsa (Ita.) bat M. Werdal (EU), 7-5, 6-6, 6-2.
--

## SIMPLES DAMES

Premier tour

S. Meier (RFA) bat S. Walsh-Pete (EU), 7-5, 6-3 ; D. van Rensburg (Afr.) bat Vilagran (Arg.), 6-2, 6-0 ; A. Hingis (GB) b. Minter (Aus.), 6-4, 7-5 ; C. Bassat (Can.) bat D. Bates (Austral.), 6-4, 6-2 ; J. Durie (GB) b. A. Minter (Aus.), 6-4, 6-2 ; M. Paz
--

(Arg.) bat G. Fernandez (FR.), 6-4, 6-2 ; K. Shmider (Afr.) b. J. Russell (EU), 6-2, 6-3 ; B. Bange (RFA) bat M. Piatek (EU), 6-3, 7-5 ; N. Diaz (Bré.) bat A. Sanchez (Esp.), 6-4, 6-2 ; E. Burgin (EU) bat M. Javer (EU), 7-5, 6-4 ; S. Graf (RFA) bat B. Fulco (Arg.), 6-0, 6-3 ; N. Zvereva (URSS) bat P. Paradis (Fr.), 6-3, 6-3 ; N. Tansel (Fr.) bat H. Hudloff (EU), 6-4, 6-2 ; L. McNeil (EU/11) bat R. Zrubkova (Tch.), 6-3, 6-1 ; L. Demongeot (Fr.) bat M. Perez-Roldan (Arg.), 6-2, 6-2 ; J. Novotna (Tch.) bat S. Parkhomenko (URSS), 6-1, 7-6 (7/1) ; K. Maleeva (Bul.) bat V. Nielsen-Dunbar (EU), 6-1, 6-1 ; L. Gildemeister (Pac.) bat L. Garsone (Ita.), 6-3, 2-6, 6-4 ; W. Turnbull (Aus.) bat B. Gadusek (EU), 6-2, 6-1 ; I. Kuczynska (Pol.) bat Grace Kim (EU), 6-4, 6-1 ; B. Nagelsen (EU) bat C. Tanvier (FR.), 7-6 (7/3), 6-1 ; P. Tarabini (Arg.) bat P. Medrado (Bré.), 5-7, 6-1, 6-3 ; S. Hanika (RFA) bat K. Okamoto (Jap.), 6-0, 6-1 ; P. Huber (Aut.) bat C. McGregor (EU), 6-1, 6-4 ; R. Fairbank (Afr.) bat B. Gerken (EU), 1-6, 6-4, 6-2 ; E. Smylie (Aus.) bat E. Plaff (RFA), 6-4, 7-5 ; C. Benjamins (EU) bat M. Taves (EU), 6-3, 7-5 ; P. Shriver (EU) bat W. White (EU), 6-3, 6-3 ; M. Maleeva (Bul.) bat Kathy Jordan (EU), 7-5, 6-2 ; L. Golarsa (Ita.) bat M. Werdal (EU), 7-5, 6-6, 6-2.

● CYCLISME : championnats du monde sur route. — L'Italie a causé une surprise en s'adjugeant le titre mondial du 100 kilomètres contre la montre par équipes, mercredi 2 septembre à Villach, près de Vienne (Autriche). Les Italiens ont précédé les Sovétiques de 12 s et les Autrichiens de 1 min 59 s. Les Français ont terminé quatrième, à 2 min 8 s.

● SPORTS ÉQUESTRES : Paul Schockemoehle prend sa retraite. — A la suite de la grave blessure subie par son cheval, Deister, à l'occasion des derniers championnats d'Europe de saut d'obstacles disputés à Saint-Galle (Suisse), le cavalier ouest-allemand Paul Schockemoehle a annoncé, mercredi 2 septembre, qu'il se retirait des compétitions à quarante-deux ans.

## Deux ans après la tragédie du stade de Heysel

## Vingt-six « hooligans » britanniques vont être extradés vers la Belgique

Des gendarmes belges se rendront le 7 ou 8 septembre prochains à Londres pour prendre « livraison » des vingt-six « hooligans » britanniques impliqués dans la tragédie qui, le 29 mai 1985, avait fait trente-neuf morts lors de la finale de la coupe d'Europe de football au stade de Heysel, à Bruxelles. Après plus de deux ans de bataille juridique, le ministre britannique de l'Intérieur, M. Douglas Hurd, a signé, le mercredi 2 septembre, l'ordre d'extradition des vingt-six supporters du club de Liverpool.

BRUXELLES de notre correspondant

A leur arrivée à Bruxelles, les vingt-six « Rouges » seront entendus au palais de justice de la capitale belge par le juge d'instruction chargé du dossier. Après les avoir écoutés un par un, le juge devra décider, ce qui me semble faire aucun doute, de leur inculpation. Les hooligans seront ensuite conduits à la prison de Louvain. A Bruxelles, on estime que le procès proprement dit ne devrait pas s'ouvrir avant la fin de l'année.

Il serait lamentable que ces gendarmes fussent office de bons Français dans une affaire où les autorités belges ont d'écrasantes responsabilités, a déclaré l'un des principaux défenseurs du dossier, sir Harry Livermore, en appuyant la décision, depuis la délivrance de mandats d'arrêt contre leurs jeunes clients, en septembre dernier, les avocats britanniques chargés de leurs défenses avaient réussi à bloquer la procédure à plusieurs reprises. Ensuite les recours les uns après les autres, ils avaient saisi la Haute Cour de justice, qui a cassé au mois d'avril pour vice de forme la décision d'extradition prise en première instance.

En juillet, l'affaire était portée devant la chambre des lords, la plus haute instance judiciaire au Royaume-Uni. Elle a tranché en faveur du dernier obstacle à la comparution des accusés devant les tribunaux belges. Il ne restait dès lors plus à M. Douglas Hurd qu'à entamer une extradition collective sans précédent dans

les annales judiciaires du pays. Le Royaume-Uni, à la différence de la plupart des autres pays européens, accepte que ses nationaux soient jugés dans le pays où ils ont commis leur délit à condition qu'un traité d'extradition existe, ce qui est le cas avec la Belgique.

Bill Sergeant, super intendant de la police chargé de l'enquête par le gouvernement britannique, a expliqué dans une interview publiée le 2 septembre dans « Le Soir » de Bruxelles comment les coupables avaient été identifiés. « Dans un premier temps, s'il est confié, nous avons demandé aux photographes de tous les organes de presse britannique de nous fournir des copies des clichés réalisés au Heysel. Nous avons sélectionné les images les plus significatives (...). Ces images ont été diffusées dans la presse nationale et régionale avec invitation aux lecteurs de nous téléphoner s'ils reconnaissaient l'un ou l'autre des supporters ».

JOSE-ALAIN FRALON.

OFFICIERS MINISTÉRIELS  
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 24 SEPTEMBRE 1987 à 14 h au 2<sup>e</sup> étage du bld. B, enc. 3, comp. hall, salle de séance, 2<sup>e</sup> ch. cuisine, office, salle de bain, 2 placards, dégagement, w.c., loggia, éch. CAVÉ - GARAGE - CHAMBRE. VILLE-D'AVRAY (92) 46-48, rue de Sévres et 2-4, chemin Desvallières. MESE A PRIX : 228 000 F - S'adresser à M<sup>re</sup> Robert GARDES, avocat aux barreaux des Hauts-de-Seine, 37, rue Gambetta, 92800 PUTEAUX. Tél. 47-76-19-52. Sur place pour visiter (s'adresser au gardien).

Vente sur mise à ench. au Palais de Justice de BOBIGNY Mardi 15 septembre 1987 à 13 h 30 PAVILLON D'HABITATION sis à VILLEPINTE (93) 25, avenue de Sully « Le Vert Gai » de 4 pièces principales avec cave et jardin. MESE A PRIX : 5 000 F Pour tous renseignements s'adresser : 1<sup>er</sup> A la SCP MARSIGNY, avocats, dépositaires d'un cop. au cad. des charges, tél. 43-05-67-36. 2<sup>e</sup> Au greffe du Tribunal de grande instance de BOBIGNY où le cahier des charges est déposé. 3<sup>e</sup> Sur les lieux pour visiter.

**Air Shot**  
COMPAGNIE  
Vêtements de golf  
Fabricant - détaillant  
10, rue Faidherbe  
75011 PARIS  
Téléphone : 40-09-07-00.

**BACHELIERS**

**SAINT-XAVIER COLLEGE**

(CHICAGO) s'installe à PARIS

4 ANS DE FORMATION SUPERIEURE  
AU MANAGEMENT - MARKETING - FINANCE

COURS BILINGUES

1<sup>er</sup> CYCLE 2<sup>e</sup> CYCLE 3<sup>e</sup> CYCLE

1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années à Paris

**BBA**  
Bachelor of Business Administration  
Paris-Chicago

**MBA**  
Master of Business Administration  
Paris-Chicago

Renseignements : Saint-Xavier College, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : 42.66.40.70

1<sup>er</sup> cycle ☐ 2<sup>e</sup> cycle ☐ 3<sup>e</sup> cycle ☐

NOM ..... PRENOMS .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... LOCALITE .....

TELEPHONE ..... DATE .....

NIVEAU D'ETUDES .....

**ADMISSION**

1<sup>er</sup> cycle : Baccalauréat.  
2<sup>e</sup> cycle : Diplômés du 1<sup>er</sup> cycle.  
3<sup>e</sup> cycle : Licence - Maîtrise, expérience professionnelle de 2 à 3 ans avec position cadre.

لکھنؤ میں ایچ



# Le Monde DES LIVRES



Angelo Rinaldi vu par Alice Springs.

## Angelo Rinaldi dans les tourbillons de la mémoire

**Les roses de Pline, un roman foisonnant qui entremêle la vie et la mort et nous entraîne dans une étonnante promenade au Père-Lachaise**

**M**ALGRÉ la référence de son titre à un auteur latin, *Les roses de Pline*, le septième roman d'Angelo Rinaldi, ne doit rien à l'Antiquité. Il doit, tout au contraire, à la Corse, où « les plus belles maisons sont des tombeaux », au Paris des années 60, enfin à un Père-Lachaise d'aujourd'hui, parcouru en tous sens et révélateur de bien curieux manèges.

### Une redoutable connaissance des êtres

Au centre de presque tous les romans de Rinaldi se trouve un narrateur d'origine insulaire qui est monté dans la capitale, où il a bien fait son trou. Il se remémore aux alentours de la quarantaine, quand déjà l'âge commence à flétrir sa beauté, sa jeunesse corse, ses débuts parisiens et le destin d'une foule de personnages, importants ou obscurs, qu'il a côtoyés là-bas ou ici.

Cette résurgence du passé est des plus capricieuses. Elle épouse et combat le désordre des souvenirs ; car si elle mêle les époques, saute d'un lieu à un autre, revient sur des personnes ou des épisodes déjà évoqués, elle les recompose,

les entrecroise, à l'intérieur d'une longue phrase, grâce à un jeu d'associations d'idées, de mots, de couleurs, de sons, d'images. On se trouve ainsi immergé, et jusqu'au vertige, à l'intérieur d'une conscience, qui note et réfléchit.

Nous ne sommes pas très loin, avec ces *Roses de Pline*, des *Jardins du consulat*, paru il y a trois ans. L'œuvre était nommée dédiée à une femme peinte comme une grande bourgeoise du quel Malagouais. Le narrateur avait recueilli sa chatte. C'était cette bête malade et qu'il allait falloir piquer, puis enterrer dans un extraordinaire cimetière d'animaux — une nécropole déjà.

Une femme domine à nouveau *Les roses de Pline*, mais cette fois, c'est une Corse. Angelo Rinaldi en fait un portrait éclatant. Cette Rose est une créature pleine de vie, de gaieté, de bonté, de solide équilibre et de lucide

courage. Son authenticité flamboyante fait ressortir la fausseté des autres personnages qui peuplent le roman. Qu'ils soient de Corse ou de Paris, on ne cessera d'obtenir sur eux des révélations qui contredisent leurs apparences ou les idées qu'on s'était faites sur eux.

Avec son goût du bonheur et son aptitude à le satisfaire, Rose a vécu à sa guise, en femme entreprenante. D'origine plutôt modeste, presque paysanne, elle garde le tombeau des Giu-

liani, d'anciens seigneurs de l'île. En outre, les hasards d'une mésalliance ont fait d'elle la tutrice d'un riche bourgeois, orphelin à dix ans, héritier de la villa des Palmiers, avec fenêtres à balcon, hall à colonnes, parc avec « roses de Pline ». C'est lui le narrateur.

Rose l'a pris sous son aile. Elle lui a donné une éducation à son image, libre et forte, le mettant entre les mains d'un étrange précepteur, un ancien fasciste qui doit sa culture, mais aussi sa redoutable connaissance des êtres et surtout des puissants de naguère, au séjour qu'il a fait, après la Libération, dans un pénitencier.

Entre ces deux êtres, entre le tombeau des Giuliani, égaré par les cris d'un poulailler, et la villa des Palmiers où il écoutait les racontars instructifs de son précepteur, le garçon avait mené une existence heureuse. Il était riche. On l'avait toujours traité en adulte. A quinze ans, on lui avait procuré une maîtresse peu encombrante. De quoi se féliciter, paradoxalement, de ne pas avoir eu d'enfance.

### Les vices des autres

Quand il avait fallu vendre la villa des Palmiers, Rose, toujours elle, avait, grâce à son amant qui l'avait achetée au double de sa valeur, mené l'affaire au mieux des intérêts du jeune homme. Celui-ci était arrivé à Paris nanti d'une confortable aisance. Les petits cafés d'artistes, les boîtes à garçons qui commençaient à s'ouvrir et dans lesquelles le narrateur venait chercher, non son plaisir, mais la satisfaction d'être admiré par les hommes, le superbe hôtel du Marais où trônait une douzière russe au lourd passé, lui avaient composé une bohème nonchalante et dorée.

Mais tous ceux qu'il avait connus alors étaient morts ou bien l'avaient déjà trahi. L'homme qu'il était devenu menait une vie solitaire, sans attache, sans passion, seulement attentif à déchiffrer les secrets des autres, leurs vices, leurs tares.

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire la suite page 16.)

## FEMININ PLURIEL

### Narratrices d'un monde qui s'achève

**Josyane Savigneau a commencé ses rencontres avec « les dames de la rentrée » par une visite à Marie Redonnet, Claude Tardat et Viviane Forrester.**

**Q**UEL plaisir d'entamer la rentrée dite littéraire avec Marie Redonnet ! Elle revient discrètement, comme à son habitude, avec un troisième roman, *Rose Mélie*. Rose, bref, sobre, fort, comme les deux autres, *Splendid Hôtel* et *Forever Valley* (1). Il n'est pas la suite, mais c'est ce qui, après coup, apparaît comme un triptyque. Dans chaque récit, une voix de femme — vieillissante dans le premier, jeune fille dans le deuxième, adolescente dans le troisième — raconte un lieu qui se vide, des vies qui se défont, des destins sans espoir : sans se plaindre, sans explications appuyées, sans « psychologisme », sans cris, et sans « faire de phrases ». Des ensembles où l'on suit, dans la tension, dans l'attente du désastre, sans pouvoir se détacher du récit, d'infinies narratrices constatant, sans rien anticiper, la fin d'un monde.

Mélie a douze ans tout juste — et ses premières règles — quand Rose meurt, dans la maison de la cascade où elle l'a élevée. Rose avait découvert Mélie bébé, abandonnée dans une grotte alentour. Mélie, alors, délaissée l'unique maison de la cascade et descend à Oat, au bord de la mer, le port d'où l'on quitte l'île pour le continent. Et tout le monde, à Oat, part pour le continent. Excepté les vieux, qui restent et meurent. Mélie veut rester, et vivre : travailler à Oat, aimer, avoir des enfants qui demeureront sur l'île. Elle trace pas à pas ce chemin, raconte minutieusement ses rencontres, ses espoirs. Jusqu'au jour de ses seize ans. Mélie est triste, mais pas comme ses « compagnes », les narratrices de *Splendid Hôtel* ou *Forever Valley*. Plus détendue, plus vivante, moins froide, la voix moins blanche même si son échec est aussi assuré.

Marie Redonnet parle de son travail comme elle écrit ses

livres : sans en rajouter, sans se croire inspirée, sans expliquer que ses personnages lui « échappent ». Bref, lucidement, simplement. « Je n'avais jamais songé à être écrivain. A l'école, j'étais douée en mathématiques, mais bloquée en rédaction. Il y a dix ans, à vingt-sept ans, j'ai entamé une analyse qui devait durer sept ans. Je souhaitais devenir moi-même analyste. Je me trompais. Dans la seconde partie de l'analyse, j'ai commencé d'écrire des poèmes, des fragments, sur le modèle du haïku japonais. Le roman me paraissait hors de portée. Pourtant, fin décembre 1985, j'ai terminé *Splendid Hôtel*. »

« Je sais, ajoute Marie Redonnet, que je possède une unité de phrase assez pauvre. Il faut, à mon avis, assumer sa maîtrise de départ et la travailler, plutôt que vouloir la transformer, faire de belles phrases avec de beaux adjectifs. L'important, c'est la syntaxe, qui est, chez moi, tantôt pauvre elle aussi, tantôt sophistiquée. »

Quand Marie Redonnet se met à sa table de travail, « pendant quinze, vingt jours, il ne se passe rien ». Elle reste silencieuse devant sa feuille blanche. Puis elle écrit un premier jet, dont elle ne garde qu'un ou deux éléments. Et tout le monde, à Oat, part pour le continent. Excepté les vieux, qui restent et meurent. Mélie veut rester, et vivre : travailler à Oat, aimer, avoir des enfants qui demeureront sur l'île. Elle trace pas à pas ce chemin, raconte minutieusement ses rencontres, ses espoirs. Jusqu'au jour de ses seize ans. Mélie est triste, mais pas comme ses « compagnes », les narratrices de *Splendid Hôtel* ou *Forever Valley*. Plus détendue, plus vivante, moins froide, la voix moins blanche même si son échec est aussi assuré.

JOSYANE SAVIGNEAU.  
(Lire la suite page 15.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

### Le français et les siècles, de Claude Hagège Il n'y a pas le feu

**L**ES Français vivent très mal le recul de leur langue dans le monde. Ils l'imputent aux vilains Américains, qui auraient juré la perte de ce trésor de clarté universel. Devant l'inductible, il ne nous resterait qu'à prohiber autoritairement les anglicismes et à resserrer le dernier carré des francophones. Ce purisme protectionniste sur fond de délire obsessionnel et de baroud d'honneur tient lieu de doctrine officielle depuis les années 60 où Etienne déclara la guerre au « français ».

Un tout autre diagnostic et une toute autre thérapeutique sont proposés cet automne par un expert de poids. Une génération a passé, et cela se sent : Claude Hagège pourrait être le fils d'Etienne, dont on verra qu'il prend fréquemment le contre-pied. Professeur comme son devancier, il n'est pas compétent de formation, mais linguiste. Il enseigne à Poitiers et à l'Ecole pratique des hautes études. On lui doit des essais techniques sur des dialectes parlés à Nganha, au Tchad, en Colombie britannique, en Micronésie.

Il y a deux ans, Hagège a tiré quelques leçons générales de son expérience dans *L'homme de paroles*, qui est devenu un best-seller grâce, notamment, à une étonnante prestation télévisée — tant il est vrai qu'aujourd'hui l'éclat médiatique des auteurs s'ajoute, ou non, à la valeur intrinsèque des ouvrages.

Ebloui par ce polyglotte disert, le grand public découvrait avec bonheur que le savoir pointu n'exclut pas le parler limpide, ni les convictions passionnées, ni la séduction. La manie moderne des formules a fait dire — un peu vite mais qu'importe... — que la succession de Georges Dumézil était assurée, du moins quant à l'érudition chameuse...

On le savait par la lecture de *L'homme de paroles* et par son succès audiovisuel : Claude Hagège n'est pas homme à s'affoler sans raison. S'il voue d'emblée son attachement tremblant à la langue maternelle qui l'a

constitué et qu'il préfère, en connaissance de cause, aux nombreux autres idiomes qu'il pratique, il ne partage pas l'anxiété des puristes plus ou moins compétents qui s'expriment habituellement sur le sort du français dans le monde.

Pour résumer, la situation, selon lui, n'est pas dramatique. Il n'y a pas le feu ! Il n'y a pas lieu, en tout cas, de ressentir l'expansion et les contaminations de l'anglo-américain comme un détournement du français. Les emprunts en tous sens sont une donnée constante de l'histoire des langues. Longtemps ces échanges se sont effectués à notre avantage : lors du déferlement francocanadien en Angleterre après la conquête de 1066, ou à travers l'Europe, du dix-septième siècle à la fin du dix-neuvième. Nous nous gardions alors de contester le processus...

**A** l'appui de son relatif optimisme, l'auteur de *La Structure des langues* observe que les intrusions de l'anglais ne touchent pas au noyau dur de notre syntaxe, à la formation de nos pluriels ou de nos verbes, très diversifiés. Si certains accords de participes disparaissent, c'est spontanément, et des emprunts de vocabulaire n'ont pas duré, comme *self*, vite remplacé par « libre », *spleen*, devenu « cafard », ou *yacht*, qu'ont chassé « voile » et « plaisance ». Notre ordre des mots dans la phrase, et nos sons, se maintiennent.

Les échanges sont à évaluer sur une longue durée, et selon les domaines touchés. Les termes techniques qui nous colonisent sont relativement peu usités. Les emprunts à l'anglais représentent 2,5 % du lexique, mais seulement 0,6 % de fréquence dans les discours. Dans le monde, on n'a recensé, de janvier à mai 1977, qu'un mot anglais sur cent sobriante-ah...

(Lire la suite page 17.)

## Internationaux des Etats-Unis

### Cash éliminé

Le 2 septembre à Flushing-Meadow, pour la septième fois, l'Australien Pat Cash, âgé de 22 ans, a été battu par un petit protégé de l'école américaine, le Californien Tim Lincecum, 21 ans, qui a remporté son premier titre de champion du monde en tennis. Cash, qui a obtenu sa qualification en tant que favori, a fait de même chez les hommes. Tim Lincecum a battu le champion en titre, le Californien Andre Agassi, 21 ans, en deux sets.

### Les résultats

**JOUEURS**  
1. Tim Lincecum (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Andre Agassi (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Pat Cash (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. John McEnroe (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Ivan Lendl (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Jimmy Connors (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. John Newcombe (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Ken Rosewall (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Roy Emerson (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Neale Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
11. Fred Stolle (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
12. John Hines (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
13. Peter Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
14. John Hines (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
15. Peter Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
16. John Hines (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
17. Peter Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
18. John Hines (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
19. Peter Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
20. John Hines (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEUSES**  
1. Martina Navratilova (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Chris Evert (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Billie Jean King (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. Rosemary Carter (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Margaret Court (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEURS**  
1. Tim Lincecum (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Andre Agassi (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Pat Cash (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. John McEnroe (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Ivan Lendl (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Jimmy Connors (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. John Newcombe (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Ken Rosewall (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Roy Emerson (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Neale Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEUSES**  
1. Martina Navratilova (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Chris Evert (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Billie Jean King (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. Rosemary Carter (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Margaret Court (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEURS**  
1. Tim Lincecum (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Andre Agassi (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Pat Cash (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. John McEnroe (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Ivan Lendl (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Jimmy Connors (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. John Newcombe (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Ken Rosewall (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Roy Emerson (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Neale Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEUSES**  
1. Martina Navratilova (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Chris Evert (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Billie Jean King (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. Rosemary Carter (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Margaret Court (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEURS**  
1. Tim Lincecum (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Andre Agassi (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Pat Cash (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. John McEnroe (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Ivan Lendl (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Jimmy Connors (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. John Newcombe (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Ken Rosewall (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Roy Emerson (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Neale Fraser (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.

**JOUEUSES**  
1. Martina Navratilova (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
2. Chris Evert (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
3. Billie Jean King (USA) 6-2, 6-1, 6-0.  
4. Rosemary Carter (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
5. Margaret Court (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
6. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
7. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
8. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
9. Margaret Smith (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.  
10. Evie Dungey (AUS) 6-2, 6-1, 6-0.



## ART

Dans la proximité  
de Velickovic

L'illustration n'est pas la seule forme de dialogue entre le peintre et le poète. Un plus subtil échange peut s'instaurer lorsque celui qui agence les mots, qui cherche un sens par la parole, rencontre réellement l'œuvre d'un artiste s'exprimant en lignes et en couleurs.

D'une telle rencontre est né le livre d'André Velter, publié chez Fata Morgana, *Velickovic, l'épouvante et le vent* (1). On connaît l'œuvre de Vladimir Velickovic, peintre d'origine yougoslave, qui vit et travaille à Paris depuis la fin des années 60, grâce aux nombreuses expositions qui ont eu lieu, en particulier dans la capitale : œuvre sombre et tourmentée, où la violence, pour les toiles exécutées ces dix ou ces quinze dernières années au moins, est celle de la tension des corps en mouvement, pliant ou s'arc-boutant, en marche, courant ou à l'arrêt, corps torturés, mutilés mais défiant, contre toute violence, au bord du gouffre, une intégrité à la fois grandiose et dérisoire, une dignité désespérément humaine...

A la différence de Francis Bacon, dont on pourrait vouloir le rapprocher, Velickovic cherche à exprimer une énergie organique, vitale. Il ne travaille pas, comme le peintre anglais, dans la décomposition concertée, raisonnée, des visages et des corps figés dans une sidération tragique.

« La parole peut-elle naître en regard, surgir de la matière même des images ? » En posant cette question au seuil de son livre, André Velter définit l'espace dans lequel il entend inscrire son texte : parole qui veut « naître » et « surgir » de l'œuvre regardée, parole volontairement, essentiellement dépendante. Les poèmes « en regard » des reproductions en noir et blanc — parti pris qui accentue la proximité avec le texte écrit — prennent acte de l'effet produit, de la communion engendrée par les toiles de l'artiste. Ainsi, quand Velter note la « densité », le « passage en force », de l'homme de Mybridge, œuvre datée de l'année 1968, ou, à propos de cette autre toile, intitulée *Exit Fig. XVII*, «...l'ultime jeu d'ombre et de lumière/Au ras des muscles/L'ultime repère de qui s'exile à jamais ».

Au-delà donc de l'illustration, mais aussi de la description ou du commentaire, le regard, l'écriture de l'écrivain, se tiennent, comme dirait Claudel, « à l'écoute » des figures en mouvement de Velickovic, de ses drames peints qui mettent à nu une « histoire à l'agonie ».

P. Ké.

★ **VELICKOVIC, L'EPOUVANTE ET LE VENT**, d'André Velter, Fata Morgana, trente-neuf reproductions, 96 p., 96 F.

(1) Le même éditeur a publié voici dix ans, sous le titre *La Prison chiffrée du temps*, des poèmes d'André Velter pour lesquels Velickovic avait exécuté des gravures : la « rencontre » et le « dialogue » sont donc anciens...

## ALBUM

Passions  
corses

« J'aime à me redire tous ces détails. Il me semble que nous tournons encore dans les chemins du maquis, que j'arrache encore en passant les fruits rouges de l'arbutus et les petites fleurs blanches des myrtes. » La mélancolie qui s'emparait de Gustave Flaubert, en 1840, au retour de son voyage en Corse, est contagieuse. Tous ceux qui ont séjourné dans ce pays ne pourront manquer d'éprouver les mêmes regrets, en lisant et regardant cette nouvelle livraison de la revue *Double Page*, consacrée à une île que l'actualité met souvent en avant sans qu'on la connaisse mieux pour autant.

C'est un photographe gascon, Jean-Michel Labat, tombé amoureux de la Corse, qui a fourni les illustrations de ce numéro. Parfois somptueuses, elles dévoilent un peu de ces paysages qui semblent éternellement figés dans leur douceur et leur sauvagerie mêlées : de vieilles maisons de Sartène, les massifs inquiétants du cap Corse, et, vues de la mer, au loin, les neiges éternelles.

Des textes de Prosper Mérimée et de Gustave Flaubert accompagnent les photographies. Mais pourquoi n'avoir pas fait aussi appel aux auteurs régionaux ?

SANDRINE TREINER.

★ **DOUBLE PAGE**, n° 47, 48 p., 75 F., éditions La Marge, Ajaccio. Diffusion : Librairie Fata Morgana, 108, rue du Chemin-Vert, 75011 Paris.

Signalons la parution, toujours aux éditions La Marge d'Ajaccio, d'un recueil de nouvelles *L'île intérieure* de M.-C. Martin Gistucci (247 p., 110 F.), et d'un livre rassemblant des textes anciens — du VII<sup>e</sup> siècle avant J.-C. au X<sup>e</sup> siècle de notre ère, — sur la Corse, *Corsica classica*, d'Olivier Jehasse (186 p., 120 F.).

## ARCHEOLOGIE

Un tour de la France  
préromane

Qui connaît la chapelle Saint-Jean-Baptiste d'Argenteuil, dont l'élégante et robuste masse quadrangulaire orne la couverture de ce *Paysage monumental de la France autour de l'an 1000* ? Il faut se rendre à l'évidence : on peut encore, en 1987, présenter un monument rigoureusement inédit situé aux portes de Paris.

C'est au millénaire capétien, aux recherches et aux colloques qu'il suscite, qu'on doit la publication de ce bilan des monuments du dixième siècle, où chacun découvre avec plaisir, région par région, ce que l'on peut voir ou au moins savoir du paysage bâti de cette haute époque. D'Alsace en Aquitaine, et même en Catalogne, de Bretagne en Provence, en passant par la Bourgogne et l'Auvergne, c'est à un

tour de la France préromane que nous convient plus de cent vingt spécialistes réunis et brillamment introduits par Xavier Barral i Altet.

Mais la grande nouveauté de ce volume est de confronter ce que l'on sait des monuments religieux, objets traditionnels de l'archéologie médiévale, à ce que nous apprend la fouille des villages et des fortifications. Cette nouvelle archéologie a fait des progrès décisifs depuis une vingtaine d'années. Elle essaie de répondre aux questions posées par les historiens. Qu'est-ce qu'un village dans ces années 950-1050, qui semblent bien être le moment décisif de leur implantation, en même temps que celui de la communauté rurale et de la paroisse ? Quelle est l'importance des fortifications, et singulièrement du château, pour la fixation du peuplement et pour l'organisation des pouvoirs dans la société féodale naissante ?

Loïn du mythe romantique du siècle de fer et des terreurs de l'an mil, le paysage de la France des premiers capétiens apparaît comme jalonné d'expériences prometteuses.

MICHEL SOT.

★ **LE PAYSAGE MONUMENTAL DE LA FRANCE AUTOUR DE L'AN 1000**, sous la direction de Xavier Barral i Altet, éd. Picard, 797 p., 750 F., jusqu'au 30-9-1987, 950 F. ensuite.



CAGNAT.

SCIENCES  
HUMAINESLes Indo-Européens  
et le Caucase

Georges Dumézil ne voulait pas de disciples. Il souhaitait que les chercheurs travaillant à sa suite fissent leurs propres découvertes. Georges Charachidzé, spécialiste du domaine caucasien, fut de longue date l'un de ses étudiants, puis de ses compagnons d'armes. Il jette à présent une vive lumière sur des dossiers laissés en suspens par le maître disparu. Au fil d'un petit livre aussi clair que savant sur la

mémoire indo-européenne du Caucase, il dissipe des malentendus et expose de nouvelles perspectives.

Les Ossètes sont un peuple du Caucase, mais d'origine indo-européenne. Les travaux de Dumézil ont mis en lumière, dans la version ossète de l'épopée des Nartes, les survivances du schéma trifonctionnel propre à l'idéologie des Indo-Européens. Ce schéma survivait chez les Ossètes, bien qu'il fût devenu aussi étranger à leur pratique sociale qu'à celle de leurs voisins Tcharkesses, Abkhasses et autres, chez qui il n'apparaît pas. A ce propos, Dumézil eut le malheur de parler, pour faire image, de « sélons héréditaires ».

Cette formule a donné lieu à des interprétations abusives. On a cru pouvoir y lire je ne sais quelle hypothèse bioculturelle comme si les cerveaux ossètes étaient aptes à l'application des schémas ancestraux, tandis que d'autres cerveaux caucasiens (trop obtus ?) en demeurent incapables. En reprenant tout le dossier, Georges Charachidzé fait table rase de ces éruditions.

Il met en lumière le fait que d'autres peuples caucasiens, sans filiation avec les Indo-Européens, tels les Svanes, ont su importer et maîtriser avec beaucoup de finesse les schémas tripartis dans leur théologie, alors même qu'ils en délaissent l'application dans le domaine de l'épopée.

Mais qui a pu leur transmettre ? Georges Charachidzé fait remonter de l'oubli les Aïeux, qui vécurent jusqu'au douzième siècle dans une région située autour du col de K'uhori, et dont le nom figure encore, à cette place exacte, sur une carte de Géorgie dressée en 1766 sous les auspices du duc de Choiseul... Bref, ce volume concis et caustique procure un savant plaisir.

R.-P. D.

★ **LA MÉMOIRE INDO-EUROPEENNE DU CAUCASE**, de Georges Charachidzé, Hachette, coll. « Textes du XX<sup>e</sup> siècle », 150 p., 52 F.

## LA VIE LITTÉRAIRE

## Une mer de livres sur un voilier

Le temps d'un été, *Fleur-de-Lampaul*, un ancien voilier breton, a été transformé en librairie. Deux mois durant, il a croisé au large des côtes atlantiques, toutes voiles dehors. Cette « croisière de livres » a attiré plus de cent mille visiteurs. Pour l'une de ses dernières étapes, il a fait escale à La Rochelle.

Fascinés, les enfants barbouillés de pâtes encore chaudes en ont délaissé la fête foraine voisine : bouche bée, ils se sont joints à la cour attentive de badauds intrigués qu'attire tous les jours *Fleur-de-Lampaul*. Un voilier caboteur classé monument historique est toujours une attraction. A plus forte raison lorsqu'il s'est transformé en librairie flottante. « Nous avons découvert cette gabare à Noirmoutier », explique François Wiscart, de la librairie Beaulreton, à Nantes. « Nous voulions être présents sur la côte pendant les vacances. Nous avons donc décidé de la louer et d'organiser une croisière du livre ».

Le projet exigeait un budget de 800 000 francs... et une masse d'autorisations en tout genre. Pendant huit mois, François Wiscart et sa femme Dominique, tenaces, ont convaincu un à un les éditeurs, les municipalités et les capitaineries. Les rares récalcitrants doivent aujourd'hui se mordre les doigts : depuis son départ, au début du mois de juillet, *Fleur-de-Lampaul* a épuisé les 15 000 titres embarqués à Nantes et reçu près de 100 000 « visiteurs ». « Je préfère ce mot à celui de lecteurs », précise François Wiscart. Souvent, nous accueillons des gens qui n'ont pas l'habitude d'entrer dans des librairies. Ici, ils ont découvert des collections ou des auteurs. C'est notre plus grande satisfaction.

Une grand-mère rochelaise traverse la passerelle de bois en serrant contre elle un sac en papier, visiblement ravi. « Je suis montée à bord pour visiter le voilier, avoue-t-elle, mais j'ai fini par acheter une bande dessinée pour mon petit-fils. Je reviendrai faire un tour demain pour me choisir

## EN POCHÉ

● Le livre bilingue, *Le Langage et son Double*, de Julien Green, recueil de textes écrits entre 1923 et 1975, est repris au Seuil (collection « Points », n° 190). A noter qu'il n'est nulle part fait mention du premier éditeur, La Différence, qui explique cet « oubli » par le procès que lui a intenté l'auteur.

● Les instituteurs, leur formation, les réformes de l'enseignement, l'échec scolaire : autant d'aspects de l'univers de l'école primaire passés au crible dans une enquête menée par trois journalistes spécialistes, Nicole Gauthier, Catherine Guigon, Maurice-Antoine Guillot, *Instituts*, réalisée auprès de centaines d'instituteurs (Points Actuels n° A-80).

● Le premier roman, écrit en 1959, d'Allan Silmitoe, *Samedi soir, dimanche matin*, qui retrace la situation de la classe ouvrière anglaise, est repris en « Points » (Seuil n° R-287).

● *L'Enfant pain*, d'Agustín Gómez-Arcos, paraît lui aussi en poche. Le régime franquiste vu par un enfant né dans une famille républicaine qui paye le prix de son engagement (« Points Romans », R-290).

● « Le catholicisme est la science du bien et du mal, qui sonde les reins et les cœurs, deux cloques remplis d'un phosphore incandescent », écrivait Barbey d'Aurevilly en 1865. *L'Enfermé*, dans la série des romans sur la chouannerie, témoigne bien de la sombre vision du monde et de la « science » de Barbey. (GF-Flammarion, n° 121).

● En 1939, dans le *Grand Sommeil*, Raymond Chandler créait Philip Marlowe, immortalisé au cinéma par Humphrey Bogart. Le livre est repris dans la traduction de Boris Vian. (Folio n° 1865).

L'inoubliable *Faucon de Malte* (le *Faucon maltais* dans l'édition d'origine) de Dashiell Hammett, que Chandler reconnaissait comme un précurseur, paraît dans la même collection. (n° 1873).

● Nevil Shute, écrivain australien favori des best-sellers dans les pays anglo-saxons, est remis à l'honneur par 10/18 qui publie trois de ses romans : *le Dernier Rive*, *les Frontières du cœur*, *le Lointain Pays*, traduits de l'anglais par Pierre Singer. (10/18 n° 1869, 1870, 1871).

● Christian Bourgois poursuit aussi la publication des œuvres de B. Traven, ce mystérieux écrivain d'origine allemande qui est parvenu jusqu'à la fin de sa vie au Mexique à brouiller toutes les pistes sur son identité et sur sa vie. Après la *Charrette*, la *Révolution des pendus*, le *Trésor de la Sierra Madre* et le *Voisageur des morts*, Rosa Blanca, confirme que Traven est un écrivain d'observation et d'aventures aussi passionnant que London (traduit de l'allemand par Charles Burghard, 10/18 n° 1860).

un livre. Elle ne devrait pas manquer de choix. Loin de se contenter des livres de marine et des guides régionaux qui leur auraient pourtant assuré un succès rapide, François et Dominique Wiscart ont emporté avec eux ce qu'ils ont « trouvé de meilleur ».

Dans la cale aménagée en librairie, la réédition des collections Hetzel de Jules Verne voisine avec *l'Amour aux temps du choléra* de Gabriel Garcia Marquez, ou le *Deuxième Sexe*, de Simone de Beauvoir. Sous l'étiquette « essais », Julien Dray (*SOS Génération*) côtoie Lech Walesa (*Un chemin d'espoir*) et Edgar Morin (*Penser l'Europe*). Le rayon « religion » est bien étoffé, et une étagère entière a été

réservée à l'histoire. Milan Kundera au grand complet faisait partie du voyage : de tous les titres embarqués à Nantes, il ne reste plus que quelques exemplaires de *l'Art du roman*.

*L'Équipée malaise*, de Jean Echenoz, *Désert*, de J.-M. G. Le Clézio, ou *les Noces Barbares*, de Yann Queffelec, se sont, au dire des responsables, « bien vendus ». « C'est une excellente idée, commente la mère d'un petit Paul, chargé de livres flamblants neufs, les bibliothèques et les librairies sont souvent des lieux fermés et rebatifiés. Ici, les enfants — et les adultes ! — voient les livres d'un autre œil. L'air du large, cela vous donne envie de vous plonger dans un bon bouquin ! »

ANNE CHEMIN.

## EN BREF

● Le jury du **PRIX PAUL-LEAUTAUD** a sélectionné quatre ouvrages répondant aux critères du « Bon Maître » : *Promenade dans un parc*, de Louis Calaferte (Denoël) ; *Une certaine sympathie*, d'Alain Dugrand (Lattès) ; *Salade russe*, de Patrick Besson (Orban) ; *Chronique de trois pères faimants*, de Georges Walter (Grasset). La remise du prix aura lieu le 13 octobre prochain.

● Le deuxième **CONCOURS NATIONAL DE NOUVELLES** de Palaiseau est organisé à la rentrée dans le cadre de la 4<sup>e</sup> Fête du Livre. Georges-Olivier Chateaufort et Christiane Barocq sélectionneront les meilleures nouvelles qui devront être adressées au service culturel de Palaiseau avant le 15 octobre. Les dix meilleures nouvelles seront primées le 29 novembre. Renseignements : Mairie de Palaiseau, 2<sup>e</sup> concours de nouvelles, 91120 Palaiseau. Tél. 60.10.30.70.

● La galerie parisienne Siret organise une exposition **COLETTE AU PALAIS ROYAL** jusqu'au 30 septembre sous les arcades Valois, à la galerie Siret. Elle présente des photographies d'époque de Colette dans les jardins, des clichés actuels de Dominique Roger ainsi que des extraits de lettres et de manuscrits. L'exposition est ouverte du mardi au samedi de 14 heures à 19 heures (tél. : 42-61-46-04).

● Dans le cadre de la collaboration franco-danoise, un **FESTIVAL DE POÉSIE** est organisé à Aarhus (Danemark) le 12 septembre. Cinq poètes français : Claude Royet-Journoud, Emmanuel Hocquard, Jean Daive, Dominique Fourcade et Jacques Roubaud, bientôt publiés en danois dans une anthologie de la nouvelle poésie française, seront présentés au cours d'une soirée de lecture. A la suite de cette rencontre sont prévus des débats à propos de l'écriture de ces poètes aux universités d'Aarhus et de Copenhague, les 14 et 15 septembre.

● **PRÉCISIONS**. — Plusieurs erreurs se sont glissées dans « Le Monde des livres » du 28 août : dans nos articles consacrés à la rentrée littéraire, le livre scientifique d'Yves Stroude, *Pour une poignée d'électrons* (Fayard), est devenu malencontreusement un ouvrage politique intitulé *Pour une poignée d'élections*. La fièvre de la présidentielle entraîne des confusions regrettables entre les genres.

D'autre part, le livre de Christine Buci-Glucksmann, signalé dans le même numéro, ne porte pas comme titre *La Folie de voir*, mais *La Folie du voir* (Gallimard).

Enfin, dans l'article consacré à Jules Laforgue, à propos de l'attitude des surréalistes, il fallait lire non pas le « juste », mais l'« injuste dédain » de ces derniers à l'égard du poète des *Complaintes*, comme le contexte le laissait d'ailleurs entendre.

HENRI-FRÉDÉRIC AMIEL (1821-1881) se hâs-  
sait assez pour  
s'observer. Aussi, pen-  
dant plus de trente  
ans, il se comporta en  
greffier scrupuleux et  
nota le moindre de ses  
gestes comme la plus  
anodine de ses pen-  
sées. Amiel était si  
sérieux de sa météoro-  
logie intérieure que la  
tenue de son Journal le  
dispensait souvent de  
la fréquentation de ses  
contemporains.

Roland Jaccard a extrait des quelque dix-sept mille pages de cette « pharmacie de l'âme » (1) celles qui, justement, traitent de l'exercice solitaire auquel se livra Amiel. Celui-ci dénigre sans cesse une activité qu'il qualifie d'« égoïsme littéraire ». Et, lorsqu'il se voit ou contemple toutes ces pages accumulées contre lui-même, il le fait toujours avec anxiété et morosité. Comme on est loin, avec Amiel, de ces auteurs contemporains qui deviennent bégues à force de citer, en



BERENICE CLEEVE.

JOURNAL  
Le monologue  
d'Amiel

toute occasion, tel ou tel de leurs écrits !

« J'avais vingt-six ans, j'en ai trente-huit. Qu'ai-je fait de ces douze années ? J'ai vécu, déçu, déchu : voilà tout. » Par là, il ne peut que nous rendre proche cet homme qui, un an avant sa mort, écrivait : « Le monde se passera à merveille de moi. » Ce maître de la vie à reculons voyait l'homme comme un automate dont les tics l'emportent sur les opinions et les goûts. Le tic d'Amiel, ce fut le monologue qui, par essence, n'est nocif que pour celui qui le pratique.

P. Dra.

★ **DU JOURNAL INTIME D'HENRI-FRÉDÉRIC AMIEL**, édition établie et présentée par Roland Jaccard, éditions Complexe, 152 p., 49 F.

(1) Les éditions L'Age d'homme ont entrepris, depuis 1976, la publication intégrale du *Journal intime* d'Amiel. Sept volumes ont paru à ce jour.

لکھنؤ میں ایچ



## LA RENTRÉE ROMANESQUE

## Entre le fait divers et la légende

La nuit sacrée, le nouveau récit de Tahar Ben Jelloun, est le lieu de multiples symboles

Il y a quelque risque à publier un roman qui apparaisse comme la suite d'un autre livre. Surtout quand cet autre livre, *L'Enfant de sable*, est un roman superbe et fort qui, paru il y a deux ans, avait marqué les lecteurs de son empreinte. Mais Tahar Ben Jelloun n'en avait manifesté pas fini avec cette histoire si cruelle et si troublante.

Comme un conte oriental qui se transmet de l'un à l'autre, elle a continué de vivre à l'intérieur de celui qui l'avait recueillie, se développant ici en récit merveilleux, là en fable nocturne, ailleurs encore en péripiéties réalistes. Elle a grandi, gonflée d'hypothèses, marquée de fantasmes, nourrie de tout le potentiel imaginaire que contenait son germe initial : la vie d'un enfant de sexe féminin que son père décide de faire passer pour un garçon et qui accepte d'être le fils dont rêve le père. Et cette histoire a pris une telle place qu'il n'était plus possible au romancier de passer à autre chose : son roman et son héroïne l'ont rattrapé.

## Cet âpre bonheur de la liberté

Est-ce à dire que *La Nuit sacrée* relève des ambiguïtés qui entourent l'enfant de sable ? On le croit dans la première moitié du livre, et, de toute évidence, Tahar Ben Jelloun le pense aussi. Le récit commence « au cours de cette nuit sacrée, la vingt-septième du mois de ramadan », par l'agonie du père qui convoque Ahmed, l'enfant de sable, à son chevet et le délivre enfin de son secret. Le roman devient alors celui d'une nouvelle naissance. La jeune fille entre toutes les traces de son passé masculin, se vide, croit-elle, de tout souvenir et apprend, parfois dans la douleur, parfois dans l'humiliation, mais toujours dans l'émerveillement de la découverte, son âme et son corps de femme.



Tahar Ben Jelloun : comme un conte oriental

Mais ces jours de pur bonheur, cette renaissance ne durent pas. Pour sa plus grande joie et pour sa plus grande détresse, la jeune fille rencontre le Consul. C'est un homme devenu aveugle très jeune, à la suite du tremblement de terre d'Agadir, et qui vit sous l'oppression amoureuse et jalouse de sa sœur, une fille laide et énorme qui hait tout ce qui n'est pas son frère. Entre le Consul et l'héroïne naît une histoire d'amour qui se terminera dans le crime et par la condamnation de

l'enfant de sable à quinze années de prison.

Mais l'important n'est pas le fait divers, l'important c'est la nuit qui, peu à peu, va de nouveau s'emparer de la jeune fille. Une nuit où tout vacille, où les certitudes les plus simples deviennent tromperies, où le rêve ne se distingue plus du réel, le mensonge de la vérité et un corps de femme d'un corps d'homme. Sait-on même encore quand il y a le jour et quand survient la nuit ?

## Le no man's land de tous les immigrés

Et plus tard encore, dans sa prison, une nuit dangereuse, terrible, peuplée de cauchemars épouvantables : une nuit où tout vacille, où les certitudes les plus simples deviennent tromperies, où le rêve ne se distingue plus du réel, le mensonge de la vérité et un corps de femme d'un corps d'homme. Sait-on même encore quand il y a le jour et quand survient la nuit ?

L'enfant de sable, veille, se retrouve dans le no man's land qui est celui de tous les immigrés, quelle que soit la nature de l'immigration, qu'elle vienne du sexe, du lieu, de l'âge ou de la pensée : « J'allais et venais dans deux camps comme si j'étais dans deux langues », écrit la conteuse, et cet aveu nous oblige à lire *La Nuit sacrée* comme autre chose qu'une ample et belle histoire construite sur le thème éternel de l'hermaphrodisme, que la barrière des sexes, subsistant dans certaines civilisations, charge d'accents plus troubles et plus violents encore.

## Jusqu'au grand éclair final

Si *La Nuit sacrée* est bien un roman de l'identité, l'interrogation de Tahar Ben Jelloun fouille bien au-delà du couple homme-

femme. La nuit qui envahit la jeune fille après qu'elle a goûté l'éclatante lumière de la libération, c'est aussi, bénéfique et maléfique, celle que connaît un écrivain qui a choisi de dire son pays et ses racines dans une langue qu'on lui a donné par mensonge pour siennet et qu'il a finalement adoptée. Mais c'est aussi, de manière universelle, la nuit qui règne sur toute vie, celle qui nous vieillissent et qui nous rend tout à la fois plus lucides et plus aveugles jusqu'au grand éclair final, jusqu'à la grande indifférenciation.

Mais dans *La Nuit sacrée*, ce n'est pas seulement le récit qui, par la richesse des interprétations qu'il suscite, tire le roman vers la légende, c'est la langue elle-même. Plus exactement, récit et langue paraissent ne faire qu'un, s'engendrer l'un l'autre sans qu'on puisse distinguer l'origine. Tout est beau, large, éclatant et pourtant tout est simple, dépouillé, élémentaire. Les images les plus fortes constellent cette prose qui paraît toujours hésiter au bord du poème, mais ces images sont parfaitement concrètes, à la fois hors du temps et au plus près des choses.

C'est sans doute le secret le mieux gardé du charme — au sens fort — que dispense *La Nuit sacrée* : la présence indissociable, au cœur des mots mêmes, de l'éternité et de l'immédiat.

PIERRE LEPAPE.

★ LA NUIT SACRÉE, de Tahar Ben Jelloun, Le Seuil, 190 p., 79 F.

## PREMIER ROMAN

## Une vie trop lourde

EHI non, les pauvres ne sont pas toujours courageux et méritants, comme on les aime dans l'édition lorsqu'ils racontent comment ils sont passés de la loge de concierge de maman ou des HLM de banlieue au barreau, au pinceau, ou au stylo. C'est sans doute pour cela que les grands écrivains, respectables, n'ont pas voulu du récit de D. Belloc, Néons. Choquant, dérangeant, déplaçant parfois, avec son style violent dans sa simplicité, son absence de concession à la bienséance et à l'euphémisme. L'argument avec lequel on enveloppe ce rejet, répulsion bourgeoise, était « Belloc n'écrit peut-être rien d'autre ».

Et alors ? Les éditions Lieu commun, petite maison, ont, elles, pris ce texte comme il venait, et pour ce qu'il était : la conséquence de la haine qu'un homme a eu besoin de dire pour continuer de vivre. La haine du petit garçon qui n'a pas de souvenir de son père — Jojo le boulanger voulait s'en sortir — en sortant : il est mort à vingt-cinq ans. La haine de l'adolescent qui fuit l'Espagne, nouveau mari de la mère, et qui, en guise de soutien, ne trouve que des messieurs préférant les attouchements et les pissotières aux

conversations. Belloc ne cache pas qu'il en ressentait un trouble, et même du plaisir. La haine du petit chapeau que la prison et son mirard enfonce dans la délinquance. La haine du jeune homme qui a connu trop tôt le monde de la nuit, Pigalle, ses misères, ses joies aussi, folies sexuelles et vies dévastées.

Un livre pas propre, pas moral, irritant parfois, qui ne va peut-être pas émouvoir ceux qui n'ont jamais approché ces gens-là, les pauvres — qu'on ne veut plus nommer sauf à ajouter « nouveaux », — mais qui en bouleversera d'autres. Ceux qui, parfois, en luttant pour « en sortir » — de leur milieu, du destin tout tracé, de l'enlèvement au « bas de l'échelle » — ont senti passer très près de la vent du boulet : le refus d'un jeu dont certains ont, en naissant, les règles au-dessus de leur berceau, le vol, la vie en marge... Bref, la haine. Pour ceux-là, comme pour D. Belloc lui-même, Néons, quels que soient ses défauts de premier livre, sera une lecture troublante, certes, mais salubre.

Jo. S.

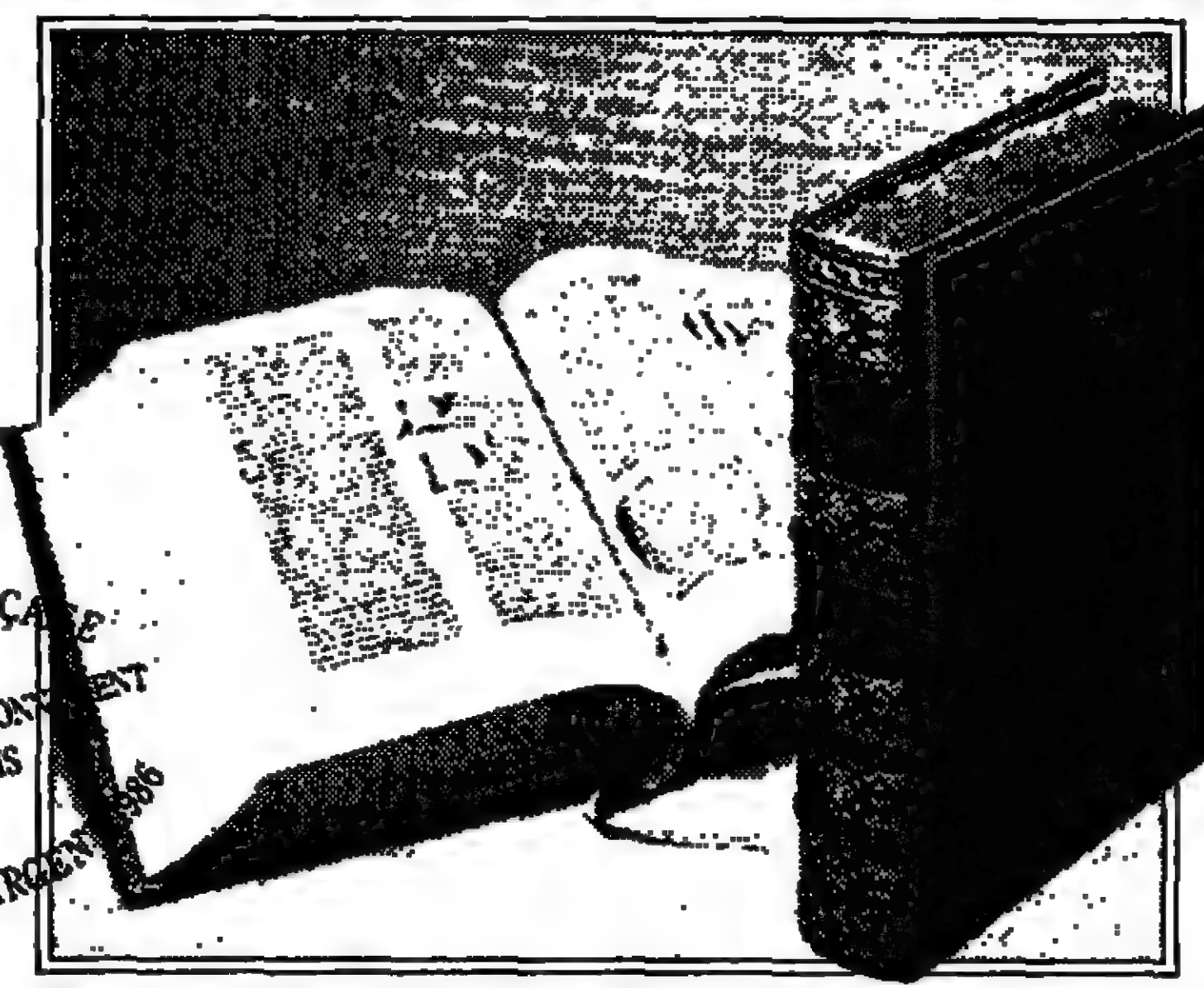
★ NÉONS, de D. Belloc, Lieu commun, 132 p., 75 F.

## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, recits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 48 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

## LA BIBLE DE GUTENBERG

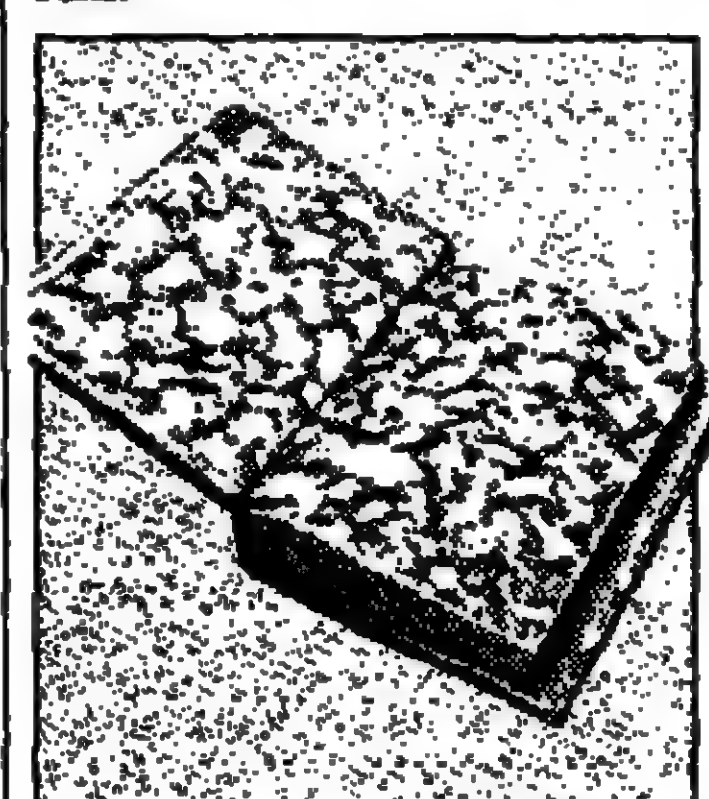
1<sup>re</sup> REÉDITION ALPHABÉTIQUE JAMAIS RÉALISÉE DU PREMIER LIVRE IMPRIMÉ DE L'HISTOIRE DE L'HUMANITÉ.

Elle sera bientôt épuisée et introuvable. Pour souscrire aux quelques exemplaires encore disponibles, retourner le bulletin ci-dessous aux Editions Les Incubables.

La Bible est le livre fondateur du monde chrétien.

La Bible de Gutenberg fut publiée à Mayence vers 1455. Une date capitale qui marque l'événement le plus lourd de conséquences de l'histoire du monde : l'invention de l'imprimerie et son corollaire, la diffusion à tous de la connaissance.

De cette première édition, ne subsistent à ce jour que 20 exemplaires complets connus au monde. En France, quatre d'entre eux sont conservés à la Bibliothèque Mazarine à Paris.



C'est la reproduction de cet exemplaire qui vous est présentée aujourd'hui. Elle a été réalisée avec l'autorisation exclusive de l'Institut de France et du Conservateur en chef de la Bibliothèque Mazarine.

UNE RELIURE EN PLEIN MAROQUIN DORÉE À L'OR VÉRITABLE 22 CARATS.

Cette réédition est composée de 2 volumes géants (31 x 41 cm), reliés à la main en maroquin vieux rouge bordelais. Le papier est un pur chiffon.

Tout est unique, exceptionnel : les pages de garde faites à la main, les contreplaqués dorés à la roulette de champ, les cahiers cousus à la main autour de 6 nerfs, les pièces de titre et de toison en maroquin vert et ocre... Des lettres enluminées restituées dans leur merveilleuse finesse : vous les contemplez dans leur perfection naturelle car elles ont toutes été retouchées à la main pour être absolument fidèles au modèle original.

SEULS QUELQUES PRIVILEGES POURRONT S'OFFRIR LA BIBLE DE GUTENBERG

La réédition de la Bible de Gutenberg est une grande première mondiale. C'est un ouvrage cher tiré à 2850 exemplaires numérotés pour le monde entier et accompagné d'un très important livre de références avec commentaires, explications et traduction. Les plus prestigieuses bibliothèques du monde ont immédiatement souscrit. En France, l'ouvrage est exposé au Trésor de Notre-Dame, au Cabinet des Livres du musée Condé à Chantilly et à la Bibliothèque Mazarine. Quelques exemplaires sont encore disponibles. Des conditions privilégiées sont offertes aux particuliers qui voudraient en faire l'acquisition.

## DEMANDE D'INFORMATION SANS ENGAGEMENT

Pour être informé sur les conditions de souscription privilégiées dont vous pouvez bénéficier, donnez-nous vos coordonnées, nous vous appellerons.

Votre téléphone : \_\_\_\_\_ Heures d'appel souhaitées de \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

☐ Vous pouvez demander un luxueux dossier de présentation, qui comprend notamment le tirage authentique d'une double page de la Bible. Son prix est de 350 Francs, remboursé gratuitement si vous achetez la Bible. Si vous ne souscrivez pas et ne voulez pas conserver ce dossier, il vous suffira de nous le retourner dans les 15 jours.

Mr/Mme/Mlle Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Bulletin à compléter et à retourner (sous enveloppe affranchie) aux Editions Les Incubables, 26 rue Berthollet, 75005 PARIS.

MO 15

## LITTÉRAIRE

## Livres sur un voilier

Il ne devrait pas y avoir de livre de la mer. Mais il y en a. Et c'est pour ça que c'est si intéressant. C'est la mer qui nous donne une idée de la vie. C'est la mer qui nous fait réfléchir. C'est la mer qui nous fait rêver. C'est la mer qui nous fait vivre.

La mer est un monde à part. C'est un monde où l'on se sent libre. C'est un monde où l'on se sent seul. C'est un monde où l'on se sent vivant. C'est un monde où l'on se sent aimé. C'est un monde où l'on se sent aimé.

## EN BRIEF

Le livre de Paul Foll. C'est un livre qui nous fait réfléchir. C'est un livre qui nous fait rêver. C'est un livre qui nous fait vivre. C'est un livre qui nous fait aimé. C'est un livre qui nous fait aimé.

Le livre de Paul Foll. C'est un livre qui nous fait réfléchir. C'est un livre qui nous fait rêver. C'est un livre qui nous fait vivre. C'est un livre qui nous fait aimé. C'est un livre qui nous fait aimé.

## FÉMININ PLURIEL

## Narratrices d'un monde qui s'achève

(Suite de la page 13.)

Les romans de la qualité de celui de Marie Redonnet, les jurés des prix littéraires les reconnaissent. Et quand ils acceptent — cela leur arrive de temps en temps — de se laisser aller à leur goût de la littérature, ils récompensent de tels textes. Espérons.

## Le temps d'apprendre à vivre...

NIL, héroïne du second roman de Claude Tardat — auquel elle donne son titre — a hérité ce prénom du fleuve égyptien, certes, mais surtout de parents soixante-huitards. Lycéenne, NIL est gagnée, après l'accident d'un de ses camarades, transformé en torche vivante un soir de fête, par ce qu'elle nomme la « tristesse » : plus grave que la « déprime », un mal de vivre qui fait frôler la mort, une anorexie qui s'installe. L'anecdote, que l'on saisi par fragments, n'est pas l'essentiel de ce roman où Claude Tardat réaffirme les qualités de son premier livre, *Une mort surdue*, publié l'an dernier (2), fut surtout remarqué pour son histoire insolite et violente. Une jeune femme décidée de « mourir de suite » exhibent son suicide comme le font en réalité non les boulinquiers, mais les anorexiques.

Dans NIL, récit dont le trame est plus conventionnelle, on voit combien Claude Tardat a gagné en vigueur de style et en capacité à conduire une intrigue. Ce roman d'apprentissage d'une « jolie fille bien ordinaire », comme se décrit NIL, est mené avec intelligence et avec l'art de

tenir le lecteur en haleine. De la victime de l'accident, Vatrana, à la vieille dame à laquelle NIL tient compagnie certains soirs pour gagner un peu d'argent, en passant par le peintre pour lequel NIL pose ou le mystérieux aveugle qui brise ses cannes blanches — ramassées par NIL avec un soin fétichiste, — tous les personnages tracent subtilement le parcours qui, de blessures en amour rêvé, de la découverte de la beauté à celle de la supercherie, permettra à NIL d'en finir avec la « tristesse » adolescente et d'affronter la vie.

Claude Tardat n'a certes pas encore la maîtrise de Marie Redonnet, mais elle sait donner au lecteur l'envie d'être bon public, d'aller au bout de son roman, d'une traite, et de guetter le prochain.

## Norma et Cerise

Après le *Jeu des poignards* (3), un roman plutôt marqué, Viviane Forrester donne l'CEI de la nuit, un récit où, dit-elle, elle mêle « l'histoire et l'intimité ». « Je me suis rendue complètement disponible à ces deux destins de femmes, Norma et Cerise, deux sœurs. J'ai voulu explorer ce qui, pour moi, est l'un des aspects tragiques de la vie : le moment où ce qu'on a vécu devient une histoire, voire de l'histoire. Le sentiment de l'irréversible me fascine. C'est l'impression que tout était irréversible qui, à propos de Van Gogh (4), m'a mobilisée. »

De sa belle voix, un peu affectée peut-être, Viviane Forrester parle bien de son livre. On peut

même se dire « mieux qu'elle ne l'a écrit », si l'on n'aime guère ce style dialogué, cette écriture allusive et effusive. De plus, ce « cri » semble inadéquat à l'histoire de Cerise et de Norma. Un beau huis clos, pourtant, dans un beau manoir de fiction, où la victime, Cerise, à son retour d'un camp de concentration en 1945, a trouvé sa sœur Norma mariée à l'homme qu'elle convoitait, elle, Cerise s'est bien vengée, confinant Norma par sa seule survie et par son silence, dans ce manoir, leur refuge d'enfants juives, dès le début de la guerre. Fronte sans plus tard, en 1975, Norma et Cerise sont confrontées au passé, à leur guerre, devenue objet d'histoire. Un récit fort, une réflexion intéressante, gâchée par un style, qui, cependant, doit bien conserver des adeptes.

## JOYANE SAVIGNEAU.

★ ROSE MÉLIE ROSE, de Marie Redonnet, Minuit, 136 p., 49 F.

★ NIL, de Claude Tardat, Mazarine, 222 p., 79 F.

★ L'CEI DE LA NUIT, de Viviane Forrester, Grasset, 222 p., 78 F.

(1) Tous deux aux éditions de Minuit, en 1986 et 1987, Marie Redonnet avait publié, auparavant, des poèmes, *Le Mort & C<sup>o</sup>*, et des contes, *Doubleurs* (POL, 1985 et 1986). Elle a, en outre, écrit deux pièces, *Tire & Lir* et *Moblie & Dix*, qui seront publiées ultérieurement, et dont l'une devrait être montée prochainement.

(2) Mazarine, 1986.

(3) Gallimard, 1985.

(4) Van Gogh ou l'entêtement dans les Més, de Viviane Forrester, Le Seuil, Prix Femina Vacancos 1983.







● HISTOIRE LITTÉRAIRE

# L'abbé Prévost

Les œuvres complètes d'un précurseur, dont les

# grandeur nature

émois feront fortune dans la littérature française.



La mort de Manon par un graveur du XVIII<sup>e</sup> siècle. En médaillon : Prévost en souvenir du prince de Conti.

TOUT l'émou, tout l'anime. Déjà romantique, l'abbé Prévost ? Oui, un souvenir, une rêverie l'ébranle, et l'aventure le jette à la renverse sur les routes de l'Europe galante. Livre de secousses, lardé de doutes et de transports, sentimental et curieux du monde mais encore bousillé dans ses émois, sensuel mais guindé d'un soupçon d'anglicanisme, que voilà un homme de son siècle, le XVIII<sup>e</sup>, qui venait de pleurer avant de coopérer tant de têtes ! « Homme sensible », Antoine François Prévost d'Exiles (1697-1763) l'est tout entier, dans sa vie et dans son œuvre. Treize romans, si l'on considère *Manon Lescaut* comme une œuvre distincte, que l'on peut lire enfin dans ces *Œuvres de Prévost* en huit volumes publiés récemment sous l'autorité de Jean Sgard, un homme qui connaît son affaire. Treize romans dont ce *Cleveland* épique et crouwellien où l'auteur expose la vanité des utopies face aux passions et invente (déjà !) le spleen dans un livre qui fut, vingt ans avant la *Nouvelle Héloïse*, l'un des best-sellers de son époque et que Rousseau dévora aux Charmettes.

L'abbé Prévost annonce avec bonheur les affres et les déceptions intimes qui, au-delà des *Confessions* de Jean-Jacques, ont toujours fait des ravages dans les lettres françaises : « Je me suis demandé, écrit-il dans sa préface à l'*Histoire universelle* de M. de Thou, si j'aurais assez de secours pour trouver la vérité, assez de force pour la dire... Suis-je assez libre de passions et de préjugés pour prendre le ton d'un écrivain désintéressé ? Expatrié, séparé de mes amis et de mes proches, abandonné du plus grand nombre, qui croira que mon cœur ignore ce que c'est que la haine, et que je puisse me défendre d'en faire passer quelques traits dans mes notes ? C'est dans mon cœur même que j'ai trouvé de quoi répondre à cette objection. Je sens que je ne suis personne... Non, je suis l'ami du genre humain ». Tout y est. C'est ici Prévost l'historien d'occasion qui s'interroge, mais c'est surtout Prévost l'écrivain de métier qui se tâte et se prend le pouls. Les dilemmes de ce je fasciné par sa profondeur, ces scrupules et ces tranches feront fortune.

## Intermittences du cœur, sobresauts de la raison

Avec les auteurs, on ne peut jurer de rien : la paresse de Montaigne, la distraction de La Fontaine, l'égoïsme de Bayle, les vilaines manies de Sade ou l'asthme de Proust ne sont pas choses si assurées. Avec l'abbé Prévost, on a au moins une certitude : ce n'est pas un pantoufflier. Toute sa vie, il court d'un emploi à un autre — une carrière de pataphysicien, qui prédispose à méditer sur la nature de l'homme en éprouvant les intermittences du cœur et les sobresauts de la raison. Né sous le même signe astral que Baudelaire et Van Gogh, le Béliar, c'est un instable, un irrégulier, un impulsif. C'est un fauteur d'esclandre, un anglo-mane comme Voltaire, un latiniste, un joueur de dés, qui choisit le destin pour partenaire et qui finira dans la peau du songeur mélancolique de Saint-Firmin, près de Chantilly, après avoir été tour à tour soldat de fortune, bénédictin, précepteur et journaliste.

L'abbé Prévost, oui, lequel ? Le prédicateur fénelonien d'Evreux, le partisan des « libertés anglaises », l'adepte de la religion naturelle ou l'au mônier de Mgr le prince de Conti ? En chemin, cet ancien élève des jésuites, avec Manon (« Manon, sphinx étonnant, véritable sirène/Cœur trois fois féminin, Cléopâtre en paniers », s'enthousiasme Musset), aura puissamment contribué au mythe de la femme fatale, condamnant ses futurs biographes à débattre éternellement entre deux personnages : le respectable « Dom Prévost » alias « Monsieur d'Exiles », traducteur de Cicéron et de Richardson, et ce « fripon

de Prévost », moitié suborneur moitié cœur d'artichaut, dont les lubies et les tête-à-queue alimentent la chronique scandaleuse. Ah ! ce « cœur » haché par des penchants contraires ! Arriviste et fugeur, intriguant et velléitaire, méditatif et charnel, il balance infiniment entre l'Angleterre (ou la Hollande) et la France, il revêt sa soutane et la jette aux orties, il hésite, il flotte entre un rêve profane de félicité et un christianisme sombre, entre Epicure et Madame Guyon, entre la Nature et la Grâce.

## Ces aventures « tragiques et galantes »

Plusieurs professions, un seul métier néanmoins : écrire. De cela, il ne doute jamais et si, vaincu par les préjugés de son temps, il n'ose encore signer ses romans de son nom (à-t-on idée d'un grand homme qui se dirait romancier !), il est peut-être le premier écrivain moderne à se comporter en professionnel. Il ne doute ni de son talent ni de son succès. Mieux, il sait devancer le goût du public, le tenir en haleine, il sent les « coups », et surtout, il discute ses contrats. Tous les éditeurs vous le diront, c'est un signe !

Troisième fils d'un procureur du roi à Hesdin en Artois, rien ne le prédestinait à devenir le premier romancier des Lumières. A quatorze ans, en 1711, il perd sa mère et sa petite sœur de treize ans qu'il adorait. Est-ce l'origine de la funèbre théorie de jeunes mortes qui peuplent ses romans ? Et la source de thèmes incessants et inépuisables : l'amour entre frère et sœur, le sacrifice de la sœur, la mort de la mère ? Deux ans plus tard, il s'oppose violemment à son père, probablement, nous disent les professeurs, à cause d'une créature. C'est là encore un thème de ses romans dont, à les lire bout à bout, se dégage une violence machinale, obsédante, presque onirique.

Du rêve, ces aventures « tragiques et galantes » ont l'intensité, l'inévitabilité, la passivité. Baignés d'une lueur d'apparitions, des personnages errent dans le dédale des passions, indifférents au monde, au temps, à l'Histoire. Pour Jean Sgard qui, après son *Prévost romancier* (José Corti, 1968), consacre un second très beau livre à son auteur-fétiche, ces romans sont comparables à la résidence légendaire du roi Minois, aux pyramides égyptiennes ou aux entrelacs de Vinci : ce sont des « labyrinthes absolus ». En général, on en tombe amoureux et on y gâche sa vie selon un triple axiome : « La naissance et les grands biens ne sont pas toujours des moyens d'être heureux ». L'enfer est pavé de bonnes intentions, l'amour est maudit. Chez Prévost, on passe sans transition du meilleur au pire, de la joie extrême au comble

du chagrin. Le coup de foudre, quelle tuile, non, quelle aubaine ! Bah ! pour l'abbé, c'est un peu pareil. Ce qui compte, c'est que l'ivresse monte, que le courant émotif passe, soit dans la jouissance, soit dans l'affliction.

Voilà bien le XVIII<sup>e</sup> avec ses feux de paille et sa soupe au lait : on ne songe qu'à s'émouvoir, jusqu'aux larmes, on se cambre un peu contre la société, on perd la tête. Doubles inconstances, serments indécents, heureux stratagèmes, jeux de l'amour et du hasard, méprises, joies imprévues : les titres des pièces de Marivaux (Prévost et Marivaux sont morts la même année) conviennent admirablement à l'abbé Prévost. Quelle époque ! A la place de Dieu, il n'y a plus que des « causes secondes » : des choses vagues, des sentiments, des sensations. Je sens, donc je suis.

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# Il n'y a pas le feu

(Suite de la page 13.)

POURQUOI, dans ces conditions, tant d'alarme, de panique ? Il est certain, nous l'avons longtemps éprouvé nous-mêmes à notre profit, que l'impérialisme linguistique qui suit la prédominance économique et politique. Cette prédominance appartient désormais aux Etats-Unis et ne pourra que se renforcer dans les domaines de la science, de la culture, de l'art, du sport, de la mode, de la communication. L'américanisation de notre langue a suivi l'essor des médias modernes, qui assurent au colonisateur des voies d'effraction plus larges, face à des récepteurs plus passifs.

Les commerçants, dont le rôle s'est massivement accru comme agents de la culture quotidienne, n'ont aucune raison, condamnés qu'ils sont à jouer du sensationnel, de veiller sur le bien-dire. Ce n'est pas non plus la faute de l'école, au pouvoir toujours plus rogné par la presse et la publicité, si les classes moyennes, par insécurité et croyant se rapprocher des milieux dirigeants, se jettent sur les derniers américanismes à la mode...

COMMENT riposter ? Claude Hagège glisse de l'essai à la polémique moqueuse chaque fois qu'il évoque nos réactions d'assiégés cocardiers, notre chauvinisme, notre anti-américanisme. Avec R.L. Wagner qui, dès 1964, minimisait les dangers du français, il estime que nous exagérons la gravité de la situation, notamment en assimilant un effaiblissement spécifique linguistique à une débâcle de toute la culture et de la grandeur françaises. L'auteur voit une corrélation étroite entre ces réactions et les caractéristiques du gaullisme des années 60, pour lequel c'est à l'Etat de défendre le bien commun de la langue.

Hagège ne nie pas l'utilité des diverses institutions qu'a engendrées ce dirigisme interventionniste. Certaines équivalences recommandées officiellement ont fini par être suivies : oléoduc, logiciel, stimulateur cardiaque. Mais en connaissance de l'histoire des langues, il ne croit pas que la défense autoritaire de la norme puisse grand-chose sur une évolution décidée par la masse des gens. Il est même sévère pour un certain conservatisme frileux, nourri d'anti-américanisme.

Son remède ? Un « contrôle mesuré », l'entrée dans les organismes compétents de quelques linguistes, lesquels rappelleraient des vérités de base : que les mots n'ont toujours eu qu'un rapport arbitraire avec ce qu'ils désignent, que la chasse aux sens multiples est une utopie.

Il n'y a pas eu sabotage concerté du français. Le caractère universel d'une langue est lié à un rayonnement économique et politique. L'américain est désormais un espérantiste de fait. Mais il faut se souvenir qu'il l'est devenu en assimilant les éléments extérieurs, non en se drapant dans la dignité

offensée ou l'exaltation de vertus très relatives, comme la « clarté » vantée par Rivarol. Les Américains ne se contentent pas de recueillir les fruits linguistiques de leur puissance industrielle. Ils agissent. Leur recherche scientifique bénéficie de rapports sociaux moins rigides que les nôtres. Ils s'ouvrent à l'étranger, comme personne.

Claude Hagège ne tire pas condamnation du « mince bilan » des organismes officiels. Il trouve « honorable » le dictionnaire de l'Académie, et « estimable » sa grammaire, si controversée, de 1932. Il est plus sévère devant la baisse des budgets d'aide à notre enseignement, la fermeture de lycées français, le manque de bourses d'accueil pour les étrangers enseignant le français. Pour la télévision, il reste partisan du service public.

Par un paradoxe qui n'est qu'apparent, il fait passer le salut du français par une plus grande ouverture aux autres langues, étrangères ou minoritaires en France, ainsi qu'aux variétés d'usage observées dans la francophonie. Pourquoi ne pas éveiller la curiosité hexagonale pour l'afar, le sérère, le tamoul ou le bambara ?

Tout en sachant l'attachement des familles les plus démunies culturellement aux singularités injustifiables de notre orthographe, et l'espèce de morale qu'elles mettent à en honorer les règles, Claude Hagège n'exclut pas certaines simplifications qui, comme ce fut toujours le cas, risquent de faire bondir, bien au-delà des cercles de puristes...

EN informatique, notre relative complexité typographique est devenue un handicap. Faut-il sacrifier à l'utile ? L'auteur plaide pour une « tolérance mesurée », débarrassée des nostalgies impériales, des désinformations désespérantes. Il existe des pays où nous progressons, l'Est africain par exemple. La francophonie n'est pas seulement un thème de rencontres au sommet comme celle de cette semaine au Canada. Les sondages montrent qu'elle est bien connue et appréciée dans l'opinion.

Légère déception : ce passionné de notre langue ne prend pas, à la manière, un plaisir évident et communicatif. Ses arguments se répètent, se bousculent un peu. C'est, de tempérament, un causeur plus qu'un écrivain. Mais quelle santé ! Quelle ardeur à convaincre ! Et, finalement, quelle confiance dans l'avenir !

Claude Hagège voit dans la francophonie une des réponses possibles au besoin d'indépendance culturelle et idéologique exprimé dans le monde face aux deux blocs soviétique et américain. Véhicule de liberté, sinon de clarté, le français deviendrait-il le support de cette aspiration à une troisième voie, et « modèle de survie » ?

On peut rêver...  
★ LE FRANÇAIS ET LES SIÈCLES, de Claude Hagège, éd. Odile Jacob, 272 p., 95 F.

qu'on appellera plus tard les *pulsions*. On se révolte contre son père, on frôle l'inceste, on est follement masochiste et l'on éprouve une joie un peu dépravée à se perdre. Ce ne sont pas d'ailleurs les dieux qui condamnent les héros, ce n'est pas la grâce qui leur manque, ce sont les coalisés de la puissance et de l'argent, les pères et les riches, qui sont « méchants ». Il n'en faut pas plus pour que cette œuvre à la fois si claire et si énigmatique devienne le miroir de nos idées fixes.

FRÉDÉRIC FERNEY.

★ ŒUVRES DE PRÉVOST, sous la direction de Jean Sgard, Presses universitaires de Grenoble, huit volumes, 4 092 p., 2 500 F.

★ L'ABBÉ PRÉVOST, LABYRINTHES DE LA MÉMOIRE, de Jean Sgard, PUF, 238 p., 135 F.

★ CAHIERS PRÉVOST D'EXILES, n° 1 (1984) et n° 2 (1985), publiés par la Société Prévost d'Exiles.

## magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

SEPTEMBRE 1987 - N° 245

## STEFAN ZWEIG le chasseur d'âmes

de la Vienne fin de siècle au Brésil de l'exil, une bio-chronologie. Zweig novelliste, biographe, décrypteur de Rimbaud et de Freud

Document : Qu'est-ce qu'un écrivain oulipien ?

Chez votre marchand de journaux : 24 F

## OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 84 F  
Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécial Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov

Nom : .....

Adresse : .....

Règlement par chèque bancaire ou postal.

## magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères  
75007 PARIS  
Tél. : 45-44-14-51



## ● PORTRAITS

## Jean Grosjean ou la religion du texte

Ce poète-traducteur discret, familier des livres sacrés, « aime mieux lire qu'écrire ». Avec la Genèse et la Reine de Saba, il n'en poursuit pas moins un inventaire singulier de la Création et des grandes figures bibliques

Le front haut, lancé vers l'arrière de la tête, surplombant un regard clair, attentif mais un peu lointain. Des mains belles et mobiles qui prolongent un long corps presque ascétique. A la fois très présent, soucieux de son interlocuteur, et conservant comme une distance, afin de permettre, semble-t-il, à ses pensées de suivre leur cours habituel. Du haut de sa taille et de ses (bienôt) soixante-quinze ans, Jean Grosjean pourrait faire songer à un moine de l'Eglise d'Orient, à un Père du désert ayant égaré son habit de bure en quelque coin de son lointain passé...

Ecrivain discret, poète religieux à la lisière de la religion, traducteur familier des grands livres sacrés, Jean Grosjean ne cultive guère l'ostentation. Retiré une partie de l'année dans une ancienne ferme, en Champagne pouilleuse, il se tient à l'écart, marchant à son rythme sur son propre chemin, peu soucieux de construire une œuvre préméditée et cohérente.

La Bible  
cette « bibliothèque »

A sa manière, faite de modestie naturelle et d'un certain désir de surprendre, de se démarquer de quelques conventions ou banalités, il parle de son travail d'écrivain : « J'aime mieux lire qu'écrire. Ecrire, c'est beaucoup plus servile, c'est un travail. On écrit dans la mesure où on n'est pas satisfait de ce qu'on lit. » Ce mécontentement, Jean Grosjean l'exprime d'abord en traduisant. « Les textes qui m'ont le plus frappé, il se trouve qu'ils n'ont pas été écrits en français », dit-il ; et il ajoute : « La langue bouge. Il y a des traductions qui vieillissent plus vite que d'autres. »

Ainsi Jean Grosjean vient-il de faire paraître sa propre version de la Genèse. Sous sa plume, le récit de la Création perd de sa grandeur et de sa solennité, pour devenir plus proche, plus familier, à notre mesure.

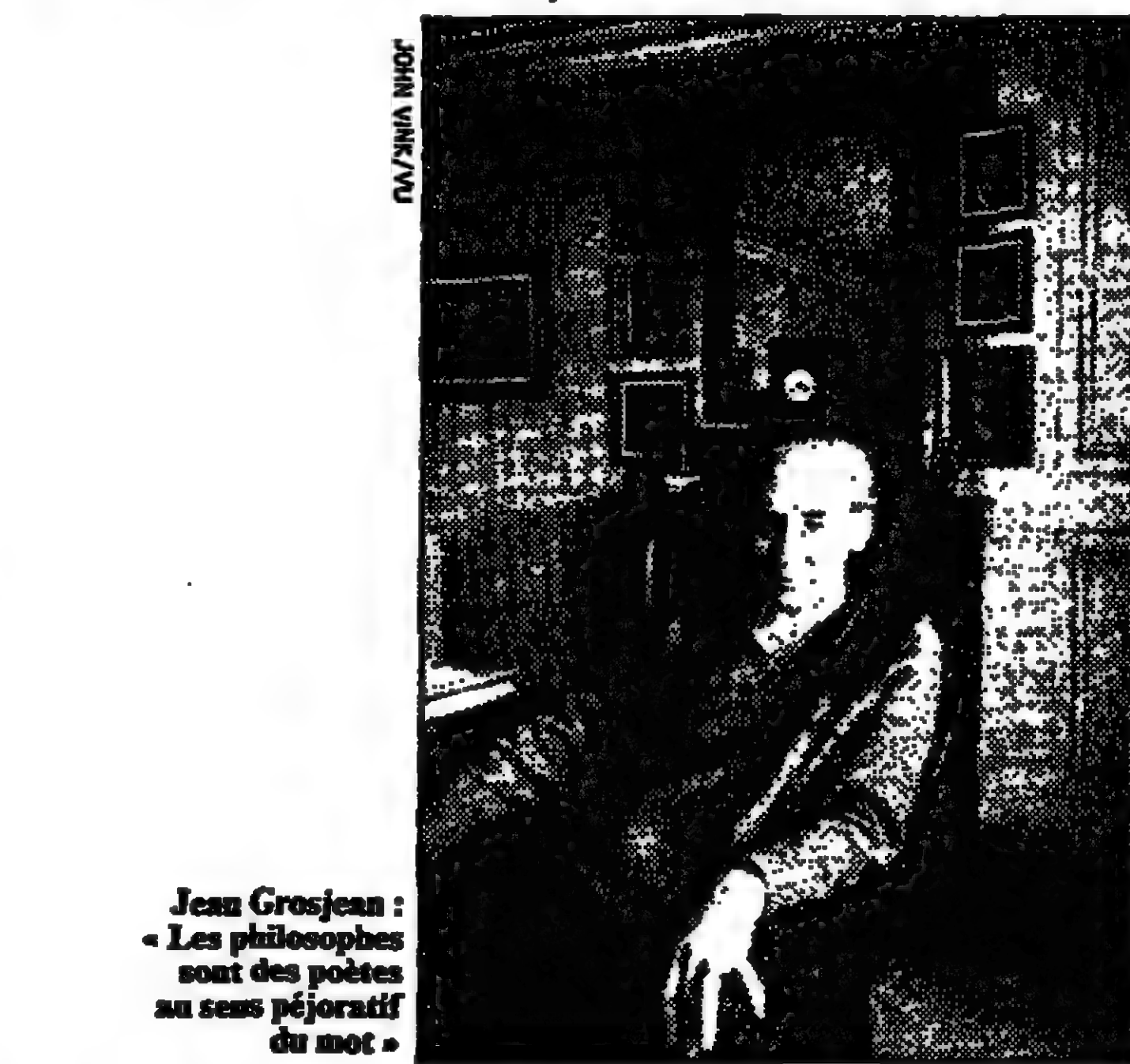
Traducteur de Shakespeare, des tragiques grecs, du Coran, c'est surtout dans la Bible, cette « bibliothèque » rassemblée en un seul livre, que Jean Grosjean trouve depuis toujours sa nourriture, et pas seulement comme traducteur.

De son amour et de sa connaissance de l'écriture, de son immersion en elle, il ne veut pourtant déduire nulle théorie, nulle théologie ; sa religion est celle du texte : « On tire de l'Evangile une théologie, mais on ne fait que la tirer et elle ne dit pas la même chose que le texte », insiste-t-il. La philosophie ne trouve guère plus de grâce à ses yeux que la théologie : « Les philosophes sont des poètes au sens péjoratif du mot. Ils arrangent les choses ; la vérité est quelque chose d'immédiat et de vital qui leur échappe. »

« D'où ça sort ? »,  
demandait Queneau...

Cette défiance à l'égard des idées « qui ne bougent pas », des dogmes perçus comme des obstacles au « mouvement » propre des textes, se retrouve dans un autre aspect de l'œuvre de Grosjean. Depuis 1972, le poète publie de petits livres qui n'entrent dans aucune catégorie littéraire connue, des récits singuliers pour lesquels Gallimard éprouva même le besoin de créer une maquette particulière, du meilleur goût d'ailleurs. Neuf de ces courts récits ont paru à ce jour (1).

Cela commença par *Clauwiltz* ; une manière de témoignage par l'esprit prussien. Puis ce fut la procession des figures bibliques, à commencer par le Christ — le Messie en 1974 et les Beaux



Jean Grosjean : « Les philosophes sont des poètes au sens péjoratif du mot ».

Jours en 1980 — *Elie, Darius, Pilate, Jonas*, un nouveau crochet par le monde germanique avec Kleist en 1985, et enfin, cette année, *Balkis, la Reine de Saba*.

« D'où ça sort ? », demandaient déjà Malraux et Queneau à la lecture des premiers récits. « Je vois encore Queneau à un comité de lecture chez Gallimard qui me disait : Je viens de relire et ça tient toujours, mais je ne comprends pas comment ! », se souvient Grosjean. L'inspiration ne

s'est pas tarie et la question demeure. Il y a bien sûr cette intimité avec la Bible, lue, « savourée », cette « imprégnation » du texte. Il y a aussi l'univers géographique du Livre qui fut parcouru dans les années 1936-1937. Le Proche-Orient, c'est, avec le monde nordique, l'autre pôle de prédilection. Jean Grosjean explique : « La culture du Proche-Orient est restée proche du fonds populaire commun de l'humanité. Je ne crois pas du tout à l'universalisme. Ce fonds, chacun

## La mort d'un champion de l'humour

Louis Scutenaire ne pensait qu'avec des paradoxes. C'est la seule façon de ne pas s'ennuyer.

VENU au monde avec le siècle, Louis Scutenaire écrivait : « A 6 heures du matin, le 29 juin 1905, quand je suis né, la Belle Époque a été supprimée. » Cet ancien surréaliste belge était un champion de l'humour toutes catégories : muni de son arme favorite, il combattait les mauvaises farces, les illusions meurtrières dont l'univers est rempli — comme si quelque puissance maligne voulait gâcher la vie des gens. « Scut », comme l'appelaient ses amis, ne pensait qu'avec des paradoxes. C'est la seule façon de ne pas s'ennuyer en compagnie de soi-même. Ainsi, lorsqu'il se mêlait de théologie, il affirmait : « L'existence de Dieu ne regarde que lui. »

J'ai rencontré Louis Scutenaire l'hiver dernier à Bruxelles. Avec sa grande, maigre silhouette de moine bouddhiste, il m'a reçu dans sa maison peuplée de toiles de Magritte. Les deux hommes ont vécu une amitié de quarante ans. Magritte surnommait Scut le « valétudinaire », à cause de sa santé fragile. Comme si le destin faisait un clin d'œil, Louis Scutenaire est mort le 15 août, d'une crise cardiaque, en regardant une émission de télévision qui commémorait le vingtième anniversaire



« Scut » en 1983.

de la disparition du peintre. « Il est mort le jour où il se sentait bien », notait Scut dans le quatrième volume de ses *Inscriptions*...

En tenant ces carnets de bord (le bord de quoi ?), ces recueils d'aphorismes et de boutades, de pensées ressenties et d'impressions méditées, il a inventé un genre littéraire qui lui est particulier : « Mes inscriptions, disait-il, sont ma correspondance avec moi-même. »

## Le poète dilettante

Le premier recueil de poèmes de Louis Scutenaire, *Patrimoine ou petite poésie*, fut publié en 1927, quelques mois après que son auteur eut rencontré le groupe surréaliste de Bruxelles et commencé à collaborer à la revue *Distances*.

L'essentiel de l'œuvre poétique de ce dilettante littéraire sera ainsi dispersé dans des plaquettes ou des revues confidentielles, et, plus encore, Louis Scutenaire offrira nombre de manuscrits à ses amis, sans se soucier de conserver un double des textes offerts. Il ne concevait la poésie que comme un acte gratuit, d'amour en quelque sorte.

Les éditions Brassa, aidées sans doute par le fantôme de Philip Marlowe, ont réussi à

exhumer et à réunir quelques centaines de poèmes, y compris ceux écrits par le jeune Jean-Louis Scutenaire en 1913, à l'âge de huit ans. Ce premier volume (1913-1945) ne prétend pas être exhaustif, et l'écrivain a dû souvent sourire des affres de ses éditeurs, affrontant son désordre.

Lisant ces textes, on s'embarque aussitôt pour une planète imaginaire où tout est mélancolie et beauté. Le voyage n'est pourtant pas sans périls, car le moindre mot de Scutenaire était le reflet d'une exigence qui ne s'accommodait d'aucun compromis.

P. Drs.

★ LA CITRINE, poèmes complets, 1913-1945, de Louis Scutenaire, éditions Brassa (Bruxelles), 522 p.

## ● MYTHOLOGIE

## Faust

Le 4 septembre 1587, l'imprimeur allemand Jean Spies publie, sans nom d'auteur, l'Histoire du docteur Jean Faust, le très renommé sorcier et magicien. D'emblée, l'écho est immense, embrasant l'imagination populaire. Une légende est née, qui va traverser les siècles.

L'HOMME qui a vendu son âme au diable est entré dans l'histoire. Son pacte infernal l'a protégé de tous les aléas du temps et de l'histoire, des successives révolutions de la pensée et même de la mort de Dieu. Faust, qui a choisi de percer les sombres mystères de l'univers en s'alliant au prince des ténèbres, Faust est la part maudite de la connaissance, la part révoltée, provocante, celle qui préfère l'erreur à l'ignorance, la damnation lucide à l'aveugle béatitude.

Mais, avant d'être à la fois le miroir et la multitude des reflets de l'homme occidental, le personnage eut un modèle vivant, truculent, pitoyable, chimérique : tragiquement humain, avec son appétit de démiurge. Qu'il se soit nommé Georg, Johann ou Georgius Sabellicus, qu'il soit né à Kündlingen, Knittlingen, Roda ou Sondwedel, qu'il ait étudié à Wittenberg ou à Ingolstadt, le Faust qui vécut dans la première moitié du seizième siècle, en dépit de l'imprécision des repères, ne fut pas ignoré de ses contemporains et marqua profondément leur mémoire.

Deux quasi-certitudes : il étudia la magie à l'université de Cracovie ; il mourut à Staufen-Brigau aux alentours de l'an 1540. On trouve également trace de sa séditieuse présence dans les écrits humanistes, des savants ou des théologiens qui l'ont rencontré — même Luther a entendu parler de lui et l'a mentionné une fois. Tous le dépeignent sous les traits d'un charlatan, individu louche, illusionniste, sorcier de foire, vantard impénitent.

D'où vient alors qu'un personnage aussi vilipendé ait été choisi par le prince-évêque de Bamberg pour tirer un horoscope ? Pourquoi Philipp von Hutten fit-il appel à ses pouvoirs de devin avant d'entreprendre une expédition au Venezuela, assurant sept ans plus tard que toutes les prédictions s'étaient réalisées ? Pourquoi, enfin, des émissaires de Charles Quint consultèrent-ils un tel mécréant sur l'issue de la guerre entre l'empereur et François I<sup>er</sup> ? Pour un vagabond voué aux lieux mal famés, Faust ne manquait pas d'entregent !

## Chassé de partout

Les autres mentions historiques du magicien sont à chercher dans des grimoires moins nobles. Il s'agit de procès-verbaux, d'avis d'expulsion, qui, de Creuznach à Ingolstadt ou à Nuremberg, désignent le satané docteur à la vindicte comme étant « grand sodomite et nécromancien ». Chassé de partout, errant de duchés en principautés, honoré un jour, honni un an, Faust va de place en place exercer sa science, produire ses sortilèges. Il fascine par son éloquence, ses dons de thérapeute sont réels. Les étudiants l'aiment pour ses harangues anticléricales, le peuple des tavernes pour ses talents d'enchantement. Ne l'a-t-on pas vu convoquer magiquement les héros de la Guerre de Troie, les contraindre à paraître sur la scène sombre d'un estaminet, dialoguer avec eux et redoubler de malice et de séduction pour les beaux yeux d'Hélène ?

Avec autant de prodiges à son actif, tant de tours dans son sac, tant de merveilles au bout de la langue et une telle volonté de défier les dogmes, l'ordre des choses, la loi de Dieu : celui-là ne peut avoir partie liée qu'avec le diable... Cette rumeur escorte bientôt Faust, le précède, avant de lui survivre. C'est la société des marges qui, de récits en affabulations, de damnations en épouvantes, va garder le souvenir de

## L'écrivain sous le dévot

Le 4 septembre 1587, à Francfort-sur-le-Main, l'imprimeur Jean Spies publie, sans nom d'auteur, un « livre populaire » (*Volksbuch*) intitulé : *Histoire du docteur Jean Faust, le très renommé sorcier et magicien. De la manière dont il se vendit au diable pour un temps déterminé, des aventures extraordinaires qu'il a pendant ce temps vécues, causées et éprouvées lui-même jusqu'au jour où il regut enfin son salaire bien mérité. Extraite en majeure partie de ses propres écrits trouvés après sa mort, rédigée et publiée pour servir d'exemple horrible, de leçon effroyable et d'avis sincère à tous les hommes orgueilleux, curieux et impies.*

Au sujet de l'auteur, Jean Spies indique simplement que le manuscrit a été composé par l'un de ses « bons amis de Spire ». La personnalité de celui-ci se révèle quelque peu dans la « Préface au lecteur chrétien » dont il a tenu à coiffer le récit. Son ton, sa rhétorique, les citations bibliques qui rythment son texte ; tout semble indiquer le théologien protestant attaché à « servir à l'édification et à l'amendement de chacun ». Mais comme le diable veille sans doute ici aussi, l'écrivain perce souvent sous le dévot et, par effraction, l'œuvre se libère du carcan bien-pensant dans lequel — sincèrement ou par précaution — l'auteur prétendait l'inscrire.

Il y a de la fougue, du lyrisme et parfois un élan inspiré dans les temps morts du prêche... « Le fait du docteur Faust consistait en ceci qu'il aimait trop ce qui ne doit pas être aimé, et le poursuivait nuit et jour. Il donnait à son esprit l'essor de l'aigle, et voulait sonder les causes de toutes choses dans le ciel et sur la terre, car sa curiosité, son dérèglement et son libertinage le stimulaient et l'excitaient à ce point, qu'il entreprit à un certain moment de mettre en œuvre et d'essayer quelques formules, figures, caractères et conjurations magiques, afin de contraindre le diable à paraître devant lui (1). »

D'emblée, le *Volksbuch* publié par Jean Spies déclenche un écho immense. En dix ans, vingt-deux éditions allemandes et des traductions dans toutes les langues européennes. Faust s'impose comme emblème de l'époque, il en a les ambiguïtés, les frayeurs, les

**VENDEZ**  
TOUTE L'ANNÉE  
**LIVRES, DISQUES**  
SACELP, société d'achat  
de la LIBRAIRIE  
**JOSEPH GIBERT**  
2, rue de l'Ecole-de-Médecine  
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel  
Tél. : 40-16-02-45. 75006 Paris  
M<sup>o</sup> Odeon - RER Luxembourg



هنا من النص



هذا من اجل

Faust

## a quatre cents ans



Michel Simon dans la *Beauté du diable* : une jubilante ironie

Éclairs de lumière blanche ou noire. Il se tient à la fracture des temps, le corps et le cœur encore liés au Moyen Âge, l'esprit déjà aimanté par la Renaissance. Prenant appui sur le fonds commun des superstitions, il aspire à la plénitude du savoir. En fait, il n'a pas les moyens de ses désirs grandioses. D'où le raccourci du pacte luciférien, l'abandon éternel de l'âme pour salaire de vingt-quatre années de richesses, de puissance et de gloire.

### Le conquérant du monde

Car Faust est un impatient et un jouteur qui veut la connaissance et les plaisirs, qui veut saisir la secrète mécanique de l'Univers et goûter aux plus subtiles incantations. Il n'attend nullement se damner au seul bénéfice de la science. Sa popularité, au seizième siècle, vient d'abord de cela : il est celui qui échappe magiquement à la misère des gueux et s'en va jouer d'aventures plus éclatantes que celles des princes et des rois.

On comprend qu'un être à vif, marginal, révolté, batailleur comme Christopher Marlowe ait composé d'enthousiasme une *Tragédie de la vie et de la mort du docteur Faustus*, si l'on lue la version anglaise du *Volksbuch*, en 1590. Grâce à lui, à son génie enfiévré et violent, la forme dramatique s'empare du récit et forge les personnages de l'affrontement qui fonde notre modernité. Le couple Faust-Méphisto échange ses premières répliques et la conscience s'ouvre comme une blessure sans fin. Sur tous les registres, ces deux-là s'emploient à forcer le destin. La ruse la plus grossière cède l'intuition la plus vive, et Méphisto d'avouer :

*L'enfer est sans contour précis, à soi.  
Sans limites. L'enfer, c'est où nous sommes.  
Oh qu'il soit, là, sans fin, il nous faut être.*

Faust, lui, tout à sa soif d'expériences, emporté par la fureur de sa quête, ne perçoit pas la force d'anticipation de la confidence.

*Eussé-je autant d'âmes qu'il y a d'étoiles,  
Toutes iraient à Méphisto-phéas.  
Par lui, je suis le conquérant du monde.  
Je lance un pont sur les airs agités... (2)*

Marlowe tend la main à son héros et jubile au spectacle de ses rêves démesurés. Il a le tempérament des étudiants qui acceptaient d'être subjugués par le Faust historique. Si la damnation reste au bout du chemin, le châtiment n'efface plus les territoires sublimes un instant entrevus. Perdre son âme est un risque à prendre pour qui veut

provoquer l'inconnu. Marlowe, qui a fait de sa jeunesse un risque permanent, périra dans un bouge, au cours d'une rixe, d'un coup de poignard dans l'œil, à l'âge de vingt-neuf ans.

Pendant deux siècles, la pièce élisabéthaine va servir de canevas aux représentations données en Allemagne sur les tréteaux de foire, puis dans les théâtres de marionnettes. Ici, la farce déborde le drame, on rit bravement de ce qui terrifie, on s'identifie à un troisième lascar, un valet clownesque pourvu d'un bon sens épais qui réussit à berner Méphisto, tandis que Faust, le savant-philosophe, roule à l'abîme.

Cette veine burlesque, présente dès l'origine, accompagnera toujours, comme en filigrane, les métamorphoses du mythe — le fou rir baissant sensiblement de lui jusqu'à laisser la place à la dévotion et à l'ironie. Molière (dans ses films), Wedekind, Benavente, Ghelderode et Ribemont-Dessaignes (au théâtre), Boulgakov (dans son fabuleux roman *Le Maître et Marguerite*) et même Valéry (dans *Lust*, la comédie inachevée de *Mon Faust*) s'inscrivent dans cette tradition insolente, voire iconoclaste, qui conjugue la fantaisie et l'anarchie.

### L'infini et l'amour

Mais après Marlowe, la grande transfiguration, celle qui fait de Faust le catalyseur du Siècle des Lumières et de la rébellion romantique, est l'œuvre de Goethe. « Voici le temps de prouver par des actions que la dignité de l'homme ne se cède point à la grandeur des dieux ! Il ne faut pas trembler devant ce gouffre obscur, où l'imagination semble se condamner à ses propres tourments ; devant cette étroite avenue où tout l'enfer étincelle !... Ose d'un pas hardi aborder ce passage : au risque même d'y rencontrer le néant ! (3) ».

Gloire à l'homme, donc ; à l'homme enivré d'infini et qui objecte devant l'imperfection du monde. L'enjeu du combat entre le bien et le mal n'est plus la seule connaissance, mais aussi l'amour. L'*affaire Marguerite* pour reprendre l'impertinente formulation de Valéry, L'*affaire Marguerite* qui, contrairement, renforce l'humanisation et l'idéalisation du mythe, et par là lui confère sa plus vaste amplitude.

Désormais, il n'y aura plus guerre de pacte qui ne soit l'extrême rançon d'un amour extrême. Chez les romantiques, la damnation demeure la sanction suprême qui authentifie l'excès d'une passion plus mortelle que la mort. Avec bien des variantes, Chamois, Grabbe, Lenau, Heine, Byron, Ibsen, ont repris le thème, et même Villiers

de l'Isle-Adam qui, pour préserver la pureté d'un amour absolu, conduit Axel et sa bien-aimée au suicide. C'est l'idéalisation ultime, celle qui nie radicalement le monde : « Vieille terre, je ne bâtirai pas les palais de mes rêves sur ton sol ingrat... »

Avec deux guerres mondiales et la bombe atomique, le vingtième siècle a su créer ses propres enfers et dévaler d'autant la damnation. Faust, encombré d'une âme qui ne trouve plus preneur, aurait pu disparaître, ou pis, attacher son image à un folklore désuet. Il n'en a rien été, au contraire, jamais ses avatars ne furent plus nombreux, plus dissemblables. D'abord, le mythe se paganise : Faust rejoint Prométhée, voleur de feu, voleur de science. Puis Spengler, dans *Le Déclin de l'Occident*, en fait l'archétype de l'homme occidental voué à l'action, aux techniques, aux conquêtes. Cette volonté de puissance le désigne bientôt comme un héros du nationalisme allemand, avant d'être enrôlé sous les bannières du nazisme. A l'opposé, les marxistes s'emparent aussi de l'insaisissable docteur devenu le fier représentant des forces de progrès et du sens de l'histoire.

Mais Faust, un temps otage des idéologies, anticipe déjà leur faillite. Dès 1947, Thomas Mann s'inspire de la légende originelle pour restituer à son *Docteur Faustus* une dimension tragique, grandiose et désespérée. Quant à l'admirable film de René Clair *La Beauté du diable* (1950), il réussit l'impossible : mêler tous les éléments constitutifs du mythe, avec une jubilante ironie qui n'emprunte rien à la caricature, pour composer finalement un hymne à l'amour et à la liberté humaine.

Dernier écho — ou plutôt écho différé, puisque le manuscrit aura attendu cinquante ans et la perspicacité de Pierre Légère-Costa pour venir au jour dans son intégralité — le *Faust* de Fernando Pessoa. Sans doute le cri le plus sombre, celui qui profère jusqu'à la folie l'impossibilité d'aimer, l'impossibilité de vivre. Chez Pessoa, le mystère de la création demeure plus mystérieux que le mystère du créateur. Le monde est plus obscur que Dieu. Pessoa est un Faust qui traque le trop humain de son être. La damnation est en lui comme un vicié original et horrible à jamais.

*Même si tu vois Dieu face à face,  
Même si l'Éternel te tend la main, la vérité t'échappe ;  
Même si tu romps les voiles,  
Ton chemin est plus long que la solitude (4).*

ANDRÉ VELTER.

- (1) Traduit par Ernest Falga.
- (2) Traduit par Philippe de Rothschild.
- (3) Traduit par Gérard de Nerval.
- (4) Traduit par Pierre Légère-Costa et André Velter.

## D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

### Les deux vies de Fernando Isaac Cardoso

★ DE LA COUR D'ESPAGNE AU GHETTO ITALIEN (Isaac Cardoso et le marranisme au dix-septième siècle). Traduit de l'italien par Alexis Noas (ouvrage publié avec le concours du Centre national des lettres). Fayard, 660 p. (dont près de 200 pages de notes), 195 F.

On connaît Isaac Cardoso, médecin marrane et apologiste juif de langue espagnole, qui vécut au dix-septième siècle dans la péninsule hispanique et qui, à plus de quarante ans, choisit de fuir Madrid pour l'Italie, d'abord à Venise, l'une des plus importantes communautés juives de ce temps, puis à Vérone, où il passa ses trente dernières années ?... Les dictionnaires et les encyclopédies en français ignorent totalement ce grand intellectuel, un des représentants les plus remarquables de la société marrane.

L'ouvrage du professeur américain Yosef Hayim Yerushalmi *De la cour d'Espagne au ghetto italien*, sous-titré *Isaac Cardoso et le marranisme au dix-septième siècle* (1) n'est pas vraiment une biographie, mais plutôt une enquête historique sur la vie réelle, souvent occultée, de ces juifs séparés. Un ouvrage savant qui tient du roman policier ! Il s'agit d'expliquer des faits : « Malgré tous les progrès accomplis, la recherche sur les marranes n'a pas encore surmonté plusieurs dichotomies fondamentales. (...) Leur histoire est à la fois « péninsulaire » et « juive » : il n'est pas surprenant que chacune de ces deux dimensions ait souvent été traitée comme une entité indépendante. La meilleure illustration du divorce est sans doute le cas de ces marranes qui, au long de plusieurs siècles, ont fui l'Espagne ou le Portugal pour se réfugier ailleurs en qualité de juifs déclarés. Ils eurent, en un sens, deux vies, l'une avant leur départ, l'autre après. Bien naturellement, l'historien de l'Espagne s'est en général attaché à la première, et celui du judaïsme à la seconde... »

Yerushalmi a voulu intégrer ces deux vies : celle d'un marrane extérieurement chrétien et la vie juive après l'entrée dans une communauté. S'il a choisi comme centre de son étude Isaac Cardoso, cet inconnu, c'est que l'expérience de celui-ci touche aux problèmes centraux du marranisme du dix-septième siècle.

Q'EST-CE qu'un marrane ? Le Robert — qui rappelle que le mot vient de l'injure marano, signifiant « porc » et de moharrahmah, signifiant « chose interdite par la religion » —, donne cette définition : « Juif d'Espagne ou du Portugal converti au christianisme par contrainte, et resté fidèle à sa religion ». Le Dictionnaire encyclopédique Mounie (Bordas, 1986) fait mention d'une antipathie certaine : « Nom donné en Espagne, à partir du quinzième siècle, aux juifs qui acceptèrent une apparente conversion au christianisme pour préserver leurs biens et leur tranquillité (...) afin d'échapper aux tracasseries de l'Inquisition ». Soupçonnés de pratiquer secrètement leur foi ancestrale, ces « nouveaux chrétiens » ou « conversos » pouvaient être condamnés à la confiscation de leurs biens ou à la mort sur le bûcher dans un de ces somptueux auto-da-fé qu'évoque bien la couverture de l'édition française de l'ouvrage de Yerushalmi.

Officiellement, il n'y a plus de juifs dans la péninsule ibérique après la fin du quinzième siècle, mais la conversion n'exclut pas les « tracasseries » : il était défendu aux « nouveaux chrétiens » d'accéder à certains postes officiels, à certains honneurs, d'entrer dans certains collèges, certaines universités. Pourtant, on trouve toutes les nuances de pratique religieuse chez les marranes : ceux qui se disent chrétiens et ceux qui se préparent à aller au bûcher. Entre ces deux extrêmes, il y a des marranes qui, clandestinement, observent plus ou moins les rites. Avec toujours la peur de l'Inquisition. L'Espagne, où avaient coexisté pendant des siècles, jusqu'à la Reconquête, judaïsme, christianisme et islam, était devenue judéophobe. Elle n'a pas toujours laissé en paix les « nouveaux chrétiens » qui voulaient être catholiques, mais il en est beaucoup qui ont réussi : tel Christophe Colomb, ou Théodore d'Avila, dont le grand-père était juif, (mais qui n'était pas marrane).

En prenant comme objet de son étude Fernando Isaac Cardoso, le professeur Yerushalmi a voulu retracer l'odyssée d'un marrane dont la vie se déroule dans deux civilisations apparemment antagonistes : le catholicisme ibérique et le judaïsme italien. Ayant décidé d'étudier un marrane dont il ne savait presque rien, sauf qu'il était l'auteur d'un des ouvrages apologistes les plus importants du judaïsme : les *Escalencias de los Hebreos* — publié en espagnol à Amsterdam en 1679, — il traque littéralement Fernando Isaac dans les archives et les bibliothèques. Du Portugal à l'Espagne, de Madrid à l'Italie. Enquêteur en même temps qu'historien, il se plonge dans les méandres de la science, de la médecine, de la philosophie en Espagne, des milieux de la cour, du messianisme juif et de la vie du ghetto au dix-septième siècle. Il suit la piste de cet homme

extraordinaire, le perd souvent par manque de documents (les archives du ghetto de Vérone, par exemple, ont été complètement détruites après 1940). Étant historien, et non pas auteur de romans historiques, il ne cache pas les lacunes de sa recherche.

NÉ dans une famille marrane en 1604 (ou en 1605) au Portugal, soit plus de cent ans après l'expulsion des juifs d'Espagne par les Rois Catholiques et des juifs du Portugal par Manuel I<sup>er</sup>, Fernando Cardoso est élevé en Espagne, où, grâce à de brillantes études dans la très chrétienne université de Valladolid, il occupe à l'âge de vingt et un ans la chaire de philosophie et prend à une des très importantes chaires de médecine. Entre 1627 et 1630, à quatre Valladolid pour Madrid à une époque où l'influence des « nouveaux chrétiens » est à son apogée dans la capitale espagnole. Très vite intégré dans les cercles mondains et artistiques les plus huppés, il publie en 1631 son premier sonnet à la gloire du roi, descendu dans l'arène pour tuer un toro brave, puis, l'année suivante, un Discours sur l'éruption du Vésuve. Il devient médecin à la cour de Philippe IV et fait paraître des écrits qui lui valent une place d'honneur dans la médecine espagnole. Intellectuel respecté, il est aussi l'auteur d'une oraison funèbre pour la mort du grand Lope de Vega, en 1635, lequel, trois jours auparavant — le jour de la Saint-Barthélemy — s'était évanoui à une conférence de Cardoso à laquelle assistait ce prestigieux auditeur...

Yerushalmi montre bien l'ambiguïté de l'existence de D<sup>r</sup> Cardoso à Madrid, en butte à l'hostilité à l'égard des « nouveaux chrétiens » que renime une carrière si brillante, et au climat de « chasse aux sorcières », dont témoigne le grand auto-da-fé de 1632 : superproduction à grand spectacle sur la plaza Mayor au cours de laquelle quarante prisonniers encapuchonnés de jaune furent amenés devant le grand inquisiteur. Sept furent condamnés au bûcher (dont six étant accusés de « judaïsme »), les autres condamnés à la prison à perpétuité, ou fustigés, aux galères, etc. On peut penser que ces expériences dominèrent à Cardoso la volonté de choisir l'exil afin d'unifier sa vie et ne plus accepter l'hypocrisie, la déshonneur. Cardoso est un homme qui veut vivre en juif comme des milliers d'autres marranes qui se sont échappés à Amsterdam — comme Baruch Spinoza — à Smyrne — comme Sabbataï Tsevi, le pseudo-messie, — à Salonique, au Brésil, ou dans le sud de la France.

En 1648, donc, au sommet de sa gloire, il quitte l'Espagne pour l'Italie, où, quinze ans plus tôt, une autre Inquisition a obtenu la rétractation de Galilée ! Se faisant désormais appeler Isaac, Cardoso va se transformer, jusqu'à sa mort en 1683, en porte-parole du judaïsme dans un monde juif secoué par le sabbatisme (2), mouvement d'un messie apostat qui s'est converti à l'islam. Isaac va s'opposer vigoureusement à son frère cadet Abraham, plus connu que lui pour être devenu Abraham, au mouvement sabbatiste après la conversion.

Les juifs convertis font aussi partie de l'histoire du peuple juif... Cette hypothèse de Yerushalmi — et de Scholem — ne fait pas l'unanimité dans la communauté. En historien sérieux, mais prêt au herosisme (intellectuel), fort de ses arguments, il va lui aussi dans les paradoxes pour exhumier les traces cachées et faire retour à ce qui a été refoulé : sabbatisme, il explore l'histoire des séfarades ; né à New-York de parents russes, il a parlé l'hébreu et le yiddish avant l'anglais, après à l'école juive, le yeshiva ; diplômé de théologie juive, il a préféré enseigner à Harvard puis à Columbia plutôt que d'être rabbin ou d'aller vivre en Israël ; hanté par la conscience de l'histoire juive et de la mémoire, il s'est fait connaître en France par Zakhon (3), interrogation sur une religion qui a longtemps refusé la science (*Wissenschaft*) du judaïsme (à noter que, les dix-neuf volumes de l'*Histoire d'Israël* du professeur Baron, quatre seulement sont traduits en français (PUF, 1957-1964, réédité en coll. Quatrième, 1986).

Bon lecteur de Freud, qu'il ne veut pas abandonner aux psychanalystes, il prépare actuellement une étude sur le dernier ouvrage de Freud, *l'Homme Moïse et la religion monothéiste* (4), selon lequel Moïse n'était pas hébreu, mais égyptien et fut tué par les juifs dans le désert. Sur un thème qui, une fois encore peut choquer, l'historien va tenter de nous éclairer sur ce Marrane d'Égypte, en proie, lui aussi, au schisme et à la schizophrénie de celui qui doit vivre dans deux univers antagonistes.

- (1) C'est sa thèse, publiée en 1971 : *From Spanish Court to Italian Ghetto: Isaac Cardoso*. (Seconde édition : University of Washington Press, Seattle-Londres, 1981).
- (2) Voir Gershon Scholem : *Sabbataï Tsevi, le messie messianique*, Verdier, 1983.
- (3) Zakhon, *Histoire juive et mémoire juive*. Trad. Eric Vigne (La Découverte, 1984), voir l'article de Dominique Bourlès dans « Le Monde des livres », du 7 décembre 1984.
- (4) Nouvelle traduction. Gallimard, 1987.



La synagogue du Trastevere à Rome (XIV<sup>e</sup> s.).

VENDEZ  
UN TEL ANNEE  
LIVRES, DISQUES  
JOSEPH GIBBS



## PUBLICATION JUDICIAIRE

DÉCISION RENDUE LE 9 JUIN 1987 PAR LE CONSEIL DE LA CONCURRENCE ET FRAPPÉE DE RECOURS  
PAR LE CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

Décision n° 87-D 15 du Conseil de la concurrence relative à la situation de la concurrence dans la distribution en pharmacie de certains produits cosmétiques et d'hygiène corporelle.

NOR: EOC8710067S

Le Conseil de la concurrence;  
Vu la décision de la Commission de la concurrence en date du 14 décembre 1986 de se saisir d'office;

Vu l'article 85 du traité de Rome et le règlement n° 17-62 du Conseil modifié, pris pour son application;  
Vu les ordonnances n° 45-1483 et n° 45-1484 modifiées du 30 juin 1945 relatives respectivement aux prix et à la répression des ententes et à la répression des infractions à la législation économique;

Vu la loi n° 77-806 du 19 juillet 1977 relative au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante, ensemble le décret n° 86-1209 pris pour son application;

Vu l'ordonnance n° 86-1243 du 1<sup>er</sup> décembre 1986 relative à la liberté des prix et de la concurrence;

Vu les articles L. 511 à L. 558 et R. 5014 à R. 5054 du code de la santé publique;

Vu la loi n° 75-604 du 10 juillet 1975 modifiant le livre V du code de la santé publique et concernant la fabrication, le conditionnement, l'importation et la mise sur le marché des produits cosmétiques et des produits d'hygiène corporelle (art. L. 558-1 à L. 558-10 du code de la santé publique) et les textes pris pour son application;

Vu la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983 relative à la sécurité des consommateurs;

Vu les observations présentées par les parties sur le rapport qui leur a été notifié le 25 septembre 1986;

Le commissaire du gouvernement, le rapporteur général et les parties entendues;

Reçoit les constatations (I) et adopte la décision (II) ci-après exposées:

## I. — Constatations:

## a) Les caractéristiques du marché.

Parmi les produits non soumis à une autorisation de mise sur le marché, dont les pharmaciens peuvent, en application de l'article L. 569 du code de la santé publique, faire le commerce sans en avoir le monopole légal, figurent les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, seuls concernés par la présente décision.

Les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle se décomposent en une cinquantaine de familles. En France, les ventes hors taxes de cette industrie se sont élevées en 1985 à 27,2 milliards de francs, dont 11,2 milliards à l'exportation. Ces ventes progressent régulièrement en volume depuis plusieurs années.

Les entreprises fabriquant ces produits sont nombreuses et de tailles variées. Les principales font partie de groupes importants à vocation internationale qui contrôlent chacun plusieurs marques.

Parmi celles qui distribuent exclusivement leurs produits en pharmacie, la concentration est assez élevée puisque les trois premiers groupes réalisent 39 % du chiffre d'affaires (19 % pour L'Oréal, 12 % pour Pierre Fabre et 8 % pour Roc du groupe Moët-Hennessy).

Seuls les fabricants les plus importants sont présents sur tous les segments du marché. Les autres offrent généralement quelques produits en complément d'une gamme de médicaments. Pour certaines marques, la prescription des produits par le corps médical joue un rôle non négligeable dans les ventes réalisées et le recours à des visiteurs médicaux constitue souvent le moyen exclusif de promotion.

Les produits sont vendus sous de multiples marques dont le principal critère de différenciation est leur mode de distribution. On distingue quatre circuits : la pharmacie, qui représente 11,3 % des ventes, la diffusion sélective (21,6 %), la grande diffusion (56,5 %) et la vente directe (10,6 %). La part respective des ventes effectuées par chaque mode de distribution varie cependant en fonction des segments du marché.

Tous les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, quel que soit leur mode de distribution, sont soumis aux mêmes exigences de contrôle et de fabrication avant leur mise sur le marché, en application de la loi n° 75-604 du 10 juillet 1975, et aux mêmes impératifs en ce qui concerne la sécurité des consommateurs, en application de l'article L. 558-4 du code de la santé publique et de la loi n° 83-660 du 21 juillet 1983.

Certains produits vendus exclusivement en pharmacie peuvent être plus élaborés et faire l'objet de contrôles de fabrication plus stricts que ceux qui sont distribués dans d'autres circuits de distribution, ou même avoir des propriétés particulières.

Les niveaux moyens de prix observés dans les divers circuits de la distribution sont très différents. Selon une étude récente de la société Secodip, les prix en grande diffusion sont généralement inférieurs de moitié à ceux qui sont pratiqués par la pharmacie, lesquels sont eux-mêmes nettement inférieurs à ceux de la distribution sélective.

Plusieurs autres études venues du dossier montrent que le consommateur attribue à chaque circuit de distribution des qualités spécifiques. Le choix d'un circuit de distribution par le client semble étroitement dépendant de l'image de marque qu'il s'attache aux produits. Mais cette image est elle-même fonction du mode de diffusion des produits et de l'importance des investissements publicitaires.

Si la part des ventes réalisées par chaque circuit de distribution est globalement stable depuis plusieurs années, la pharmacie a cependant perdu des parts de marché sur certains segments (par exemple, sur les produits spécifiques de soins et de traitement pour les bébés : de 73,1 % en 1978 à 48,9 % en 1985) et en a gagné sur d'autres (par exemple, sur les produits à démaquiller de 26 % à 30 %).

## b) Les caractéristiques de la distribution en pharmacie des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle.

Les sociétés Biopha, Expanscience, Goupil, Guigoz, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Pharmosop, Roc, Ruby d'Anglais et Vichy diffèrent tous leurs produits exclusivement en pharmacie.

La plupart des marques présentes en pharmacie sont distribuées par ce canal depuis de nombreuses années et souvent depuis leur création. Pour justifier l'exclusivité accordée à l'officine pharmaceutique, les fabricants avancent deux arguments principaux : l'absence de concurrence ou l'absence de concurrence.

En premier lieu, les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle seraient des produits de soins dermatologiques et de cosmétique médicale qui peuvent être prescrits comme des médicaments.

En second lieu, ces produits seraient fabriqués et contrôlés, conformément aux normes et techniques de la science pharmaceutique et donc, seul un homme de l'art pourrait comprendre leur formulation et l'information scientifique diffusée à leur sujet.

En troisième lieu, la pharmacie serait le canal de distribution normal pour des laboratoires qui produisent essentiellement des médicaments, et accessoirement des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle.

En quatrième lieu, le pharmacien serait un point de passage obligé pour introduire des produits nouveaux liés aux soins et à la santé. Elle assurerait aussi la « recousse de l'information » vers le producteur.

En cinquième lieu, le couple produit-pharmacien serait l'élément fondamental de l'image des produits auprès des consommateurs.

Tous les fabricants exigent de leurs revendeurs qu'ils soient la qualité de pharmacien d'officine inscrit au tableau de l'ordre ; la société Roc exige, en outre, que le pharmacien possède un « diplôme de pharmacien ».

Plusieurs fabricants estiment qu'il n'est pas nécessaire de faire figurer dans un contrat de distribution leurs exigences à l'égard de leurs revendeurs. Pour eux, le pharmacien d'officine rempli, par nature, les conditions nécessaires à une distribution adéquate de leurs produits en raison des contraintes légales auxquelles il est soumis.

En revanche, la société Guigoz a signé, en octobre 1985, un « contrat de distribution officielle » avec la fédération des syndicats pharmaceutiques de France et l'Union nationale des pharmaciens de France. Les sociétés Goupil depuis 1964, Vichy à partir de septembre 1984, Klorane, Ducroy et Galénis du groupe Pierre Fabre Cosmétiques, Biopha et Monot à partir de 1983, ont, pour leur part, établi et fait signer aux pharmaciens un contrat de distribution sélective.

## c) Les relations entre entreprises et avec les organisations professionnelles.

Il résulte du dossier que, dès septembre 1983, avant toute sollicitation du groupement d'achat des centres Leclerc (Galeo), les sociétés Lutsia, Roc, Vichy, Monot, Expanscience, Ruby d'Anglais, Pierre Fabre Cosmétiques, Pharmygiene, Lachartre, Biopha et le Syndicat national de la dermo-pharmacie échangeaient des informations sur leur attitude vis-à-vis de demandes éventuelles de ce groupement (pièces n° 79 et 81 annexes au rapport) ; que ces échanges se sont poursuivis, lors d'une réunion du Syndicat national de dermo-pharmacie le 1<sup>er</sup> mars 1984 (pièces n° 37 et 82), puis le 22 mars 1984, au sujet des actions entreprises contre les centres Leclerc et de l'origine des approvisionnements de ce distributeur (pièces n° 43, 45, 59, 83, 107 et 110) ; que le refus d'agréer des centres Leclerc comme revendeurs est constant depuis 1983 (pièce n° 78).

La coopérative d'exploitation et de répartition pharmaceutique (CERP Rouen), les établissements pharmaceutiques de répartition (OCP) et le groupement de répartition pharmaceutique (GRP), qui sont des grossistes répartiteurs, et le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne et l'ordre national des pharmaciens se sont associés aux actions contre les centres Leclerc et ont participé avec les sociétés Vichy et Pierre Fabre Cosmétiques à la recherche des pharmaciens qui auraient pu les approvisionner (pièces n° 85, 87, 88, 90 et 97).

La fédération des syndicats pharmaceutiques, le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne et le conseil national de l'ordre ont demandé sous différentes formes à plusieurs reprises, en 1983 et 1984, aux fabricants de confirmer leur attachement à l'exclusivité de la distribution de leurs produits en officine et de s'expliquer sur la présence des produits de leurs marques dans les centres Leclerc. Des menaces de représailles ont été proférées par certains pharmaciens au cours de plusieurs réunions professionnelles auxquelles participaient de nombreux fabricants (pièces n° 30, 31, 35, 36, 37, 41, 43, 45, 59, 60 à 63, 68, 84, 85, 86, 93, 96, 102, 103, 106, 107, 113 et 116).

Il résulte également du dossier que la fédération des syndicats pharmaceutiques s'est opposée jusqu'en mars 1985 au souhait des fabricants de supprimer la diffusion de prix conseillés de revendeurs (pièces n° 40, 41, 44, 45, 51 bis, 59, 99, 107, 113 et 116) en raison des « risques d'une concurrence normale au sein du circuit pharmaceutique qui aurait pu remonter au niveau du médicament et déstabiliser l'ensemble de la profession » (pièces n° 20, 26, 35 à 39). Les sociétés Lutsia, Roc, Vichy, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Ruby d'Anglais, Monot, Erian, Biopha, Pharmygiene et Lachartre ont renoncé à supprimer ces prix conseillés tant que la fédération des syndicats pharmaceutiques a maintenu son opposition (pièce n° 42). Ensuite, à l'exception de la société Lachartre, elles ont substitué aux prix conseillés des abaques de prix donnant les prix de vente en fonction de différents coefficients multiplicateurs (pièce n° 50). Ces abaques, qui comportent le plus souvent des indications de prix maximum, ont été diffusés à partir de septembre 1985, conformément au modèle publié en avril 1985 par la fédération des syndicats pharmaceutiques dans un numéro de son journal *Le Pharmacien de France* (pièces n° 46 à 49). La société Pierre Fabre Cosmétiques explique cette substitution par le souci « d'éviter et de contrôler cette suppression des prix conseillés afin d'éviter une bataille de prix échevelée » (pièce n° 47).

Les grossistes répartiteurs ont continué à diffuser des prix conseillés auprès des pharmaciens et, en juin 1986, 84 % des pharmaciens pratiquaient un prix égal ou supérieur au prix conseillé ou au prix maximum résultant des abaques diffusés par les producteurs.

Il résulte enfin du dossier que le conseil national de l'ordre des pharmaciens, l'union nationale des pharmaciens de France, l'association de pharmacie rurale, la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, les sociétés Biopha, Lachartre, Lutsia, Roc, Ruby d'Anglais, Expanscience, Guigoz, Vichy et Pierre Fabre Cosmétiques ont tenu plusieurs réunions et ont eu des échanges pour rechercher et mettre en œuvre des moyens destinés à assurer la protection de l'exclusivité de l'officine pharmaceutique à l'égard des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle diffusés par ces fabricants. C'est à la suite d'une exigence de la fédération des syndicats pharmaceutiques qui craignait, d'une part, l'exclusion de certains pharmaciens des réseaux de distribution, sélective pratique notamment par les sociétés Biochem et Phas du groupe L'Oréal et Galénis, de Pierre Fabre Cosmétiques et, d'autre part, la concurrence par les prix entre les pharmaciens, que ces fabricants ont confirmé le principe de l'agrément des seuls mais de tous les pharmaciens (pièces n° 42, 52 à 57, 60 à 62, 99, 100, 101, 105, 107 et 109). La fédération des syndicats pharmaceutiques a obtenu, par le conseil national de l'ordre des pharmaciens (pièce n° 19).

## II. — A la lumière des constatations qui précèdent, le Conseil de la concurrence:

## Sur la procédure:

Considérant que M. Leclerc, d'une part, coprésident de l'association des centres distributeurs Edouard Leclerc, qui a obtenu de la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, les droits moraux de ses adhérents et, d'autre part, fondé de pouvoir, secrétaire général de la société coopérative groupement d'achat des centres Leclerc (Galeo), a adressé un dossier à la Commission de la concurrence concernant la distribution des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ; que c'est pour ces raisons qu'il a été entendu par le rapporteur ; qu'à la suite de cette audition il est apparu que le Galeo avait la qualité de partie intéressée au sens du cinquième alinéa de l'article 52 de l'ordonnance n° 45-1483 ; que les parties ont pu avoir connaissance, par la communication du rapport, de l'ensemble des éléments de fait ou de droit retenus par le rapporteur et y répondre dans leurs observations ; que dès lors le caractère contradictoire de la procédure a été respecté ;

Considérant que M. Leclerc n'a eu accès, contrairement à ce que pourraient laisser supposer les termes de sa lettre du 19 juin 1986, à aucune pièce autre que le rapport, conformément aux dispositions en vigueur à l'époque de l'instruction ; que les règles de procédure de l'ordonnance ont donc été respectées ;

Considérant que la divulgation par la presse d'éléments du rapport, en violation des dispositions du sixième alinéa de l'article 52 de l'ordonnance n° 45-1483, n'est pas de nature à entacher d'irrégularité la procédure ; que le président de la Commission de la concurrence a déposé plainte contre X, le 4 octobre 1986, pour infraction aux dispositions précitées ;

Considérant que les ententes du rapporteur avec MM. Chiaramonte et Calvo, le 6 mars 1986, et MM. Chiaramonte et Peyronnet, le 4 juin 1986, ne constituent pas des ententes au sens de l'article 15 du décret du 25 octobre 1977 modifié et qu'aucun des éléments recueillis au cours de ces ententes n'a été utilisé dans le rapport pour établir des griefs ;

Considérant que, si les études Sofres et Synesis n'ont pas été communiquées en annexes du rapport, elles ont cependant été versées au dossier en annexes au mémoire du Syndicat national de la dermo-pharmacie ; que les parties, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986, ont pu consulter quinze jours avant la séance ; que si la société Pierre Fabre Cosmétiques estimait que l'annexe n° 20 à son mémoire était confidentielle, il lui appartenait entre la date d'entrée en vigueur des nouvelles règles de procédure et celle de la séance, de demander qu'elle fût écartée du dossier ; qu'aucune demande en ce sens n'a été formulée ; que les autres informations qui ont été annexées au rapport sont au nombre des éléments visés au cinquième alinéa de l'article 52 de l'ordonnance n° 45-1483, lesquels doivent figurer au rapport pour permettre aux parties d'exercer leur droit de défense ; que dès lors il n'y a pas lieu d'écarter du dossier les pièces susvisées ;

Mais considérant que la lettre de la société Pierre Fabre Cosmétiques à son avocat ainsi que le compte rendu d'une réunion avec celui-ci, qui figurent en annexe du rapport, doivent être considérés comme confidentiels et qu'il convient de les écarter du dossier ; que toutefois ces pièces n'ayant pas servi à étayer des griefs, l'irrégularité n'a pas un caractère substantiel ;

## Sur les systèmes de distribution:

Considérant qu'aucune des constatations effectuées avec l'autorité de la chose jugée par le tribunal correctionnel de Paris (3<sup>e</sup> chambre) le 16 juin 1980 sur la distribution du Borsalini par la société Goupil n'est contredite par celles de la présente décision ;

Considérant, en ce qui concerne l'application de l'article 85 du traité de Rome, qu'aux termes de l'article 88 du traité, du troisième alinéa de l'article 9 du règlement n° 17 du Conseil des Communautés européennes, les autorités des Etats membres restent compétentes pour appliquer les dispositions des articles 85, paragraphes 1 et 2, et 86, tant que la Commission n'a engagé aucune procédure en application des articles 2, 3 ou 6 du règlement n° 17, que selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, telle qu'elle résulte de ses arrêts des 30 janvier 1974 (B.R.T. n° 127/73) et 30 avril 1986 (transports aériens n° 209-84 à 213-84), le Conseil de la concurrence est compétent pour appliquer la législation nationale sur la concurrence ; qu'aucune procédure relative à la présente espèce n'a été ouverte par la Commission des Communautés européennes ; qu'il n'appartient pas, en revanche, au Conseil de la concurrence d'appliquer le paragraphe 3 de l'article 85 du traité ;

Considérant que certaines des sociétés distribuant leurs produits par le seul canal des pharmacies d'officine n'ont pas établi de contrats de distribution et soumettent que le choix des distributeurs qu'ils admettent au sein de leur réseau constitue un acte unilatéral qui ne saurait être visé par les dispositions prohibant certaines conventions ayant pour objet ou pour effet de limiter la concurrence ; que, cependant, l'agrément d'un distributeur par un producteur est un acte de nature à garantir le respect du contrat, explicite ou tacite, entre ce producteur et tous ses distributeurs agréés ; que dès lors cet acte est de nature contractuelle au sens des articles 30 de l'ordonnance n° 45-1483 et 85 du traité de Rome ;

## a) Sur l'application des dispositions des articles 50 de l'ordonnance n° 45-1483 et 85, paragraphe 1 du traité de Rome:

Considérant que, dès lors qu'il préserve le jeu d'une certaine concurrence sur le marché, les systèmes de distribution sélective sont conformes aux dispositions de l'article 50 de l'ordonnance n° 45-1483 et à celles du paragraphe 1 de l'article 85 du traité de Rome si les critères de choix des revendeurs ont un caractère objectif, sont justifiés par les nécessités d'une distribution adéquate des produits en cause, n'ont pas pour objet ou pour effet d'exclure par nature une ou des formes déterminées de distribution et ne sont pas appliqués de façon discriminatoire ;

Considérant, en l'espèce, que les fabricants de produits cosmétiques et d'hygiène corporelle peuvent, dans la limite de ce qui est nécessaire à une distribution adéquate de leurs produits, fixer à leurs revendeurs des conditions relatives à la présentation et au stockage de leurs produits, à l'organisation du conseil à la vente par une personne compétente et à la détention d'un stock déterminé ;

Considérant que divers modes de distribution peuvent satisfaire aux exigences qui viennent d'être énoncées ; que, toutefois, compte tenu des dispositions légales relatives à l'organisation de la profession de pharmacien, l'obligation faite, par les producteurs considérés, aux revendeurs d'avoir la qualité de pharmacien d'officine aboutit à exclure toutes les autres formes de distribution ; que cette obligation limite, dans les faits, la concurrence entre les revendeurs d'une même marque même si rien n'interdit en droit aux pharmaciens de fixer librement les prix des produits en cause ;

Considérant que ladite obligation empêche des distributeurs d'un Etat membre de la Communauté économique européenne autres que la France, et qui ne seraient pas pharmaciens d'officine de vendre en France les produits considérés ; que, dès lors, et conformément à la jurisprudence de la Cour de justice, elle constitue une restriction au commerce entre Etats membres ;

Considérant que, dans les conditions actuelles d'organisation et de fonctionnement de la distribution des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle, la diffusion par les fabricants et les grossistes répartiteurs de prix conseillés de revendeurs et l'interdiction de rétrocession entre revendeurs agréés, qui n'est pas nécessaire pour assurer une distribution adéquate, introduisent des rigidités ayant également pour effet de limiter la concurrence par les prix entre les distributeurs d'une même marque ;

Considérant que, si des produits similaires sont distribués dans d'autres circuits commerciaux, la concurrence entre les produits cosmétiques et d'hygiène corporelle des marques diffusées en pharmacie et ceux des marques diffusées dans les autres circuits de distribution est, dans les faits, limitée ;

## b) Sur l'application des dispositions de l'article 51 de l'ordonnance n° 45-1483:

Considérant que les intérêts font valoir que la distribution de leurs produits dans les seules pharmacies est indispensable, d'une part, pour assurer la protection du consommateur

et, d'autre part, pour introduire des produits nouveaux et protéger leur image de marque, notamment en raison du conseil que prodigue le pharmacien aux consommateurs ;

Considérant, en ce qui concerne la protection des consommateurs, que, d'une part, la législation assurant cette protection est applicable à tous les revendeurs et que, d'autre part, les fabricants peuvent organiser, selon la nature des produits, une fonction de conseil de la part de leurs revendeurs, fonction qu'ils ne sont pas tenus de réserver aux pharmaciens d'officine ; que d'ailleurs la distribution des produits de certaines des marques considérées est assurée, dans plusieurs pays étrangers, par des revendeurs qui ne sont pas pharmaciens ;

Considérant que les parties n'ont pas justifié que l'ouverture de leurs réseaux de distribution à des revendeurs qui, sans être pharmaciens d'officine, s'engageraient à respecter leurs conditions d'agrément, ne permettrait pas l'introduction sur le marché de produits innovants ou le développement de leur image de marque ;

Considérant qu'il résulte de l'ensemble de ce qui précède que la distribution des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle par le seul circuit des pharmacies d'officine tombe sous le coup des dispositions de l'article 50 de l'ordonnance du 30 juin 1945 sans qu'elle puisse relever de son article 51 ; qu'elle tombe également sous le coup de celles du paragraphe 1 de l'article 85 du traité de Rome ; que de telles pratiques sont également visées par les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1<sup>er</sup> décembre 1986 ; que, dès lors, il y a lieu d'enjoindre à leurs auteurs d'y mettre fin ;

## Sur les pratiques concertées:

Considérant qu'il résulte des pièces du dossier que le Syndicat national de la dermo-pharmacie, les sociétés Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Roc, Ruby d'Anglais, Biopha, Pharmygiene, Erian et Vichy, les grossistes répartiteurs OCP, CERP Rouen et GRP se sont dès 1983 concertés pour refuser la vente aux centres Leclerc et rechercher la source de leurs approvisionnements ;

Considérant que la fédération des syndicats pharmaceutiques, le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne et le conseil national de l'ordre des pharmaciens ont en 1984 exercé de nombreuses pressions sur les fabricants pour obtenir d'eux l'assurance qu'ils n'avaient pas approvisionné et n'approvisionneraient pas les centres Leclerc ; que la réalité de menaces de cessation des commandes par la profession a été reconnue par le président de la section A du conseil national de l'ordre des pharmaciens ;

Considérant que la fédération des syndicats pharmaceutiques, le Syndicat national de dermo-pharmacie et les sociétés Biopha, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Erian, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Roc et Vichy se sont concertés pour maintenir jusqu'en 1985 des prix conseillés de revendeurs des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle ; qu'une nouvelle concertation ayant abouti à remplacer ces prix conseillés par des abaques donnant le prix de vente en fonction de coefficients multiplicateurs a eu, en fait, pour objet de limiter la concurrence par les prix entre les officines pharmaceutiques ;

Considérant que les sociétés Biopha, Expanscience, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Roc, Ruby d'Anglais, Vichy, la fédération des syndicats pharmaceutiques, l'union nationale des pharmaciens de France, l'association de pharmacie rurale, le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne et le conseil national de l'ordre des pharmaciens se sont concertés pour protéger l'exclusivité de l'officine pharmaceutique dans la distribution des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle des marques considérées ; qu'à la suite de cette concertation les fabricants ont choisi un système de distribution qui comprend tous les pharmaciens sans exception et eux seuls ; que ce choix résulte d'une exigence de la fédération des syndicats pharmaceutiques et du conseil national de l'ordre des pharmaciens ; que la société Guigoz a signé un contrat de distribution avec deux organisations professionnelles de pharmaciens ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que ces pratiques d'ententes tombent sous le coup des dispositions de l'article 50 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945 ; qu'il n'est ni allégué que l'article 51 soit applicable ; que de telles pratiques sont également visées par les dispositions de l'article 7 de l'ordonnance n° 86-1243 du 1<sup>er</sup> décembre 1986 ;

Considérant que la fédération des syndicats pharmaceutiques, le conseil national de l'ordre des pharmaciens et, à un moindre degré, le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne ont suscité plusieurs de ces ententes illicites et y ont pris une part active ;

## Décide:

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est enjoint aux sociétés Biopha, Expanscience, Goupil, Guigoz, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Ruby d'Anglais et Vichy de cesser de subordonner l'agrément de leurs distributeurs à la détention de la qualité de pharmacien d'officine.

Art. 2. — Il est enjoint aux sociétés Vichy et Goupil de modifier leurs contrats en supprimant la clause qui interdit aux revendeurs de rétroceder des produits à un autre revendeur agréé.

Art. 3. — Il est enjoint aux sociétés Biopha, Expanscience, Guigoz, Pierre Fabre Cosmétiques, Lachartre, Lutsia, Monot, Pharmygiene, Roc et Vichy et aux grossistes répartiteurs OCP, CERP Rouen et GRP de cesser de diffuser auprès des pharmaciens des indications directes ou indirectes de prix conseillés.

Art. 4. — Il est enjoint à la société Guigoz de renoncer à son contrat de distribution sélective avec les organisations professionnelles de pharmaciens.

Art. 5. — Il est enjoint à la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, à l'ordre national des pharmaciens, dans l'exercice de ses compétences autres que juridictionnelles, au syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne et au Syndicat national de la dermo-pharmacie de s'abstenir à l'avenir de toute ingérence dans le comportement des fabricants et des pharmaciens en matière de prix et d'agrément des distributeurs.

Art. 6. — Il est infligé à la fédération des syndicats pharmaceutiques de France une sanction pécuniaire de 200 000 F, à l'ordre national des pharmaciens une sanction pécuniaire de 100 000 F, au syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne une sanction pécuniaire de 50 000 F.

Art. 7. — Dans un délai maximum d'un mois à compter de la date de la notification de la présente décision, le texte intégral de celle-ci sera publié, à leurs frais :

— par la fédération des syndicats pharmaceutiques de France, l'union nationale des pharmaciens, la Tribune de l'économie et la Figure ;

— par le conseil national de l'ordre des pharmaciens dans le *Moniteur des pharmaciens*, les *Echos* et le *Monde* ;

— par le syndicat des pharmaciens de Seine-et-Marne dans le *Journal des pharmaciens* et des laboratoires.

Délibéré en formation plénière, sur le rapport de M. Lapeste, et dans sa séance du 9 juin 1987, ont signé :

MM. Laurent, président, Bételle, Pinaud, vice-présidents ;  
 MM. Cabot, Cortese, Flécheux, Gaillard, M<sup>re</sup> Lorenço, MM. Martin-Laprade, Schmidt, Urbain, membres.

Le rapporteur général,  
 P. JENNY

Le président,  
 P. LAURENT

ملکة من الملوك







## Culture

Festival des films du monde à Montréal  
A côté de la grande Amérique

Dans tout festival il y a des heures creuses. Mais celui de Montréal, ignoré des grandes compagnies américaines, fait la part belle aux œuvres « hors norme ». Et le public leur fait un triomphe.

Michel Caine a été honoré comme il le convient. Et le cinéaste James Ivory. Et le producteur français Anatole Dauman. Fellini devait venir — il s'est décommandé par télégramme. Jacques Chirac est venu — mais n'a vu aucun film. Liv Ullmann est arrivée tout sourire, elle est repartie en colère. Entre-temps, elle avait vu *Adieu Moscou*, de Mauro Bolognini.

Sujet grave, inspiré par le cas (réel) d'Ira Nudel, une Russe persécutée depuis des décennies parce que, juive, elle a demandé son visa pour Israël. (Un Prix oscarisé sur mesure — le film l'a d'ailleurs obtenu). En pleine conférence de presse, assise à côté du producteur italien qu'elle tient pour responsable du forfait. Liv Ullmann a lâché le morceau (ce fut la meilleure performance de sa carrière récente) dans ce *Moscow, adieu*, elle ne reconnaissait ni le film qu'elle avait tourné ni celui que Bolognini avait monté.

Deux cent cinquante films en douze jours. De 9 heures du matin à minuit, les salles sont comblées — on en rajoute chaque année.

La production française était abondamment représentée, du *Tandem*, de Patrick Leconte, au *Grand Chemin*, de Jean-Louis Hubert, en passant par *Maquies*, de Claude Chabrol. Montréal représente l'ouverture sur le Canada. Un marché qui, selon Jacques Potemine, délégué d'Unifrance, n'est pas forcément acquis. Il y a des exceptions, tels le *Japon rouge*, de Geneviève Leblond, avec Alida Valli et Mario-Christine Barau, qui, grâce à la présence de la réalisatrice, a effectué une percée plus forte que prévu, et quelques travaux d'approche des marchés de langue anglaise. Le Festival de Montréal se révèle utile aux cinéastes — et aux distributeurs — indépendants. Les *major companies* américaines y sont en effet notablement absentes.

De fait, la conquête du marché anglais, donc américain, donc international, passe par le Festival de Toronto. Le grand rival. La plupart des films québécois ambitieux — tel le *Déclin de l'empire américain* — se mettent en réserve de Cannes. Forts de leur accueil sur la Croisette, ils sortent commercialement à Montréal en début d'été, y font leur carrière, puis, en septembre, partent pour Toronto à la recherche d'un acheteur américain.

Dans ce pays divisé par son bilinguisme, tout devient affaire politique. Lorsqu'à la remise des Oscars (équivalent canadien des Oscars), Denis Arcand a remporté celui du meilleur scénario pour le *Déclin de l'empire américain*, il a remercié les critiques... de Toronto, qui, lors de la présentation à la Quinzaine des réalisateurs, ont été unanimement diatribes. La presse de Montréal, en revanche, fut mitigée. Le même phénomène s'est passé cette



The Kid Brother, un film de Claude Gagnon

année pour *Un zoo la nuit*, de Jean-Claude Lauzon, pratiquement ignoré par la presse montréalaise. Des cinéastes tels que Jean-Pierre Lefebvre, avec Alida Valli et Mario-Christine Barau, qui, grâce à la présence de la réalisatrice, a effectué une percée plus forte que prévu, et quelques travaux d'approche des marchés de langue anglaise. Le Festival de Montréal se révèle utile aux cinéastes — et aux distributeurs — indépendants. Les *major companies* américaines y sont en effet notablement absentes.

De fait, la conquête du marché anglais, donc américain, donc international, passe par le Festival de Toronto. Le grand rival. La plupart des films québécois ambitieux — tel le *Déclin de l'empire américain* — se mettent en réserve de Cannes. Forts de leur accueil sur la Croisette, ils sortent commercialement à Montréal en début d'été, y font leur carrière, puis, en septembre, partent pour Toronto à la recherche d'un acheteur américain.

Dans ce pays divisé par son bilinguisme, tout devient affaire politique. Lorsqu'à la remise des Oscars (équivalent canadien des Oscars), Denis Arcand a remporté celui du meilleur scénario pour le *Déclin de l'empire américain*, il a remercié les critiques... de Toronto, qui, lors de la présentation à la Quinzaine des réalisateurs, ont été unanimement diatribes. La presse de Montréal, en revanche, fut mitigée. Le même phénomène s'est passé cette

année pour *Un zoo la nuit*, de Jean-Claude Lauzon, pratiquement ignoré par la presse montréalaise. Des cinéastes tels que Jean-Pierre Lefebvre, avec Alida Valli et Mario-Christine Barau, qui, grâce à la présence de la réalisatrice, a effectué une percée plus forte que prévu, et quelques travaux d'approche des marchés de langue anglaise. Le Festival de Montréal se révèle utile aux cinéastes — et aux distributeurs — indépendants. Les *major companies* américaines y sont en effet notablement absentes.

Gatsby et Mr. Smith  
Les séducteurs

Il y a des films qui vieillissent bien, d'autres qui ne gagnent rien avec l'âge. Mais les séducteurs continuent à séduire. Quand ils s'appellent Robert Redford et James Stewart.

Les films de Frank Capra vieillissent doucement, sans cacher leurs rides et leur aspect démodé. C'est d'ailleurs pour cela qu'on les aime. Les comédies où les dialogues crépitent, où les riches qui s'ennuient découvrent la joie de vivre et l'entraide, où les riches héritiers épousent les journalistes par amour, où l'idéal démocratique triomphe toujours, par la grâce d'un personnage naïf et bon, croyant aux valeurs essentielles de la chère Amérique, sont, pour la plupart, éternellement liées à la période où le président Franklin Delano Roosevelt avait pris en main les destinées du pays et luttait contre la crise économique avec le « new deal ». Capra fut le cinéaste — inspiré — de ce temps-là. La « comédie américaine » existait bien avant lui, inventée d'ailleurs par Lubitsch et des émigrés d'Europe centrale. Capra l'a mise au service de fables sociales où les valeurs morales passent par la fantaisie. C'était tout naturel : il y croyait, ses scénaristes et ses interprètes y croyaient.

Il faut revoir *Monieur Smith au Sénat* (tourné en 1939) parce que

c'est un des films les plus brillants et les plus typiques de Capra, un film où l'idéalisme coule à pleins bords et vient à bout des politiciens corrompus. A Washington, Jim Taylor, qui contrôle un groupe de presse, et le sénateur Joseph Harrison Paine font élire, pour remplacer leur homme de paille décadent, un jeune homme, Jefferson Smith, qui s'occupe avec ferveur d'un groupe de boy-scouts à Jackson-City. Celui-ci ne connaît rien aux affaires publiques ni à la politique. C'est le type parfait du « pied tendre ». Le voilà sénateur. Il vient à Washington. Clarice Saunders, la secrétaire chargée de le guider, est à la solde des corrompus. Mais Jefferson Smith est plus intelligent qu'on ne le croit, à moins que la pratique du boy-scoutisme n'en ait fait un apôtre éclairé. Bref, les choses ne se passent pas comme elles devaient se passer.

Si *Monieur Smith au Sénat* est un classique de la manière Capra et un témoignage de sa foi envers les institutions démocratiques, c'est aussi un film où James Stewart, avec sa grande taille, son sourire, son air de débarquer de la Lune, est extrêmement séduisant. Il a trente et un ans, un curieux mélange d'adolescence attardée et de maturité. Autant le dire, il est beau. On connaît les « morceaux de bravoure » de cette comédie : la visite des monuments de Washington et le coup de chapeau à Lincoln et puis, surtout, le discours fleuve (vingt-trois heures et demie) de Jefferson

Smith au Sénat pour démentir les manœuvres de ses adversaires. Or, justement, ce que Capra voulait faire entendre passe encore mieux aujourd'hui, d'une manière sentimentale, parce que c'est James Stewart qui le dit, parce qu'on le regarde tout autant qu'on l'écoute.

Derniers feux d'un Hollywood qui s'attachait au grand spectacle et à la reconstitution minutieuse et nostalgique des folles années 20, *Gatsby* le magnifique de Jack Clayton, adaptation de Harold Pinter. Deux œuvres remarquables et étonnantes. Tom Conti et John Travolta sont épatants dans le *Monte-Plus* Linda Hunt (l'Année de tous les dangers), Julien Sands (*Chambre avec vue*) et Annie Lennox (des Eurythmics, quand il ne l'est pas, ils sifflent, se lèvent, s'en vont, piquent des coeurs, quel que soit l'âge, et il n'est pas rare de voir sur le toit au sortir d'une projection, deux petites vieilles dames se bécoter. Quelques phares dans cette sélection. Le prix de l'émotion directe et brutale va à *Kid Brother*, du Québécois Claude Gagnon, tourné en anglais et coproduit par des Japonais (il a remporté le Grand Prix du Festival). Personnage central : un gamin de treize ans, handicapé. Né sans jambes, juste un tronc qui se déplace à toute allure sur les mains (ou assis sur son skateboard). Un tronc — et une tête formidablement bien faite. Ken Easterday tient son propre rôle — il en a surpris plus d'un dans les couloirs et les ascenseurs du Parker Meriden. Mais il veut force, par sa personnalité, à le trouver normal. L'une de séquences les plus étonnantes de *Kid Brother* : le tournage d'un reportage sur « le petit handicapé méritant » par une équipe de télévision française. De quoi mettre le nez de tout reporter dans ses contradictions. Egalement : *Basements*, de Robert Altman. Deux pièces en un acte de Harold Pinter. Deux œuvres remarquables et étonnantes. Tom Conti et John Travolta sont épatants dans le *Monte-Plus* Linda Hunt (l'Année de tous les dangers), Julien Sands (*Chambre avec vue*) et Annie Lennox (des Eurythmics,

eh oui!) ne le sont pas moins dans la *Chambre*.

Le film à découvrir : *Story Lion* (le Lion de pierre), de l'Iranien Massoud Jafari Jozani. Un berger découvre le corps d'un ingénieur anglais en plein désert, sur le parcours d'un pipeline. Il l'enterre et pense l'incident clos. Mais les Britanniques — qui détiennent les puits de pétrole, donc le pouvoir — exigent que soit trouvé et puni le responsable de cette mort. Ils confient cette tâche à un ancien chef de tribu qui a opté pour la « vie moderne ». L'événement déclenche une guerre tribale puis la guerre civile.

Le film n'est pas sans évoquer Paradjanov et le *Guey*, de Yol. Un lion de pierre sur une tombe indique que celui qui est enterré là est un héros et un brave. Que le personnage central du film l'érige sur la tombe d'un Britannique paraît surprenant dans le contexte iranien tel qu'il est perçu en Occident à l'heure actuelle.

Jozani ne prend pas parti, il dit au contraire que, s'il n'y a pas d'équilibre entre les deux idéologies, il n'y a d'autre issue que la guerre. Mais, ajoute-t-il, le même conflit se déroule à l'échelon individuel : entre un homme et sa femme, un parent et son enfant, à l'intérieur même de chacun d'eux.

Se réclamant d'Oz, de Kurosawa, de John Ford, de Coppola, de Tarkovski, Jozani a choisi d'allier ses cultures plutôt que de les opposer. Né en Iran, il a longtemps vécu à San Francisco et y a fait ses études supérieures. Pendant l'affaire des otages, il a choisi de rentrer à Téhéran. « La situation était difficile — nous étions en pleine révolution — mais je ressentais une grande paix intérieure. » Un cinéaste important — à suivre.

HENRI BEHAR.

## Palmarès

Grand Prix des Amériques, *The Kid Brother*, de Claude Gagnon (Canada-Etats-Unis-Japon).

Prix spécial du jury, *Mil General*, de Jaime de Arminan (Espagne).

Prix d'interprétation féminine, Irina Kupchenko, pour le film *Femina seule cherche compagnie*, réalisé par Vyacheslav Kristoforovich (URSS).

Prix d'interprétation masculine, Leo McKern, pour le film *Traveling North*, réalisé par Carl Schultz (Australie).

Prix du jury, la *Grande Parade*, de Chen Kaige (République populaire de Chine).

Courts métrages : Grand Prix de Montréal, *Shoshone*, de Tom Abrams (Etats-Unis).

Prix du jury, *George and Rosemary*, d'Alison Snowden, David Fine (Canada).

Prix du Festival et du jury, décerné à Eric Rohmer pour l'ensemble de son œuvre.

Prix Air Canada (film le plus populaire du Festival), *Made in Argentina*, de Juan José Jusid (Argentine).

Prix O'Keefe (meilleur film canadien), *Un zoo la nuit*, de Jean-Claude Lauzon (Canada).

## NOTES

Joe Lee Wilson :

## « Touch of the blues »

Lancé sur le scène des chanteurs à la fin des années 50, vers d'Oklahoma en passant par la côte ouest, Joe Lee Wilson a travaillé avec Sonny Rollins, Freddie Hubbard, Lee Morgan, Roy Haynes, Milt Jackson, Miles Davis et Archie Shepp. Au début des années 70, son « loft » est un des lieux de rencontres, de recherches et d'échanges les plus féconds de Soho, au bas de Manhattan. On dit du phénomène des « lofts » et du développement de l'improvisation libre qu'ils n'ont pas existé, que c'est une espèce de mirage, analogue en somme aux expériences parapsychologiques. Non attestées, non vérifiables. Il est vrai que l'industrie du disque et les premiers ministres ne s'y sont jamais intéressés de très près. Joe Lee Wilson, lui, n'a rien d'un mirage. C'est un chanteur en chair et en os, formidablement terreux.

Apparaissant dans des comédies musicales, des films, à la télévision, il a toujours mené une carrière très personnelle dans tous les sens du mot : à la fois indépendante et singulière. Chanteur de jazz, Joe Lee Wilson l'est en plein. Avec une volonté, un goût de l'excellence, de la puissance, qui l'éloigne des plaintifs. Avec une joie qui lui fait rejoindre son cri, le « cri de son peuple » dont parle un de ses disques.

FRANCIS MARMADE.

\* Joe Lee Wilson au Magnificence Theatre, 12, rue de la Consommation, Paris-1<sup>er</sup>, jusqu'au 8 septembre.

لانا من لانا

## Communication

Des nouvelles grilles à la radio

## France-Inter : un ton au-dessus

Face à une concurrence qui sera « tout aussi implacable à la radio qu'à la télévision », a déclaré M. Roland Faure, président de Radio-France, en présentant la grille de rentrée de France-Inter à la presse, le mardi 1<sup>er</sup> septembre, le service public de la radio est décidé à se battre sur deux fronts : celui du confort d'écoute et celui de la qualité des produits.

Evoquant la pollution de la bande FM par des radios pirates, M. Faure a annoncé la création d'une « cellule d'observation », qui fonctionnera depuis le 30 août à la Maison de la radio, pour dépister les infractions. Premier résultat : Radio-France a déposé une plainte contre Zénith FM, une radio libre qui perturbe l'écoute de France-Culture dans l'Essonne, avec un émetteur de 35 kW au lieu des 2 kW autorisés !

« La concurrence est quelque chose de sain », a ajouté le président de Radio-France, mais il faut l'égalité des chances. Quant à la qualité des programmes, France-Inter entend hausser le ton, en remplaçant son ancien slogan : « La radio de ceux qui ont quelque chose entre les oreilles » par un autre : « Une radio un ton au-dessus ». La station veut se différencier de ses concurrents « généralistes », en étant une radio « multi publics plutôt que grand public », où la parole tient une place importante, dans « des programmes pensés, élaborés, réalisés avec le goût de la perfection pour un public exigeant ».

Cela se traduira concrètement par une réorganisation de la grille plutôt

que par de grands bouleversements, puisque la chaine « a gardé ses stars ». Jacques Chancel, par exemple, passera de l'après-midi au matin, où il animera « Inform » de 10 h 30 à 11 h 30, « une radiotélévision de l'actualité ». Puis Laurent Broomhead présentera « les récréatifs associés » jusqu'à 12 h 30. Il s'agit de faire rencontrer une agence de publicité et une vedette de l'art, afin d'imaginer ensemble un slogan publicitaire pour « vendre » ce « client ». A 13 h 30, Jacques Pradel racontera, dans « Ligne de vie », l'histoire d'un inconnu. Et la tranche 18 heures-19 heures sera occupée par José Artur, dans une nouvelle émission d'actualité « Au niveau du vécu », où des célébrités seront passées sur le gril. Dernière nouveauté, « Bonsoir cousin », qui ouvrira le micro de France-Inter chaque soir, de 22 heures à 23 heures, à un animateur d'une des trente-sept radios locales de la station.

Pour ce qui est de l'information, autre point fort de la station, France-Inter promet « une information complète, fiable et rigoureuse » pour satisfaire un public national qui compte 40 % de « décideurs ». Il y aura des nouveaux magazines, comme « Duel », animé par Roger Gicquel — ainsi que des éditoriaux pour accentuer « l'explication et l'analyse » — qui, selon Michel Meyer, directeur de l'information, vont jouer la complémentarité avec « France-Info ». D'après des chiffres officiels, cette radio d'information continue « fait un tabac ».

## Europe 1 : personnaliser pour gagner

« Nous revenons de loin, et la secousse a été vive ! » Jean-Pierre Elkabbach, qui présentait la grille de rentrée d'Europe 1, mercredi 2 septembre, n'a minimisé ni le danger ni la mauvaise santé d'Europe 1, qui stagne avec 14 % d'audience, loin derrière RTL et même France-Inter. « J'ai eu très peur cet été, a-t-il avoué, lorsqu'on nous piquait les plus belles langoustes ! » Allusion à la razzia faite dans la rédaction de la station, notamment par la Cinq.

La riposte d'Europe 1, qui veut regagner le terrain perdu à tout prix, consiste moins à bouleverser la grille existante qu'à « ouvrir l'antenne à de nouvelles sensibilités, en mettant l'accent sur le rire, l'émotion, la détente, la musique ». La stratégie consiste surtout à faire appel à des vedettes, pour personnaliser la station, ainsi qu'à promouvoir des nouveaux talents, puisque Europe 1 « a toujours été un vivier ».

Les vedettes : des professionnels connus, comme Jean-Marie Cavada, qui, tout en préparant sa grande émission sur Antenne 2, remplacera Philippe Gildas le matin, de 9 heures à 11 heures, toujours aux côtés de Maryse, même si l'émission, un mélange de jeux et d'entrevues avec des invités, s'appellera dorénavant « De gaieté de cœur ». Autre star, venu lui aussi d'Antenne 2, Bernard Rapp, qui animera le grand magazine du soir, de 18 heures à 20 heures, « Découvertes ».

Des nouvelles têtes venues de la presse écrite ou de la télévision : Laurent Joffrin (*Libération*), Roland Mihal (*le Potin*), Christine Favret-Muyia (*l'Express*), Frédéric Mitterrand (TF 1), pour « remuer une rédaction dépeuplée par les départs vers la télévision » ; mais aussi des arrivées surprises, notamment celle d'Hélian Desir, président de SOS-Racisme, qui aura carte blanche le dimanche matin, de 11 heures à 12 h 30, dans un magazine pour les jeunes, « Surprises » ; Jacques Delors, qui tiendra un « Bloc-notes » une fois par mois sur l'Europe et... en pointillé, Valéry Giscard d'Estaing, pressenti pour présenter un dossier de politique internationale. Ce souci de pluralisme est sensible aussi dans la nouvelle formule du « Club de la presse », qui s'ouvrira aux journa-

listes du *Canard enchaîné* et de *Minute*.

Parmi les « petits nouveaux », enfin, l'imitateur belge André Lamy, qui égaiera le dimanche matin, de 9 heures à 11 heures, aux côtés de Philippe Gildas une déconverte, Laurence, qui animera le Top 50 de 17 heures à 18 heures ; et « Les inconnus », qui reprendront du service les après-midi de 15 h 30 à 17 heures.

## Un grand absent

Et puis, le grand absent, Ivan Levaï, dont le nom a plané sur toute la conférence de presse. Il avait claqué la porte d'Europe 1, la veille, à la suite de son désaccord avec le directeur de l'antenne, Jean-Pierre Elkabbach. Celui-ci lui avait retiré la revue de presse politique qu'il présentait tous les matins à 8 h 30, pour la confier à Jean-Claude Kerbourc'h.

Selon Ivan Levaï, entré à Europe 1 en 1968, il s'agit d'une sanction politique, prise à la veille d'élection présidentielle. « J'ai été privé d'expression politique à Europe 1, a-t-il déclaré. Pendant vingt ans, j'ai eu le privilège d'intervenir quotidiennement sur l'antenne à une heure où les gens s'intéressent à la politique. On m'a invité à renoncer à cette fonction d'influence pour un rôle d'animateur vague à moments d'écoute distraite. »

Pour sa part, Jean-Pierre Elkabbach s'est déclaré « attristé » du départ d'Ivan Levaï, en assurant que ce départ « a été négocié dans des conditions fort convenables ». Ivan Levaï, qui gagnait 45 000 francs par mois depuis 1985, nous a précisé qu'il avait effectivement touché « un gros chèque », mais il a tenu à ajouter : « Ce n'était absolument pas un « chèque de silence ». J'ai touché mes indemnités de licenciement, rien que mes droits, pas un kopek de plus ou de moins. » Sans vouloir polémiquer, à la fin de « cette histoire d'annonce avec Europe 1 qui s'est terminée par un divorce », Ivan Levaï affirme qu'il avait « accepté d'animer le service société, comme on le lui proposait, en plus de sa revue de presse du matin, et sans augmentation de salaire ».

ALAIN WOODROW.

**L'ORDINATEUR INDIVIDUEL**  
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

**APPLE DEVOILE L'HYPERCARD**

Septembre 87  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX







## Spectacles

## théâtre

## Les autres salles

**ANTOINE** (42-08-77-11) 20 h 45 : La Trappe.  
**CARTE DE LA GARE** (42-78-52-51) 20 h 15 : Bien déguisé autour des oreilles ; 22 h : Polonoise interdite.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-42-43-41) 21 h : Rêveries d'été à l'élysée.  
**COMÉDIE DE PARIS** (43-41-00-11) 21 h : Pail de carotte.

**CRYPTÉE SAINT-AGNÈS** (47-00-19-31) 20 h 30 : Le Misanthrope.  
**EDGAR** (43-20-85-11) 20 h 15 : Les Babus confus ; 22 h : Nous on fait ou on nous dit de faire.  
**EDOUARD VII/SACRA GUTTRY** (47-52-57-49) 20 h 30 : Les Jours de l'amour et du hasard.

**GRAND EDGAR** (43-20-90-09) (D.) 20 h 15 : Pail de carotte ; 22 h : Carmen cru.  
**GREVIN** (42-46-84-47) 21 h : Les Trois Jeanne/Arthur.

**BUCHETTYE** (42-36-39-99) 19 h 30 : La Cantatrice chauve ; 20 h 30 : La Loge.  
**LUCERNAIRE** (45-44-57-34) 19 h 30 : Baudelaire ; 21 h 15 : Annuaire de Moritz ; 22 h : Le Petit Prince ; 21 h 15 : Archimède.

**MICHEL** (42-65-35-02) 21 h 45 : Pyjama pour six.  
**MICHOËRE** (47-42-95-22) 20 h 30 : Double intimité.

**NOUVEAUTÉS** (47-70-52-76) 20 h 30 : Mais qui est qui ?  
**OUVÈRE** (48-74-43-21) 21 h : La Baraque.  
**POTINIERE** (42-61-44-16) 19 h : Madame de la Carrière ; 20 h 30 : Le Journal d'un curé de campagne.

**RANGLAGE** (42-68-64-44) 20 h 30 : Rodéo.  
**ROSAU** (42-78-42-71) 20 h 30 : 18 h 30 (en anglais) et 20 h 30 (français) : Un jour... les autres.

**SENTIER DES HALLES** (42-36-37-27) 20 h 30 : J'ai tout mon temps, où décamer ?  
**T. L. P. DEJAZET** (42-74-20-50) 21 h : La Madelonnette.

**TOURTOUR** (48-57-52-48) 19 h : La Fautre - Les Paroles de l'âme ; 20 h 30 : Le Souda.

**VARIÉTÉS** (42-33-09-92) 20 h 30 : C'est encore mieux l'après-midi.

## Les cafés-théâtres

**AU BEC FIN** (42-96-29-35) 20 h 30 : Hervé Colin, je l'ai rencontré ; 23 h 30 : Pour comme Pourcade.

**BLANCS-MANTEAUX** (48-87-15-94) 19 h 30 : Avez-vous vu ? 21 h 30 : Avez-vous les bolches ? 22 h 30 : Mais que fait la police ? - IL 20 h 15 : Les Sacré Moustache ; 21 h 30 : D'ailleurs vous... y'a quelque chose ; 22 h 30 : J'ose-moi un air de toupie.

**CARPE** (42-70-85-11) 19 h 30 : Tiers, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Maudouze d'homme ; 22 h 30 : Ordes de secours - IL 20 h 15 : Le Calvaire des châteaux ; 21 h 30 : Le Chantonne chautonne ; 22 h 30 : C'est plus show à deux.

**COMÉDIE ITALIENNE** (43-21-22-23) 20 h : Salade de pétonie ; 21 h : Pail de carotte ; 22 h 15 : Huis glaque ; 23 h 30 : Histoire du tigre.

**LE GRENIER** (43-80-68-02) 22 h : Dieu s'est levé de bonne humeur.

**CHAILLOT** (47-04-24-24) 16 h, l'homme qui rit, de P. Lez ; 19 h, Carole Blanche et les Schindler ; les Boues fumées, de C. Chaillet ; 21 h, Huis glaque, de C. Chaillet ; 22 h, Huis glaque, de C. Chaillet ; 23 h, Huis glaque, de C. Chaillet.

**REBOURGOIS** (42-78-35-67) 15 h, Maître Sammel, de V. Spitz ; 17 h, l'Adoption de M. Grunbaum ; 19 h, Pail de carotte, de R. Franco (v.o.s.).

## Les exclusivités

**AFTER BOURS** (A. v.a.) : Cinoches Saint-Germain, 6 (43-35-10-82).

**AGENT TROUBLE** (Fr.) : Gaumont Halla, 10 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Breizh, 6 (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 6 (43-29-29-46) ; George V, 6 (42-61-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 6 (43-27-35-43) ; France, 6 (47-70-33-89) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**AMATEUR** (Ind. v.a.) : République Cinéma, 11 (48-05-31-33) ; h. sp.

**L'AMI DE MON AMIE** (Fr.) : Gaumont Halla, 10 (40-26-12-12) ; Hauffeille, 6 (46-33-79-31) ; Saint-Germain-des-Frères, 6 (42-22-57-97) ; Balzac, 6 (45-61-10-40) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Nation, 12 (43-43-04-67) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Paris, 14 (43-35-30-40) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Mayfair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**ATTENTION RANDRES** (Fr.) : Gaumont Halla, 10 (40-26-12-12) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Breizh, 6 (42-22-57-97) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; Saint-André-des-Arts, 6 (43-26-48-18) ; Gaumont Colisée, 6 (43-29-29-46) ; George V, 6 (42-61-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 6 (43-27-35-43) ; France, 6 (47-70-33-89) ; 14-Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**CHATELAIN D'ARMENTIERES** (Fr.) : 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**CHRONIQUE D'UNE MORT ANNONCÉE** (It.-Fr. v.f.) : v.a. : Parisiens, 14 (43-20-30-19).

**ANGEL HEART** (\*) (A. v.a.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; Ambassade, 6 (43-59-19-08) ; v.f. : Faubourg, 13 (43-31-56-85).

**L'APICULTEUR** (Fr.-Gr. v.a.) : Templiers, 3 (42-12-94-56).

**L'ARMÉE FATALE** (A. v.a.) : Forum Arc-en-Ciel, 10 (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Marignan, 6 (43-59-32-82) ; Normandie, 6 (45-63-16-16) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; France, 6 (47-70-33-89) ; Faubourg, 13 (43-31-56-85) ; Gaumont Aléa, 14 (43-27-84-50) ; 3 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**LA BONNE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46) ; 7 Parisiens, 14 (43-20-30-19) ; v.f. : Mafair, 16 (45-22-46-01) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

**BRAZIL** (Brit. v.a.) : Epée-de-Bois, 5 (43-37-57-47).

**LA BRUTE** (Fr.) : George V, 6 (45-62-42-46).

**BUSQUON ARDENT** (Fr.) : Studio 43, 9 (47-70-33-89).

**CHANGÈRE AVEC VUE** (Brit. v.a.) : 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; v.f. : 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).











# Sondage Le Monde - TF 1 LES PATRONS FACE A LA PRÉSIDENTIELLE

A huit mois de l'échéance électorale, les dirigeants d'entreprise jugent les politiques économiques et sociales de L. Fabius et de J. Chirac. Sans états d'âme, ils voteront à droite, mais la gauche ne leur fait plus peur.

## ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

### Interview exclusive de Pierre Bérégovoy :

Tandis que le Parti socialiste prépare son programme, l'ancien ministre de l'économie présente ses recettes de gouvernement.

### Prouvost-Chargeurs :

Jérôme Seydoux veut s'emparer du numéro un mondial de la laine. C'est la bataille boursière de l'été. A Roubaix, les salariés comptent les points.

### Générale de Belgique :

La vieille dame de Bruxelles contrôle le tiers de l'économie du pays mais ne maîtrise pas son actionnariat. De mystérieux acheteurs ont su en profiter.



**DEMAIN DANS  
Le Monde**

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.



# Economie

## REPÈRES

### Chantiers navals

#### deux pétroliers japonais pour les Etats-Unis

Les chantiers navals japonais Hitachi Zosen ont reçu commande de deux pétroliers destinés à l'armateur américain Overseas Shipholding. Ces pétroliers, de 280 000 tonnes de port en lourd chacun, seront livrés en 1989. Le montant de la commande s'élève à 1 milliard de dollars (8 milliards de francs). C'est la première fois depuis sept ans que les chantiers japonais vendent un grand pétrolier à l'étranger.

### Endettement du tiers-monde

#### Le Brésil prêt à négocier

Le Brésil présentera à ses créanciers publics, au cours du mois de septembre, une proposition visant à négocier sa dette extérieure (112,7 milliards de dollars), a révélé le ministre brésilien des finances, M. Luis Carlos Bresser Pereira, dans une déclaration diffusée le 2 septem-

bre par la télévision brésilienne. Le responsable brésilien doit se rendre à New-York la semaine prochaine, où il rencontrera notamment M. James Baker, le secrétaire américain au Trésor. Le Brésil demandera par ailleurs aux banques commerciales créancières de lui octroyer une remise de 30 % sur la moitié de sa dette à long et moyen terme.

Le pays le plus endetté d'Amérique latine assouplit donc sa position puisqu'il avait suspendu unilatéralement le paiement de sa dette en juin. Au même moment, le deuxième étape du plan économique de redressement dit du nouveau cruzeiro, lancé le 12 juin, a démarré le 2 septembre avec l'introduction de nouvelles mesures qui devront conduire à « une flexibilisation des prix », c'est-à-dire leur libération.

### Production industrielle

#### Baisse en RFA

La production industrielle en République fédérale d'Allemagne a baissé de 1,4 % en juillet par rapport à juin, l'indice calculé sur la base 100 en 1980 s'étant inscrit à 103 après correction des variations saisonnières, contre 104,4 en juin. Par rapport à juillet 1986, l'indice baisse de 4,5 %.

## FINANCES

### Des règles de bonne conduite pour le MATIF

Le Conseil du marché à terme (CMT) s'est réuni, le mercredi 2 septembre, pour étudier une série de mesures destinées à renforcer la moralité et la sécurité du MATIF (marché à terme des instruments financiers). Le CMT, qui a un pouvoir réglementaire, annoncera le 9 septembre ses nouvelles décisions. L'une devrait doter la CCIFP, la chambre de compensation du MATIF, de pouvoirs disciplinaires accrus. Jusqu'à présent la seule sanction possible était l'extinction de la position. Elle devrait prochainement disposer d'un panoplie graduée de sanctions en infligeant aux adhérents qui auront enfreint les règles des amendes, rendues publiques ou non selon la gravité des cas.

La deuxième mesure devrait concerner les intervenants sur le MATIF pour limiter leurs excès. Un ratio maximal de risques devrait leur être imposé. Ainsi, les dépôts (dépôts de garantie) effectués par un adhérent pour ses opérations ne devraient pas dépasser 20 % de ses fonds propres. Une façon de limiter la perte maximale d'un intervenant en une journée à un cinquième de ses fonds propres. Quant aux particuliers opérant pour leur propre compte, la limite des dépôts pourrait être de 5 millions de francs.

A ces deux nouvelles règles devraient s'en ajouter d'autres rapidement. Le CMT continue sa réflexion sur l'intégration du marché de gré à gré qui se poursuit après la fermeture officielle du marché. D'autre part, il envisage l'extension de la possibilité de négociation, jusqu'alors réservée à cent contreparties officielles, à d'autres intervenants. Reste à définir pour ces per-

sonnes physiques un statut officiel, qui s'apparenterait à celui des « locaux », ces spéculateurs professionnels qui opèrent outre-Atlantique, à Chicago notamment, où ils assurent une grande partie de la liquidité du marché.

#### Crise de croissance

Ces nouvelles règles de sécurité sont devenues indispensables sur le MATIF qui connaît actuellement une véritable crise de croissance. Après dix mois de fonctionnement, ce marché créé en février 1986 a vu se traiter 1,6 million de contrats notionnels. Au premier semestre, le nombre est passé à 3,5 millions. Et pour le seul mois d'août, plus de 1 million de contrats ont été négociés. Les séances pulvérisent régulièrement le record de la veille. Le nombre de contrats traités atteignait les 100 949 pour la seule journée du 28 août.

A titre de comparaison, il s'est échangé sur le LIFE de Londres 590 000 notionnels par mois. Cette explosion à Paris s'est accompagnée d'une frénésie de spéculations et certains opérateurs, avec le retour de la tendance, n'ont pu être solvables.

D'où le souhait des autorités du marché de voir opérer sur le MATIF des intervenants ayant des couvertures financières solides et surtout de pouvoir traiter l'ensemble des transactions. D'où la décision de reporter le lancement d'un nouveau contrat prévu pour le 3 septembre.

Peut-être jusqu'à ce que la nouvelle réglementation ait fait ses preuves.

DOMINIQUE GALLORS.

# IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT  
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY  
PACE UNIVERSITY

#### La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.), Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New-York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion, dont 1 an aux Etats-Unis.
- 3 diplômes : Bachelor of Business Administration (fin 3<sup>e</sup> année), Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4<sup>e</sup> année).

admission : baccalauréat exigé + épreuves orales admission parallèle en 2<sup>e</sup> année (DEUG, DUT...) concours d'entrée : 11 septembre 1987

Renseignements IFAM, 19, rue Copré, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Bac : \_\_\_\_\_ 1<sup>re</sup> langue : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Tél. : \_\_\_\_\_

## M. Maire : « L'échec de l'ambition du gouvernement est patent »

M. Edmond Maire a tenu, le jeudi 3 septembre à Paris, sa conférence de presse de « rentrée ». Pour la première fois depuis 1983, le secrétaire général de la CFDT a présenté lui-même les revendications de son organisation en s'en prenant vivement au gouvernement et au patronat.

M. Edmond Maire a commenté sa conférence de presse de « rentrée », le jeudi 3 septembre, par une note internationale, en rendant hommage aux grévistes d'Afrique du Sud et de Corée du Sud. Puis le secrétaire général de la CFDT a vivement attaqué : « La modernisation n'importe comment, sans les salariés et souvent contre eux. Elle entraîne le développement d'inégalités, de phénomènes de précarité et d'exclusion, lourds de conséquences pour les salariés ».

Pour M. Maire : « Trop souvent, les dirigeants économiques et politiques s'échangent ces chances, monopolisent les décisions, se refusent à la concertation et à la négociation, se laissent entraîner dans une dérive antisocialiste, font preuve de passivité au lieu d'investir dans les équipements, la recherche ou la formation. C'est ainsi que s'aggrave la coupe de la société française entre ceux qui trouvent leur place dans cette « modernisation » imposable qui ne peut assurer l'avenir et ceux qui sont exclus. (...) La loi du plus fort du libéralisme économique et le chaos pour soi de l'individualisme influent largement les idées, les choix économiques et sociaux ».

« Une nouvelle fois, poursuit M. Maire, les faits se révèlent cruels pour les idéologies... L'insécurité des revenus se creuse, poursuit-il, sous l'effet d'un marché financier très favorable aux revenus du capital et d'une libération des prix sans garde-fous ».

Pour M. Maire : « La CFDT a la grande ambition de participer à la construction d'un tout autre avenir : un avenir où le dynamisme individuel se conjugue avec la maîtrise collective des évolutions, où le désir de participation se réalise pour des objectifs de solidarité, où la défense des acquis essentiels, des grandes libertés de la vie publique, est le courage de faire progresser des positions novatrices, en correspondance avec les mutations de notre époque ».

« La carence du patronat, ajout-il, est évidente. Les 367 000 embauches promises par Giscard restèrent la plus grande carence sociale de ces dernières années. La crédibilité du patronat en est d'autant plus atteinte que, les principales revendications du CNPF ayant été satisfaites par le gouvernement, l'anémie économique, et notamment industrielle, n'a nullement disparu ».

Aujourd'hui, déclare M. Maire, l'échec de l'ambition exprimée par le gouvernement Chirac, en mars 1986 est patent. Le pari consistait, nous a-t-on dit, à retrouver un dynamisme économique en s'appuyant sur les hauts revenus et les chefs d'entreprise, et en menant une politique économique de privatisation, de libération des prix et des changes, de dérégulation. La situation de l'emploi, de l'industrie et du commerce extérieur le montre, hélas, de façon criante : le pari est largement perdu ».

#### « Stopper la dérive »

« Nous ne laisserons pas étouffer les problèmes sociaux par la pré-campagne présidentielle », souligne M. Maire. Le silence, l'inaction, le fatalisme des futurs dirigeants politiques sur les problèmes sociaux les plus lourds ne seraient pas admissibles. Le pouvoir politique ne peut pas à lui seul redresser l'économie et l'emploi, mais il peut stimuler, orienter ou au contraire handicaper l'effort collectif. Nous voulons donc que l'avenir de l'emploi et celui de la protection sociale aient toute leur place dans le débat social et politique. Nous refusons l'attentisme (...) Ni politicien, ni politicien, la CFDT sera plus syndicale que jamais dans les mois à venir ».

Evocant le jugement du 30 juillet dernier du tribunal de Créteil jugeant « déraisonnables » les revendications des pilotes d'Air Inter, M. Maire affirme que « cette intervention des juges constitue un véritable abus de pouvoir, une immixtion au cœur des libertés collectives et qui en dénature le contenu. Car la définition des revendications relève directement du domaine d'autonomie des acteurs, constitue l'un des principes premiers de cette liberté publique qu'est la grève (...) L'arbitrage des juges sur le contenu des revendications, c'est une atteinte grave à une liberté fondamentale, ce n'est plus

la liberté. Il faut stopper la dérive ».

Ayant l'« ambition » de jouer un rôle très positif pour le redressement économique, M. Maire demande au gouvernement « de lancer un grand programme d'équipement et de modernisation des établissements d'enseignement » qui pourrait être financé par un emprunt, et souhaite que la France s'inscrive dans « une stratégie européenne de coopération pour la croissance et l'emploi ». Ou, malgré ses discours, le gouvernement français n'agit pas dans le sens de la croissance. Sa volonté de diminuer le budget de l'Etat va jusqu'à la suppression aveugle d'emplois dans la fonction publique (...). Le projet de budget 1988 maintient la TVA la plus forte d'Europe, qui frappe tous les ménages mais pèse plus lourd sur les revenus les plus bas tandis qu'il allège l'impôt sur le revenu, un allègement dont ne profiteront pas, par définition, les ménages non imposés car disposant de faibles revenus... Ce budget 1988 aura un effet dépressif sur l'activité ».

Présentant la « volonté d'action » de la CFDT « multiple et coordonnée », M. Maire demande au CNPF de « concrétiser » son accord de principe à propos de l'ouverture de négociations de branches sur plusieurs thèmes. Puis il rappelle les principales revendications de la CFDT pour cette « rentrée », en commençant par l'emploi. « L'aménagement et la réduction du temps de travail sont pour nous un objectif prioritaire, dans les entreprises comme dans les branches ». La CFDT veut aussi « stopper la dégradation des services publics du fait de la privatisation de services municipaux, décidée en fonction de considérations idéologiques et au détriment de l'intérêt des usagers ».

Sur la protection sociale, « les menaces demeurent ». « Nous exigeons donc avec la plus grande fermeté que, parallèlement à une meilleure maîtrise des dépenses, le financement de la Sécurité sociale repose plus largement sur tous les revenus, à commencer par les revenus du capital, et que l'on réalise enfin l'équité entre les régimes : à droit égal, contribution égale ». Sur l'assurance-chômage, la CFDT refuse une diminution des prestations des chômeurs et d'accepter une augmentation de la cotisation salariale qu'à la double condition que les entreprises et l'Etat prennent leur part à la solidarité nationale.

M. Maire évoque aussi la « préoccupation forte » du pouvoir d'achat « amputé ou menacé pour les salariés, mais aussi pour les retraités et les familles ». La CFDT « revendique partout le maintien du pouvoir d'achat avec priorité aux bas salaires, à la réforme des grilles ouvrières et à l'égalité femmes-hommes (...) La CFDT propose qu'au-delà de la garantie du pouvoir d'achat les gains de productivité disponibles servent, quelles que soient les modalités de leur utilisation, à faire progresser la création d'emplois ».

#### La gangrène du racisme

M. Maire s'interroge des tentatives de rejet des immigrés : « La gangrène n'est pas stoppée. Ici et là, le racisme s'effleure, frappe et va jusqu'à tuer. Il faut absolument éviter toute banalisation ». La CFDT est donc « en train de faire la lumière sur la politique sociale du Front national », qui « entend supprimer pratiquement toute garantie sociale collective, contractuelle ou légale (...) La CFDT fera connaître, dans les entreprises et dans les quartiers, quel avenir le Front national réserve aux salariés français, au-delà de son excitation démagogique des préventions à l'encontre des immigrés ».

« Nous ne rêvons pas, conclut M. Maire, d'un syndicalisme français brusquement converti à l'unitarisme, à l'homogénéité en tout et pour tout. Mais l'état de division, d'isolement, de méfiance réciproque entre centrales syndicales n'est pas admissible (...) La CFDT a cessé toute polémique avec les autres organisations. Elle entend éviter tout parasitage politique pour retrouver, avec tous ceux qui le veulent, un espace syndical unitaire, une unité d'action concrète, un effort de recherche de convergences face aux interlocuteurs patronaux et gouvernementaux. Aucune exclusive, aucun anathème, une volonté constante de dépasser les blocages, de faire front ensemble dans le dialogue et l'enrichissement réciproque. Il souhaite ainsi éviter « tout dérapage du fait des élections prudenales » afin que « l'utilité, la nécessité du syndicalisme apparaissent mieux ». « Nous savons qu'on ne dépassera pas les tensions de notre société sans construire de nouvelles et fortes solidarités ».

MICHEL NOBLECOURT.

## La force des mots

ASSOUP, le syndicalisme ? Jamais ! M. Maire, la « rentrée » ? Voire ! M. Edmond Maire, en tout cas, a décidé de frapper fort, le jeudi 3 septembre, en effectuant sa « vraie rentrée » devant le presse. Son traditionnel article du mois d'août, sur la formation publié dans le Monde, a été, par là, un peu plus que le secrétaire général de la CFDT avait gardé des munitions, et il a, à l'occasion d'une vaste fresque tant économique que sociale, allant de la Nouvelle-Calédonie au chômage, en passant par les prisons et les immigrés, ajuster le tir. Un tir nourri et percutant...

M. Maire n'a pas entonné, comme M. Krouche, l'air du désin, mais il a décoché quelques flèches acérées. Très sévère contre le gouvernement, il a condamné un libéralisme qui accroit les inégalités et pénalise les salariés. Il a même accusé M. Chirac d'avoir échoué dans son pari de redressement économique et de se refuser à la plus élémentaire concertation avec les syndicats.

Ce faisant, M. Maire sait que la vicissitude de ses critiques peut amener le gouvernement à considérer que la CFDT, si proche des socialistes en 1981 et 1982, rejoint, à sept mois de l'élection présidentielle, le terrain politique. Mais M. Maire peut rappeler, au besoin, qu'à partir de mars 1983, il n'a pas épargné le gouvernement de M. Mauroy, accusé de « décaler en chambre », voire de recourir à des méthodes pour mener « au désordre, au glissement économique et à la révolte ouvrière ». Durs souvenirs pour la gauche...

Décidément sans illusions, le leader de la CFDT a mis la droite et la gauche dans le même sac en sommant l'ensemble de la classe politique de ne pas oublier, lors de la campagne électorale, le problème de l'emploi. Ses coups les plus sévères, il les a réservés aux « porteurs de haine du Front national », en décidant d'informer les salariés sur la politique sociale de cette formation. Un signe qui montre que le syndicalisme a conscience des ravages que la tentation xénophobe fait aussi dans un salariat méprisé par le chômage et la précarité du travail. Le racisme y fait son nid.

Sans renouer avec l'anticapitalisme « un peu primaire des années 70 », M. Maire ne s'en est pas moins pris au patronat en mettant en cause, non son pouvoir, mais « ce qui l'attire tout autour » : sa crédibilité économique. Le CNPF, a-t-il lancé, a obtenu satisfaction sur toutes ses demandes, mais l'économie reste anémiée. Constat de faillite. Seuls ont été épargnés les autres syndicats. M. Maire lançant même un appel — un peu utopique — au rapprochement.

La note est donnée : la CFDT veut agir sur les mutations économiques et sociales et non les subir. La modernisation ? Elle la réclame à condition que sa gestion ne conduise pas à « laisser un nombre croissant de travailleurs sur la touche ». Ce qui serait un « risque pour notre vie démocratique ». La croissance ? Elle la réclame aussi, à condition qu'elle soit « plus qualitative, moins productive ». Le redressement économique ? Sans préconiser, comme en 1982, des « accords de redressement économique » avec le patronat, M. Maire insiste pour que syndicats et salariés y soient associés.

Fiançant sur un clavier à la fois social et économique, M. Maire met quelques bâtons au modernisme de son discours en remettant au goût du jour quelques constantes idéologiques comme la lutte contre les inégalités — sans oublier, cette fois, la défense du pouvoir d'achat —, l'action pour les immigrés et en reprenant le thème des « nouvelles solidarités », décliné depuis 1982.

Il préserve la cohésion de son organisation. Mais il risque, dans ce paysage syndical plutôt ténu, d'être suspecté d'interpréter la fable de la grenouille qui voulait être aussi grosse que le bœuf. A-t-il les moyens d'une telle ambition ?

Lorsque M. Maire edge, refuse, ou tape sur la table, ne pratique-t-il pas d'abord l'incantation ? La CFDT, combien de divisions, serait-on tenté de demander ? Or, même si elle est « raisonnablement optimiste » pour les élections prud'homales de décembre, on espère balayer l'échec subi lors des élections à la sécurité sociale en 1983, elle est loin de s'être refait une santé.

Ce simple constat contraint M. Maire à une démarche prudente qui ne garantit pas son efficacité. Il se garde bien de sonner la charge, de lancer ses militants à l'assaut des cibles gouvernementales et patronales, contrairement à la CGT (journée d'action le 1<sup>er</sup> octobre) et à FO (manifestation le 3 octobre).

Il se borne, dans un premier temps, à prendre le pouls de son organisation, à tester sa combativité. Des assemblées de militants CFDT se tiendront « dans les semaines à venir », dans quatre-vingt départements, toutes professions confon-

dues. Chaque section syndicale est aussi invitée à mettre au point deux ou trois revendications. Cette « pression syndicale collective continue » illustre « le syndicalisme de proximité » recherché par M. Maire.

Mais elle montre aussi les limites d'une action syndicale qui, actuellement, fort peu de chances d'ébranler un gouvernement et un patronat qui n'ont pas tiré toutes les leçons des grèves de la fin de 1986. M. Maire doit d'abord compter sur la force de ses mots.

## TRANSPORTS

### Aux Etats-Unis

### Le gouvernement cherche à réduire la congestion des aéroports

Washington. — Mettant de côté son credo libéral, le gouvernement américain s'est décidé à intervenir pour mettre fin à la pagaille qui règne dans les aéroports. En effet, la concurrence sauvage née de la déréglementation décidée en 1978 par le président Carter a conduit toutes les compagnies à programmer leurs vols aux mêmes heures, provoquant la congestion du trafic et des retards très importants, au grand dam des passagers.

Le secrétaire d'Etat aux transports, M<sup>me</sup> Elizabeth Dole, a demandé cette semaine aux transporteurs aériens de publier, avant le 15 octobre, le « palmarès » de leurs retards et des pertes des bagages.

Afin de prendre de vitesse le Congrès américain, qui se penchera à la rentrée parlementaire, le 9 septembre, sur une loi destinée à protéger le consommateur, M<sup>me</sup> Dole avait annoncé, le 28 août, qu'un accord avait été conclu avec six grandes compagnies. Aux termes de cet accord, American Airlines, Delta, US Air, United, Continental et Eastern se sont engagées à améliorer leurs performances dans quatre grands aéroports : Chicago, premier aéroport mondial, Atlanta, Boston et Dallas-Fort Worth. A par-

tir du 1<sup>er</sup> novembre, ces compagnies devront modifier leurs grilles horaires afin que 50 % au moins de leurs vols partent dans une limite de trente minutes après l'horaire affiché du vol.

Après la catastrophe aérienne de Detroit, le 16 août, qui a fait cent cinquante-six morts, l'autre sujet de préoccupation des autorités est la sécurité. M<sup>me</sup> Dole vient de lancer un programme visant à limiter l'accès de l'espace aérien à proximité de certains grands aéroports pour les avions de tourisme et d'affaires. Les responsables de l'aviation civile ont convoqué deux cent cinquante pilotes pour leur demander d'observer une plus grande discipline.

Mais de nombreux analystes doutent que ces décisions et ces appels d'urgence du Congrès, politiques, des passagers qu'amplifie la presse américaine. Selon les derniers chiffres, le département des transports a reçu pour le seul mois de juillet près de six mille plaintes de voyageurs, essentiellement pour des retards ou des pertes de bagages, soit près de la moitié des réclamations enregistrées pour l'ensemble de 1986. — (AFP.)

هذا من الاول



# Economie

## AFFAIRES

### Nouvelles réactions au changement de statut de Renault

Une délégation de Force ouvrière (FO), conduite par M. Marc Blondel, secrétaire confédéral, a été reçue le 2 septembre par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, à propos du projet de changement de statut de Renault. Selon FO, le ministre « souhaite que le projet de loi soit effectif le plus tôt possible », et confirme que l'objectif est de « transformer la Régie en société nationale sous forme de société anonyme, dont l'Etat serait actionnaire » et qu'il n'est « pas question pour l'instant d'ouvrir le capital aux particuliers ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

### La déréglementation des télécommunications

- Levée de boucliers syndicale contre le projet de réforme de la DGT
- Polémique sur l'évolution des emplois

Les syndicats sont partis en guerre contre le projet de loi ministériel déposé aux P et T. M. Gérard Longuet, d'introduire la concurrence dans les télécommunications et de modifier le statut de cette administration.

Force ouvrière, sans attendre d'être reçue, le 3 septembre, par la CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés), se demande dans un communiqué si « M. Longuet veut la guerre ? ». Ce syndicat (24,6 % aux élections professionnelles) rappelle vertement les engagements pris personnellement par M. Jacques Chirac auprès de M. André Bergeron, le 11 juin 1986, de ne pas remettre en cause le statut des P et T. « Tout se passe comme si le premier ministre devait, à terme, ne pas respecter son engagement », affirme FO, qui a hésité pas à agiter la menace d'une « grave explosion sociale ».

La CGT (34,1 % des voix) se lance également dans la bataille pour la « protection du service public », en se tournant vers l'opinion publique par le biais d'une campagne et en invitant le personnel des P et T à faire grève le 1<sup>er</sup> octobre dans le cadre de sa journée nationale d'action interprofessionnelle. Elle semble faire un geste en direction des autres syndicats en se déclarant « disponible pour décider toutes initiatives coordonnées d'action ».

La CFDT (26,5 % des voix) est aussi ferme, se déclarant prête à combattre le projet de M. Longuet « par tous les moyens en sa possession ».

Par ailleurs, la publication d'un rapport sur l'évolution des emplois à la direction générale des télécommunications (DGT) (le Monde du 2 septembre), qui faisait état d'une hypothèse de disparition de 32 600 emplois d'ici à l'an 2000 (162 000 actuellement) du fait des gains de productivité, a provoqué également de vives réactions. La CFDT se déclare « consternée et scandalisée par la façon dont la DGT traite le

### Sony lance le lecteur de cassette audio-numérique

Sony, le célèbre fabricant japonais de matériels électroniques grand public, se lance dans la bataille du DAT (Digital Audio Tape), autrement dit du magnéto-cassette numérique très haute fidélité, dont la qualité de reproduction est comparable à celle du lecteur de disques compacts (CD) à laser. La firme japonaise commence par l'Allemagne de l'Ouest et y commercialisera ce nouvel appareil dès le mois d'octobre prochain au prix public de 3 500 DM environ (11 690 F).

Sony devient ainsi la première entreprise japonaise à tenter l'aventure hors de ses frontières. Visiblement, elle cherche à prendre la concurrence de vitesse. Son engagement intervient avant même que n'ait été élaborée une réglementation internationale visant à faire échec au piratage par l'adjonction de circuits spéciaux empêchant la copie directe numérique-numérique. Mais, par prudence, elle n'a pas doté son DAT de deux fréquences d'échantillonnage pour l'enregistrement (32 et 48 KHz). Ce qui, théoriquement, interdit la copie directe de CD jusqu'à ce qu'une société du Sud-Est asiatique ne se mette à commercialiser des convertisseurs de numériques.

## Le défi européen

(Suite de la première page.) Si les investissements à l'étranger sont, comme l'affirme une étude de la firme Booz Allen et Hamilton, « l'un des facteurs-clés pour jouer un rôle déterminant dans l'industrie de demain », alors force est de constater que le Japon, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suède, voire la France, sont mieux placés que les Etats-Unis, l'Italie et l'Allemagne fédérale.

Pas plus que l'Europe ne s'est transformée en une vaste succursale des multinationales américaines, comme le craignait J.-J.

celles-là. Un investissement outre-Atlantique coûte 30 % de plus qu'en Europe. Il n'est pas moins intéressant de s'interroger sur les causes de ce boom des investissements européens à une époque où l'ambiance est plutôt à la dénonciation de l'eurocratie.

La réforme fiscale américaine même si son application est trop récente (1<sup>er</sup> janvier 1987) pour qu'on puisse juger de ses effets a pu jouer comme une incitation, le taux marginal d'imposition des sociétés plafonné à 34 % étant inférieur à ce qu'il est dans la plupart des grands pays industrialisés. Enfin l'amélioration de la santé financière des entreprises, particulièrement nette en France depuis deux ans, accroit leur marge de manœuvre.

Européens à la fin des années 60, même si elles n'en ont pas encore la violence. Comme l'écrit le *Wall Street Journal* : « Les Etats-Unis se sentent assiégés ». Zenith Electronic est le dernier grand constructeur de télévisions nationales, quatre des dix premiers chimistes sont aux mains d'étrangers et 51 % de la capacité de production de ciment. Il n'est jusqu'aux alarmes anti-voil qui sont investies par l'extérieur.

**THOMSON - CGR**  
184 INGENIEURS ET TECHNICIENS PRENNENT POSITION

Ingenieurs pour leur savoir, attachés aux missions de l'Imagerie Médicale, 184 ingénieurs et techniciens de CGR ont été à M. GUMER, PDG de THOMSON.

Il est évident d'ailleurs le CGR médical et d'obtenir l'appui de la Commission de l'Accord THOMSON-GENERAL ELECTRIC, il est évident.

Mais nous avons aussi une ambition, celle de l'Europe THOMSON et GENERAL ELECTRIC, la production et les recherches en Imagerie Médicale vont être abandonnées dans notre pays.

Avec tous nos collègues, nous nous sommes totalement engagés et, ainsi, le CGR a pu dans un premier temps nous unir dans la mise au point du Scanner X et, dans un deuxième temps, assurer la sortie du système d'imagerie par résonance magnétique (IRM).

Ces réalisations dans la domaine de la nouvelle Imagerie Médicale ont constitué un statut exceptionnel pour que le CGR obtienne des résultats financiers positifs, comme c'est le cas depuis deux ans.

La réalisation de tels systèmes d'imagerie médicale à la pointe des technologies les plus avancées dans les domaines de l'électronique, de l'informatique, de la mécanique et de la physique.

Nous y travaillons depuis des années.

La qualité des images médicales fournies constitue une aide considérable au diagnostic.

C'est pourquoi que la mise au point des systèmes sur lesquels nous travaillons se fait avec la collaboration de nombreux spécialistes médicaux.

Cette collaboration a permis notamment à un polytechnicien et à un médecin interne des Hôpitaux de Paris, physicien au groupe Bio-physique de l'Ecole polytechnique, d'obtenir au Congrès mondial de radiologie de Chicago de 1986, le prix CLM LAURE, pour leurs travaux complétés sur l'imagerie de diffusion et de production en IRM.

De plus, nous travaillons depuis de longues années à la mise d'un nouveau scanner pour le 1987.

Et nous espérons, par la presse, puis par notre catalogue qui sera bientôt dans le plus grand secret va révéler à l'ensemble de nos clients.

Nous ne pouvons nous y résigner.

Ces dernières années, des dizaines de millions de personnes ont été soignées par cette industrie de pointe pour le jour et se développent.

Cela a toujours été possible comme l'ont montré pour l'industrie des années à venir.

La santé de la situation, brutalement créée par l'annonce faite le 25 juillet, nous amène à vous informer que nous demandons audience aux plus hautes autorités de l'Etat, Monsieur Méhenni, président de la République, et Monsieur Chirac, premier ministre.

Notre démarche est exceptionnelle, comme l'est l'annonce que vous avez faite, mais que l'Etat qui ne manque pas de vouloir vous écouter dans les milieux scientifiques et médicaux.

Pour tout contact :

Denis Langlet ou Jean-Pierre Besson, Centre THOMSON-CGR - 92500 BUC.

« Un nombre croissant de compagnies américaines s'aperçoivent que le boom des investissements étrangers a aussi apporté plus de solides concurrents sur le marché américain », souligne le quotidien de Wall Street. D'autres craignent de devenir l'éventuelle cible d'une offre publique d'achat hostile venue de l'étranger. Et alors que les sociétés étrangères sans syndicat prospèrent, quelques syndicats s'inquiètent de l'érosion de leurs effectifs et de leur influence politique et se plaignent de la difficulté des négociations sociales dans les unités américaines de compagnies étrangères où les syndicats existent ».

Il n'est donc pas étonnant dans ces conditions que les autorités de Washington commencent à réagir (on se souvient de l'enquête menée sur le rachat de Fairchild semi-conductor Corporation par le Japonais Fujitsu qui a amené cette société à renouer le 16 mars dernier à son offre avant toute décision officielle) : pas surprenant non plus que des propositions de loi réclament un plus grand contrôle des avoirs étrangers (la version du Congrès de la loi sur le commerce qui doit être discutée à la fin septembre requiert de la part des investisseurs étrangers une déclaration des participations significatives qu'ils détiennent aux Etats-Unis).

La seconde conséquence est pour les étrangers eux-mêmes. Dès lors qu'ils ne réalisent pas un placement financier — et la quasi-totalité des opérations françaises de ces dernières années, par exemple, ont été industrielles — il faut ensuite diriger ces entreprises américaines, les gérer, les dynamiser, adapter les produits européens à ce nouveau marché, etc.

L'échec cuisant de Renault avec American Motors, le retrait précipité et coûteux pour Paribas de Becker, les difficultés de Rhône-Poulenc avec Brown Disc ou de Bull avec Trilogy, la déception d'Elf-Aquitaine avec Texas Gulf sont là pour le montrer : dans une économie mondialisée, ce n'est pas l'investissement le plus difficile, mais ce qui suit.

BRUNO DETHOMAS.

Enfin, la firme d'Eindhoven a, financièrement parlant, déjà fort à faire pour lancer son CD vidéo (vidéodisque à son laser). Sans compter qu'elle lorgne en plus du côté de Thomson, qui, à l'occasion de l'Internationale Funkausstellung, annonce la mise au point d'un lecteur-enregistreur à laser de disques compacts, effaçable un million de fois d'après l'ingénieur responsable du projet, et l'expose pour prouver que « ça marche » (le Monde daté 30-31 août). Alors, le DAT a-t-il des chances de percer ? Sur les marchés du baladeur et de l'autodidacte, le problème est plus complexe.

A. D.

**MBA University**

- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut franco-américain de management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New-York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New-York  
Septembre 87-Août 88
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY  
Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA University  
19, rue Cécile, 75015 Paris  
Tél : 47-34-38-23

IFAM PACE UNIVERSITY

**AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS**

**CHARGEURS S.A.**

La société Chargeurs S.A. annonce qu'elle s'est assurée la propriété de 36,37 % du capital de Provost S.A.

L'intention de Chargeurs S.A. est de poursuivre les conversations avec M. Christian Dervoy, président de Provost S.A. et de Vitos-Etablissements Vitos.

**Schlumberger**

Un accord définitif a été signé le 31 août entre Schlumberger et la société américaine National Semiconductor en vue de la vente à National Semiconductor de l'ensemble des activités Fairchild Semiconductor de Schlumberger.

Cette transaction sera effectuée en actions National Semiconductor et en bons de souscription d'actions avec une garantie minimale d'un montant de 122 millions de dollars.

Cette transaction est soumise à la réglementation américaine antitrust prévue par la loi Hart-Scott-Rodino.

Fairchild Semiconductor était traité par Schlumberger comme n'étant plus une division en activité. Schlumberger prévoit au troisième trimestre 1987 une perte exceptionnelle de 220 millions de dollars, liée à cette transaction.

**Plus vite, moins cher !**

**SUPER PRIX!**  
sur les derniers modèles 1987 en stock:

- 205 XR 1360 cm<sup>3</sup> (bleu calypso)
- 205 XT (bleu baltique, gris graphite, gris winchester)
- 205 GTI 115 cv (blanc)
- 205 XA 5 vit., (blanc, beige antilope)
- 205 Cabriolet CTI (bleu azuro métal.)
- 305 GR (bleu calypso, blanc, gris futura, beige antilope)
- 309 XL Profil (gris futura)
- 309 XR (blanc meije)
- 309 XRD (beige antilope)
- 309 XL Profil (gris winchester)
- 309 XA (blanc)

**NEUBAUER**

7, bd. Gouvion St-Cyr 75017 PARIS ☎47.66.02.44  
10, rue Curnonsky 75017 PARIS ☎42.70.67.60  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

**Gouvernement est patent.**

M. Maire et ses collaborateurs ont été reçus par M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, à propos du projet de changement de statut de Renault. Selon FO, le ministre « souhaite que le projet de loi soit effectif le plus tôt possible », et confirme que l'objectif est de « transformer la Régie en société nationale sous forme de société anonyme, dont l'Etat serait actionnaire » et qu'il n'est « pas question pour l'instant d'ouvrir le capital aux particuliers ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait, d'un retrait de l'Etat dans les affaires de Renault, n'a pu s'empêcher de lire aux journalistes présents quelques passages de la lettre que M. Lévy, patron de la Régie, a adressée à son personnel. Au cours de cette lecture, il a particulièrement insisté, tel Topaze, sur les verbes au futur et au conditionnel.

Le ministre de l'Industrie, de son côté, confirme, dans un communiqué, que « le changement envisagé de la forme juridique n'impliquera aucune modification du statut du personnel et de ses modes de représentation ».

M. Calvet, président du directoire du groupe Peugeot, interrogé sur l'évolution du statut de Renault, lors de la présentation, le 2 septembre, des nouvelles versions à cinq portes des Citroën AX, (lire page 26), a qualifié de « prodigieuses d'intention » les nouvelles déclarations officielles à ce propos. Jacques Calvet, chaud partisan, on le sait



Le Monde  
CADRES

REPRODUCTION INTERDITE

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine aux lecteurs du MONDE les postes suivants:

- **Produits grand public destinés à l'habitat**  
DIRECTEUR MARKETING  
ET COMMERCIAL 500.000 région  
réf. 31A 729 - AMR
- **UCPA, le n° 1 du Tourisme Sportif d'aujourd'hui**  
LE MARKETING ET LE SPORT Paris  
réf. 31A 708 - 7 AMR
- **Papeteries de Condat**  
"DE L'ETUDE MARKETING A LA  
PERFORMANCE COMMERCIALE" Paris  
réf. 31A 735 - 7 AMR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

ON CHERCHE LIVREURS  
Douze personnes dynamiques  
pour lancer nouveaux produits.  
Doivent avoir la maîtrise  
commerciale et l'argent. Vont  
commercialement indépendables. Tél.  
à Isabell (19) 05-80-83-36.ESOP  
(Etudes et sondages  
d'opinion publique)  
Société d'études  
de marché  
rechercheCHARGÉ D'ETUDES  
3 ans d'expérience minimum  
en études quantitatives et  
qualitativesEnvoyez CV à ESOP  
82, av. d'Ivry - 75013 Paris.Institut Saint-Pierre de Four-  
mies, recherche pour l'année  
scolaire1 PROFESSEUR EN  
ESPAGNOL FRANÇAIS  
(collège et lycée dont 3 h en  
BTS commerce internat.).  
Age indéfini.  
Tél.: 24-27-80-34-34.VENDEUSE  
Gardeur-papeterie, 7<sup>e</sup> arr., ch.  
connaissance terrain  
et caractéristiques d'imprimerie.  
Age indéfini.  
Ecrire sous n° 8 787 M  
LE MONDE PUBLICITE, 104,  
rue Montmartre, PARIS-7<sup>e</sup>.5, rue Montmartre, PARIS-7<sup>e</sup>.GÉRANT D'IMMEUBLES,  
MARCHAND DE BIENS,  
RECHERCHERESPONSABLE  
SERVICE GÉRANCE  
TRÈS QUALIFIÉ (1 000  
APPARTS), connaît : DACTY-  
LOGIE, TRAITÉ DE TEXTE,  
INFORMAT., adr. c.v. près  
n° 34871 MAZET, 104, rue  
Rémusat, 75002 Paris, qu. 1<sup>er</sup>.ÉCOLE PRIVÉE  
grande BANLIEUE OUEST  
PROFESSEURS  
exp. math., physique, philo  
secondaire à terminer  
Ecrire sous n° 8 786  
LE MONDE PUBLICITE,  
5, rue Montmartre, PARIS-7<sup>e</sup>.5, rue Montmartre, PARIS-7<sup>e</sup>.Société de conditionnement à  
façon (liquides et aérosols)  
Installée en Normandie, rech.  
UN INGÉNIEUR CHIMISTE  
ou PHARMACIEN  
ayant connaissances en expé-  
rience et commerciale parfums  
et expérience pour laborat.  
de contrôle de formulation.  
Ecrire avec c.v. + photo à  
S.E.P., n° 614, B.P. 281,  
27002 Evreux Cedex, qu. 1<sup>er</sup>.Entreprise de fabrication et  
conditionnement de produits  
d'entretien et d'hygiène corpo-  
relle rech. pour encadrement  
CONTREMAÎTRES(ES)  
et CHÊF D'ATELIERDE PRODUCTION,  
spécialistes indispensables pour  
l'organisation du travail et sens  
du commandement, expérience  
en conditionnement souhaité.  
Ecrire avec c.v. + photo à  
S.E.P., n° 613, B.P. 281,  
27002 Evreux Cedex, qu. 1<sup>er</sup>.

RECH. POUR DÉPT 77

- ANIMATEURS(ES)

- FORMATEURS(ES)

Pour stages insertion jeunes  
Adultes (P.A., J.E.D.)

Env. c.v. à U.P.O. n° 77

77110 DAMMARE-LES-LYS.

Lyons technique recherche  
UN ENSEIGNANT VACATAIRE

pour BTS informatique

Tél. pour R.V.S. 45-59-57-22.

INFORMATIS

CHÈFS PROJETS GPO

5 ANS D'EXPÉRIENCE

A.P. CONFIRMES

VAX VMS FMS COBOL

SPECIALISTES UNIX

SALARIÉS 6 000 F/mois

ING. DEVELOP

SUR MICROLOGIA ET INTEL

25, rue Dupuyroux 43-47-82-92.

DEMANDES D'EMPLOIS

Collaborateur journal cherche

étudiant pour s'occuper de

deux filiales tous les soirs de

17 h à 19 h et le mercredi 9 h à

13 h (réf. si possible, réf. 104,  
Place Clichy, 43-47-82-92).

J.P. 35 ans cherche emploi

bureau, dé. classement, même

à mi-temps. Tél. au 43-02-

32-81 (jusqu'à 14 heures ou

au 43-01-81-93 le soir.

capitaux

propositions

commerciales

Editeur d'ouvrages sur les

richesses artistiques de la

France cède FICHIER

CLIENTS 6 000 F/mois

Cours. A.D.F. (1) 42-61-83-83.

## Économie Marchés financiers

A TRAVERS  
LES ENTREPRISESLazard entre  
dans la Générale  
de BelgiqueLa banque d'affaires française  
Lazard vient de prendre une participation de 4 % dans la Société générale de Belgique, dont elle devient le principal actionnaire connu, le capital du premier holding belge étant très dispersé. Cette opération, effectuée par l'intermédiaire de Gaz et eaux, filiale d'Eurafin (groupe Lazard) a été réalisée à l'occasion d'une augmentation de 6,2 % du capital de la Générale de Belgique. Celui-ci s'élève désormais à 31 milliards de francs belges (5 milliards de francs), représentant vingt-cinq millions et demi d'actions.D'autres sociétés, dont le bras-  
seur belge Artios-Piedboeuf Inter-  
brevé (à hauteur de 1,9 %) et, dit-on dans les milieux financiers  
bruxellois, Agfa-Gevaert et le  
groupe Cetus de M. de Benedetti,  
ont profité de cette émission d'actions nouvelles. Celle-ci peut  
être considérée comme un contre-  
feu allumé pour résister à l'offen-  
sive déclenchée depuis deux mois  
en Bourse de Bruxelles par des  
mystérieux acheteurs de titres  
Générale de Belgique (le Monde  
Affaires du 5 septembre publie  
une enquête sur cette affaire).Thomson s'associe  
avec le coréen Daewoo  
dans les composantsLCC du groupe Thomson va  
créer une société commune  
coréenne avec ISU Ceramics, filiale  
de Daewoo, pour fabriquer des  
ferrites doux, composants électro-  
niques utilisés dans les téléviseurs,  
notamment. Thomson détient  
49 % du capital, contre 51 %  
pour le groupe coréen, mais en  
assurant la direction technique.  
LCC (trois mille personnes) détient  
environ 7 % du marché mondial  
de ces composants et a déjà signé  
un accord semblable avec l'indien  
Suchitra. Daewoo est un groupe  
diversifié (automobile, construction  
navale, électronique...) de cent  
vingt mille personnes.Lait maternelisé :  
Mammouth attaque BSN  
et NestléNouvel épisode de la bataille  
pour la vente des laits maternelisés  
en grandes surfaces : Paridoc,  
centrale d'achats et de service,  
propriétaire de l'enseigne Mam-  
mout, vient d'assigner BSN  
(fabricant du lait Gallia) et Nestlé  
(lait Guigoz) devant le tribunal de  
commerce de Nanterre (Hauts-de-  
Seine) pour refus de vente. Le tri-  
bunal devrait se prononcer le  
22 septembre.Gillette  
a vendu ST Dupont  
à une firme de HongkongLa société Gillette vient de  
signer un protocole d'accord -  
qui doit encore être soumis à  
l'agrément des autorités fran-  
çaises - pour la vente de  
ST Dupont à une firme de Hong-  
kong, Dickson Concepts Ltd.  
ST Dupont réalise annuellement un  
chiffre d'affaires de 500 millions  
de francs, dont 80 % par l'expor-  
tation de produits de luxe (bri-  
quets, stylos, montres) et emploie  
cent personnes. Cotée à Hong-  
kong, Dickson Concepts Ltd. réa-  
lise un chiffre d'affaires de l'ordre  
du milliard de francs et est le plus  
grand distributeur de montres  
dans cette région (dont Rolex) et  
le distributeur exclusif de produits  
de luxe français, comme Charles  
Jourdan et Hermès. Cette vente  
est le résultat d'efforts de Lazard  
Paris et de Lazard Hongkong.Bonduelle et Philpon  
créent  
les conserves associéesLes sociétés de conserve ali-  
mentaire Bonduelle et Philpon  
viennent de créer une filiale com-  
mune, à parts égales, les Conser-  
vateurs associés, qui fabriqueront des  
conserves pour les grands distribu-  
teurs. Au capital de 58 millions de  
francs, la nouvelle société regrou-  
pera les deux usines de Philpon  
(à Russy-Bermon, dans l'Oise, et à  
Ham, dans la Somme) et celle de  
Bonduelle (à Warluis, dans l'Oise).  
L'objectif est de faire de la nou-  
velle société une structure d'accueil  
dans la perspective du  
marché unique européen. Le  
groupe Bonduelle réalise un chiffre  
d'affaires de 2,5 milliards de  
francs, et Philpon un chiffre  
d'affaires de 250 millions de  
francs.PARIS, 2 septembre  
HésitationAprès une séance d'immobi-  
lisme, la Bourse de Paris a légè-  
rement reculé mercredi. A la clô-  
ture de la séance officielle,  
l'indice instantané accusait  
une baisse de 0,63 %. Sans la  
montée rapide de Fives-Lille  
(+ 18,5 %), l'écart aurait été  
plus prononcé. Le recul brutal de  
Wall Street, qui a perdu près de  
60 points le 1<sup>er</sup> septembre, a  
entraîné quelques inquiétudes  
chez les investisseurs. Si la  
crainte d'une contagion de la  
baisse régnait en fin de matinée  
sur le marché, la confiance revenait  
lentement au fur et à mesure  
du déroulement de la  
séance officielle. Toutefois,  
l'hésitation reste de mise dans  
un marché qui demeure actif  
mais où les acheteurs anglo-  
saxons sont en moins grand  
nombre que la semaine dernière.  
Les valeurs vedettes à la hausse  
étaient emmenées par Maisons  
Phénix, Codetel, Darty, Naviga-  
tion Morte et Matra. Parmi les  
baisseurs figuraient principalement  
Dumortier, Docks de France, Sovac  
et GTM-Entrapose. Si un certain  
optimisme est encore de mise  
au rez-de-chaussée du palais  
Bourbon, où se négocient les  
actions, la morosité s'est défini-  
tivement installée dans les  
étages sur le marché des obliga-  
tions et du MATIF. Les interve-  
nants n'ont pas apprécié l'ajou-  
nement, le 1<sup>er</sup> septembre, par la  
Banque de France de son appel  
au marché financier, une façon  
comme une autre de ne pas  
baisser les taux... Le pessimisme  
règne à la veille de l'adjudication  
de 5 à 7 milliards de francs  
d'OAT. Dans ce contexte les  
contrats sur le MATIF ont à  
nouveau cassé leur pair de 100.  
Celui de décembre perdait  
0,45 %.NEW-YORK, 2 sept.  
Marché très nerveuxUne très grande nervosité a régné  
mercredi à Wall Street. Durant  
toute la séance, les cours n'ont  
pas arrêté d'aller et venir dans tous  
sens. Si, à la clôture, l'indice des  
industriels avait moins mauvaise  
mine que la veille, en s'inscrivant à  
2 602,04, soit avec une perte limitée  
à 6,93 points, le bilan de la journée,  
en revanche, est resté très équilibré.  
Sur 2 005 valeurs traitées, 1 211 ont  
baissé, 424 seulement ont monté et  
370 n'ont pas varié.  
Le nouvel accès de faiblesse du  
dollar a été très largement respon-  
sable de la volatilité du marché. Les  
investisseurs sont réellement  
inquiets, car, moins que la baisse de  
la devise américaine, ils redoutent  
une hausse des taux d'intérêt qui  
pourrait rendre nécessaire l'effec-  
tuation des interventions faites par  
les banques centrales. Le marché  
obligataire a été très lourd et a par-  
tiellement contribué à entretenir un  
climat d'incertitude autour du « Big  
Board ». « La correction est  
sérieuse cette fois », disent un pro-  
fessionnel. « Il faudra au moins un  
mois pour que la Bourse s'en  
remette ». Pour l'instant, les opé-  
rateurs attendent la publication des  
résultats du commerce extérieur  
pour août. Mais les prévisions ne  
sont pas bonnes. L'activité a poncé  
sur 199,94 millions de tonnes, contre  
193,45 millions la veille.

VALEURS	Cours du 1 <sup>er</sup> sept.	Cours du 2 sept.
Alcan	54	54
Alcan Indus	59	59
A.T.T.	33 1/8	33 1/8
Boeing	51 7/8	50 3/4
Case Harpette Ind.	40 3/4	40 1/4
Du Pont de Nemours	121 1/2	118 5/8
Eastman Kodak	98 1/8	98 1/2
Esso	88 5/8	88
Ford	105 1/4	105 3/8
General Electric	80 1/4	80 1/4
General Motors	88 5/8	88 1/2
Goodyear	70 3/4	69 1/4
I.B.M.	182 3/4	182 3/8
L.T.T.	53 1/4	53
Nobel Oil	52	51 5/8
Prior	71 3/4	70 3/8
Schering	48 1/2	48
Tesoro	42 7/8	40 3/4
Union Carbide	28 7/8	28 5/8
U.S.C.	37 3/8	36 1/8
Westinghouse	88 1/4	88 1/4
Wm. Corp.	79 1/4	78 5/8

## CHANGES

## Dollar : 6,03 F

D'un jour sur l'autre, le dollar a  
encore perdu du terrain le jeudi  
3 septembre. Mais, grâce à l'inter-  
vention des banques centrales, du  
Japon surtout, il avait moins mau-  
vaise mine que mercredi soir. Le  
billet vert a coté 6,03 F (6,01 F  
le 2 septembre à New-York),  
contre 6,0510 F, contre 1,8015 DM  
(1,7950 DM), contre 1,8080 DM.  
L'or s'est maintenu, comme mer-  
credi après-midi, aux alentours de  
463 dollars l'once.

FRANCFORT	2 sept.	3 sept.
Dollar (en DM)	1,8088	
TOKYO	2 sept.	3 sept.
Dollar (en yen)	161,3	

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (3 sept.) : 75-71/75

New-York (2 sept.) : 613/614

## INDICES BOURSIERS

## PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

1<sup>er</sup> sept. 2 sept.

Valeurs françaises : 107,2

Valeurs étrangères : 135,2

C\* des agents de change

(Base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général : 436,48 436,48

## NEW-YORK

(indice Dow Jones)

1<sup>er</sup> sept. 2 sept.

Industrielles : 2 618,98 2 602,04

## LONDRES

(indice Financial Times)

1<sup>er</sup> sept. 2 sept.

Industrielles : 1 778,90 1 763,38

Mines d'or : 438,28 444,90

Fonds d'Etat : 84,98 85,66

## TOKYO

2 sept. 3 sept.

Nikkei Dow Jones : 23 946,60

Indice général : 213,47

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 sept. 1987

Nombre de contrats : 90 638

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88	Juin 88
Dernier	99,55	99,15	99,05	99,10
Précédent	100,15	99,55	99,50	99,65

## LA VIE DE LA COTE

## CFAO : DU MIEUX POUR

UN CENTENAIRE. - Première

société française de commerce inter-  
national, la CFAO devrait élargir  
son bénéfice compris entre 5 % et  
10 % cette année. C'est son pré-  
sident, M. Paul Paoli, qui le dit. Le  
groupe, qui fête cette année son cen-  
tenaire universel, avait dégagé l'an  
dernier un bénéfice net consolidé de  
370 millions de francs (+ 8,6 % sur  
1985), pour un chiffre d'affaires de  
14,5 milliards de francs (+ 7,4 %).  
Le résultat net de la seule sociétémère avait progressé, en 1986, de  
11,1 % à 155 millions de francs.

M. Paoli a qualifié d'« assez

bonne » la hausse des bénéfices  
attendue pour 1987, étant donné la  
conjuncture économique difficile des  
pays africains, où le groupe réalise  
encore la moitié de son chiffre  
d'affaires (l'autre moitié provenant  
de ses activités en Europe). Sans  
remettre en cause sa « spécificité  
africaine », la CFAO entend mestre  
l'accent sur le développement en  
Europe dans la perspective du grand  
marché unique européen.L'EUROPE DES  
VILLES RÊVÉESAmsterdam  
Athènes  
Berlin  
Budapest  
Copenhague  
Dublin  
Edimbourg  
Florence  
Genève  
Lisbonne  
Londres  
Rome  
Séville  
Stockholm  
Venise  
VienneVacances volées, week-ends in-  
times... 16 petits guides pour les  
villes les plus romantiques d'Eu-  
rope. L'imaginaire d'un écrivain  
(Julien Green à Florence, Michel  
Del Castillo à Séville...) et la pré-  
cision d'un guide pratique.

En librairie - 39 F.

A offrir pour les « échappées belles »  
de l'été !autrement  
EDITIONS

VENISE

BERLIN

Le Monde  
DIRIGEANTS

à partir du mercredi 9 daté 10 septembre...

Retrouvez chaque semaine  
dans Le Monde du mercredi daté jeudi  
la rubrique d'offres d'emploi  
consacrée aux cadres de haut niveau.  
Le Monde : Point de rencontre des grandes ambitions

## L'IMMOBILIER

appartements  
ventes3<sup>e</sup> arrdt

## EXCEPTIONNEL

RUE MESLAY

Stud. caract., ent., cuis., s. de  
bain, w.-c., moquette, cham-  
poules apparentes, 508 000 F.  
Immo Mercredi 42-52-01-82.5<sup>e</sup> arrdt

## QUARTIER LATIN

Gd 7 p., 4<sup>e</sup> ét., sac. possible,  
prof. lib., park, bon plan.  
LAGRANGE 47-64-66-68.11<sup>e</sup> arrdt

MP PARMENTIER, part. vend date

impasse de Carrière, belle villa

3 p., cuis., s. de bain, 57 m<sup>2</sup>,  
libre de suite. Prix 448 000 F.  
Tél. 48-04-96-13.14<sup>e</sup> arrdt

RASPAIL RÉCENT 2/3 p.,

cuis. équipée, belle villa

1 800 000 F. 43-22-81-36.

## 78-Yvelines

HOUILLES SNCF + RER Paris

12<sup>e</sup>, 4/5 p. + possib. atelier17 m<sup>2</sup>, parf. état, de ré. calme

1981, verdure, tout confort

s.e., b.e., b.e., nomb. rang-  
coiler, asc., gar., école, crê-  
ches, 10 commerces à 300 m.  
5<sup>e</sup> pied gare SNCF et RER.  
695 000 F. ch. 700 F/mois.  
M. et M<sup>me</sup> BEAUSANT.  
Tél. 42-47-98-33 (bur.),  
38-58-58-87 (dom.).

## Hauts-de-Seine

NEUILLY, bd Kennedy, près

transports, vue Seine et

Océane, env. 164 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup>  
ét., belle déco., serv., par-  
king, s/s, 2 caves. Libre rapide.  
3 550 000 F. T. 47-22-33-37.

## fermettes

A 200 km Sud Paris particu-  
lièrement en l.de 1864 restaurée, 128 m<sup>2</sup>bât., éd. 23 m<sup>2</sup> avec char-  
nière, souterr. d'origine, cuis.  
18 m<sup>2</sup>, bar., gde s. de bain et  
w.-c. A l'usage 2 gdes chambres  
dét. rustique, sur le tout chff.  
cent. fuel + gde dépend. amé-  
nagées, 1 231 m<sup>2</sup> terrain  
dét. paysagé + 1 700 m<sup>2</sup> bois  
non attenant. Prix 390 000 F.  
Tél. (16) 88-26-41-24.appartements  
achats

## Recherche 2 à 4 p. PARIS,

préféré 7<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>,  
15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup> avec ou sans travail.  
PAIE COMPTANT chez notaire.  
48-79-20-07, même le soir.

## PROPRIÉTAIRE

VOUS VENDEZ

un logt avec ou sans confort

adressé-vous à un spécialiste

IMMO MARCADET 42-52-01-82.

Entretien gratuit.  
Régulation rapide.

## locations

non meublées

offres

## Paris

Av. Buguey près FOCH 16<sup>e</sup>,pour profession libérale,  
appartement grand standing,  
15 p., 300 m<sup>2</sup>,



Marchés financiers

NEW-YORK, 4 sept. (AP) - Le marché des actions a été très nerveux hier, les investisseurs se montrant très sensibles aux nouvelles concernant l'économie américaine. Les indices ont fluctué tout au long de la journée, avec une clôture en hausse.

Le Dow Jones a terminé à 2 815,50, en hausse de 15,25 points. Le S&P 500 a gagné 1,25 point, se situant à 335,75. Le Nasdaq a progressé de 10,00 point, atteignant 1 120,00.

Les investisseurs ont réagi positivement aux données de l'emploi publiées hier, qui ont montré une création nette de 15 000 emplois en août. Cependant, les inquiétudes persistent quant à la croissance future de l'économie.

Sur le marché des obligations, les rendements ont baissé, reflétant l'optimisme des investisseurs. Les actions étrangères ont également progressé, avec une hausse notable des valeurs européennes.

CHANGES

Paris: 6.03 F \$

London: 163.50

Geneva: 1.25

Frankfurt: 1.25

Madrid: 165.00

Amsterdam: 2.20

Bruxelles: 36.50

Stockholm: 1.35

Copenhague: 1.35

Helsinki: 1.35

Oslo: 1.35

Reykjavik: 1.35

Sofia: 1.35

Thessalonique: 1.35

Varsovie: 1.35

Warsaw: 1.35

Zagreb: 1.35

INDICES BOURSIERS

Paris: 2 815,50

London: 2 815,50

Geneva: 1 120,00

Frankfurt: 1 120,00

Madrid: 165,00

Amsterdam: 2 200,00

Bruxelles: 36,50

Stockholm: 1 350,00

Copenhague: 1 350,00

Helsinki: 1 350,00

Oslo: 1 350,00

Reykjavik: 1 350,00

Sofia: 1 350,00

Thessalonique: 1 350,00

Varsovie: 1 350,00

Warsaw: 1 350,00

Zagreb: 1 350,00

LA VIE DE LA COTE

Les investisseurs ont été très actifs sur le marché des actions hier, avec une forte demande pour les valeurs technologiques et de croissance. Les cours ont atteint des sommets historiques pour certaines sociétés.

Les analystes estiment que la croissance de l'économie américaine continuera à soutenir le marché des actions. Cependant, les investisseurs doivent rester vigilants face aux incertitudes géopolitiques et économiques.

EUROPE DE L'EST

Les marchés financiers de l'Europe de l'Est ont connu une journée volatile. Les investisseurs ont réagi aux nouvelles concernant la situation économique et politique dans la région.

Les indices ont fluctué, avec une clôture en hausse pour la plupart des bourses. Les investisseurs restent attentifs aux développements futurs.

Le Monde

Marchés financiers

BOURSE DE PARIS 2 SEPTEMBRE

Table of stock market data for the Paris Bourse on September 2, 1987. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	1854	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	1182	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00

Comptant (sélection)

Table of stock market data for the Paris Bourse, Comptant section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00

Second marché (sélection)

Table of stock market data for the Paris Bourse, Second marché section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00

Hors-cote

Table of stock market data for the Paris Bourse, Hors-cote section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00

2 SEPTEMBRE

Table of stock market data for the Paris Bourse, 2 SEPTEMBRE section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

COMPAGNIE	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	1854	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	1182	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	1125	0.00

SICAV (sélection)

Table of stock market data for the Paris Bourse, SICAV section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00

Cote des changes

Table of stock market data for the Paris Bourse, Cote des changes section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00

Marché libre de l'or

Table of stock market data for the Paris Bourse, Marché libre de l'or section. It includes columns for stock names, prices, and changes. The table is organized into sections for different market segments.

VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1002	A.S. 1973	1855	1852	+ 0.48
1003	C.A.E. 75	4250	4250	0.00
1004	S.A.P. 75	1185	1180	+ 0.42
1005	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1006	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1007	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1008	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1009	C.E.F. 75	1125	1125	0.00
1010	C.E.F. 75	1125	1125	0.00











# Une ville prend le tram

La construction du TAG a été l'occasion de restructurer l'ensemble du centre de la ville

EN lançant dans les rues de la ville les vingt rames de son tramway, le TAG pour tramway de l'agglomération grenobloise, Grenoble prétend se tourner résolument vers le vingt et unième siècle. Ce moyen de transport, que certains qualifiaient volontiers de désuet et de « ringard » lorsque déboutèrent en 1985 les premiers travaux, a en fait bouleversé les habitudes de la cité olympique.

Le plus lourd investissement (1,3 milliard de francs, dont les deux tiers ont servi à financer le tramway proprement dit, le tiers restant accompagnant des opérations d'urbanisme) réalisé par la ville depuis les Jeux olympiques d'hiver de 1968 est en passe de transformer une large partie de celle-ci et de créer de nouvelles habitudes de vie le long des 10 kilomètres du tracé du tramway. « Les Jeux olympiques avaient fait passer Grenoble du rang d'une petite ville provinciale à celui d'une cité moyenne très dynamique. Le tramway va modifier notre façon de vivre et de nous déplacer », affirme l'adjoint aux transports de la ville de Grenoble, Charles Desours, par ailleurs sénateur RPR.

Si le tramway de Nantes a donné il y a trois ans le signal pour l'essor de cette nouvelle technologie française, celui de Grenoble est à l'origine d'une réflexion sur son utilisation comme « outil » de restructuration d'une cité. « Les Français ont du mal à accepter l'usage de l'automobile une image passiviste. Nous nous sommes efforcés de la gommer en mettant en évidence les performances de ce moyen de déplacement, sa parfaite accessibilité, son esthétique et la qualité de l'environnement urbain qu'il est susceptible de générer », rappelle l'élu grenoblois.

53 % de « oui »

Le maire de Grenoble, Alain Carignon, qui hérita d'un dossier dont les lignes générales avaient

été définies sous la précédente municipalité, conduite par Hubert Dubedout, après l'abandon d'une solution de transport par câble, poursuivit les études, mais, aussitôt après son élection, soumit le projet à la population. Celle-ci fut consultée lors d'un référendum d'initiative locale, une première en France dans une ville de plus de cent mille habitants qui permit à plus de 37 % des électeurs inscrits de s'exprimer : 53 % d'entre eux se prononcèrent favorablement. La ville-centre (170 000 habitants) apportait ainsi sans ambages son adhésion à un projet qui intéressait une agglomération de 400 000 habitants.

Le maire dut parfois avancer à contre-courant de son électeur, notamment des commerçants, que toute transformation du cadre urbain effrayait. Finalement, il trouva auprès de l'opposition municipale et de la ville de Fontaine, dirigée par une municipalité communiste, qui partage avec

Grenoble, mais sur une distance de 3 kilomètres, le parcours du tramway, les concours nécessaires pour mener à son terme un ambitieux programme.

Le TAG — installé en site propre — traverse en leur cœur même les villes de Grenoble et de Fontaine. Il constitue la colonne vertébrale d'un réseau de transport en commun long de 230 kilomètres et parcouru par plus de 250 véhicules qui vont désormais converger vers les 22 stations du tramway afin d'irriguer en voyageurs la nouvelle ligne.

Une très forte volonté politique s'est affirmée dès le démarrage du projet pour rendre le nouveau mode de transport accessible à tous. L'aménagement des quais et l'abaissement du plancher des véhicules conçus par la société Alstom-Atlantique permettent aux handicapés de pénétrer aisément dans le tramway.

Des recherches approfondies ont permis de mettre au point un type de véhicule d'une grande transparence intérieure et d'une

finition soignée. Ses formes arrondies, son pare-brise panoramique et ses grandes baies donnent de ce tramway peint en bleu et gris une image moderne et plaisante.

Le succès esthétique du tramway et la réussite de l'aménagement urbain qui l'accompagne, tant à Fontaine qu'à Grenoble, sont incontestables. « Personne ne pouvait, à l'origine, mesurer les effets qu'aurait sur la cité un tel projet », déclare l'adjoint à l'urbanisme, Jean-Pierre Saul-Guibert. « Ainsi, les commerces se transforment aujourd'hui bien au-delà du parcours du TAG », assure l'élu grenoblois, qui note, parallèlement, une forte évolution de la valeur des immeubles tout au long de la ligne et le démarrage d'une trentaine d'opérations immobilières dans les quartiers desservis désormais par le tramway. Le maire de Fontaine, Yannick Boulard, n'hésite pas à affirmer que « le TAG a permis la réalisation de projets d'urbanisme d'envergure qui nous font

progresser de dix ans dans le domaine de l'aménagement ».

63 000 voyageurs par jour

Il reste maintenant au tramway à prouver qu'il peut être aussi sur le plan commercial une réussite. Il devrait transporter quotidiennement 63 000 voyageurs à la vitesse moyenne de 18,3 km/h. S'il dispose de ressources techniques lui permettant d'atteindre 70 km/h, les limitations de vitesse dues à l'environnement — il traverse des rues piétonnes, parfois très étroites — lui imposent de ne pas dépasser 25 km/h dans le cœur même de la ville.

La Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise (SEM-TAG), qui exploite le TAG, prévoit, grâce à l'ouverture de la première ligne, une augmentation du trafic sur l'ensemble de son réseau de 14 à 20 %, et, sur les lignes où le tramway a remplacé

l'autobus et de trolleybus, une hausse du nombre des voyageurs de 30 % à 40 %. Les responsables chargés du lancement commercial comptent sur un changement du comportement des habitants de l'agglomération. Le tramway utilise en effet un tracé simple, s'inscrit dans un site qui lui est propre, se déplace rapidement : il peut ainsi devenir une solution de rechange à l'automobile, modifiant les habitudes de déplacement des grenoblois. L'adjoint à l'urbanisme reste toutefois très prudent sur ce point en estimant notamment que « ce qui ne passe plus sur les voies occupées par le TAG passera ailleurs ».

La décision de lancer la seconde ligne du tramway de l'agglomération grenobloise, qui desservira les quartiers de l'Île, le centre hospitalier universitaire et le campus de Saint-Martin-d'Hères — longeur 4,5 kilomètres, coût 500 millions de francs, — devrait être annoncée au mois d'octobre. Les travaux ne débuteront cependant qu'à la fin de 1988, pour s'achever deux ans plus tard. Cinq prolongations de ligne sont envisagées, mais elles ne pourraient pas être mises en chantier avant 1996 pour des raisons d'ordre financier. Le réseau du tramway de Grenoble devrait donc, si tout se passe bien, couvrir sur 20 kilomètres... en l'an 2000.

Fiers de ce qu'ils considèrent déjà comme une réussite, les grenoblois espèrent qu'à cette date leur tramway aura servi de modèle à plusieurs autres villes françaises. Des représentants de Reims, Rouen, Rennes et Bobigny-sur-Seine sont venus rendre visite aux techniciens du TAG, qui n'ont pas manqué de leur rappeler que ce moyen de transport connaît actuellement un regain d'intérêt dans le monde entier, notamment aux États-Unis. Avec le dynamisme qu'on lui connaît, Grenoble est devenu tout à la fois la vitrine et l'agent de publicité du nouveau tramway.

CLAUDE FRANCHILLON.

## La presque île du futur

(Suite de la première page.)

Cette initiative a déjà eu pour effet de rallier les élus de l'opposition socialiste au projet d'Europe. « Il faudra faire la part entre les besoins réels et les rêves », estime de son côté le président Michel. Les perspectives tracées par les chercheurs, dont certains vont même jusqu'à souhaiter le départ des rares entreprises privées de la presque île, aboutissent en effet aux confins d'Europe. Or ce projet a généré toutes sortes d'idées nouvelles, telles que l'implantation d'une cité de la création ou d'un musée des pays alpins, et ses limites ne sont pas extensibles. Il est surtout question de transférer dans le futur quartier, trois ans seulement après sa création, l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble. Accolée à la chambre de com-

merce, celle-ci manque déjà d'espace et reste, de ce fait, dans l'incapacité de créer, comme le voudraient ses responsables, un troisième cycle de management.

D'ici à l'an 2000, cette boulimie de projets ne manquera pas de poser quelques problèmes. Mais elle témoigne d'une volonté partagée d'associer sur le terrain la recherche, l'entreprise et les futurs « décideurs » que sont les étudiants. Pour les scientifiques du Polygone, il s'agit d'« actualiser et d'humaniser la technopole grenobloise ». Pour les promoteurs du centre d'affaires, la proximité des laboratoires peut constituer un atout décisif. Pour Grenoble, si ce parti pris d'aménagement demeure, c'est une vraie chance qui se dessine.

JEAN-LOUIS SAUX.

## 130 000 F le mètre

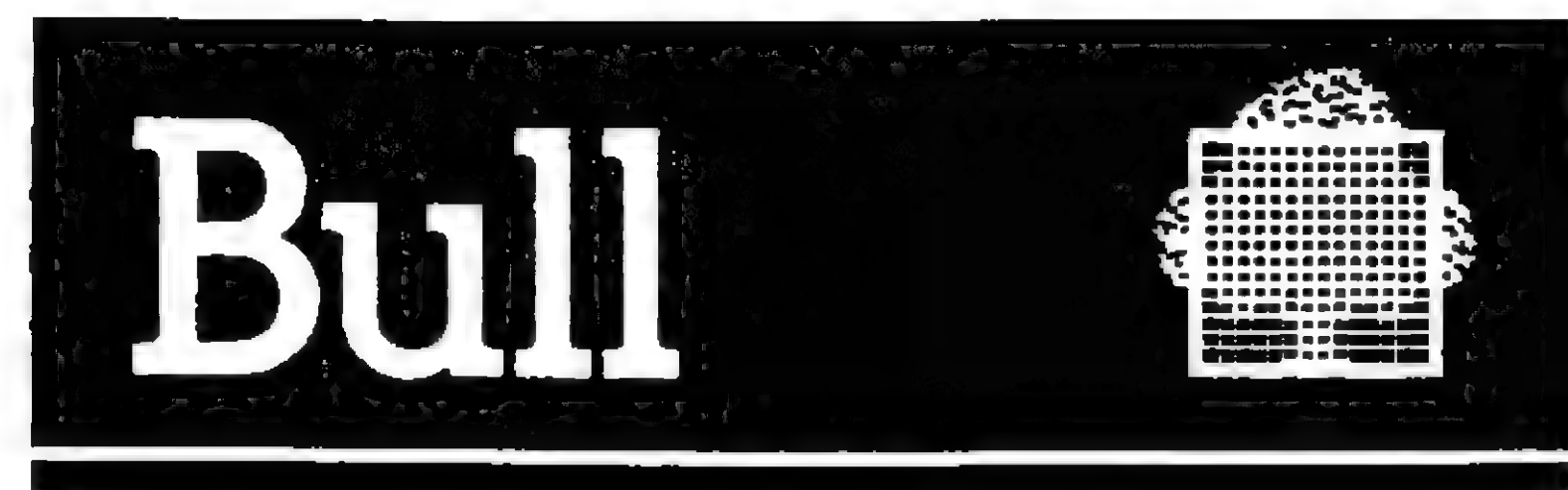
Le financement de la première ligne de tramways grenoblois dont le coût s'élève à 1,3 milliard de francs, a été assuré conjointement par le Syndicat mixte des transports en commun (SMTC) de l'agglomération et l'Etat. Ce dernier n'a cependant pris à sa charge que 50 % du coût des infrastructures, soit un peu plus de 400 millions de francs, l'achat des vingt et une rames du TAG étant financé par le seul SMTC.

La construction de la ligne de tramways, longue de 10 kilomètres, qui a nécessité la réalisation d'importants travaux d'aménagement sur les communes de Fontaine et de Grenoble, a considérablement alourdi

la facture du TAG, puisque le tiers des dépenses, soit plus de 400 millions de francs, ont concerné des opérations d'urbanisme dans le centre de ces deux cités.

L'ensemble de la charge financière relevant du Syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération grenobloise sera assuré par le versement de 1 % à 1,5 % du versement transports payé par les entreprises de plus de neuf salariés. Aussi, le coût du tramway ne devrait avoir, affirmant ses promoteurs, aucune influence au niveau des impôts locaux payés par les habitants des communes de l'agglomération.

# UN ARBRE NOURRIT NOTRE ECONOMIE REGIONALE.



Centre Technique et Industriel Grenoblois - 1 rue de Provence - BP. 208 - 38432 Échirolles - Tél. : 76.39.75.00

Bull S.A. - S.A. au capital de 1.830.522.200 F - R.C.S. Paris B642 058 739 - Code APE : 2701

## LES PERSONNALITÉS

Les établissements d'enseignement supérieur et la recherche font valoir à Grenoble quelques références majeures parmi celles et ceux qui les ont fréquentés et qui ont contribué à leur réputation. Louis Néel, professeur à Grenoble-I, prix Nobel de physique en 1970, a fondé le Centre d'études nucléaires et présidé l'Institut national polytechnique. Les séjours de deux autres prix Nobel, Rudolph Mössbauer et Klaus von Klitzing ont laissé un souvenir vivace dans la capitale du Dauphiné.

Sans vouloir citer les vingt-trois prix Nobel qui ont enseigné à l'Ecole d'été de physique des Hautes (vallée de Chamonix), on peut retenir les noms des universitaires et chercheurs grenoblois distingués pour leurs travaux. Citons les quatre académiciens Philippe Nozières, physicien, prix « Wolf » 1985, professeur au Collège de France, Paul Ozenda, botaniste et professeur, Reynold Barbier, géologue et professeur, et Erwin Bertaut, physicien et directeur de recherche au CNRS, et ceux qui ont obtenu de l'Académie des sciences le Prix du rayonnement français récemment : Louis Liboutry, glaciologue et professeur, et Bernard Malgrange, mathématicien, directeur de recherche au CNRS.

Parmi ceux qui ont contribué à modeler après 1968 le paysage universitaire grenoblois, on ne peut oublier les trois premiers présidents des universités, Henri Bonville, Jean-Louis Quermonne et Michel Souffil, ni le doyen Etienne Bonnier, le nouveau directeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon, Guy Aubert, le dernier président de l'INP, Daniel Bloch.

Les établissements d'enseignement supérieur grenoblois s'enorgueillissent, en outre, de compter parmi leurs anciens étudiants des personnalités aussi diverses et marquantes que M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale d'Allemagne, M<sup>me</sup> Vigiés Fimbogadottir, présidente de la République d'Islande, que les ministres ou anciens ministres Alain Carignon, Georges Chavaumes et Jean-Pierre Cot, que les parlementaires Odile Sicard, Charles Desours et Michel Hammon, que les chefs d'entreprise Daniel Cathiard, Loïc Le Floch-Prigent, Jean-Claude Latombe, Serge Kampf, Jean Vajany, que le metteur en scène Georges Lavaudant et que les sportifs Philippe Collet, Jeanne Longo, Patrick Rassei et bien d'autres.

## LA MONTAGNE

Si un très grand nombre d'universitaires, de chercheurs, de scientifiques aiment la montagne, celle-ci leur rend bien qui s'offre à eux chaque jour à travers les larges vitres du campus ou du polygone scientifique. Le principal massif montagneux de l'Europe occidentale est le gisement d'un nombre important de recherches menées par les universités et le CNRS : du droit à la botanique, des langues à la glaciologie. Parmi la vingtaine de réseaux européens lancés en 1984 par les ministres concernés, le réseau pluridisciplinaire « Monde alpin », dont le coordinateur général est le professeur Robert Vivian, professeur à Grenoble-I, associe pas moins de six pays, l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse, pour définir les thèmes répondant le mieux aux exigences et aux préoccupations actuelles des pays alpins dans l'aventure européenne pour identifier les laboratoires et formations réputés pour la qualité de leur recherche et pour engager une politique de mobilité des chercheurs en renforçant les structures d'accueil propices au travail.

Quatre thèmes ont été retenus pour le premier programme du réseau dont le terme est fixé en 1989 :

- l'effet frontière dans les Alpes ;
- stratégies et régions touristiques saturées de l'arc alpin ;
- les modifications de l'environnement alpin et les activités des hommes ;
- Réseau international entièrement informatisé de documentation et d'information sur la montagne alpine : mémoire et outil logistique des chercheurs des différents pays.

L'université des sciences sociales n'est pas en reste quand la faculté de droit se dote d'un centre de droit du tourisme et de la montagne. L'objectif est la promotion des enseignements, des études et des recherches et la création d'une documentation sur les aspects juridiques et administratifs du secteur économique du tourisme ainsi que sur le développement des collectivités montagnardes. Connaissance des risques d'avalanches, sécurité en montagne, contrats station-vallée, statut administratif des remontées mécaniques en droit français.

Mais les chercheurs cultivent aussi des espaces plus colorés comme le jardin alpin du Lautaret dans les Hautes-Alpes. Créé en début du siècle conjointement par le Touring Club de France et l'Université de Grenoble-I, il comporte plus de 1 200 espèces regroupées par origine et par thème et accueille 25 000 visiteurs chaque année. Cette station alpine, dont la recherche est orientée vers l'écologie des plantes de montagne, voit sortir de terre cet été, à proximité du jardin, un nouveau laboratoire, financé par les Hautes-Alpes, l'Isère, Grenoble, les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur, le ministère de l'environnement, le CNRS et l'enseignement supérieur, dont le responsable de la mise en place est M. Richard Bilguy, directeur de recherche au CNRS. Le programme scientifique de cette unité portera sur la biochimie des plantes d'altitude dont la connaissance demeure très partielle alors même qu'elles présentent un intérêt économique potentiel considérable :

- production *in vitro* de molécules intéressantes pour l'industrie pharmaceutique ;
- amélioration des plantes aromatiques utilisées dans l'alimentation comme la gentiane jaune, le ginseng ou la valériane ;
- culture des plantes ornementales, avec le chardon bleu ou l'edelweiss qui, après un stade expérimental, pourrait être étendue à grande échelle dans les hautes vallées de la Guisane, de la Romanche... ;
- amélioration des plantes fourragères et sélection des plantes capables de coloniser rapidement les terrains laissés nus après des terrassements en montagne (pistes de ski) ;
- reboisement de parcelles près de la limite supérieure des forêts ;
- enfin, étude des sols quand la relation plante-roche mère est plus étroite en montagne qu'en plaine.

Le lis orange, la dryade à huit pétales, l'aillet négligé, le populage du Caucase ou la tête de dragon à grandes fleurs émerveillent parallèlement le randonneur et le chercheur.

سكنا من الجبل



## Rediffica



# Les escalades d'Alain Carignon

Un maire qui a pour sa ville l'obsession de l'avenir

EST-CE l'approche d'un nouveau millénaire qui provoque à Grenoble pareille fébrilité ? Depuis quatre ans, la cité de Stendhal — qui ne l'aimait guère — ne s'affiche plus que parée des « couleurs du futur ». En toutes circonstances, « Grenoble marque des points », et il ne se passe guère de semaine sans que son jeune maire de trente-huit ans, Alain Carignon, assure ses concitoyens qu'il(s) prépare(nt) l'avenir.

En fait, Grenoble bouge, tout simplement. Cette ville de province, cernée par la montagne, sans passé prestigieux et peuplée pour l'essentiel de gens venus d'ailleurs, a besoin de grandeur. Seule, parmi les quelques villes françaises (Montpellier, Rennes, Toulouse...) qui prétendent lui faire concurrence, à ne pas avoir le rang de métropole régionale, elle se prête volontiers elle-même le titre de capitale : capitale des Alpes, de la houille blanche ou de la matière grise, mais jamais rien de moins.

Lors des élections municipales de 1983, le jeune leader de la droite locale, Alain Carignon, avait saisi, d'instinct, cette aspiration commune. « Oui, ensemble pour construire l'avenir », affirmait son programme, tandis que, sur le même registre mais déjà sur la défensive, ses adversaires socialistes revendiquaient « un dynamisme qui ne doit pas s'arrêter ».

En fait, après la prodigieuse expansion des années 60, décapitée à Grenoble par les Jeux olympiques d'hiver de 1968, la vitrine du « socialisme municipal » avait eu tendance à se ternir. La dernière équipe de Hubert Dubedout, entièrement placée sous le contrôle d'une poignée d'hommes tout droit venus de l'appareil politique, imaginait

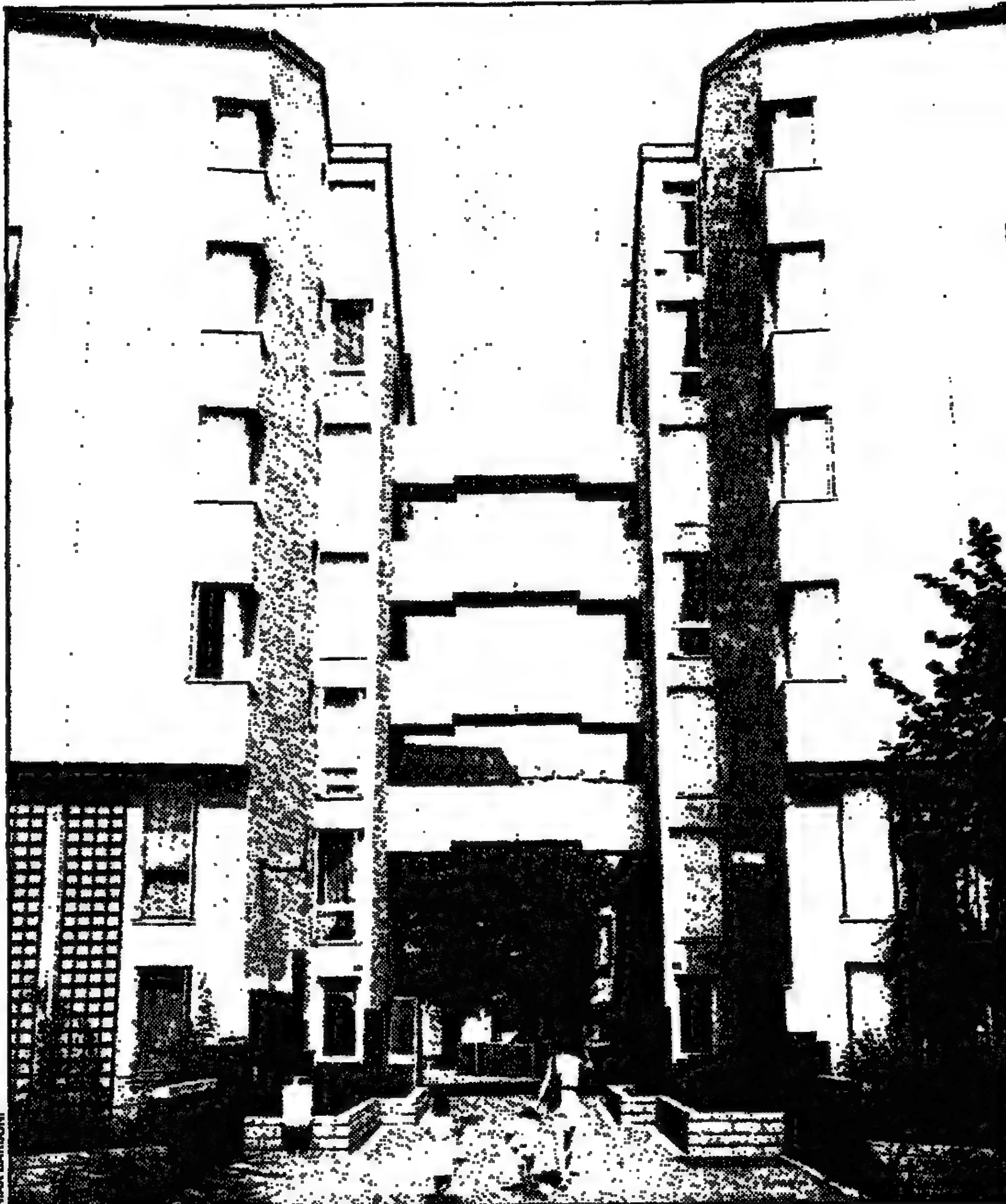
enfin devoir gérer la ville alors qu'il lui aurait fallu, une fois encore, lui proposer de nouvelles ambitions.

## Le mythe blessé

Oui, le mythe était bel et bien blessé (1). Mais les conséquences de ce diagnostic intrinsèque se révélèrent durables. Après avoir permis au candidat du RPR de conforter sa thèse sur la nécessité d'un renouveau, cette analyse continue aujourd'hui encore d'entamer l'image qu'Alain Carignon, devenu maire, voudrait donner de sa ville à l'extérieur. « La recherche de ce nouveau souffle reste notre principe de base. Nous l'appliquons de façon pragmatique », déclare quatre ans plus tard le premier magistrat de Grenoble lorsqu'on lui réclame sa recette.

En fait, les premières grandes réalisations du nouveau maire, de la livraison du quartier Hoche, tout près du centre-ville, à la mise en service du tramway, prirent racine dans le terrain laissé par son prédécesseur. Par ailleurs, en dehors du référendum local sur le tramway au printemps de 1983, de la « hausse » de 0 % des impôts locaux en 1985 et de la création récente du COVEG (Conseil pour la valorisation de l'économie grenobloise), plusieurs initiatives de la nouvelle municipalité restèrent lettre morte. Ce fut le cas, par exemple, de la création de l'AJVA, l'Association internationale des villes d'avenir, qui a seulement laissé une plaque commémorative dans les salons d'honneur de l'hôtel de ville.

La crise, d'autre part, ne fit connaître ses effets à Grenoble qu'avec un décalage de plusieurs années par rapport à d'autres



Le quartier Hoche, réalisation de l'équipe Carignon

## Quels impôts pour les Grenoblois ?

VILLES	POPULATION (1982)	TAXE d'habitation %	FONCIER bâti %	FONCIER non-bâti %	TAXE professionnelle %	QUATRE taxes %
Grenoble	159 000	+ 4,5	+ 5,1	+ 3,4	- 9,7	- 2,2
Dijon	145 000	+ 3,7	+ 6,3	+ 0,04	- 12,6	- 2
Reims	181 000	+ 1,8	+ 6,5	+ 3,6	- 10,8	- 3,4
Toulon	181 000	- 0,7	+ 2,6	- 10,5	- 12,2	- 4,2
Clermont-Ferrand	151 000	+ 5,6	+ 10,4	+ 12	- 12,4	- 2,5
France métropolitaine (sondage)		+ 6,1	+ 7,4	+ 0,3	- 9,5	- 1,1

Les Grenoblois paient-ils plus ou moins d'impôts locaux que les habitants de villes d'une taille comparable ?

Sur ce tableau figure l'évolution en pourcentages des impôts du produit voté des quatre taxes locales entre 1986 et 1987.

Au total et compte tenu de la diminution de 16 % des bases de la taxe professionnelle décidée

par le gouvernement, les impôts locaux auront diminués l'année dernière de 2,2 % à Grenoble ; plus qu'à Dijon mais moins qu'à Reims, Toulon et Clermont-Ferrand.

Les cinq villes citées sont dirigées par des municipalités de droite à l'exception de Clermont-Ferrand, dont le maire est Roger Quilliot, ancien ministre (socialiste) de l'urbanisme et du logement.

régions. Ce n'est qu'à partir de 1986 que les grands noms de l'industrie locale, souvent tournés vers les secteurs de pointe (Thomson, Merlin-Gérin, Neyric, Sogreah, Bull, Kis), annoncièrent une série de suppressions d'emplois. « La crise frappe tous les secteurs qui ont assuré le développement de Grenoble. Or la seule réponse apportée par l'actuelle municipalité est de favoriser une tertiarisation à outrance du tissu économique », assure le député communiste Jean Girard. « L'image de Grenoble ne vaut plus pour les grands groupes, et les petites et moyennes industries n'exploient pas, faute de trouver les moyens nécessaires à leur développement », constate, de son côté, un conseiller municipal socialiste, Jean-Paul Giraud.

Avec le temps, l'opposition municipale a pourtant commencé à digérer sa cuisante défaite de 1983. Les plus clairvoyants de ses animateurs admettent enfin l'idée que la banalisation de Grenoble était déjà en cours sous le

précédent mandat, et plusieurs d'entre eux reconnaissent même implicitement l'existence d'une certaine relance. « Grenoble a des chances de redécouvrir, car les bases de son développement sont plus anciennes et plus diversifiées que dans les autres technopoles. Ici, on n'est pas à la merci d'un carnet de commandes, comme à Toulouse avec Airbus », affirme ainsi Michel Desiot, conseiller général socialiste de Grenoble.

« Le problème que nous rencontrons à Grenoble, c'est que, à force de multiplier les réalisations, on finit par les banaliser », affirme Alain Carignon.

Dauphinois d'origine, ce qui est rare dans cette ville, celui-ci ne cache pas la passion qui l'anime, celle de marquer sa ville, durablement, de son empreinte. Péle-mêle, cela se traduit par la piétonisation à grands frais de l'avenue Alsace-Lorraine, la grande artère commerçante de Grenoble où passe le tramway et désormais coupée d'un curieux arc de triomphe et ornée à chacune de ses

extrémités de fastueuses fontaines, comme par la réalisation d'un stade d'escalade sur le site de la Bastille ou d'un centre d'accueil pour athlètes de haut niveau. Dans le domaine culturel, cette ambition se concrétise avec l'ouverture du Centre national d'art contemporain, l'aménagement en cours d'une salle de trois mille places très attendue par les amateurs de rock et la prochaine construction d'un musée d'intérêt national.

## Les bienfaits du cumul

En président du conseil général de l'Isère en 1983 contre Louis Mermaz et nommé ministre délégué à l'environnement en 1986, Alain Carignon bénéficie de ces « effets de synergie » — comme on dit aujourd'hui pour qualifier notamment les avantages liés au cumul des mandats — qui avaient fait défaut à son prédécesseur, Hubert Dubedout. Aussi, après les autoroutes menant à Lyon, à Chambéry et à Genève, bientôt à Valence et à la vallée du Rhône, un nouvel axe transalpin ouvert en direction de Sisteron et de Marseille achèvera avant la fin du siècle la desserte en étoile de Grenoble. « Avec quatre autoroutes, on fait ce qu'on veut », jubile Alain Carignon. Enfin, le maire ministre a entrepris de négocier avec la SNCF une nouvelle liaison par TGV qui, ignorant Lyon, mettrait Paris à moins de trois heures de la capitale des Alpes.

Avec la fin du désenclavement de Grenoble, la grande idée d'Alain Carignon reste l'environnement, non pas au sens où on l'entend dans son département ministériel, mais comme l'ensemble de données favorisant l'implantation d'entreprises et d'unités de recherche. C'est dans ce domaine notamment que le maire de Grenoble a fait preuve de son extrême capacité à sentir les besoins nouveaux. Il a ainsi écouté les exigences formulées lors du choix de Grenoble pour l'implantation du synchrotron par les cadres et les chercheurs étrangers en poste dans la région. Pour accueillir les enfants de ces derniers, la transformation du vieux lycée Stendhal en lycée international a été menée tambour battant. Avant la fin de l'année, plusieurs canaux du câble grenoblois seront réservés à des chaînes de télévision étrangères. En complément des sports liés à la proximité de la montagne, un golf sera d'autre part aménagé à Bresson, au sud de l'agglomération grenobloise.

## Humer l'air du temps

La disponibilité, la curiosité et la capacité à humer l'air du temps et à saisir au vol toutes les opportunités, les plus anodines comme les plus fondamentales, constituent les traits les plus marquants de la personnalité d'Alain Carignon. « C'est un fameux animal politique », dit de lui, admiratif, un chercheur socialiste. La mise en chantier du futur quartier d'affaires d'Europe, la grande œuvre de son mandat, donne une bonne illustration de ce tempérament. On chercherait en vain dans les programmes des listes en présence, lors des dernières élections municipales, l'esquisse d'un tel projet. Mais, devenu maire, Carignon a su écouter les réclamations des milieux d'affaires, saisir la chance qui se présentait sur le terrain, emprunter le talent des meilleurs concepteurs, puis en choisir d'autres afin d'avoir les coudées plus franches, confier le tout à des architectes grenoblois, laisser venir à lui enfin les idées de la communauté des chercheurs pour en tirer le meilleur profit. « Le maire, dit-il, doit être un animateur qui laisse éclore les projets dans la ville. »

A quelques réserves près, Europe fait ainsi l'objet d'un large consensus. Avec les retombées attendues du synchrotron, il définit le cadre d'un nouveau projet pour le Grenoble de demain, celui d'une ville ouverte au monde, sensible à ses évolutions sociologiques et technologiques, et toujours désireuse de rester dans la course.

J.-L. S.

(1) Grenoble, le mythe blessé, de Pierre Frappat. Éditions Alain Moreau, 1979.

PASCALLE HONORAT.

(Publicité)

## Thomson Leti : un mariage réussi

C'est dans une conjoncture difficile, pour ne pas dire impossible, que se trouve le secteur industriel de l'électronique : une concurrence féroce de la part notamment des Japonais, l'impossibilité de cerner le marché même à très court terme, de prévoir une reprise des commandes, obligent la plupart des entreprises à naviguer à vue.

Dans ce secteur, comme dans d'autres, la survie, on le sait, passe nécessairement par le regroupement des intérêts et des ressources, c'est-à-dire par la constitution de pôles industriels européens favorisant le développement de marges financières. Cette évolution inévitable a conduit au rapprochement de Thomson semi-conducteurs et de la société italienne SGS. Ainsi fut créé la STM.

SGS-Thomson-Microelectronics. Mais, à l'heure actuelle, un tel rapprochement, si nécessaire soit-il, ne peut suffire à garantir l'avenir. Celui-ci se joue en partie sur les investissements matériels, les moyens de production à forte capacité qui permettent les économies d'échelle et tirent les prix vers le bas. Mais plus encore, l'avenir repose sur la capacité d'une entreprise à aller de l'avant, à concevoir et réaliser des produits performants des prochaines

années. Pour les circuits intégrés, encore appelés puces électroniques, cela équivaut à réaliser le circuit le plus rapide intégrant le plus grand nombre de composants et de fonctionnalités.

## Une recherche coopérative

Mettre un million de transistors sur une surface de quelques dizaines de millimètres carrés fait désormais partie des choses possibles. Mais demain ce ne sera plus suffisant. C'est pourquoi il faut accentuer dans ce domaine les efforts tant humains que financiers. En ce qui concerne les semi-conducteurs, la part du chiffre d'affaires nécessairement affectée à la recherche est, pour les leaders, de 15 %, et se compte en millions de dollars.

Il ne faut pas s'étonner par conséquent que l'industrie seule, en particulier en Europe, ne puisse plus assurer individuellement sa propre recherche. Les programmes de la communauté européenne tels que Esprit et Euréka répondent partiellement à cet objectif de maîtriser sur le plan industriel dès la fin de 1992 les technologies qui permettront de réaliser des circuits très rapides, de très haute complexité.

## L'alliance industrie-recherche

La division Leti, appartenant au Commissariat à l'énergie atomique, participe au processus d'innovation technique industrielle. Située à Grenoble, elle bénéficie de l'environnement de l'université, de la culture technique omniprésente dans cette ville à forte tradition électrique et électronique et de la proximité des industries. En 1985, la division Leti et Thomson semi-conducteurs ont lancé un programme de coopération pour développer une filière CMOS microscopique (dessins à l'échelle du micron) dans le but de concevoir et de fabriquer des mémoires statiques et des mémoires programmables, ainsi que des circuits clients. Celle-ci a donné une mémoire statique 64 K SRAM et une autre programmable de un million de bits EPROM, toutes deux compétitives sur le plan mondial.

## Trois niveaux de coopération

La coopération bénéficie de trois structures : le laboratoire de recherches en techniques élemen-

taires utilisées dans les technologies des circuits intégrés ; l'atelier technologique qui assemble ces techniques de base en filières ; et, troisièmement, l'atelier de prototypes. C'est dans ces deux ateliers que sont exécutés les programmes communs Thomson-CEA.

La division du Leti a mis à disposition ses ressources humaines, matérielles, et ses compétences étendues. De son côté, l'industriel Thomson-SC a apporté les moyens supplémentaires requis pour équiper ce laboratoire en atelier permettant de subvenir aux besoins de composants ancrés dans les systèmes.

## Un transfert exemplaire

Moins d'un an après le lancement de l'étude, la première puce ayant une mémoire programmable atteignant le million de bits et occupant une surface de 60 m<sup>2</sup> était réalisée. A la suite de quoi toute une génération de puces a vu le jour dans l'usine Thomson semi-conducteurs de Rousset. Le transfert recherche-industrie est fait avec une rapidité exemplaire : du prototype au début de la production de masse, six mois se sont écoulés. Deux ans à peine après le début du programme, la France revient placée dans le groupe de

tête des industries du semi-conducteur en matière de mémoires non volatiles avancées. La collaboration Thomson-Leti se poursuit avec la mise au point des étapes technologiques permettant la réalisation de puces comportant des composants de dimension inférieure au micron.

## L'excellence

Travailler efficacement, en étroite collaboration, pour mettre au point en laboratoire dans des conditions très proches de la production en fort volume, des produits qui comptent parmi les plus complexes ; savoir le faire dans des délais très courts. En un mot, être performant, c'est la leçon que donne cette coopération Thomson-Leti. Ni l'un ni l'autre ne s'en contentent pourtant, sur le chemin de l'excellence les obstacles sont nombreux : Thomson a d'autres accords de coopération, notamment avec le Centre Norbert Segard sur des programmes de conception assistés par ordinateur ; et le Leti, fidèle à sa vocation, met à la disposition de sociétés telles que CIT-Alcatel, LCC ou la Sagem le résultat de ses recherches de base qui couvrent un très large champ d'investigation.

لبنان في الوطن



# Du savoir au savoir-faire

Les universitaires ont appris à travailler avec les industriels.  
C'est un des secrets de la réussite de la ville

LES relations entre l'Université et l'industrie ont souffert au temps des Amis de l'Université — association fondée par l'industriel Paul-Louis Merlin en 1947, à la demande du recteur de l'époque. S'associer aux industriels n'était pas, pour beaucoup d'universitaires, « pactiser avec le capital » et rompre des solidarités naissantes avec la classe ouvrière. Aujourd'hui, ces scrupules idéologiques ont été balayés et on assiste, dans les milieux universitaires, à une véritable révolution culturelle. L'idée selon laquelle le transfert de technologie est aussi de la responsabilité des universitaires et des personnels des organismes publics de recherche est devenue dominante dans le milieu scientifique grenoblois. L'impulsion politique a été déterminante, mais le terrain était préparé depuis longtemps.

Les industries liées à la houille blanche et à l'électro-metallurgie, à la fin du siècle dernier, ont impulsé un enseignement et une recherche très utilitaire, qui donna naissance, en particulier à l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). En revanche, c'est l'influence de quelques universitaires qui fut à l'origine, un demi-siècle plus tard, des activités liées au nucléaire et à l'électronique.

Le professeur Louis Néel, prix Nobel de physique en 1970, fut le pionnier de ces relations, en particulier dans le cadre du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG), qu'il créa il y a trente ans. Mais les structures institutionnelles visant à favoriser et à gérer les relations entre universités, centres de recherche et entreprises ont été mises en place seulement ces dernières années. Si l'INPG a créé, dès 1978, un service recherche-développement industriel, c'est en 1982 et 1983 qu'un chargé de mission « industrie » est apparu auprès de l'administrateur délégué au CNRS, que le CENG s'est donné un directeur adjoint chargé du soutien technologique local, et que l'Université scientifique, technologique et médicale (USTMG), dont un vice-président est chargé des relations recherche-industrie, s'est dotée d'un Service d'information et de liaison université-industrie (SILUI). Ces organismes travaillent en étroite collaboration; bien souvent, les structures du CNRS servent de support administratif.

## Des contrats qui rapportent

Difficile de donner une idée du foisonnement des contacts entre le milieu scientifique grenoblois et les entreprises, tant ils sont nombreux et divers. Cela va du classique contrat passé entre un laboratoire et une société pour un transfert de technologie, à la création d'une « pépinière d'entreprises », en passant par des groupements scientifiques associant sur un sujet donné — par exemple la cellulose-papier, un laboratoire, des universitaires et des industriels. Il y a même des laboratoires gérés conjointement, comme celui monté récemment par Rhône-Poulenc sous la direction d'un universitaire grenoblois.

Quelques chiffres suffisent à donner une idée de l'importance croissante des contrats dans le financement des laboratoires universitaires grenoblois: ils ont fait rentrer 35 millions de francs dans le budget de l'USTMG l'an passé. L'INPG en a pour 100 millions de francs sur son « carnet de commandes ». Que la situation de Grenoble soit, à ce titre, exceptionnelle, un dernier chiffre le prouve: le Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG) consomme à lui seul la moitié des crédits nationaux de la mission « valorisation industrielle » du Commissariat à l'énergie atomique.

Tout naturellement, les responsables de laboratoires ayant des besoins importants de financement pour soutenir des programmes de recherche souvent plurianuels, ont tendance à privilégier les relations avec de grandes entreprises, pas forcément localisées dans la région.

Les structures mises en place ces dernières années visent, au contraire, à favoriser les transferts en direction des petites entreprises de la région, en particulier celles si nombreuses dans les domaines du logiciel et des applications industrielles de l'informatique. Dans le cas précis de ces entreprises, l'expérience passée a montré leur difficulté à accéder à des moyens de recherche-développement coûteux et l'intérêt d'une relation suivie. D'où l'idée de mettre en place des pépinières d'entreprises à proximité du CENG ou, à l'intérieur même de l'INPG, pour HITELLA.

ASTEC, un an après sa création, apparaît déjà comme un succès. Dix entreprises y sont implantées, dont cinq sont des créations de chercheurs ou d'ingé-

nieurs issus du CENG. Du coup, ASTEC, qui visait à être une pépinière de produits, est aussi devenue une pouponnière pour des entrepreneurs néophytes qui continuent d'entretenir des liens étroits avec les laboratoires voisins. Ils peuvent accéder à certains matériels, retrouver leurs anciens collègues dans les restaurants du CENG, et glaner quelques contrats fort précieux...

HITELLA se vent, suivant ses promoteurs, « le centre de transfert technologique de l'INPG ». C'est un lieu susceptible d'accueillir des équipes restreintes provenant d'entreprises ayant déjà fait leurs preuves, pour un projet d'industrialisation précis concernant exclusivement la micro-électronique et la micro-informatique. Cinq entreprises seront représentées d'ici à la fin de l'année, une vingtaine à terme.

Vingt-trois mille cinq cents francs hors taxe par an et par poste de travail, ce n'est peut-être pas cher pour accéder aux cinq laboratoires de l'Institut de la machine intelligente et aux 200 millions de francs d'équipements scientifiques de l'INPG.

## Les VRP de Shanghai

L'Institut polytechnique de Grenoble a toujours été le lieu privilégié des relations avec l'industrie du fait que les recherches menées dans les laboratoires de ses sept écoles d'ingénieurs se situent plus près de la recherche appliquée que de la recherche fondamentale. Cela explique aussi que, chaque année, deux ou trois de ses enseignants ou chercheurs créent dans la région leur propre entreprise. Un phénomène compa-

nable se produit au CENG, accablé depuis la mise en place d'ASTEC. La culture technique de ces nouveaux entrepreneurs grenoblois ne les dispose pas forcément à devenir d'efficaces chefs d'entreprise et les amène parfois à raisonner davantage en termes de produits que de marchés.

Mais, là aussi, les choses changent. Il n'était que de voir, il y a quelques mois, à Shanghai, l'étonnant spectacle de chercheurs et d'universitaires de la région transformés en commis-voyageurs de l'industrie rhône-alpine se substituant à des entreprises frileusement restées au pays. Il est par ailleurs significatif que ce soit l'Alliance universitaire de Grenoble (AUG), lointaine héritière des Amis de l'Université, qui ait été à l'origine de cette manifestation commerciale en Chine.

Le basculement des mentalités est tel que la volonté quasi systématique de valoriser un savoir-faire — en évitant de le brader comme c'est encore trop souvent le cas — peut conduire des laboratoires à se transformer en sociétés de services. Cela peut se justifier dans le cas du CENG ou de l'INPG. Ce dernier a d'ailleurs mis sur pied avec succès un « INPG-conseil ». Il y aurait un risque pour le CNRS, et surtout pour l'Université, qui ne doit pas oublier sa mission première d'enseignement et de recherche fondamentale. En arriver à ces réflexions prouve qu'à Grenoble le temps du chercheur enfermé dans son laboratoire-tour d'ivoire est révolu. Ici, l'expression galvaudée de synergie Université-recherche-industrie recouvre une réalité féconde.

PIERRE FRAPPAT.

# La recherche fait le ménage

La concurrence épuise, mieux vaut consolider les points forts

LA région Rhône-Alpes, organisée autour du pôle Lyon-Grenoble, n'a pas à rougir de ses résultats en matière de recherche. A preuve, le deuxième rang qu'elle occupe derrière la région parisienne tant en ce qui concerne les effectifs des personnels de recherche que les budgets consacrés à ce secteur.

Reste que la concurrence en ce domaine aussi s'est avivée, que Lyon, par exemple, la rivale séculaire de Grenoble, fait preuve d'un dynamisme qui incline la capitale du Dauphiné à faire effort pour maintenir et améliorer sa place. Certes, Grenoble ne manque pas d'atouts. La physique de base, les mathématiques et les sciences physiques pour l'ingénieur y ont, comme le soulignait récemment encore Daniel Thoulouze, directeur scientifique adjoint du département mathématiques et physique de base au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), « un « poids » supérieur à la moyenne nationale, même si cela est moins vrai pour les sciences de l'homme et de la société et pour certains domaines de la biologie ».

Il suffit, par exemple, de passer en revue les résultats acquis dans le domaine des champs magnétiques intenses par les équipes grenobloises pour s'en convaincre. En novembre 1986, les chercheurs du Service national des champs intenses (SNCI) ont obtenu, en association avec ceux du Hochfeld-Magnetlabor allemand, un champ magnétique record de 350.000 gauss. (Le Monde du 26 novembre 1986) et détachés leurs concurrents américains du fameux Francis Bitter National Magnet Laboratory. De même, la

réputation du Centre de recherches sur les très basses températures n'est plus à faire pour ses travaux sur les matériaux magnétiques, l'hélium liquide, la cryobiologie, ou, plus récemment, sur des matériaux supraconducteurs (1) fonctionnant à la température de l'azote liquide.

On pourrait aussi évoquer la position de Grenoble dans le domaine des semi-conducteurs et de la microélectronique, secteurs dont le développement a bénéficié de la présence dans la région du Centre national d'études des télécommunications (CNET), du laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETI), du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de l'Institut national polytechnique de Grenoble dont le potentiel de recherche est consacré pour moitié à la filière électronique. Grenoble peut aussi se flatter des recherches accomplies sur les matériaux comme celles menées par un groupe de laboratoires sur la mise en forme des polymères.

## L'exemple de Lyon

Reste que la capitale du Dauphiné doit aller plus loin en réaménageant certains secteurs et en s'ouvrant à d'autres. Des exemples? Dans le domaine de l'informatique et des mathématiques appliquées qui fut longtemps un secteur phare de la région, « nos équipes », note Daniel Thoulouze, sont concurrencées par celles de Rennes, Orsay, Nice, Toulouse et, demain, Nancy. « Sans doute, n'avons-nous pas su arrêter à temps certains programmes »,

regrette Alain Nemoz, vice-président chargé de la recherche de l'Université scientifique et technique de Grenoble, ou favoriser une meilleure synergie entre les mathématiques pures et les mathématiques appliquées », admet son collègue du CNRS. Aussi les uns et les autres promettent-ils, pour sortir de cette impasse, la mise en place de « projets de dimension nationale tournés vers l'utilisation de l'informatique » et mettant à profit les atouts de la région grenobloise dans les domaines du génie logiciel, des ordinateurs de demain (calculs hypercubes), de l'intelligence artificielle appliquée à la robotique. Tous programmes pour lesquels collaborent le CNRS, l'Université et l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG).

Mais plus que l'informatique et les mathématiques appliquées, c'est la faiblesse de la région grenobloise dans le domaine des sciences de la vie, secteur privilégié à Lyon, qui inquiète les responsables.

Certes, on ne peut pas de rien. Les gros efforts consentis depuis cinq ans sur ce thème par l'ensemble des acteurs de la région (CNRS, CEA, INSERM et universités) ont donné lieu à de bonnes réalisations au rang desquelles figure la création, en décembre 1985, d'une remarquable fédération de laboratoires de biologie installés sur les terrains du département de recherche fondamentale du Centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG). Premiers succès donc, qui demandent cependant à être renforcés.

Il n'est pas question, bien sûr, de reconstruire à Grenoble ce qui

existe dans la capitale lyonnaise. L'heure est plutôt à l'utilisation des spécificités de la région pour créer dans ce secteur des pôles de valeur nationale. Pour y parvenir, Alain Nemoz se dit prêt à agir sans détours. « Il faut, dit-il, que nous fassions un peu de ménage en biologie: profiter des opportunités qui vont nous être offertes dans les cinq prochaines années — départs à la retraite notamment — pour recruter des « leaders »: fermer éventuellement certains secteurs, en ouvrir ou en conforter d'autres ».

Jean-Jacques Payan soutient activement cette politique au sein de l'université qu'il préside. On peut donc s'attendre à des interventions dans les domaines de la physiologie cellulaire, de la biochimie, mais aussi dans des secteurs particuliers, à cheval sur plusieurs disciplines.

## Saint synchrotron

Ces chantiers nouveaux pourraient porter sur: l'emploi de la résonance magnétique nucléaire (RMN) in vivo pour l'étude de métabolismes du cerveau; la reconnaissance des formes pour le tri automatique des cellules qui a donné lieu à la mise au point d'un appareil (Samba-2000) actuellement commercialisé; l'utilisation des compétences en imagerie médicale pour faire de la ponction assistée par ordinateur au niveau du cerveau et des vertèbres (2).

Consolidation des points forts, réorientation de certains secteurs, création de nouveaux pôles d'étude sont donc les bases de la nouvelle politique de recherche

grenobloise, auxquelles s'ajoutent quelques actions destinées à se préparer à l'installation dans la capitale dauphinoise du laboratoire européen de rayonnement synchrotron (ESRF). Et ce, pour deux raisons. D'abord, parce que l'arrivée de cette machine dans le polygone scientifique de Grenoble conforte la dimension européenne, et internationale, de la capitale du Dauphiné qui abrite déjà le siège de l'Institut franco-allemand de radio-astronomie millimétrique (IRAM) et le réacteur à haut flux de l'Institut Laue-Langevin, géré conjointement par les Allemands, les Britanniques, les Espagnols et les Français. Ensuite, parce que, comme le rappelle Jean-Jacques Payan, « cette installation va attirer de nombreuses équipes internationales avec lesquelles les chercheurs de nos laboratoires devront entrer en concurrence pour rester à la pointe de leurs recherches ».

Aussi ne faut-il guère s'étonner que les différents acteurs de la recherche grenobloise militent aujourd'hui en faveur d'opérations « coups de poing » destinées à la fois à mettre en place une structure mixte de dimension nationale sur la chimie du solide et à soutenir les hommes (physiciens tournés vers les sciences de la vie) et les programmes (cristallographie et biocristallographie) engagés dans la biologie, un des champs d'expériences prometteur de l'ESRF.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Il s'agit de matériaux qui transportent le courant sans pertes.  
(2) Ce projet fortement soutenu par la région se fait en relation avec un industriel (Automatique Industrielle dauphinoise).

# QUEL QUE SOIT LE CHALLENGE, LA PASSION DE RÉUSSIR.



THOMSON SEMICONDUCTEURS - Centres d'étude et de fabrication de Grenoble.

La compétition est dure et l'industrie électronique mondiale en pleine évolution. Mais chez Thomson Semiconducteurs nous avons la passion de réussir.

En 1986, avec plus de 70% de ventes à l'exportation, nous avons contribué au succès de nos clients dans le monde entier. 30% de notre chiffre d'affaires a été réalisé avec des produits qui n'existaient pas il y a deux ans et nous avons doublé nos ventes aux USA et en Asie.

• Grâce à notre catalogue produits — l'un des plus riches du marché.  
• Grâce à notre sens du service et à nos technologies.  
• Grâce à la confiance de nos clients.

Cette passion de réussir, nos ingénieurs, nos centres de conception, nos 45 bureaux de vente, sont prêts à vous la transmettre, pour réussir... ensemble.

THOMSON



THOMSON SEMICONDUCTEURS  
CENTRE D'ÉTUDES ET DE FABRICATION DE GRENOBLE  
17, av. des Martyrs 38019 GRENOBLE CEDEX - Tél.: 76.49.38.00



—(Publicité)—

# RECHERCHE - ENSEIGNEMENT

## UNIVERSITÉ STENDHAL

B.P. 25 X - 38040 Grenoble Cedex  
Tél. : 76-44-82-18

GRENOBLE III



— Langues  
— Lettres  
— Communication

Le désir de comprendre - Les moyens de communiquer

### L'INTERDISCIPLINARITÉ ET L'INTERNATIONALISATION : Deux atouts cultivés par les universités de Grenoble dans le domaine de la recherche et dans celui de l'enseignement

Un constat : les sciences de l'homme et de la société se rapprochent des sciences de la matière. Résultat de cette symbiose ? Une meilleure adéquation des technologies nouvelles à la société et de nouvelles perspectives de développement scientifique

« Nous n'avons que des pôles d'excellence au CNRS (Centre national de recherche scientifique). Organisés au niveau national, nous organisons les compétences les plus pointues et donnons ainsi notre label aux équipes les mieux placées qui, automatiquement, ont un rayonnement international. Ainsi, il est difficile de faire une sélection sur l'ensemble des laboratoires « propres et associés », mais Grenoble a néanmoins une spécificité très forte dans le domaine des nouveaux matériaux. Comprendre et agir sur les propriétés de la matière est une dynamique inscrite par Louis Néel, qui, grâce à sa notoriété, a su créer un haut lieu de la recherche scientifique à Grenoble », explique Jean-Marie LOISEAUX, délégué scientifique pour la région Rhône-Alpes.

Cinq laboratoires propres, associés à l'université Grenoble-I, travaillent dans le domaine de la physique de la matière condensée et sont actuellement mobilisés sur l'étude de nouveaux matériaux supraconducteurs. L'idée traduite simplement est de faire en sorte que des matériaux à température ambiante n'offrent aucune résistance au passage du courant électrique.

Ce peut être le départ d'une révolution technologique comparable à celle du transistor. Une des applications est la création, sans dépense d'énergie, de hauts champs magnétiques utilisables dans les convertisseurs ou le stockage d'énergie, les transports, etc...

La magnétisme est également un domaine où excellent les Grenoblois puisqu'ils ont mis au point l'aimant le plus puissant du monde. Louis Néel a d'ailleurs reçu le prix Nobel de physique en 1970 sur la base de la théorie du magnétisme. Klaus von Klitzing obtient à nouveau, en 1985, le prix Nobel de physique pour des expériences réalisées au SNG (Service national des champs intenses) où travaillent trente chercheurs allemands de l'Institut Max Planck.

Bien que le CNRS à Grenoble soit présent par ses recherches en chimie (valorisation de la biomasse et glaciologie) et dans les sciences de la vie avec le CERMAV (Centre de recherche sur les macromolécules végétales), un de ses domaines de prédilection est la glaciologie. Dirigé par Claude Lorius, qui a succédé à Paul-Emile Victor à la présidence des Expéditions polaires françaises, le laboratoire de glaciologie remporte un franc succès international auprès des Américains et des Sovétiques. L'idée originale selon laquelle « l'histoire climatologique est inscrite dans les glaces » a permis de reconstituer le climat d'il y a trente mille ans.

Pour Bernard Fancha, administrateur délégué du CNRS de Grenoble, l'essentiel est de faire se côtoyer les sciences dures et les sciences douces : « N'y a-t-il pas lieu de se poser la question de l'influence des sciences humaines et sociales sur le développement technologique ? » Question très à propos... illustrée par Grenoble-III langues et lettres (nommée récemment Stendhal), qui s'attache à préserver un patrimoine culturel et une identité nationale sans lesquels la science « exacte » ne pourrait avancer.

L'université Stendhal :  
la communication parlée,  
un atout très prisé  
des scientifiques.

Le plus vieux institut phonétique de France est né au sein de Grenoble-III en 1904. A partir de 1963 une orientation scientifique lui est donnée, avec l'analyse de la parole. Aujourd'hui un rapprochement a été effectué avec le laboratoire de la communication par l'Institut de l'ENSERG/INPG pour créer l'ICP (Institut de la communication parlée) sous l'égide du CNRS (laboratoire associé).

Louis-Jean Boé, responsable du laboratoire de phonétique, peut dire : « Ce laboratoire grenoblois est l'un des plus importants en France par son équipement et par les relations qu'il entretient avec l'INPG, le CNET à Lannion, le KTH à Stockholm, le Canada, les Etats-Unis, etc... ». La communication ne sera large et véritablement un atout de l'université Stendhal, comme en témoignent également le département de communication, avec la maîtrise des sciences et techniques de la communication, et le DUST métiers des réseaux câblés. « Les filières connaissent un succès tel que chaque année nous sommes obligés de refuser une personne sur deux », explique Hippolyte Rokotofski, président de Grenoble-III.

« L'université des sciences sociales de Grenoble recouvre de nombreuses disciplines qui vont du droit à l'informatique en passant par la gestion et la psychologie. En conséquence il est difficile de privilégier des pôles d'excellence », déclare Bernard Pouyet, tout nouveau président de Grenoble-II.

Toutes les sciences sociales  
ou presque

Il faut cependant signaler que l'Institut d'études politiques est toujours classé immédiatement après celui de Paris. L'Ecole supérieure des affaires (ESA, groupe IAE-IEC) demeure une des toutes premières formations publiques dans le domaine de la gestion, notamment pour la formation permanente des ingénieurs et cadres. L'IEPE (Institut d'économie et de politique de l'énergie), laboratoire propre au CNRS, longtemps dirigé par Jean-Marie Marion, est aujourd'hui un grand institut de conseil international. L'IREP (Institut de recherche économique et de planification) reste un pôle fort de la recherche économique, qui se développe aujourd'hui du côté de la production. Le CRISP (Centre de recherche informatique en sciences sociales) est un laboratoire qui a décroché des contrats importants, notamment avec les Communautés européennes, et s'est fait remarquer pour ses compétences en intelligence artificielle.

Pendant ce temps, la psychologie, sous l'impulsion de Guy Tiberghien, s'est orientée vers un domaine de pointe, l'intelligence artificielle et la psychologie cognitive, tandis que le droit se développe du côté de la propriété industrielle grâce à Marie-Ange Perrot-Morel et que la science économique connaît une école dite grenobloise de la régulation, derrière Gérard Destanne de Bernis.

Les sciences de la vie  
et de la santé  
doivent grandir  
auprès des mathématiques  
et de la physique

« L'excellence de Grenoble tient à son extraordinaire tissu scientifique, mais à côté des sciences exactes Grenoble se doit

d'être forte dans le domaine des sciences de la vie et de la santé, que j'ai l'intention de renforcer dans les cinq ans à venir. Mon ambition est également d'accentuer l'ouverture internationale de l'université en créant des chaires municipales permettant de faciliter le recrutement des professeurs étrangers de renom. Ce projet est à l'étude avec le maire de Grenoble, Alain Carignon », précise Jean-Jacques Payan, élu récemment président de Grenoble-I.

Grenoble-I se signale par ses trois magnétismes en physique, mathématiques, et informatique et modélisation. « Grenoble offre une très forte concentration de physiciens et de mathématiciens reconnus mondialement. Les grandes installations de Grenoble ouvrent des possibilités d'expérimentation dans le domaine des champs magnétiques intenses, les basses températures... et toutes les techniques de spectroscopie qui nous permettent d'étudier et de comprendre la matière, qu'elle soit solide cristalline, organique amorphe, voire liquide », affirme Alain Némoz, vice-président de la recherche à Grenoble I. « Historiquement parlant, nous avons deux pôles renommés, en mécanique et en informatique, communs à Grenoble-I et à l'INPG. Le laboratoire de calcul, créé par le professeur Kuntzmann, a été à l'origine du développement des mathématiques appliquées et de l'informatique à Grenoble. La génie logiciel et le développement d'architecture à base de parallélisme massif sont actuellement les recherches à la pointe dans ce domaine. »

Au moment où le Centre interuniversitaire de calcul de Grenoble renouvelle son service principal avec un ordinateur CDC d'une puissance équivalente à celle des grands ordinateurs des centres nationaux, les universités de Grenoble et le CNRS créent le réseau GRENET, réseau informatique à haut débit. Ainsi la communauté scientifique grenobloise se dote des outils indispensables pour être compétitive avec les meilleurs complexes scientifiques internationaux.

Une université de l'entreprise  
déjà ouverte  
sur l'esprit européen

En perspective de développement, la biologie à Grenoble possède déjà des références. Les chercheurs de Grenoble-I et du département de recherche fondamentale du CENG ont créé en l'espace de quelques années, avec les professeurs de la faculté de médecine et le soutien du CNRS et de l'INSERM, un pôle de recherche de renommée mondiale en biologie cellulaire et moléculaire. Cette aptitude à mettre les compétences en commun, facilitée par les structures très souples et efficaces de l'université, se retrouve pour favoriser le développement de programmes où physiciens, informaticiens, biologistes et médecins travaillent ensemble. L'exemple le plus significatif : la recherche sur les métabolismes avec l'aide de la résonance magnétique nucléaire in vivo, où Grenoble est leader. Enfin, en biologie végétale, Grenoble se distingue par trois laboratoires dont les travaux, en relation avec l'INRA, laissent prévoir des résultats très performants dans l'agro-alimentaire.

L'INPG (Institut national polytechnique de Grenoble) est connu pour ses sept écoles d'ingénieurs. Elles ont délivré, en 1987, près de 750 diplômes, ce qui place l'Institut au premier rang des établissements français. Parmi ces écoles,

l'ENSIMAG, première école d'informatique de France, a été récemment habilitée comme école d'application de l'école polytechnique.

L'INPG est aussi connu pour l'activité de recherche qui s'effectue dans ses 24 laboratoires en liaison étroite avec le CNRS (20 lui sont associés) et l'USTMG (4 étant communs aux deux universités).

Il se concentre et se développe autour de trois pôles :

- Informatique et électronique ;
- Matériaux et génie des procédés ;
- Génie énergétique et mécanique.

Les particularités dans les domaines de l'informatique et de l'électronique sont le CIME (Centre inter-universitaire de micro-électronique), que l'on peut considérer comme une super-salle de travail réunissant l'expérimentation et la conception de circuits intégrés.

Autre spécificité du rapprochement voulu des deux domaines, l'IMI (Institut de la machine intelligente), regroupant plusieurs laboratoires en un même lieu sur les thèmes de la vision, de la robotique, de la communication par le calcul, du calcul parallèle, des réseaux d'automates... et même de l'informatique musicale (ACROE).

Dans le secteur des matériaux nouveaux, l'INPG a fait, ces dernières années, quelques avancées spectaculaires, en particulier dans le domaine de l'enregistrement magnétique (pigments et couches minces) et dans celui des supraconducteurs à haute température.

Salon Jean-Marie Pierrard, vice-président de l'INPG, l'Institut de mécanique a permis la création récente d'un laboratoire unique en France, le Medylam. Il permet la fonte de métaux précieux en lévitation sans contact avec les parois et avec contrôle du brassage. Les applications qui peuvent en résulter sont d'une telle ampleur et provoquent un tel intérêt auprès des industriels que la part d'autofinancement du laboratoire est déjà substantielle. Une des applications originales de ce laboratoire : la soudure au plasma.

Dans le domaine de l'énergie, la maîtrise du champ électromagnétique est aussi un secteur des plus prometteurs, touchant aussi bien au civil qu'au militaire.

Une belle réalisation à l'actif de l'INPG : le CREMHYG (Centre de recherches et d'essais de machines hydrauliques de Grenoble), inauguré en 1986, s'est vu confier par la Société européenne de propulsion l'étude des pompes cryogéniques du moteur Vulcain d'Arène-5.

L'INPG pense aussi à l'Europe. A travers le réseau européen d'universités technologiques, sa participation à 22 programmes communautaires de recherche-développement et ses relations industrielles, l'INPG entend apporter une contribution importante à la construction de l'Europe.

Alain Carignon, maire de Grenoble et ministre de l'environnement, a confié récemment au président de l'INPG Georges Laspard, une mission qui rejoint les préoccupations de l'Institut : le veiller technologique, et plus particulièrement le problème de savoir que faire pour améliorer la compétitivité des entreprises en accélérant les processus de transfert entre les laboratoires et l'industrie.

Georges Laspard estime que « cette mission est fondamentale mais qu'elle devra, pour réussir, associer étroitement les communautés scientifiques et industrielles grenobloises. Elle débouchera, à l'horizon d'un an, sur des réalisations concrètes qui amélioreront considérablement la relation recherche-industrie. »

## Enjeu

La communauté scientifique  
le transfert, résument  
Quand celui-ci est mis  
du département

Ouverture aux étudiants  
du monde

Mille cinq cents étudiants étrangers sur cinq mille inscrits fréquentent l'université Stendhal (Grenoble-III), héritière d'une tradition d'accueil, presque centenaire avec le Centre universitaire d'études françaises (CUEF), comité de patronage. En outre, les études de langues conservent leur aspect classique, mais nombreux sont les étudiants de Grenoble-III qui choisissent les nouvelles filières.

Celles-ci font se juxtaposer l'étude de l'anglais, d'une seconde langue (allemand, russe, japonais...) et l'étude des sciences économiques. « C'est notre originalité », souligne M. Claude Robert, vice-président chargé des relations internationales : de ce fait, les études de langues sont une connaissance de la réalité actuelle des pays et favorisent la quête de travail dans l'industrie et le commerce. « Aussi l'université est-elle particulièrement sensible aux avantages du nouveau plan ERASMUS, élaboré dans le cadre de la CEE et qui assure la promotion des échanges d'étudiants entre établissements étrangers, tout en leur permettant de garder le bénéfice de leur inscription et des validations de diplômes.

Un souci de débouchés réels totalement partagé par M. Jacques Solé, également vice-président des relations internationales à l'université des sciences sociales (Grenoble-II) : « Un de nos grands buts dans le secteur économique et commercial est d'ouvrir nos formations à une perspective mondialiste et concrète. Il faut penser chinois, penser japonais. » Et d'ouvrir un enseignement de la langue chinoise à l'Ecole supérieure des affaires. Et d'établir des échanges avec l'université de Shanghai. « Une bonne méthode est de recevoir les étrangers mais aussi de s'ouvrir sur le milieu industriel et commercial local, dit-il encore. Notre université a pris conscience qu'il ne suffit pas de former des connaissances désintéressées mais des gens qui savent ce qui sous-tend culturellement les marchés économiques. »

Ouverture sur l'entreprise

Cette double relation entre les échanges internationaux et le milieu économique ambiant a fait se multiplier les missions dans tous les pays européens (vingt-sept en Italie en

## UN ORGANISME NATIONAL ACTEUR DU DYNAMISME LOCAL



600 CHERCHEURS,  
600 INGENIEURS ET TECHNICIENS  
L'EXCELLENCE DE LA RECHERCHE

Matériaux Magnétiques  
Supraconducteurs  
Physique Nucléaire  
et des Particules

Valorisation de la Biomasse  
L'Environnement, et  
les Phénomènes Géophysiques  
La Politique  
et l'Economie de l'Energie

**Le C.N.R.S. à GRENOBLE**  
UN PARTENAIRE POUR L'ENTREPRISE

## Institut National Polytechnique de Grenoble

46, avenue Félix-Viallet, 38031 GRENOBLE Cedex - Tél. 76-47-98-55  
Téléc : INPG 320205 F - Télécopie : 76-46-88-24



L'INSTITUT NATIONAL POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE

INPG

« L'INSTITUT », POUR DES GÉNÉRATIONS DE GRENOBLOIS

est connu pour sa longue tradition d'ouverture vers le milieu économique, sur les 15 000 ingénieurs formés dans ses écoles et à ce jour en activité, bon nombre de dirigeants grenoblois sont issus de ses rangs. Pour son rôle dans la formation des jeunes par la recherche, et pour la politique scientifique qu'il conduit en étroite concertation avec le CNRS, dans ses laboratoires plus de 150 thèses sont soutenues annuellement. Dès lors, quoi de plus naturel que sa participation à la création d'entreprises, en moyenne 2 par an depuis 40 ans. Et quoi de plus normal que la place qu'il occupe dans les projets de recherche communautaires ainsi que son initiative de constituer un réseau européen d'universités technologiques.

سنة ١٤٠٠ هـ







# MIEUX VIVRE EN TAG

1987 : l'agglomération grenobloise réinvente le tramway comme Nantes, Los Angeles, Calgary, Buffalo ou encore Minneapolis...  
Un tramway vraiment pas comme les autres. Un tramway sous sa forme la plus élaborée, la plus modernisée et technologiquement la plus avancée : le plus beau et le plus performant tramway du monde : le TAG.

Depuis les Jeux Olympiques de 1968, Grenoble et l'ensemble de son agglomération connaissent un essor considérable. Essor qui s'accompagne d'une forte croissance urbaine et par conséquent d'un développement exponentiel des besoins en transports collectifs.

Dès les années 70, les élus locaux étudient l'ensemble des solutions novatrices conformes aux exigences d'une ville moderne en matière de transports urbains. De cette contrainte naquit assez rapidement l'idée du tramway ou métro léger. Solution qui s'adapte parfaitement aux caractéristiques de l'agglomération grenobloise, trop petite pour supporter un métro et géologiquement inapte à recevoir tout mode de transport enterré. La décision est prise : Grenoble et son agglomération vont se doter du tramway de l'avenir, matériel français de haute technologie et d'avant-garde, spécialement conçu pour s'adapter aux sites traversés et étudié pour durer plusieurs décennies.

Le défi est relevé : construire à Grenoble le tramway le plus moderne du monde, un des fleurons de la technique française, un modèle du genre permettant à l'industrie nationale de s'affirmer au niveau mondial et de conquérir

des marchés aux quatre coins du globe.

Unique au monde, il est accessible à tous conformément aux objectifs fixés par les responsables en liaison avec les associations d'handicapés et grâce aux prouesses techniques du maître d'œuvre - Metram Studélec, et du constructeur Alstom Francorail - le TAG construit la solidarité. Commencé en janvier 1985, le chantier s'achève aujourd'hui. Les premières rames roulent déjà.

Le TAG par sa beauté, sa rapidité enchantent toute la population et les nombreuses délégations venues le visiter. L'événement de la rentrée sera sans aucun doute son inauguration le 5 septembre. Inauguration qui sera accompagnée non seulement de cérémonies officielles en présence de Jacques Douffiagues, Ministre des Transports ; Alain Carignon, Maire de Grenoble et Président du Conseil général et Ministre de l'Environnement ; Charles Descours, Sénateur et Président du S.M.T.C. ; Yannick Boulard, Maire de Fontaine et Conseiller général ; mais aussi de très grandes fêtes populaires, réalisées grâce à Europe 1, au Dauphiné Libéré et à de nombreuses entreprises.



## Le TAG rajout le transport urbain

Le TAG répond à un cahier des charges très complet. Il doit satisfaire des attentes de confort et d'esthétique, des attentes de service et de sécurité et des attentes économiques. L'architecture du mobilier urbain et notamment des stations est dans le ton de ce design et conçue pour s'adapter agréablement au paysage urbain. L'esthétique générale du véhicule a fait l'objet d'une étude très poussée d'ergonomie et de confort. Le matériel possède une grande transparence intérieure, une finition extérieure soignée, et des aménagements fonctionnels et agréables pour le voyageur.

Les formes arrondies, les faces galbées, l'avant avec pare-brise panoramique, les grandes baies, participent avec les contours bleus et gris argenté, les teints aux vitres des portes et fenêtres à donner au tramway un "look" moderne et séduisant.



## Le TAG construit la solidarité

Une forte volonté politique locale s'est affirmée pour que le TAG soit un mode de transport très facilement accessible à tous. Résultat : une première mondiale. Le TAG est le premier transport urbain de surface dans lequel on pourra accéder pratiquement au niveau du quai. Avec un plancher à 35 cm du sol et une palette mobile utilisable à la demande pour combler les quelques centimètres d'écart, le TAG est véritablement accessible à tous. Techniquement, ce résultat est obtenu par un abaissement maximum du plancher dans la partie centrale de la rame.

Une performance technologique, instrument d'une plus grande solidarité qui permet au tramway d'accueillir toutes les personnes jusqu'à présent négligées ou exclues des transports urbains au premier rang desquelles se trouvent les handicapés en fauteuil roulant, les landeaux et les poussettes.

## Le TAG facilite les déplacements

Grâce à un confort et une habitabilité accrus, le TAG met fin aux longs calvaires des déplacements quotidiens. L'aménagement des compartiments a été spécialement étudié pour les rendre confortables à tous les usagers. De larges sièges individualisés, des mains courantes et des poignées de maintien, une ventilation réglable en fonction des conditions climatiques et d'occupation, un niveau sonore réduit par des roues élastiques antivibratoires, font du TAG un véritable TGV urbain.

Autre innovation de taille : la régulation électronique des accélérations et des arrêts. Fini la bousculade et les éternels mouve-

## Le TAG simplifie la vie

Dès 5 h 12 du matin, le TAG se prépare pour avaler les 8,9 km qui séparent Grand'Place de Fontaine. 21 stations sont ainsi desservies à une cadence de 4 mn 30 aux heures de pointe et à une vitesse commerciale de 18,5 km/h. Un gain de temps qui peut atteindre sur certain tronçon 50 % en

regard de l'ancien réseau bus. Globalement, sur l'ensemble du réseau, ce sont 1,8 millions d'heures passées en temps de trajet qui seront annuellement gagnées.

Du temps gagné pour vivre et se détendre en famille. Une révolution dans la vie quotidienne des 64.000 personnes qui seront transportées chaque jour. Révolution qui s'accompagne d'une complète restructuration des moyens de transport de l'agglomération grenobloise. La ligne TAG forme une colonne vertébrale sur laquelle vient s'articuler le tracé modifié ou inchangé des lignes d'autobus. Les 21 stations TAG ainsi créées constituent de véritables centres d'échanges et permettront même la création de nouvelles lignes classiques. Réorganisation et modernisation du tissu "transport en commun" mais aussi amélioration de la circulation et sécurité assurée. En circulant en site protégé le TAG respecte la circulation auto-

mobile. Les transports individuels et collectifs ne se concurrencent plus. Les bouchons sautent et l'angoisse du déplacement urbain s'atténue. Circulation améliorée en toute sécurité. Sécurité pour les piétons et deux roues grâce aux aménagements des stations et carrefours, mais aussi sécurité pour les usagers : la circulation en site protégé assure aussi à chacun le respect des horaires en toutes circonstances.

## Le TAG embellit l'agglomération

Le TAG n'est pas seulement un outil de transport performant et accueillant, il rénove l'espace urbain. A son contact la ville soupire de bien être... sur son parcours la ville s'embellit.

Sa réalisation a été l'occasion d'importantes opérations d'urbanisme dans Grenoble dont il traverse l'hypercentre et dans la ville de Fontaine qui possède un de ses terminus.

De multiples actions ponctuelles jalonnent son tracé. Ici on refait un jardin public, une clôture, une place... là on réalise une aire de stationnement, un court de tennis, une fontaine, un espace vert ou un parking pour deux roues.

Au total, plus de 2000 places de parkings ont été dégagées, des kilomètres carrés d'espaces verts et de voies piétonnes créés, des centaines de commerces et d'emplois sauvés, et des quartiers entiers rénovés.

Ce réaménagement du cadre de vie s'accompagne aussi d'une modification des habitudes et des mentalités des citoyens. Ces transformations à la fois esthétiques et rationnelles incitent encore plus la population de l'agglomération grenobloise à remplacer leur voiture par le TAG ne serait-ce que sur une portion de leur trajet. Le TAG impose sa régularité, sa rapidité et son confort dans un respect total de l'environnement. La traction électrique sans fumée ni odeur n'émet aucun polluant atmosphérique, atténue considérablement les nuisances phoniques inhérentes aux bus et permet une économie d'énergie de près de 30 % en rapport aux systèmes actuels. En transformant sur son parcours les quartiers et les rues, en y apportant la jeunesse et le renouveau, le TAG s'impose comme un magicien au service de la ville.

Photos Post-Scriptum.



## Le TAG fait la fête

Le 5 septembre, l'ensemble de l'agglomération grenobloise va vivre au rythme du tramway. L'inauguration officielle du TAG se fera en présence de nombreuses personnalités françaises et étrangères, des maires des grandes villes du monde intéressées par le tramway, des responsables politiques, des élus des communes de l'agglomération et du département.

Dès le 4 septembre, un symposium économique sur le thème : "Les atouts du développement

économique de la région grenobloise" se tiendra au Palais des Congrès de Grenoble en présence d'industriels et d'économistes internationaux.

Manifestations officielles et grandes fêtes populaires se mêleront pour faire du samedi 5 septembre la grande fête du TAG. 9 h 30, l'ensemble des personnalités étrangères découvriront en avant première le TAG.

14 h, inauguration officielle du TAG à Fontaine. De 14 h 30 à 18 h 30, neuf

podiums sur le parcours avec le Top 50, les animateurs d'Europe 1, les comédiens du petit théâtre de Bourvart, Dominique Webb, Dominique Degas.

20 h 30, spectacle en plein air présenté et animé par l'équipe d'Europe 1 cours Jean Jaurès avec dix vedettes du Top 50 : Jil Caplan, Gérard Blanchard, Sapho, Jairo, les Ablettes, Kazero, Robert Farel, Caroline Loeb, Bill Baxter, l'Affaire Louis Trio et Alain Souchoy en concert pour 1 h 30. Alors, que la fête commence.

سكنا من لاجل



IVRE

# Trois Grenoblois disent l'avenir de Grenoble

JEAN VAUGANY : « Des industries intelligentes »  
SERGE KAMPF : « Une myriade de micro-entreprises »

QUEL avenir industriel pour Grenoble ? Deux Grenoblois, qui sont à la tête d'entreprises ayant acquis une dimension internationale, nous ont paru bien placés pour répondre à cette interrogation.

Jean Vaugany, PDG de Merlin Gerin, préside un groupe industriel rassemblant près de 20 000 salariés, dont plus de 7 000 dans la région grenobloise. Dans le fil d'une tradition locale, Merlin Gerin produit du matériel équipant les réseaux de distribution électrique. Mais ses productions incorporent de plus en plus d'électronique. Merlin Gerin apparaît, malgré sa relative ancienneté — elle fut créée par Paul-Louis Merlin en 1920 — comme une entreprise de pointe. Sur les 43 000 emplois industriels de l'agglomération, n'y en a-t-il pas déjà 8 000 dans des activités liées à l'électronique ?

Dans le domaine des services informatiques, Cap Gemini Sogeti est devenu, en tout juste vingt ans, le numéro un en Europe et un des dix grands dans le monde. Serge Kampf, son fondateur et président, ne se reconnaît certes plus tellement comme Grenoblois. Retrouvant les accents de Stendhal parlant de sa ville natale, il trouve Grenoble « moche et mal foutue ». Sur les 10 000 salariés de son groupe, dispersés en Europe et aux États-Unis, il n'y en a guère qu'une centaine à Grenoble. Mais, attachement sentimental aidant, il a gardé ici sa résidence, le siège social de son groupe, et un œil attentif.

## Année noire

1987, une année noire pour l'industrie grenobloise. Comme une litanie, les mots de réduction d'effectif et de menace de licenciements ont accompagné les noms d'entreprises liées à l'histoire industrielle ancienne — hydraulique et agro-alimentaire — ou récente — électronique — de Grenoble : Neyric, Neytec, Sogreah, biscuits Brun, pâtes Lustru, EPCIS-Thomson, Kis, etc. Chaque entreprise a eu ses difficultés spécifiques. Cela est allé du rétrécissement des marchés de biens d'équipement dans les pays sous-développés à la nécessité de « délocaliser » une partie des fabrications, en passant par les contrecoups de la concentration ou d'une mauvaise gestion. Mais le doute s'est installé : les activités de production n'auraient-elles plus leur place à Grenoble ?

« Je ne sais pas si ce sera dans quinze, vingt ou trente ans, mais la tendance existe : l'industrialisation aura un caractère secondaire, elle sera dans la dépendance des capacités conceptuelles et de marketing. On peut alors imaginer, à terme, un nombre limité d'usines dans le monde fabriquant pour le compte de multiples sociétés. » Voilà comment Jean Vaugany explique, en raccourci, qu'à ses yeux les activités de fabrication proprement dites occuperont un nombre de plus en plus restreint de salariés, en particulier à Grenoble. De la même façon, Serge Kampf imagine qu'à terme la production matérielle, agricole et industrielle, ne sera plus le fait que de moins de 10 % des actifs d'un pays.

« La région grenobloise n'est pas faite pour la grosse industrie, mais pour des PMI à forte valeur ajoutée. Son avenir est probablement dans une myriade de petites entreprises pointues, avec peu de main-d'œuvre et beaucoup d'intelligence. Le choix de la dominante électronique et informatique — Grenoble est le deuxième pôle français après Paris dans ces domaines — n'est, bien sûr, pas mauvais, car c'est un axe porteur pour l'avenir. » En disant cela, Serge Kampf pense évidemment aux 300 entreprises qui se sont créées depuis vingt ans dans les activités de l'électronique et de l'informatique. La moitié d'entre elles se sont regroupées à Meylan, dans la banlieue résidentielle sud (ZIRST), souvent considérée comme une mini-Silicon Valley. Il est de fait que ce regroupement de 140 entreprises employant au

total 3 200 personnes, essentiellement dans des activités liées à l'informatique, apparaît comme le technopôle français le plus abouti.

## Désenclavée ou non ?

« Le développement de l'emploi à Grenoble peut se faire par le développement des centres conceptuels, en s'attaquant à de nouvelles activités ; le milieu universitaire est favorable pour cela », pense Jean Vaugany. Le président de l'Association inter-entreprises de la ZIRST (AIZ), Bernard Guimier, précise, quant à lui, que « la vocation de Grenoble ne peut être dans la production avec des postes non qualifiés. On pourrait ajouter qu'il n'y a guère non plus, dans l'agglomération, de réserves foncières pour accueillir de grandes unités industrielles, hors la zone de Voreppe-Moirans. Peut-on, par ailleurs, parler d'un

handicap en matière de transport ? Sur ce sujet, Serge Kampf et Jean Vaugany sont en complet désaccord. Le président de Cap Gemini Sogeti, négligeant le TGV et l'aéroport de Genève-Cointrin, est catégorique : « Le désenclavement de Grenoble, c'est du folklore ; on est loin de tout. » A l'inverse, l'industriel Jean Vaugany affirme que « Grenoble est aujourd'hui désenclavée ». « Quand on est à une heure trente de Genève, on a toutes les possibilités de contacts internationaux », constate le président de Merlin Gerin.

Négligeant un hypothétique handicap géographique et la spécialisation électronique, Caterpillar fait, depuis vingt-cinq ans, la preuve qu'une grande unité industrielle de mécanique lourde a aussi sa place à Grenoble. La compétitivité élevée de cette usine a d'ailleurs amené récemment le groupe américain à

conforter le site grenoblois, qui avait été mis en concurrence avec d'autres usines, et à y réaliser d'importants investissements. Aucune fatalité ne condamne à Grenoble la mécanique, la chimie, le plastique, la papeterie, l'alimentaire ou la confection. La diversité des activités a permis d'amortir la crise économique et reste un atout. Mais cette ville n'échappera pas à une relative spécialisation, que les décideurs devraient d'ailleurs favoriser, pense Serge Kampf pour qui « les politiques doivent se poser, sur les activités économiques, les mêmes questions que celles que les parents peuvent se poser quant au choix d'un métier d'avenir pour leur enfant ».

Ces dernières années, à Grenoble, les grandes entreprises ont perdu de nombreux emplois. Ce sont les entreprises de 10 à 20 salariés qui connaissent la plus

grande vitalité. Seules, elles ont globalement créé des emplois dans les services, mais aussi, ce qui est plus remarquable, dans l'industrie. Ces entreprises sont-elles pour autant les amorceuses des grandes entreprises grenobloises de demain ? Rien n'est moins sûr.

## Peu d'entrepreneurs

Le fait qu'aucune entreprise de pointe n'ait connu à Grenoble une très forte croissance — la Silicon Valley est loin ! — s'explique en partie par la formation d'entrepreneurs souvent issus de la recherche ou de l'université. « Les industries grenobloises utilisent les atouts locaux, c'est-à-dire la recherche et les gens qui en sortent. L'enfant, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'industriels à Grenoble. » Ce jugement, sévère, de Jean Vaugany est appuyé par Serge Kampf qui, parlant d'entrepreneurs de la ZIRST, affirme :

« D'après les quelques exemples que je connais de près, il ne s'agit pas de chefs d'entreprise. Il faut analyser un besoin, un marché ; après, imaginer le produit, le service ; et après, comment le fabriquer. Ils font souvent l'inverse. » Jean Vaugany pense cependant que plusieurs des entreprises de pointe qui prolifèrent à Grenoble sont situées sur des créneaux porteurs et sont susceptibles de connaître un grand développement. Pour lui, leur problème est maintenant celui du financement, leur insuffisance de capitaux propres étant souvent criante. Le temps est sans doute venu, pour certaines de ces entreprises, d'une ouverture à des partenaires plus puissants. Jean Vaugany et Serge Kampf, même s'ils ont bien d'autres préoccupations, ne sont pas les derniers à y penser... P. F.

## JEAN-JACQUES PAYAN : « Les époques où la ville a avancé sont celles où elle a écouté les universitaires »

DE retour à Grenoble depuis dix-huit mois, après avoir été successivement directeur général du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et responsable des enseignements supérieurs sous les ministères d'Alain Savary et de Jean-Pierre Chevènement, le professeur Jean-Jacques Payan, mathématicien de cinquante-deux ans ne cache pas son ambition de redonner un peu de tous ses relations existant entre l'université et le milieu environnant. « Les époques, où Grenoble a avancé, dit-il, sont celles où elle a écouté les universitaires », dit-il.

Affichée partout et désormais proclamée dans tous les discours, cette volonté n'a certes rien d'original. A Grenoble, il s'agit même d'une vieille tradition. « Déjà en 1964, alors que je venais de passer cinq ans à Orsay, j'avais été frappé par la considération portée à Grenoble aux universitaires », se souvient Jean-Jacques Payan. Cependant, depuis une dizaine d'années, les liens entre le milieu universitaire et la ville avaient une fâcheuse tendance à se distendre.

Entretenu tout au long des années de forte expansion de l'agglomération grenobloise par l'arrivée de nombreux enseignants-chercheurs, le dynamisme de l'université locale fut alors tout à la fois victime de la baisse sensible des recrutements, du vieillissement de la génération des pionniers et du départ de quelques fortes personnalités. A une exception près, celle de l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG) qui multiplia les initiatives sous le mandat de Daniel Bloch, on avait véritablement quelque peine à savoir, encore tout récemment, ce qui se passait au sein des universités grenobloises. Enfin, du côté de la ville, Jean-Jacques Payan accuse tout net : « La dernière équipe municipale d'Hubert Dubedout avait perdu le contact avec l'université ».

Le discours « carré » que tient d'ordinaire cet esprit libre, taillé comme un montagnard, a déjà valu au professeur Payan de se heurter à l'incompréhension des plus dogmatiques de ses amis socialistes. Lors du mouvement d'opposition à la réforme Devaquet, à la fin de 1986, il se prononce ainsi pour un relèvement modéré des droits d'inscription, pour une diversité des financements de l'enseignement supérieur, pour une certaine forme de sélection et pour une remise en cause progressive du système des diplômes nationaux, toutes choses contre lesquelles les étudiants sont précisément descendus dans la rue ! Deux mois plus tard cependant, il est élu président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble-I (USTMG).

## Nouvelles têtes

Peu après, par l'effet d'une coïncidence, toutes les têtes changent au sein du monde universitaire grenoblois. Georges Lespinaud est élu à la direction de l'INPG. Bernard Pouyet accède à la présidence de l'université des sciences sociales de Grenoble-II et Hippolyte Rakotofringa, d'origine malgache, à celle de l'université des langues et lettres de Grenoble-III. C'est l'occasion d'apporter un peu de sang neuf dans une communauté formée de 2 000 enseignants-chercheurs environ et de plus de 30 000 étudiants.

Déjà, à l'initiative du président de l'université Lumière de Lyon-II,

Michel Cusin, les responsables des huit universités et des quatre plus grandes écoles de la région Rhône-Alpes préparent actuellement la renaissance de la conférence régionale des présidents. « C'est le signe qu'à ce niveau du moins, on a compris que les vieux antagonismes entre Grenoble et Lyon n'ont plus lieu d'être. N'est-ce pas un Grenoblois, Guy Aubert, professeur à l'USTMG et directeur du Service national des champs intenses du CNRS, qui dirigera, dès la rentrée de 1987, la nouvelle Ecole normale supérieure de Lyon ? On a également vite senti qu'il valait mieux s'entendre entre universitaires avant de s'adresser au nouveau pouvoir politique régional. » Il faudrait décentraliser dans les régions la gestion des crédits de maintenance des établissements d'enseignement supérieur », propose même Jean-Jacques Payan.

A une autre échelle, l'équipe de direction de l'université de Grenoble-I travaille au développement de réseaux d'échanges avec de grands centres d'enseignement et de recherche installés en Grande-Bretagne, en Suisse, aux Pays-Bas, dans l'Italie du nord, le Bade-Wurtemberg et en Catalogne. Avant même la mise en place du programme « Erasme », Grenoble pense à l'Europe. Sortant complètement de son domaine de compétence, Jean-Jacques Payan lance, de son côté, des idées en tous sens : « Notre science juridique est trop hexagonale. Pourquoi ne créerait-on pas une chaire de droit anglo-saxon ? (1) On ne cesse de parler des tentatives de démocratisation de M. Gorbatchev. Pourquoi ne créerait-on pas une chaire de civilisation soviétique ? »

## Les vraies concurrentes

Ce souci des relations internationales et sa connaissance de la lourde administration du ministère de l'Éducation nationale ont conduit, récemment, l'ancien collaborateur de Jean-Pierre Chevènement à proposer au maire de Grenoble la création de « chaires municipales ». Il s'agit de recruter les meilleurs spécialistes mondiaux et de les inviter à Grenoble pendant deux ou trois ans, la ville prenant à sa charge leur rémunération. « Il en existe 19 à Paris. Ce sont les seules en France. J'imagine que mon successeur à la direction de l'enseignement supérieur redoute une généralisation de ce système, mais il n'y a pas de raison que seule la ville du premier ministre en profite », dit-il malicieusement. Pour ce qui le concerne, le maire de Grenoble et ministre de l'Environnement, Alain Carignon, a en tout cas, accepté sans hésiter la proposition. Celle-ci pourrait être mise en œuvre dès la rentrée de 1988. Il en coûtera environ un million deux cent mille francs par an au budget de la ville.

« Les relations avec la mairie sont un beau fixe, assure Payan. Nous sommes des partenaires coriaces, après nos gains, mais loyaux ». Dans le cadre du « club du Polygone » les scientifiques grenoblois n'ont pas lésiné en effet dans l'inventaire de leurs besoins. De même, à la mi-juillet, les animateurs du campus ont mis au point, en liaison avec le CNRS, un ambitieux projet de réseau informatique — le réseau

« Grenet », comme la place du centre-ville de Grenoble, mais de l'anglais net (filet) — permettant de relier par un câble en fibres optiques à haut débit les banques de données du campus, celles notamment du puissant Centre inter-universitaire de calcul, avec le site du Polygone. Cela représente un investissement de 15 millions de francs, pour lequel les collectivités locales sont naturellement sollicitées.

Enfin, traditionnellement responsable de la gestion de l'ensemble du domaine universitaire de Saint-Martin-d'Hères, le président de Grenoble-I a dû encore négocier la desserte du campus par la seconde ligne de tramway. Plusieurs programmes de logements à destination

des étudiants, notamment ceux de troisième cycle, doivent en outre être lancés d'ici à l'année prochaine. Ils devraient être complétés par l'aménagement de quelques commerces de proximité, les premiers depuis la création du campus il y a près de vingt-cinq ans, voire d'un « club-house » où le personnel pourrait se détendre et recevoir des visiteurs. Le secrétaire général de l'USTMG, Pierre Balme, réfléchit pour sa part à une éventuelle prolongation en amont de la voie sur berge, récemment aménagée le long des quais de l'Isère, afin de mieux desservir le campus.

Certes, il ne s'agit là que de problèmes d'indépendance, mais qui

témoignent d'une volonté nouvelle de rapprocher encore davantage l'université de la ville. Pour faire face à la concurrence des autres grandes villes françaises — Nice, Toulouse et Rennes sont les vraies concurrentes de Grenoble —, estime Jean-Jacques Payan, il ne faut plus négliger aucun atout. « Il faut que les études à l'université deviennent attractives, insiste le président. Il faut traiter dignement les étudiants, car c'est une denrée rare ». J.-L. S.

(1) L'université des sciences sociales de Grenoble entretient en fait des relations avec l'université du Kent à Canterbury pour former des juristes bilingues.

## SUP DE CO GRENOBLE SORT SES PREMIERS DIPLÔMES : En 1987, ils seront 89 : Une révolution !

Lorsqu'en 1984, à l'initiative de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Grenoble crée la 18<sup>e</sup> et dernière née des ESCAE, les objectifs sont précis :  
- Répondre aux besoins ressentis des entreprises, en adoptant le modèle éprouvé des Écoles Supérieures de Commerce.  
- Anticiper pour mieux agir à leurs côtés, en véritables partenaires.  
- Donner une forte identité à cette nouvelle école qui tienne compte des évolutions prévisibles en matière de formation et d'enseignement.

### UNE COMPÉTENCE APPRÉCIÉE...

Aujourd'hui la compétence de SUP DE CO Grenoble est reconnue. Elle reflète le choix d'un projet pédagogique ouvert sur l'avenir :

Orienter le développement personnel des futurs cadres à l'interface Gestion/Technologie, et aux aptitudes de communication dans le monde international des affaires.  
SUP DE CO Grenoble forme des gestionnaires généralistes. Ils sont capables de maîtriser les principales fonctions de l'entreprise, quelles que soient la vocation, l'organisation et les circonstances des marchés.

### UN ÉTAT D'ESPRIT NOVATEUR...

Après un concours national où se présentent plus de 3500 candidats issus des classes préparatoires HEC, les 90 élèves sélectionnés suivent trois années de scolarité.

En plus du cursus commun aux Écoles Supérieures de Commerce, deux thèmes majeurs animent l'enseignement de SUP DE CO Grenoble :

L'acquisition d'une culture technique et scientifique pour de futurs commerciaux. Elle privilégie les pôles du Marketing industriel et de Gestion des Technologies Nouvelles.

L'internationalisation des marchés : apprendre non

seulement à négocier, acheter ou vendre dans un contexte de mondialisation des produits, mais encore diriger une politique exportatrice.

### AU SERVICE DES ENTREPRISES

Bien encadrés par une équipe de 66 professeurs, les élèves sont en permanence exposés à des méthodes pédagogiques modernes. La pratique y est toujours valorisée.

SUP DE CO Grenoble dispose de moyens de communication avancée :  
- Deux laboratoires de langues où se pratiquent huit langues étrangères.  
- Des équipements en audiovisuel avec régie et studio vidéo intégrés.  
- Un centre de documentation.  
- Des outils informatiques adaptés.

SUP DE CO Grenoble favorise les contacts humains et les relations fécondes tissées avec de nombreux partenaires extérieurs :

- Avec l'Institut National Polytechnique de Grenoble, associant élèves-ingénieurs et commerciaux autour d'un même projet.  
- Avec l'université des Sciences Sociales de Grenoble dans le cadre des échanges d'enseignants et de rapports pédagogiques.  
- Avec les écoles étrangères aux orientations similaires (Angleterre, Allemagne, Italie, Espagne, Suède, États-Unis, Canada).  
- Avec de très nombreuses entreprises de la région Rhône-Alpes. Celles-ci ont recours au savoir-faire des étudiants pour approcher de nouveaux marchés, étudier de nouveaux produits ou organiser des missions export en Europe, sur le continent Nord Américain et en Extrême-Orient.

Il est une autre façon de dire que les temps sont révolus : celle de le prouver sur le terrain.

SUP DE CO GRENOBLE



DÉPARTEMENT CARRIÈRES : 7, rue Hoche - 38000 Grenoble - Tél. 76.43.02.12



## A L'EPOQUE SERIEZ-VOUS PASSE A COTE DE ÇA?



Bois



Silex



Feu

Les entreprises sont parfois à l'image des sociétés primitives! Seules subsistent celles capables de maîtriser les transferts de technologies. Dans cette guerre sans merci, Grenoble crée l'événement et génère ce "feu" indispensable à toute évolution: la compétitivité.

TEC'88, Carrefour Européen des Technologies et de la Compétitivité regroupe, parmi d'autres domaines high tech, 6 salons hyper spécialisés pour mieux répondre à vos besoins spécifiques et établir le plein dialogue. Des matériaux du futur aux systèmes experts, du laser à la vision assistée par ordi-

nateur en passant par les synthèses d'image et de son: l'avenir est au programme du 12 au 15 Octobre 88. Un rendez-vous que seul un agenda trop noir pourrait compromettre. Mais franchement serait-il judicieux de passer à côté d'une telle bouffée d'oxygène?



# TEC 88 GRENOBLE. CARREFOUR EUROPÉEN DES TECHNOLOGIES ET DE LA COMPÉTITIVITÉ.

Par minitel 3615 code AGIR-TEC nous répondons à toutes vos questions sous 48 heures.

TEC 88 1 pl. André Malraux BP 297 38016 Grenoble Cedex 15.76 87 59 27

هناك في الأصل

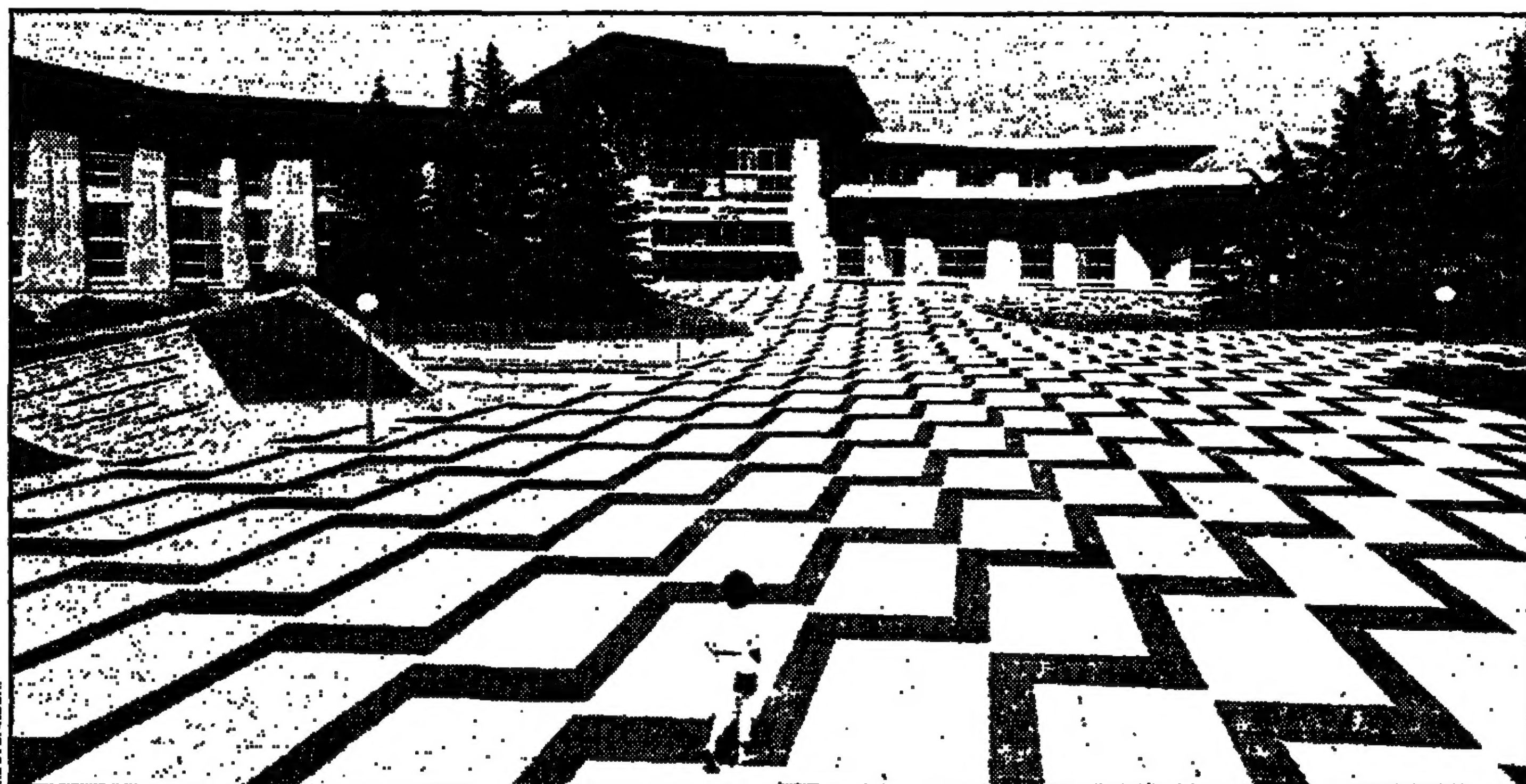


## Les « Must » de l'Université

Quelques-unes des formations de pointe proposées à la rentrée

En présentant quelques-unes des formations de pointe des universités nous ne prétendons absolument pas être exhaustifs ni refléter toute la richesse et la diversité des filières développées dans la capitale alpine. Les formations retenues présentent la caractéristique de figurer parmi les plus récentes et les mieux adaptées à l'environnement économique et culturel de la ville.

ÉLISABETH DEVAL



Sur le campus de Saint-Martin-d'Hères : l'allée en damiers de la bibliothèque inter-universitaire.

### Sciences et médecine

les maths de haut niveau

L'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble-I est accréditée pour l'organisation de plusieurs masters, ces diplômes qui définissent la véritable identité d'un établissement.

Le plus récent d'entre eux, intitulé « mathématiques et applications », a accueilli ses dix premiers étudiants à la rentrée 1986. Dans ce domaine, les compétences grenobloises, développées au sein de l'unité de formation et de recherche (UFR) de mathématiques pures, et du laboratoire de mathématiques pures (Institut Fourier), s'appuient sur une tradition ancienne, perpétuée aujourd'hui par les travaux de mathématiciens influents, comme le professeur Jean-Louis Koszul ou Bernard Malgrange, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique.

Conséquence directe d'une utilisation croissante des mathématiques de haut niveau dans la vie courante, liée à l'extension de l'usage des ordinateurs, cette nouvelle formation est orientée vers

les milieux économiques et industriels. Ainsi, les industries aéronautiques et pétrolières sont-elles, parmi d'autres, susceptibles d'avoir recours à ces futurs ingénieurs-chercheurs en mathématiques. Ils pourraient se voir confier, par exemple, des problèmes de l'exploitation des forages pétroliers.

« Quel que soit leur niveau d'abstraction, les mathématiques conduisent très souvent à des applications pratiques », souligne le professeur Pierre Bérard, responsable du magistère, et qui entretient bien d'autres débouchés, comme les problèmes de codage liés à la protection des ordinateurs.

De purement grenoblois, le magistère « mathématiques et applications » est devenu régional. Le ministère de l'Éducation nationale vient de l'accréditer sous le triple sceau de l'université de Grenoble-I, de l'université Claude-Bernard de Lyon-I et de l'École normale supérieure de Lyon, qu'ouvre ses portes ce mois-ci.

Cette démarche ne reste pas isolée, puisque Lyonnais et Grenoblois ont également obtenu d'embellie le triple sceau, pour l'accréditation d'un autre magistère, « informatique et modélisation », dont le substrat grenoblois est l'UFR d'informatique et de mathématiques appliquées.

### Langues et lettres

vers l'étranger

L'université des langues et lettres de Grenoble-III compte un nombre de celles entrant de plein pied dans le programme Erasmus, adopté au printemps par la Communauté européenne, dans le but de ressusciter une mobilité étudiante aussi vivace que celle qui prévalait au temps du grand humanisme.

Elle le doit à sa qualité de première du pays pour le nombre d'étudiants (800) ayant participé, depuis 1979, à des programmes intégrés européens. Précurseurs d'Erasmus, de tels programmes valident un séjour à l'étranger comme partie intégrante d'un cursus.

Cette ouverture internationale précède de l'université de Grenoble-III, amorcée dans les années 70, supposait avant toute chose la volonté d'ouvrir aux littéraires les nouveaux débouchés de filières à finalité professionnelle, orientées vers les langues étrangères appliquées.

Sur la double base d'une idée simple — ôter à l'étudiant tout argument pour refuser de séjourner à l'étranger — et d'un sens aigu du système D développé en dépit des pesanteurs administratives, la politique grenobloise s'est d'abord appuyée sur des accords de prestations de services réciproques. L'étudiant français « échangé » avec un homologue étranger effectue hors des frontières une année de son cursus, dans des conditions financières rigoureusement identiques à celles qu'il aurait connues en France. Parmi d'autres innovations, un droit spécifique (30 F en 1986) appliqué aux 4 600 étudiants de Grenoble-III apporte une aide supplémentaire pour les stages effectués à l'étranger.

L'investissement personnel des enseignants, qui ont préfiguré l'instauration d'un tutorat en rendant visite sur place à leurs élèves, a également contribué à la progression du système. Si de nombreux pays, en particulier les États-Unis, figurent parmi les partenaires de l'université grenobloise, c'est à la dimension communautaire qu'elle doit d'avoir fait passer le nombre de départs annuels de trente à la fin des années 70, à une centaine aujourd'hui. « Le programme Erasmus représente la totalité des conclusions auxquelles nous ont conduits dix ans d'expérience, nous fait passer à la vitesse supérieure », estime Jean-Claude Buchor, chargé des relations internationales à Grenoble-III. Dans la perspective de 1992, il s'agit d'une absolue nécessité. En effet, 1 % seulement de la population étudiante européenne sait aujourd'hui faire preuve de mobilité.

Plus novatrice encore est considérée sa pédagogie participative, réduisant les cours magistraux au profit de projets dans le cadre desquels toute initiative est une occasion d'approfondir le cours. Ne plus se contenter de former les élèves au savoir, mais les rendre acteurs de leur travail implique une remise en cause des méthodes d'enseignement, et, en particulier, le suivi individuel de chaque projet. L'engagement du corps enseignant dans l'aventure laisse escompter, dans les années à venir, une extension de cette nouvelle pédagogie à l'ensemble de l'ENSHMG.

(1) Mécanique des fluides industriels, génie hydraulique et ouvrages, gestion des ressources en eau.

### INPG

le génie mécanique

En 1983, la création d'une section « génie mécanique » aux côtés de trois filières (1) de la section « hydraulique » de l'École nationale supérieure d'hydraulique et de mécanique de Grenoble (ENSHMG) est venue consacrer l'apparition d'un nouveau profil d'ingénieur.

Héritier direct de travaux qui n'étaient encore que des outils de recherche il y a seulement quatre ou cinq ans — pour devenir aujourd'hui des programmes informatiques utilisés dans l'industrie — cet ingénieur est doublement formé au génie mécanique et à une bonne maîtrise de l'utilisation de l'informatique. Il deviendra un spécialiste du calcul et de l'optimisation de toutes sortes de structures, allant des ouvrages de génie civil à des pièces de fabrication industrielle, telles que carrosseries, coques de navires et autres fuselages.

Le paradoxe n'est qu'apparent, qui voit se développer dans le giron de l'hydraulique — compétence grenobloise traditionnelle — l'une des filières les plus novatrices de l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG). « L'école s'est diversifiée depuis une vingtaine d'années, dans divers aspects de la mécanique », constate Yves Fautrelle, directeur adjoint de l'ENSHMG.

Les recherches ayant débouché sur la création de cette nouvelle section ont d'ailleurs leur berceau à l'Institut de mécanique de Grenoble, un laboratoire de trois cents personnes, associé au Centre national de la recherche scientifique, et commun à l'INPG et à l'université Grenoble-I. L'originalité de la section de génie mécanique, qui accueille vingt-cinq étudiants en première année, tient d'abord à une très importante ouverture vers l'informatique. Elle représente une bonne moitié du volume d'enseignement.

Plus novatrice encore est considérée sa pédagogie participative, réduisant les cours magistraux au profit de projets dans le cadre desquels toute initiative est une occasion d'approfondir le cours. Ne plus se contenter de former les élèves au savoir, mais les rendre acteurs de leur travail implique une remise en cause des méthodes d'enseignement, et, en particulier, le suivi individuel de chaque projet. L'engagement du corps enseignant dans l'aventure laisse escompter, dans les années à venir, une extension de cette nouvelle pédagogie à l'ensemble de l'ENSHMG.

(1) Mécanique des fluides industriels, génie hydraulique et ouvrages, gestion des ressources en eau.

### Sciences sociales

l'administration

En 1985, l'université des sciences sociales de Grenoble-II a saisi l'opportunité de la rénovation des premiers cycles décidée par le secrétariat d'État aux universités, pour remettre en cause un cycle traditionnel d'administration économique et sociale.

Cette filière généraliste, débouchant sur une maîtrise d'analyse du monde contemporain, avait progressivement dérivé loin des critères qui font d'une formation supérieure un pôle d'attraction recherché par les meilleurs candidats : finalisation professionnelle orientée sur des débouchés concrets, diversité des sorties permises par le choix entre cycle court et cycle long, l'existence de passerelles vers d'autres formations.

En l'occurrence, la politique ministérielle et les moyens nouveaux qu'elle apportait ont déclenché un décalé chez une vingtaine d'enseignants. Cette équipe, soudée autour de la personnalité de Bernard Billaudot — un polytechnicien qui a choisi de quitter la direction de la prévision du ministère des finances pour s'engager dans l'université, — s'est prise au jeu de la rénovation pédagogique.

Aujourd'hui, la formation proposée — délibérément orientée

vers les entreprises tout en s'attachant à maintenir un bon niveau de culture générale — n'a plus rien à voir avec l'ancien programme. La création d'un premier cycle ouvre deux filières : un diplôme d'études universitaires générales (DEUG) « économie-gestion » conduisant au deuxième cycle, et un diplôme d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST), axé sur la fonction « personnel » dans les entreprises, permettant un accès rapide à des responsabilités professionnelles.

Le deuxième cycle, recentré autour de l'économie appliquée, vient d'être habilité pour la rentrée 1987. Il n'est que l'un des débouchés du DEUG, dont les titulaires peuvent aussi choisir, au sein de la même université, l'École supérieure des affaires (ESA), l'Institut d'études politiques, les deuxièmes cycles d'économie politique, les années spéciales d'Institut universitaire de technologie (IUT), etc.

Une collaboration avec les enseignants du secondaire cherche à améliorer les aptitudes requises à l'inscription. Cette année, il y a eu 930 demandes d'inscription pour 360 places...

### Demain TEC 88

GRENOBLE a les dents longues. Depuis longtemps déjà, elle est à la recherche d'une grande manifestation. Pour ce faire, son maire est prêt à encourager toutes les initiatives. Les animateurs du prochain Festival du film et du roman noir, qui était organisé jusqu'à l'année dernière à Rims, comme ceux du Zigzag, le Festival de l'humour prévu pour l'été de 1988, ont ainsi obtenu d'embellie le soutien de la mairie. De même, il semble que, grâce à la complicité de l'éditeur Jacques Gicnat, Grenoble accueillera volontiers le Salon de la bande dessinée si celui-ci devait quitter Angoulême.

Cependant, c'est une manifestation d'un tout autre genre

qu'Alain Carignon devrait annoncer officiellement le 4 septembre. Préparé par la chambre de commerce et d'industrie de Grenoble en liaison avec cinq autres villes d'Europe (Barcelone, Turin, Stuttgart, Newcastle et Graz), « TEC 88 » a l'ambition de devenir le carrefour européen des technologies et de la compétitivité. Ce nouveau Salon serait organisé tous les deux ans et pour la première fois à Alpeexpo à l'automne de 1988. Destinée à un public de spécialistes, il espère réunir 400 exposants et 15 000 visiteurs. « Ce doit être aussi important que le SITEF de Toulouse », affirme le directeur général de la chambre de commerce de Grenoble, Claude Bour.

## NOTRE MISSION: LA PERFORMANCE.

### FICHE D'IDENTITÉ :

- Nom : Gaz Électricité de Grenoble
- Sigle : GEG.
- Statut : société d'économie mixte locale
- Activités :
  - distribution de gaz et d'électricité sur la ville de Grenoble
  - décontamination de pyralène (filiale)
  - production hydro-électrique (filiale)
  - travaux d'installation et d'entretien (filiale)
- CA et bénéfice : 400 millions de francs et 5 à 7 %

Depuis plus de cent ans, GAZ ÉLECTRICITÉ DE GRENOBLE contribue à l'essor et au modernisme de la capitale des Alpes, en associant service public, développement des ventes sur des marchés concurrentiels et rentabilité. Grâce à la compétence de nos équipes, à la fiabilité de nos réseaux et aux possibilités technologiques offertes par nos énergies, nous poursuivons notre croissance dans un souci de qualité de service, que nos clients soient Merlin-Gérin, Allibert, Lustuery, une copropriété, un hôtel ou, prochainement, Europole ou le Tramway.

Depuis un an, GEG s'est doté des moyens nécessaires à un nouveau développement. Un changement de statut juridique et notre expérience sur les marchés de l'énergie et du bâtiment nous permettent une diversification intégrée dans des filiales : décontamination de transformateurs électriques au pyralène, production hydro-électrique, multiservices pour l'Habitat et le Tertiaire. Plusieurs projets ont vu le jour, d'autres sont en voie d'aboutir...

Nous sommes ouverts à un partenariat.



2, RUE COLONEL-DUMONT

38000 GRENOBLE

TÉL. : 76-62-40-40

DE ÇA?

EUROPÉEN  
PÉTITIVITÉ



## Cimaises pour l'autre siècle

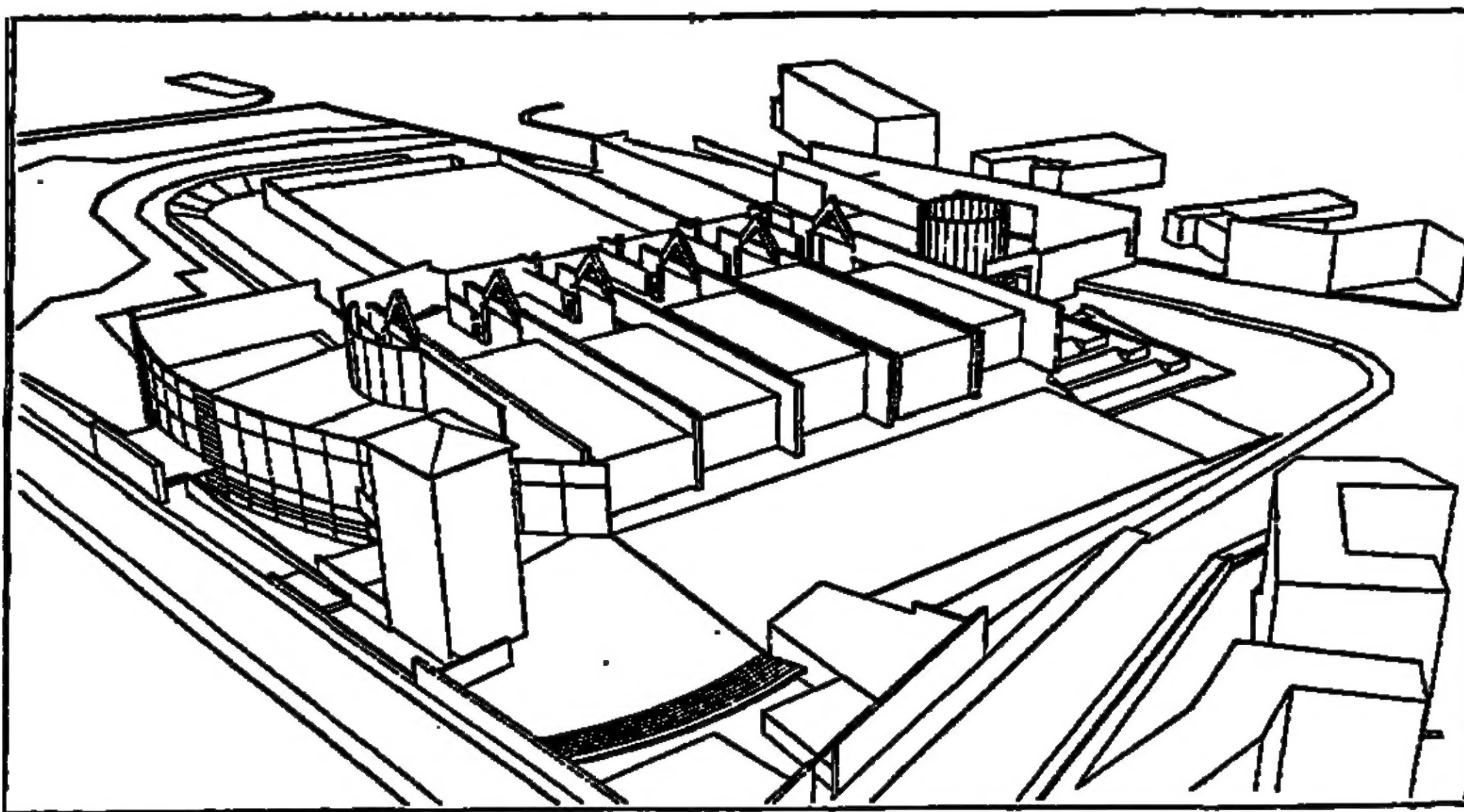
En 1990, ouverture du Musée d'intérêt national

«**B**EAUBOURG à Grenoble ? L'idée a fait son chemin pour devenir plus modestement le Musée d'intérêt national (MIN) qui devrait voir le jour en 1990. Projet unique, puisqu'il s'agit du seul musée de province bénéficiant, dans le cadre de la décentralisation, d'un tel type de financement : 50 % à la charge des collectivités territoriales, 50 % à la charge de l'Etat et 50 % à la charge des collectivités territoriales. C'est globalement des travaux qui seront entrepris dès la fin de cette année : 120 millions de francs.

Une réalisation d'une telle envergure n'est pas le fruit du hasard. Par tradition, Grenoble est sensibilisée à la création contemporaine. C'était la préoccupation du conservateur Andry-Farcy qui, dès 1919 et pendant trente ans, marqua la vie culturelle grenobloise. Le « *gondolium* » de la place de Verdun, comme le baptisèrent alors les partisans du conservatisme académique, fut bien le premier à présenter Matisse et Van Dongen sur ses cimaises. Cette politique aventureuse sur le monde de l'art, reprise par les différents successeurs du « conservateur novateur », a placé le MIN au tout premier rang des musées de province.

### Architectes du cru

Les murs de ce bâtiment du dix-neuvième siècle deviennent vite trop étroits pour les collections anciennes et contemporaines, riches de plus de deux mille peintures et de quatre mille dessins. Dès la fin des années 60, l'idée d'un nouveau musée est dans l'air et l'on pense au site de la Bastille. Le projet reste en sommeil. Plus tard, avec le conservateur Pierre Gaudibert, l'idée d'un Centre national d'art contemporain est lancée et sera effectivement le jour, en avril 1986, avec le Magasin-Centre national d'art contemporain dirigé par Jacques Cuillot. Ce lieu actif de diffusion d'art contemporain est abrité pour l'instant dans la superbe halle Bouchayer-Viallet, une usine désaffectée. Mais le projet de bâtir un nouveau musée demeure. En septembre 1984, Alain Carignon signe



Le projet de musée (vu de l'Echalette).

un accord avec Jack Lang, ministre de la culture. Le MIN sera construit.

Les architectes de cette ambitieuse réalisation sont grenoblois. L'équipe lauréate, désignée le 22 juin dernier, réunit Olivier Félix-Fauré représentant le groupe Six, Philippe Macary et Antoine Félix-Fauré. Leur maquette devra encore subir de profondes modifications pour satisfaire les exigences muséales très précises proposées par Serge Lemoine, qui, en septembre 1986, a pris le poste de conservateur laissé vacant depuis le départ de Pierre Gaudibert en juin 1985.

« *Œuvre architecturale en même temps que musée* », comme le souhaite Alain Carignon, le MIN aura une position-clé dans la ville. Il couvrira en effet 12 000 mètres carrés sur l'actuel parking Salvador-Allende sur la rive gauche de l'Isère. Avec des contraintes sérieuses, il faudra construire un nouveau parking souterrain, préserver le site archéologique avoisinant et restituer le terrain de football déjà en place. Et aussi des stouts, grâce au parc

Michallon qui le prolonge, et deviendra un jardin de sculptures, et la proximité du musée Dauphinois, de l'autre côté de l'Isère. Il pourrait ainsi servir de point d'ancrage à un « parcours culturel » dans les projets de la municipalité, avec la perspective d'un musée des artistes dauphinois dans les anciens locaux de l'université du vieux quartier Tres-Cloître tout proche et la reconversion de l'actuel musée de peinture et sculpture en musée des sciences et des techniques qui voisine avec le Muséum d'histoire naturelle, lui-même en cours de rénovation.

### De La Tour à Staël

« *Le MIN aura une vocation nationale et de ce fait, un éclat européen. Ce sera un établissement pilote sur l'activité des arts plastiques* », indique Serge Lemoine en soulignant que « *les activités actuelles du musée de la place de Verdun sont la préfiguration du MIN* ». Art ancien et art contemporain y trouveront leur place : Canaletto et Nicolas de Staël, Georges de La Tour et Giacometti,

Zurbaran, Veronese, le Lorrain ou Dubuffet, plus de huit cents œuvres seront réparties sur 4 700 mètres carrés d'exposition, sur un niveau unique.

Spécialiste de l'art du vingtième siècle et plus particulièrement de la peinture abstraite géométrique, Serge Lemoine a montré, depuis son arrivée à Grenoble, son intérêt pour l'art contemporain avec les expositions de Bertrand Lavier, Gloria Friedmann ou Armleder et une rétrospective de Cesar Domela. Cette orientation sera poursuivie au MIN avec, déjà annoncée par Serge Lemoine, une première exposition sur « Le collage dans l'art du XX<sup>e</sup> siècle ».

« *Le rythme des expositions et le volume des acquisitions du MIN seront amplifiés* », rappelle Serge Lemoine. Un travail de sensibilisation et de formation, mené tout particulièrement avec le milieu scolaire, étayera l'activité de ce nouveau lieu artistique qui, selon le vœu d'Alain Carignon, « *sera le socle de la politique culturelle grenobloise* ».

FRANÇOISE VERGER.

## Cette ville-là

On ne dit pas de Grenoble qu'elle a du charme. On dit qu'elle a de l'attrait. Les vestiges de l'histoire y sont modestes, comme pour mieux souligner les trouvailles de la modernité. Les autoroutes l'effleurent, mais n'y pénètrent pas. Les passants du voyage ne voient qu'une cuvette enfumée, au carrefour de vents insuffisants. Les habitants, nés ou archéologues, sont incapables d'en vanter clairement les mérites, tout occupés qu'ils sont à en profiter. Il y a une rhétorique de Grenoble, des clichés plus durs que les municipalités, mais l'idée qu'on s'en fait est toujours en retard d'une guerre ou d'un maire.

Ce fut la ville symbole de la France des « trente glorieuses », ces années 45-75 qui nous firent basculer de la ruralité au siècle nucléaire. Elle en était le plus pur fleuron, technologique, industriel, universitaire. Et jusqu'à la politique qu'on y réinventait — croyait-on — quand Hubert Dubedout en fit, à partir de 1965, la ville vitrine de ce qu'on n'appellait pas encore la « nouvelle gauche ». Celle-ci s'en inspirait, dans ses utopies d'ancrées et jusqu'à ses déceptions post-soixante-huitardes.

Labo de gauche, labo de droite, Dubedout le symbole fut remplacé — aux temps des autogestions finissantes — par Alain Carignon, jeune, ce qui était bien, mais de droite, ce qui, ici plus qu'ailleurs, paraissait incongru. Sans rapport avec la majorité sociologique — chercheurs, ingénieurs, techniciens, universitaires — dont on se gargarisait, prétendant y réduire toute la ville, comme si elle n'avait pas ses boulangers, ses notaires et ses retraités.

Quand Hubert Dubedout vit ainsi lui succéder un jeune homme dont l'obstination paraissait résumer l'ambition, l'idée était dans l'air depuis quelques années d'une grave crise du « mythe » grenoblois. Elle n'était plus la capitale symbolique de la France moderne (et de gauche). La deviendrait-elle d'une France de droite, non réactionnaire,

sociale, obsédée par le look, communicatrice et point grueuse ? Ce fut le pari de Carignon, dont on voit bien — depuis plus de quatre ans qu'il est là — qu'il ne l'a pas perdu, s'il ne l'a pas définitivement gagné.

Car Grenoble est tout là : dans cette obstination à surprendre. Dans cette manière de creuser, regard rivé au sol, le sillon imperturbable du sérieux. C'est une chose qu'on ne néglige parfois : Grenoble n'est pas située quelque part en France. Elle n'est pas composée de cols blancs venus de l'Hexagone entier. Grenoble est une ville dauphinoise. Dans cette terre-là, on sait le poids du labeur, on connaît la valeur de la durée : on n'a pas les emballages passagers du parisianisme ou les fureurs du Midi. Dauphinois tête de bois : d'autant plus redoutable quand elle est bien faite.

Assez renfermée pour ne pas se laisser imposer n'importe quoi, par mode ou pression, elle est suffisamment ouverte pour tirer profit du talent qui passe ou de l'idée qui a pu germer ailleurs. Ville d'accueil, ville creuset, ville têtue et qui joue à surprendre : c'est quand on la dit fine, banalisée, qu'elle redresse la tête et invente son avenir.

Cette affaire du nouveau tramway est une belle ironie de la modernité grenobloise. Ils sont encore nombreux ceux qui, dans cette ville, se souviennent que, dans les années 50, bricoublaient encore les convois sonores, impossibles, toutes cloches sonnantes du tramway de l'époque. Trente ans après — une génération — revivait le tramway. Moderne, rapide, sûr. C'est ainsi : le perpétuel retour, dans une ville qui n'a jamais consenti à ses déclin, toujours surmontés ses accès de faiblesse : quand elle ne peut pas inventer, au moins elle réinvente.

A Lyon, la vieille sagesse d'entre Saône et Rhône répond à qui se plaint de la dureté des temps : « Ici, on se contente ! » A Grenoble, on ne se contente jamais. Dur comme rail.

BRUNO FRAPPAT.

## Chantal en alerte

Jamais de repos pour la troupe de Chantal Morel

GRENOBLE s'est familiarisée avec le théâtre en grande partie grâce à un créateur comme Georges Lavaudant, resté à la tête du centre dramatique national des Alpes (CDNA) pendant cinq ans. C'est lui surtout qui a donné à Chantal Morel le goût de la scène. Elle en a fini très vite avec le lycée et des bribes d'enfance pas tout à fait roses pour aller voir la vie passer avec son grand regard fauve. Une période qu'elle a trouvée « passionnante ». Puis elle s'inscrit au conservatoire de Grenoble, fait deux ou trois tours de comédienne sur les tréteaux et comprend que sa place est de l'autre côté de la scène. Ce n'est pas du temps perdu puisqu'elle y rencontre Gilles Najeau et Dominique Laidet, avec qui elle crée *Alertes* en 1980.

Première création avec le *Montreur*, d'André Chedid. Sur cette lancée viendront *Phédre*, d'après Racine et Euripide, et *Contes nocturnes*, d'Hoffmann. Puis *Home*, de David Storey, dont les quatre personnages fêlés par la vie ne communiquent que par petits mots et bribes de phrases.

Viendront dans la foulée la création d'*Histoire d'Iphigénie*, d'après Euripide, de *Olaf et Albert*, de Henrik Henkel, et surtout de *Platonov*, de Tchekhov, dans sa version intégrale. Sous les verrières bleutées et l'enchevêtrement des structures métalliques construites par Gustave Eiffel, *Alertes* donnait sa première note de vie culturelle à l'ancienne usine désaffectée Bouchayer-Viallet, qui allait, deux ans plus tard, se métamorphoser en Magasin-Centre national d'art contemporain. Quatre mille mètres carrés d'espace pour

un moment où le théâtre n'allait pas être à l'étroit, avec dîner servi aux spectateurs pendant l'entracte et sponsors exceptionnels. « *C'était total, timbré et miraculeux* », se rappelle Chantal Morel, encore tout étonnée.

Durant l'été 1985, Alain Cronbeque l'invite au Festival d'Avignon pour y présenter *Groom*, d'après le roman de Vautrin. Dans

### Michel Deutsch au CDNA

JOËL CHOSSON, directeur du Centre dramatique national des Alpes (CDNA), annonce pour la saison 1987-1988 la création de *Sit Verbis Verbo*, la dernière pièce de Michel Deutsch, qui en sera également le metteur en scène, et la coproduction avec le Théâtre de l'Ouest lyonnais de Quartett, de Heiner Müller, par Jean-Louis Martinelli ; par la suite, le *Prince travesti*, en coproduction avec le centre culturel français de Milan.

La collaboration avec le groupe *Alertes*, de Chantal Morel, se poursuivra. Les modalités de travail en commun avec Ariel Garcia Valdes sont en négociation. La création de la rentrée sera assurée par Alain Françon avec le Théâtre éclaté d'Annecy.

Le problème majeur du CDNA reste l'absence de lieu qui lui appartienne. Une salle de répétition mise en chantier dans la Maison de la culture devrait être prête pour le début de 1989.

C. G.

ce fourmillement d'images acides pointe l'univers de Chantal Morel, un petit monde plutôt barbare, peuplé d'êtres cassés et seuls. Avec leurs éclats de poésie aussi, car Chantal Morel a la tête lucide mais le regard tendre.

Les acteurs vont et viennent dans cette compagnie sans lieu fixe et jamais figée (1). Il y a tout de même les vieux amis qui apparaissent régulièrement dans les distributions. Comme Gilles Najeau. Il a fait partie des débuts d'*Alertes* et de l'aventure de *Platonov* : « *De la folie, se rappelle-t-il, c'était le côté rimbaudien de Chantal* ». Mais la rentrée se fera cette fois dans l'humour avec la *Cruche cassée*, de Kleist, qu'elle avait découvert au moment de la création d'*Iphigénie*. Un moment de vrai rire qu'elle avait « mis dans un coin de sa tête ». Un étrange hasard aussi puisque, après celle de *Platonov* et de *Vautrin*, ce sera encore la première pièce d'un auteur.

*Alertes* est en mouvement et le vide laissé par le départ de Lavaudant parti au TNP de Villeurbanne n'a toujours pas été comblé. Après le bref et boueux passage de son successeur Bruno Boëglin, le CDNA, maintenant dirigé par Joël Chosson, est devenu un lieu de production sans créateur attitré. La scène grenobloise change donc de ton, et la jeune compagnie, simplement par la qualité de ses créations, saura peut-être lui donner une couleur.

F. V.

(1) La compagnie *Alertes* est subventionnée depuis trois ans. Ville : 110 000 F ; conseil général de l'Isère : 150 000 F ; conseil régional : 300 000 F ; Office national de diffusion artistique : 62 000 F ; ministère de la culture : 250 000 F.

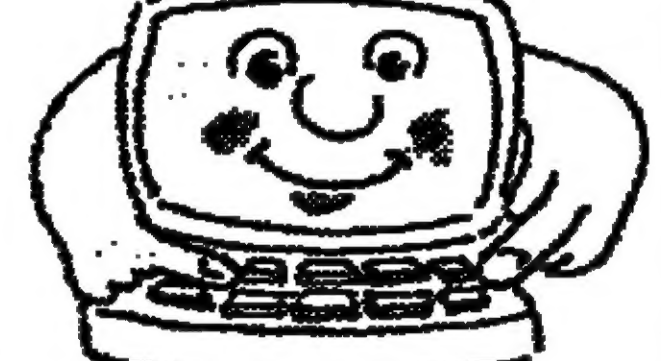
## mon congrès "idées en mains" ?

Alpes Congrès répond à toutes mes exigences.

UNE EQUIPE...  
UN EQUIPEMENT !

AU COEUR DES ALPES FRANÇAISES.  
DANS UN ENVIRONNEMENT EXCEPTIONNEL

SECRETARIAT ET GESTION INFORMATIQUE



... ET EN PLUS, "UN ACCUEIL SPECIAL GRENOBLE ALPES CONGRES"

GRENOBLE ALPES CONGRES Avenue d'Intrabuck - 38023 GRENOBLE Cedex  
Tél. 76 22 18 18 - Téléc. 980 662 F

### UN ENJEU RÉGIONAL...

L'équipe de Grenoble-Alpes-Congrès est l'exemple type de l'équipe battante qui ne s'endort pas sur ses lauriers, soucieuse qu'elle est de donner à Grenoble les moyens de conserver son image (et son rôle) de leader national en matière de tourisme d'affaires.

Dans cette course aux congrès, dont le but est de vendre aussi bien la ville que ses installations, tous les moyens sont bons. A commencer par l'informatique. « Une lacune de comblée », nous dit-on à Grenoble-Alpes-Congrès, où l'on organisait récemment une journée Portes Ouvertes destinée à présenter le premier logiciel de gestion de congrès « Congrès », mis au point par Metsys Rhône-Alpes pour Alpes-Congrès.

### ...ET INTERNATIONAL

Côté organisation, on voit que Grenoble, sous l'impulsion de Jean-Jacques Guillemot, sait utiliser son professionnalisme. Et puis il y a tout l'environnement, offrant un après-congrès qui s'inscrit dans une région culturelle et touristique faisant de Grenoble une ville où l'on ne s'ennuie jamais.

La culture est reine, les sports sont rois dans la cité olympique. L'histoire est riche dans ce Dauphiné qui de tout temps a constitué un carrefour prospère.

Cette symbiose restera la clé du succès. Que toutes les forces vives du tourisme et de l'accueil se réunissent, et Grenoble deviendra une des premières villes de congrès d'Europe.

**Le Monde**  
**RHONE-ALPES**

Publicité - Édition - Renseignements  
Tél. : 78-42-30-60 à Lyon

Europe 1 (104,7 FM) a été chargée d'animer du 2 au 9 septembre la fête d'inauguration du TAG. Plusieurs émissions seront réalisées en direct de Grenoble. Le samedi 5 septembre, la station animera la ville avec cinq podiums présentés par les meneurs de jeu d'Europe 1 et en soirée un spectacle gratuit sera donné avec Alain Souchon.

سورة الفاتحة